

**RAPPORT D’EVALUATION DES
POLITIQUES DE SECURITE SOCIALE**

FAMILLE

PLFSS 2022

L'article L0111-4 du code de la sécurité sociale prévoit que « *sont jointes au projet de loi de financement de la sécurité sociale de l'année des annexes présentant, pour les années à venir, les programmes de qualité et d'efficience relatifs aux dépenses et aux recettes de chaque branche de la sécurité sociale ; ces programmes comportent un diagnostic de situation appuyé notamment sur les données sanitaires et sociales de la population, des objectifs retracés au moyen d'indicateurs précis dont le choix est justifié, une présentation des moyens mis en œuvre pour réaliser ces objectifs et l'exposé des résultats atteints lors des deux derniers exercices clos et, le cas échéant, lors de l'année en cours* ».

Les six rapports d'évaluation des politiques de sécurité sociale (REPSS), qui prennent la suite des programmes de qualité et d'efficience (PQE), sont ainsi destinés à mesurer la performance des politiques de sécurité sociale et leur impact sur les conditions de vie des Français. Ils se composent de trois parties:

- une *synthèse* qui rappelle les objectifs assignés aux politiques de sécurité sociale dans chacun des domaines couverts, résume les principaux résultats obtenus, et précise les actions mises en œuvre par le Gouvernement et les acteurs du système de sécurité sociale afin de poursuivre ou d'infléchir ces résultats ;
- des indicateurs de cadrage permettant d'appréhender l'évolution des politiques structurantes de chaque domaine, au regard du contexte économique, sanitaire, social et financier ;
- des indicateurs objectifs/résultats qui détaillent les évolutions observées au regard de chacun des objectifs.

Le présent rapport d'évaluation des politiques de sécurité sociale, consacré à la « Famille », est élaboré par la Direction de la sécurité sociale, en collaboration avec l'ensemble des institutions et régimes partenaires qui produisent les données statistiques et financières (CNAF, DREES, INSEE).

SOMMAIRE

SYNTHESE	7
Chiffres clés	15
1. Données de cadrage	17
1.1. Dépenses en faveur des familles	18
1.2. Evolutions démographiques.....	20
1.2.1. Naissances et indice conjoncturel de fécondité	20
1.2.2. Age à la maternité et descendance finale.....	22
1.2.3. Taille des familles	24
1.3. Prestations sociales et familiales versées par la Cnaf.....	25
1.3.1. Bénéficiaires des prestations familiales.....	25
1.3.2. Masses de prestations familiales et sociales versées par la branche famille	29
1.3.3. Masses de prestations versées par décile de niveau de vie et selon la configuration familiale	31
1.4. Capacité d'accueil des enfants de moins de trois ans	34
1.4.1. Evolution de la capacité d'accueil des enfants de moins de 3 ans.....	34
1.4.2. Disparités territoriales d'accueil des enfants de moins de trois ans	39
1.5. Coût des modes d'accueil.....	41
1.5.1. Coût des modes d'accueil selon le niveau de revenu et le mode d'accueil (cas-types).....	41
1.5.2. Coût des modes de garde pour les finances publiques	46
1.6. La prestation partagée d'éducation de l'enfant	48
1.6.1. Bénéficiaires de prestation partagée d'éducation de l'enfant.....	48
1.6.2. Proportion de parents en emploi après avoir bénéficié d'un congé parental solvabilisé par la PreParE	51
1.6.3. Dispositifs d'accueil utilisés par les familles	53
1.7. Gains financiers à l'emploi liés à la protection sociale	57
1.8. Dispositifs de soutien à la parentalité	60
2. Objectifs / Résultats.....	67
Objectif n°1 : Contribuer à la compensation financière des charges de famille et accompagner tous les parents	70
2.1. Limiter les écarts de niveau de vie en fonction de la configuration familiale	70
Objectif n°2 : Aider davantage des familles vulnérables	73
2.2. Réduire via les impôts et prestations les écarts de niveau de vie entre ménages de même composition familiale	73
2.3. Lutter contre la pauvreté des enfants.....	75
2.3.1. Taux de pauvreté monétaire des enfants	75
2.3.2. Impact des prestations sur le taux de la pauvreté monétaire des enfants.....	77
2.4. Améliorer le recouvrement des pensions alimentaires.....	79
Objectif n°3 : Favoriser la conciliation entre vie familiale et vie professionnelle.....	81
2.5. Augmenter le taux d'occupation des établissements d'accueil du jeune enfant.....	81
2.6. Développer l'offre en accueil collectif	83
2.6.1. Places créées en accueil collectif.....	83
2.6.2. Enfants en situation de pauvreté fréquentant les établissements d'accueil du jeune enfant.....	85
2.7. Réduire les inégalités territoriales en matière d'accueil du jeune enfant.....	87
2.7.1. Ecart par département de la capacité de l'ensemble des modes d'accueil	87
2.7.2. Ecart par département de la capacité d'accueil des Etablissements d'accueil du jeune enfant.....	91
2.7.3. Nombre de places d'accueil collectif disponibles dans les zones prioritaires (QPV)	94
2.8. Limiter le taux d'effort et le reste à charge des familles ayant un mode d'accueil formel.....	95
2.9. Contribuer à la hausse de l'emploi des femmes	99
2.9.1. Taux d'emploi des femmes et des hommes âgés de 25 à 49 ans en France et en comparaisons internationales	99
2.9.2. Taux d'emploi des femmes et des hommes selon le nombre et l'âge des enfants	101

2.9.3. Taux d'activité des femmes et des hommes selon le nombre et l'âge des enfants	103
2.10. Contribuer à la réduction des écarts salariaux entre les femmes et les hommes	105
Objectif n°4 : Garantir la pérennité financière de la branche famille à moyen et long terme	108
2.11. Veiller à l'équilibre financier de la branche famille à moyen/long terme	108
2.12. Garantir le paiement « à bon droit » des prestations versées	110
<i>Liste des sigles utilisés</i>	<i>115</i>

Rapport d'évaluation des politiques de sécurité sociale

SYNTHESE

FAMILLE

Les rapports d'évaluation des politiques de sécurité sociale présentent tous les ans les grands objectifs poursuivis par la sécurité sociale et permettent d'identifier les réussites mais également les marges de progrès ou les difficultés rencontrées.

A partir de sa refondation en 1945, la politique familiale française a longtemps affiché un objectif de soutien à la natalité, notamment grâce à une réduction des inégalités de niveaux de vie entre familles selon le nombre d'enfants. A partir des années soixante-dix, un accent plus important a été mis sur le soutien aux familles les plus modestes. Enfin, au cours des trente dernières années, la conciliation entre vie familiale et professionnelle, permettant notamment d'encourager la participation des femmes à l'activité économique, est devenue un axe majeur de la politique familiale.

Ce rapport consacré à la politique familiale présente 33 indicateurs permettant d'évaluer la contribution de la sécurité sociale à cette politique, autour de **quatre objectifs principaux** :

- 1/ contribuer à la compensation financière des charges de famille et accompagner tous les parents ;
- 2/ aider davantage les familles vulnérables ;
- 3/ favoriser la conciliation entre vie familiale et vie professionnelle ;
- 4/ garantir la pérennité financière de la branche famille à moyen et long terme.

Avant de présenter les résultats des indicateurs selon ces quatre dimensions, cette synthèse revient sur les dépenses financées par la branche, qui font l'objet de la première partie du rapport (données de cadrage), et sur les mesures récentes et prévues dans le PLFSS 2022 en matière de politique familiale.

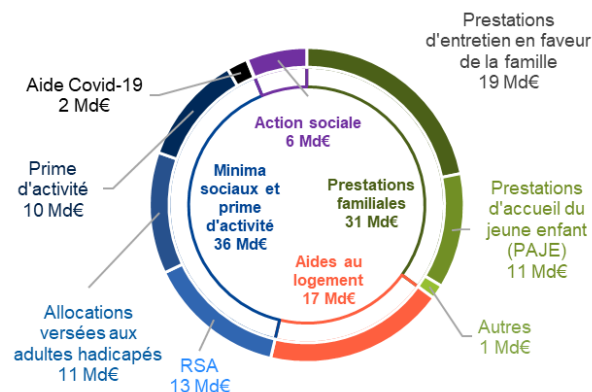
La France a consacré 2,4 % de son PIB aux dépenses sociales en faveur de la famille

La France a consacré 2,4 % de son PIB aux dépenses sociales en faveur de l'enfance et de la maternité, la situant au niveau de la moyenne européenne (en 2017, indicateur n°1-1).

Le montant des prestations familiales légales est stable, à 31 Md€ en 2020 (indicateur n°1-3-2). La branche couvre 13,6 millions d'allocataires ; soit environ 32 millions de personnes.

A ces prestations s'ajoutent 6 milliards d'euros alloués au Fonds national d'action sociale des CAF par l'intermédiaire duquel la branche contribue au développement des modes d'accueil du jeune enfant ainsi que de nombreux autres équipements et services utiles aux familles, aux enfants, aux jeunes et à l'animation de la vie sociale. Enfin, la branche finance des majorations de pensions retraites en versant des cotisations au titre des périodes non travaillées ou travaillées à temps partiel, pour élever les enfants ou s'occuper d'un enfant ou d'un proche handicapé ou malade.

Graphique 1 • Prestations versées par la branche famille en 2020



Action sociale : activités de loisirs, accompagnement des parents (lieux d'accueil enfants-parents, médiation familiale, accompagnement à la scolarité, rencontres avec d'autres parents, etc.), centres sociaux, animation en milieu rural, etc.), aides aux familles en matière de logement. Champ : tous régimes – yc AEEH Source : Cnaf

Les aides aux familles sont complétées par des prestations au titre de la maternité, des majorations de pensions de retraite suivant le nombre d'enfants élevés et des dispositifs fiscaux, tels que le « quotient familial ». La branche famille verse également d'autres prestations à destination des familles financées par l'Etat : minima sociaux, prime d'activité et aides au logement.

Depuis la création de la branche autonomie en 2021, l'allocation d'éducation de l'enfant handicapé n'est plus financée par la branche famille mais par la branche autonomie, le versement de la prestation demeurant assuré par les caisses d'allocations familiales et les caisses de mutualité sociale agricole.

La branche famille a été fortement mobilisée pour aider les familles et les professionnels de la petite enfance à faire face aux conséquences de la crise sanitaire, notamment au travers du versement en 2020 d'un supplément d'allocation de rentrée scolaire (cf. encadré qui retrace les actions de la branche dans ce cadre).

Les réformes récentes à destination des familles

Au-delà de ces actions de court-terme, plusieurs réformes récentes ont permis de renforcer les droits à destination des familles.

D'abord, afin de favoriser l'investissement des jeunes pères dans l'éducation de leur enfant, la durée du congé de paternité et d'accueil de l'enfant est doublée à compter du 1^{er} juillet 2021 : en prenant en compte le congé de naissance de 3 jours rémunéré par l'employeur, la durée totale du congé paternité s'élève à 28 jours contre 14 jours auparavant. La prise de ce congé est rendue obligatoire pour les sept jours suivant immédiatement la naissance de l'enfant. Par ailleurs, le versement de la prime de naissance est avancé dès le 7^e mois de grossesse à compter du 1^{er} janvier 2021, au lieu d'un

versement deux mois après la naissance. Enfin, une allocation forfaitaire versée en cas de décès d'un enfant a été mise en place à compter du 1^{er} juin 2020.

Ensuite, les années récentes ont été marquées par la création d'un **service public des pensions alimentaires à compter de janvier 2021**. Elle fait suite à la mise en place de l'Agence de recouvrement des pensions alimentaires (ARIPA) en 2017, afin de simplifier les démarches de recouvrement d'impayés de pension alimentaire. Les CAF peuvent jouer le rôle d'intermédiaire entre les parents séparés ou en cours de séparation. Elles assurent, depuis le début de l'année 2021, un rôle de collecte des pensions auprès du parent débiteur et de versement au parent créancier, dans une logique de sécurisation du versement de ces sommes et de pacification des relations entre les parents séparés.

Le PLFSS 2022 prévoit une systématisation de cette logique d'intermédiation par les CAF et les caisses de MSA, pour les décisions fixant des pensions alimentaires à compter de 2022, sauf option contraire des deux parents.

Par ailleurs, depuis le 1^{er} janvier 2021, la réforme dite « des aides au logement en temps réel » est effective. Les bénéficiaires d'une aide au logement voient le montant calculé sur la base des ressources des 12 derniers mois et non plus sur celles des revenus perçus deux ans plus tôt. Pour les personnes dont la situation n'a pas changé depuis 2 ans, il n'y aura pas d'évolution concernant le montant de ces aides.

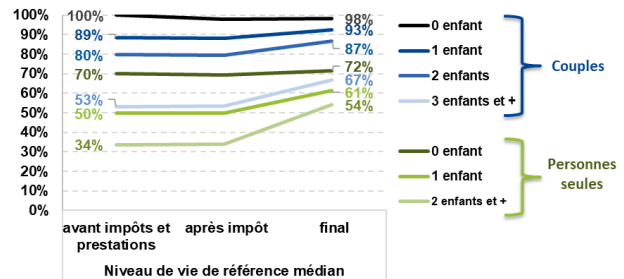
La suite de cette synthèse revient sur les résultats obtenus au regard des quatre grands objectifs en matière de politique familiale.

Objectif n°1 : Contribuer à la compensation financière des charges de famille

La compensation des charges financières induites par la présence d'enfants au sein d'un ménage est historiquement la finalité première du dispositif français de politique familiale. Pour apprécier cette redistribution horizontale (des ménages sans enfant vers les familles avec enfants), on peut comparer l'impact des prestations familiales sur le niveau de vie des ménages en fonction de leur configuration familiale (*indicateur n°2-1*). Ainsi, en 2019, le niveau de vie moyen de toutes les catégories de familles avec enfants s'améliore du fait des dispositifs fiscaux et des prestations sociales, alors que celui des personnes ou des couples sans enfant diminue légèrement en raison de l'impôt (*cf. graphique 2*).

Ce sont les familles nombreuses qui connaissent l'amélioration la plus importante de leur niveau de vie du fait des aides fiscales et sociales, et plus particulièrement des prestations familiales. Les familles monoparentales bénéficient également d'un soutien important, en partie grâce aux prestations familiales, mais surtout grâce aux aides au logement et minima sociaux.

Graphique 2 • Impact de l'impôt et des prestations sociales sur le niveau de vie en 2020



Note de lecture : le niveau de vie médian des personnes au sein de chaque configuration familiale est rapporté à un référentiel 100 qui est le niveau de vie médian de référence au sein des couples sans enfant (après cotisations et contributions sociales mais avant impôts et prestations, correspond ici à 100). Source : Modèle Ines provisoire, calculs DREES

Objectif n°2 : Aider les familles vulnérables

Les missions assignées aux dispositifs en faveur des familles ont évolué au cours du temps, notamment pour prêter une attention particulière aux familles en situation économique fragile. Depuis 2014, plusieurs mesures traduisent la volonté de mieux soutenir les familles les plus exposées à la pauvreté, et notamment les familles monoparentales et les familles nombreuses : le complément familial a été progressivement majoré de 50 % pour les familles nombreuses modestes entre 2014 et 2018 ; l'allocation de soutien familial (ASF), dont peuvent bénéficier les parents élevant seuls leurs enfants, a également fait l'objet d'une revalorisation de 25 % sur la même période ; enfin, la situation de monoparentalité est prise en compte dans plusieurs prestations et notamment à travers les aides financières à la garde d'enfant (CMG) grâce à une majoration du plafond de ressources et du montant plafond de la prestation familiale.

Pour financer ces mesures, la loi de finances pour 2014 a abaissé de 2 000 € à 1 500 € le plafond de l'avantage fiscal procuré par les enfants (quotient familial). De plus, depuis le 1^{er} juillet 2015, les allocations familiales sont modulées selon les ressources du foyer. Cette mesure touche les 10 % de familles les plus aisées, le niveau des allocations familiales restant inchangé pour les 90 % restantes.

Ces actions ont permis de rééquilibrer le profil de la courbe de redistribution de la politique familiale : des travaux de la Drees montraient en effet qu'avant 2014, les familles aisées étaient davantage aidées que celles à revenus intermédiaires : la redistribution s'opérait en France selon une courbe en U, la perte des prestations familiales et de logement sous condition de ressources était compensée, pour les plus aisées, par un avantage en impôt croissant avec le revenu jusqu'à des niveaux élevés.

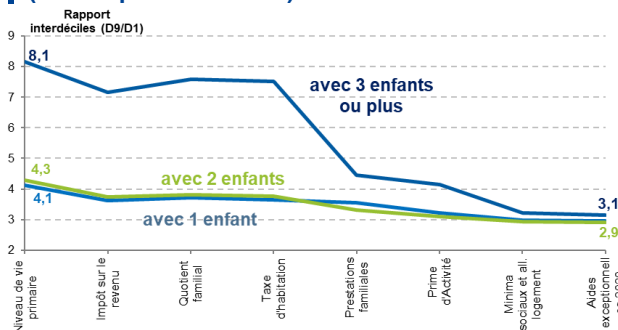
Ainsi, les prestations familiales contribuent à réduire les inégalités de niveau de vie au sein de chaque configuration familiale. Cet impact redistributif des transferts fiscaux et sociaux est d'autant plus important que le nombre d'enfants augmente, notamment pour les familles monoparentales (*cf. graphique 2 et indicateur n°2-2*).

A titre d'illustration, selon les données provisoires pour 2020, les inégalités de niveau de vie au sein des familles avec deux enfants sont d'abord réduites grâce aux prestations familiales et à l'impôt, qui participent respectivement à 34 % et 40 % de l'impact redistributif total. La prime d'activité contribue à 15 % de l'impact redistributif et les minima sociaux et les allocations logement à 13 % de l'impact.

Le fort impact redistributif des prestations familiales tient pour une part aux conditions de ressources auxquelles

elles sont pour la plupart soumises, mais aussi à la masse financière que ces prestations représentent. Sur le champ des familles, les masses de prestations familiales versées sont supérieures à celle des allocations logement d'une part et des minima sociaux d'autre part, malgré leur barème moins fortement dégressif en fonction du revenu.

Graphique 3 • Evolution des écarts de niveaux de vie (avant/après transferts) en 2020



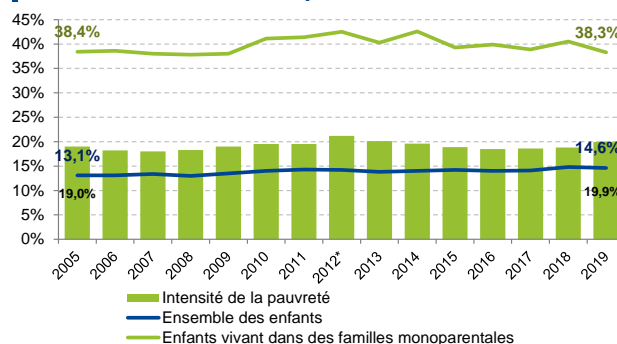
Note de lecture : parmi les couples avec deux enfants, avant impôts et prestations, les 10 % de personnes les plus ont un niveau de vie au moins 4,3 fois plus important que celui des 10 % les plus modestes. Après transferts fiscaux et sociaux, ce rapport s'établit à 2,0.
Source : Drees, Insee

L'objectif de lutte contre la pauvreté des enfants justifie que les dispositifs de la politique familiale poursuivent également une visée de redistribution verticale des revenus pour une même configuration familiale, des ménages aisés vers les ménages pauvres. Connaître dès ses premières années l'expérience de la pauvreté expose en effet les enfants à des risques aggravés de précarité au cours de leur vie d'adulte.

En 2019, 20,2 % des enfants vivent en dessous du seuil de pauvreté, et 38,3 % des enfants de familles monoparentales, les plus exposées au risque de pauvreté (contre 14,6 % de l'ensemble de la population, cf. graphique 3). Le taux de pauvreté des enfants, en baisse par rapport à 2018 (-0,8 point) et retrouve son niveau de 2017. Le taux de pauvreté des familles monoparentales baisse lui de 2,1 point et atteint le niveau le plus bas depuis 10 ans. Enfin, l'intensité de la pauvreté des familles – mesurant l'écart entre le niveau de vie médian des familles en situation de pauvreté et le seuil de pauvreté – qui avait diminué de façon régulière entre 2012 et 2016, est orientée à la hausse depuis 2016. Elle est de 19,9 % en 2019 (indicateur n°2-3-1).

La baisse des allocations logement induite par la réforme de la réduction du loyer de solidarité explique toutefois selon l'Insee une part importante de la hausse du taux de pauvreté en 2018. Cette baisse ampute les niveaux de vie tels qu'ils sont normalement mesurés, alors même qu'elle a été compensée par des baisses correspondantes des loyers, donc des dépenses des ménages concernés. Ces résultats sont également à mettre en relation avec les mesures déjà évoquées sur le complément familial ou l'allocation de soutien familial, ainsi que la revalorisation exceptionnelle de l'allocation de rentrée scolaire (cf. supra), qui contribuent à enrayer cette tendance, en apportant un supplément de pouvoir d'achat aux familles à revenus modestes et moyens.

Graphique 4 • Proportion d'enfants vivant dans des familles en situation de pauvreté



Sources : Insee, DGFiP, Cnaf, Cnav, MSA, ERFS, enquête patrimoine.
* rupture de série en 2012.

Malgré un taux de pauvreté des enfants qui reste trop élevé (2,9 millions d'enfants pauvres en 2018), les prestations familiales et les aides au logement ont un rôle décisif dans la limitation du risque de précarité. En effet, les prestations familiales contribuent pour plus de moitié à la réduction du taux de pauvreté des enfants imputable aux transferts sociaux (indicateur n°2-3-2).

Objectif n°3 : Concilier vie familiale et vie professionnelle

La politique familiale française a progressivement amorcé une inflexion vers une meilleure prise en compte de l'aspiration des parents à articuler leurs responsabilités familiales et professionnelles. Les études internationales comparées montrent que ce sont aujourd'hui les pays dans lesquels les femmes sont le plus présentes sur le marché du travail qui ont aussi le plus haut niveau de fécondité. Ainsi, faciliter le maintien des femmes dans l'emploi tout en offrant aux parents les moyens d'éduquer leurs enfants assure une natalité et un taux d'activité élevés, qui contribuent conjointement, à long terme, au renouvellement des générations et par suite à la croissance économique, puis *in fine*, à l'équilibre des régimes sociaux.

En 2020, 740 000 bébés sont nés en France. En recul depuis 2015, l'indicateur conjoncturel de fécondité s'établit à 1,84 enfant par femme. La France reste, en 2018, le pays le plus fécond de l'Union européenne (indicateur n°1-2-1).

Depuis le 1^{er} juillet 2021, afin d'accroître l'investissement des pères dans l'éducation des enfants, le congé paternité a été porté à 25 jours dont 7 jours obligatoires, pour un coût annuel estimé à 550 M€. Il s'ajoute au congé de naissance de 3 jours.

Cette réforme fait suite à une proposition de la Commission des 1 000 premiers jours, qui préconisait de repenser le congé paternité, notamment d'allonger sa durée et de le rendre plus flexible, pour qu'il puisse par exemple être pris à la naissance, mais aussi à la fin du congé maternité. Le rapport du comité souligne en effet qu'un congé plus long que la durée actuelle favorise les interactions et la formation d'un lien d'attachement avec le second parent, mais également la coparentalité et un partage équitable du travail et de la vie de famille entre parents.

Des efforts importants pour développer l'offre de services d'accueil des jeunes enfants

Des efforts importants ont été réalisés au cours des dernières années pour développer l'offre d'établissements d'accueil des jeunes enfants (EAJE) ou pour permettre à

l'un des parents de cesser ou de réduire temporairement son activité professionnelle sans obérer ses chances ultérieures de retour à l'activité professionnelle. Au total, elles consacreront 3,9 milliards d'euros à ce secteur avec trois objectifs :

- offrir à chaque enfant l'expérience d'un accueil de qualité en collectif,
- lutter contre les inégalités dès le plus jeune âge,
- et faciliter la conciliation vie familiale/vie professionnelle.

Depuis 15 ans, le soutien de la branche famille, au travers de plans d'investissement et l'augmentation très significative des dépenses de soutien au fonctionnement des EAJE, a permis d'accroître l'offre d'accueil des jeunes enfants. En 2019, la branche Famille de la sécurité sociale (régimes général et agricole) est le premier contributeur dans le financement des modes d'accueil des enfants de moins de 6 ans : 12,1 milliards de dépenses engagées (soit 36 % de l'ensemble).

Pour 100 enfants âgés de moins de trois ans, la France dispose en 2018 de 59,8 places d'accueil « formel » – i.e. assuré par des professionnels autonomes ou dans le cadre d'une structure : crèche, halte-garderie, assistant maternel, garde à domicile, multi-accueil ou préscolarisation en école maternelle avant trois ans (*indicateur n°1-4-1*). Cette proportion a progressé de 9 points depuis 2010, malgré la baisse du nombre d'enfants âgés de moins de trois ans préscolarisés en école maternelle sur la période.

Dans les faits, 52 % des familles ayant au moins un enfant de moins de 3 ans recourent à un ou plusieurs de ces dispositifs. Les assistants maternels ou les salariés à domicile accueillent les enfants d'une famille sur quatre et les établissements d'accueil du jeune enfant sont utilisés par 22 % des familles (*indicateur n°1.6.3*).

La convention d'objectifs et de gestion (COG) signée entre l'Etat et la Cnaf pour 2018-2022 s'inscrit dans le prolongement des politiques menées précédemment en terme de développement des solutions d'accueil individuelles et collective. D'ici à 2022, l'objectif, assorti des moyens financiers nécessaires, est de créer 30 000 places d'accueil supplémentaires nettes en établissements d'accueil du jeune enfant, dont une part significative dans les quartiers prioritaires de la ville. En parallèle, les modalités de financement des établissements d'accueil du jeune enfant ont été revues, que ce soit en investissement ou en fonctionnement, dans l'objectif de prendre davantage en compte les caractéristiques des territoires et des publics accueillis (besoins non couverts, pauvreté, handicap) pour moduler le soutien aux gestionnaires et renforcer la contribution des CAF au rééquilibrage de l'offre et à l'accessibilité de tous les enfants aux EAJE.

La prise en charge publique des coûts de garde décroît avec l'augmentation du revenu du ménage, quel que soit le mode d'accueil retenu. Elle représente, en 2020, au minimum 63 % du coût de la garde, exception faite de la garde à domicile non partagée et de la garde en micro-crèche, qui sont les modes d'accueil les plus onéreux et les moins répandus (*indicateur n°1-5-1*).

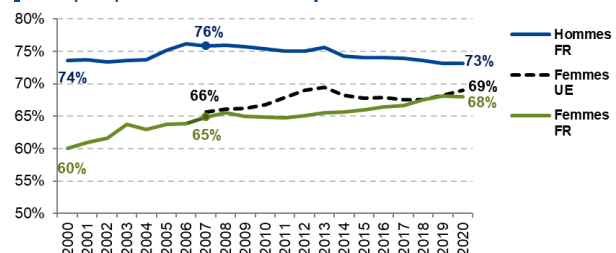
Le barème des participations familiales en EAJE a été réformé en 2019. Chaque année, jusqu'au 1^{er} janvier 2022, le taux des participations familiales augmentera de 0,8 % tandis que le plafond de ressources augmentera progressivement pour atteindre 6 000 € (contre 4 875 € en 2018). Cette réforme a donc pour effet d'accroître

légèrement la participation de l'ensemble des familles, et de façon plus notable celle des foyers ayant des revenus élevés. Sauf dans le cas de la garde à domicile non partagée, les ménages consacrent généralement moins de 16 % de leur revenu net à la garde de leur enfant (y compris l'allocation de base de la PAJE), selon une évaluation fondée sur des cas-types (*indicateur n°2-8*). On observe par ailleurs, pour les familles monoparentales et les couples actifs les plus modestes, que le recours à un assistant maternel est plus de deux fois plus onéreux qu'un accueil en crèche, même si les familles monoparentales bénéficient d'une majoration de 30 % du montant de CMG depuis octobre 2018.

Un développement de l'offre d'accueil favorable au maintien en emploi des femmes

Le développement de l'offre d'accueil des jeunes enfants contribue à favoriser le maintien en emploi des jeunes parents, et notamment des mères. Le taux d'emploi des femmes âgées de 20 à 64 ans atteint 68 % en 2020 contre 75 % pour les hommes. Il est stable par rapport à 2019 et a progressé de 3,1 points depuis 2010 (*cf. graphique 5 et indicateur n°2-9-1*). Le taux d'emploi des françaises est légèrement inférieur à celui des européennes : 68 % contre 69 %, en 2020. Des marges de progrès existent cependant, eu égard à l'écart persistant entre les taux d'emploi des femmes et des hommes, et à la diminution de la propension des mères à occuper un emploi lorsque la taille de la famille s'accroît (*indicateur n°2-9-2*). En effet, si le taux d'emploi des femmes avec un enfant de moins de 3 ans est de 70 % en 2020, seules 39 % des femmes avec 3 enfants (dont au moins un de moins de trois ans) sont en emploi. Toutefois, le taux d'emploi des mères augmente : en 2009, il était de 69 % pour les mères avec un enfant de moins de 3 ans et de 34 % pour celles avec 3 enfants (dont au moins un de moins de trois ans).

Graphique 5 • Taux d'emploi des 20-64 ans



Source : Eurostat

Le complément du libre choix d'activité (CLCA), qui donnait une indemnité aux parents en congé parental, sous certaines conditions, pouvait rendre difficile le retour à l'emploi des femmes, qui en étaient dans les faits les principales bénéficiaires. Il a pour cette raison été remplacé par la prestation partagée pour l'éducation de l'enfant (PreParE) depuis le 1^{er} janvier 2015. Comme le CLCA, elle permet aux parents de jeunes enfants d'interrompre ou de réduire leur activité professionnelle en contrepartie d'une aide financière, mais la durée durant laquelle le parent réduit ou cesse son activité est plus courte et elle encourage un partage plus équitable entre parents. Depuis 2014, le nombre d'allocataires a diminué de 50 %. La part des hommes parmi les bénéficiaires de la PreParE a très légèrement progressé passant de 4 % à 6 % entre 2016 et 2020, mais demeure à un niveau très bas, dans un contexte de chute du recours à cette prestation. A fin juin 2020, près de 250 000 personnes

bénéficiaient de cette allocation pour l'ensemble des régimes de sécurité sociale (*indicateur n°1-6-1*).

Enfin, depuis le début des années 2010, la branche famille développe son action sur le champ du soutien à la parentalité. Ce soutien concerne tous les parents quels que soient leurs revenus et représente une dépense de 122 millions d'euros en 2020. Les services proposés visent à favoriser la qualité du lien parents-enfants, à apporter un appui aux parents par la création et le renforcement de relations sociales, à renforcer le lien entre les familles et l'école et à offrir les ressources dont l'enfant a besoin pour développer ses compétences. Ces services de soutien à la parentalité cherchent également à prévenir la rupture du lien familial et à favoriser l'élaboration d'accords dans l'intérêt de l'enfant en cas de séparation (*indicateur n°1-8*).

Objectif n°4 : Garantir la viabilité financière de la branche famille à moyen et long terme

Comparée aux autres secteurs de la sécurité sociale, la branche famille est en principe soumise à des conditions structurelles plus favorables à l'atteinte de son équilibre financier. En effet, à législation constante, la croissance des dépenses, gouvernée essentiellement par l'évolution du nombre d'enfants ouvrant droit aux prestations familiales, devrait être plus modérée que celle des recettes, qui suivent la progression de la richesse nationale.

Or, à partir de 2009, la branche famille a subi comme les autres branches de la sécurité sociale les conséquences de la crise économique, qui s'est traduite par une diminution des recettes et une augmentation des prestations sous conditions de ressources servies, sous l'effet de la dégradation de l'activité économique et de l'emploi. La situation financière de la branche est ainsi restée durablement dégradée. En 2014 et 2015, les différentes mesures prises en matière de réforme des prestations familiales (modulation en fonction des ressources des allocations familiales et recentrage de certaines prestations vers les familles plus modestes), combinées à un apport important de recettes (rétrocession des gains liés à la réforme du quotient familial en 2014 estimés à 1 Md€), ont permis de diminuer significativement le déficit de la branche. La réduction du déficit s'est poursuivie depuis 2015, du fait notamment de la modération des dépenses.

En 2020, le solde de la CNAF s'est établi à -1,8 Md€, soit une dégradation de 3,3 Md€ par rapport à 2019 sous l'effet de la crise de la Covid-19. Cette chute s'explique entièrement par le repli des recettes (-6,3 %) alors que les dépenses ont progressé très modérément (+0,2 %).

Les prestations sociales sont quasiment stables à +0,1 %. Les prestations d'entretien ont été dynamiques, en

progression de 3,1 % après +0,6 % en 2019, malgré une revalorisation annuelle des prestations limitée à 0,3% au 1^{er} avril 2020 par la LFSS pour 2020. Ce dynamisme est dû à la revalorisation exceptionnelle de l'allocation de rentrée scolaire décidée au cours de l'été 2020 pour soutenir les ménages les plus vulnérables face à la crise sanitaire (coût de 0,5 Md€).

L'année 2021 est marquée par le transfert du financement de AEEH à la nouvelle branche autonomie de la sécurité sociale. En contrepartie, la CNAF cède une fraction de 9,1 points de taxe sur les salaires à la CNAM, afin de neutraliser l'impact sur son solde de ce transfert. Ainsi, hors cet effet de périmètre, les dépenses de la CNAF progresseraient de 1,0 % (-1,4 % en tenant compte du transfert de l'AEEH) ; ses recettes augmenteraient de 6,0 % (contre 3,4 % y compris ce transfert). Le solde de la CNAF devrait être excédentaire de 0,5 Md€ en 2021. L'excédent de la branche devrait croître jusqu'en 2025 pour atteindre 5,4 Md€.

Conclusion

L'analyse des indicateurs du présent rapport témoigne d'une réussite de la politique familiale française et de l'atteinte d'un équilibre globalement satisfaisant entre les différents objectifs poursuivis.

Outre la capacité, presque unique en Europe, de notre pays à assurer le renouvellement des générations, trois résultats méritent une attention particulière :

- **l'impact redistributif des prestations familiales est très important**, et elles contribuent fortement à contenir la pauvreté chez les enfants, même si son niveau demeure encore élevé ;
- **la participation élevée des femmes à l'activité économique** est pour partie la résultante de l'effort important réalisé par la France en matière d'offre, de financement et de tarification des différents modes d'accueil des jeunes enfants. La conciliation vie familiale/vie professionnelle doit encore progresser, quel que soit le niveau de revenu, mais est facilitée par une offre d'accueil du jeune enfant substantielle, diverse et financièrement accessible ;
- toutefois **des marges de progrès demeurent, dans la mesure où les familles moins aisées recourent moins que dans d'autres pays aux modes d'accueil formels**, qui sont pourtant favorables au développement de l'enfant et donc à l'égalité des chances dès le plus jeune âge ;
- des marges de progrès existent également au regard du recours quasi-exclusivement féminin à la prestation partagée d'éducation de l'enfant (PreParE) qui permet de réduire ou cesser son activité professionnelle à l'arrivée d'un nouvel enfant au foyer.

ENCADRE COVID - Le soutien de la branche aux familles durant la crise sanitaire

Au premier semestre 2020, la France a fait face à une épidémie d'une ampleur sans précédent depuis la mise en place de la sécurité sociale. Des mesures ayant des conséquences massives pour les finances publiques ont été mises en œuvre, tandis que la diminution de l'activité économique s'est traduite par une baisse très significative des cotisations perçues par la branche famille en 2020. **S'agissant de la branche famille, ont été mises en place d'une part des aides directes pour soutenir les familles, d'autre part des aides aux équipements sociaux financés par les CAF au titre de leur action sociale**, notamment les crèches. Un plan de rebond a par ailleurs été décidé en février 2021 pour soutenir plus durablement les crèches et leur développement, notamment dans les territoires défavorisés.

Aides directes aux familles

Des mesures de maintien du droit aux prestations familiales ont été mises en œuvre

Le versement de l'allocation de soutien familial (ASF) aux familles monoparentales récemment séparées n'ayant pas encore de titre exécutoire de pension alimentaire a été prolongé à titre exceptionnel, au-delà des quatre mois prévus dans le droit commun, compte tenu des difficultés pendant cette période pour effectuer les démarches d'obtention d'un tel titre ou la preuve de sa demande auprès des tribunaux.

Le droit à l'allocation journalière de présence parentale (AJPP) a pu être prolongé entre mars et juin 2020 malgré l'absence de certificat médical attestant de la nécessité des soins et de la présence d'un parent.

Les droits à l'allocation d'éducation de l'enfant handicapé (AEEH) ouverts avant le 12 mars et arrivant à échéance entre cette date et le 31 juillet 2020 ont été prolongés pour 6 mois sauf lorsque la situation justifiait de les augmenter.

Les minima sociaux pour lesquels il est nécessaire de déclarer ses revenus (RSA, AAH) et la prime d'activité ont été maintenus lorsqu'il n'était pas possible pour les allocataires de fournir leur déclaration trimestrielle de ressources.

Des aides exceptionnelles de solidarité pour les foyers les plus modestes

Une aide exceptionnelle de solidarité a été versée mi-mai 2020 aux bénéficiaires du RSA et aux foyers percevant des APL et ayant des enfants à charge (3,6 millions de foyers, soit 5 millions d'enfants), pour un coût total de 821 M€. Une mesure exceptionnelle à destination des familles les plus fragiles a été financée et versée par la branche famille. Il s'agit de l'allocation de rentrée scolaire, qui a connu une majoration exceptionnelle de 100 euros par enfant pour la rentrée 2020, afin d'aider les familles à faire face aux dépenses de la rentrée. Pour soutenir les étudiants ayant perdu leur emploi et les jeunes précaires de moins de 25 ans en grande difficulté en raison des mesures prises pendant l'état d'urgence sanitaire, une aide de 200 € a également été mise en place. Ces deux aides exceptionnelles ont été reconduites avec des montants adaptés en novembre 2021.

Par ailleurs, des aides d'urgence aux familles les plus en difficultés du fait de la crise sanitaire ont été versées au titre de l'action sociale des organismes de la branche famille (enveloppe supplémentaire autorisée pour l'action sociale à hauteur de 50 M€).

Enfin dans les départements d'outre-mer, les montants habituellement alloués à la prestation de restauration scolaire ont été redistribués directement aux familles, pour les aider à subvenir aux besoins alimentaires de leurs enfants ne pouvant plus bénéficier de la restauration scolaire.

En sus des aides à destination de l'ensemble des familles. Les Caf ont permis la gratuité de l'accueil des enfants des personnels prioritaires dans les crèches financées par la Prestation de service unique (Psu). Elle est permise par une aide de 10 € par jour et par place occupée pour toutes les crèches les accueillant.

Aides aux crèches et aux autres équipements sociaux financés par les CAF

Plusieurs aides visant à compenser les pertes de financement liées aux baisses d'activité induites par la crise sanitaire et les mesures prises pour y faire face ont été mise en œuvre :

- une aide forfaitaire aux établissements d'accueil du jeune enfant (EAJE) mises en place à compter du 16 mars et jusqu'au 31 juillet 2020, d'un montant de 17 ou 27 euros par jour et par place fermée ou inoccupée, selon que l'établissement est éligible ou non au dispositif d'activité partielle ;
- une aide forfaitaire à la réouverture des places d'EAJE, d'un montant de 10 euros par jour et par place ouverte et occupée entre le 11 mai au 3 juillet 2020 ;
- une aide forfaitaire en faveur des maisons d'assistants maternels (MAM) mise en place à compter du 16 mars et jusqu'au 31 juillet 2020, d'un montant de 3 euros par jour et par place fermée ou inoccupée. Seules les MAM constituées en personne morale et justifiant de charges locatives ont pu en bénéficier ;
- une neutralisation des périodes de fermeture ou de baisse d'activité entre le 16 mars et le 31 juillet pour le calcul du montant des prestations versées par les CAF aux autres équipements et services aux familles (ALSH, centres sociaux, dispositifs de soutien à la parentalité, etc.).

Les aides destinées à compenser les baisses d'activité ont été reconduites pour les périodes de novembre et décembre 2020 et avril 2021, et, dans certains DOM, jusqu'en octobre 2020, ainsi qu'en cas de fermeture administrative.

Le soutien apporté par la branche aux structures a été complété par un plan d'aide de près de 200 M€ en 2021, visant d'une part à soutenir les crèches concernées par des baisses d'activité et de recettes, d'autre part à soutenir plus globalement leur fonctionnement et leur développement, dans un objectif de relance du secteur.

- Des aides transitoires au fonctionnement ont été décidées en faveur des crèches rencontrant des difficultés financières du fait de la crise sanitaire, par des remises partielles et un étalement des indus de Psu 2020, et des aides exceptionnelles octroyées dans le cadre du Fonds publics et territoires, pour un montant de 50 M€.

- Les aides à l'investissement pour les crèches ont été majorées pour l'année 2021. Le montant de l'aide maximale passe ainsi de 17 000 € à 22 500 € par place et par an avec une majoration de 7 000 € pour les projets qui s'implanteront dans les territoires prioritaires (Quartiers Prioritaires de la Ville ou Zones de Revitalisation Rurale) ou qui présentent un projet spécifique tourné vers l'accueil de public en insertion. Au total, 52 M€ sont dédiés à cette mesure.
- Le barème du bonus territorial, financement complémentaire de la PSU pour tous les EAJE a également été augmenté, de telle sorte de réduire le reste à charge des structures entre 3 et 5 points, pour un coût de 75 M € en 2021 et 81 M € en 2022.
- Enfin des mesures également pérennes de soutien aux Maisons des assistants maternels ont été prises, pour un montant total de 15,3 M€. Elles visent à étendre l'accès à l'aide au démarrage à toutes les nouvelles MAM ainsi qu'à leur projet d'extension et à leur ouvrir les aides à l'investissement dans les territoires sous-dotés en modes d'accueil.



**6,8
millions**

**de familles bénéficient d'au
moins 1 prestation familiale**

(7,7 millions de familles au total)

Fiche 1.3.1



**31
Md€**

**sont versés au titre des
prestations familiales**

(33 Md€ constants en 2010)

Fiche 1.3.2



60

**places de garde pour 100
enfants de - de 3 ans**

(50 en 2010)

Fiche 1.4.1



247 000

**parents bénéficient d'une
indemnisation de congé
parental (PreParE/CLCA)**

(539 000 en 2010)

Fiche 1.6.1



66 %

**des femmes avec deux enfants,
dont au moins un de moins de 3
ans, sont en emploi**

(60 % en 2010)

Fiche 2.9.2

**Le niveau de vie des couples avec plus de 2 enfants
atteint 53 % de celui des couples sans enfant avant
impôts et prestations, et 67 % après ces transferts**

Fiche 2.1



5,5 Md€

**alloués au FNAS qui finance
notamment les crèches et les
centres sociaux**

Fiche 1.3.2



810 000

**parents isolés ont l'allocation de
soutien familial (ASF)**

(750 000 en 2010)

Fiche 1.3.1



69 %

**des pensions alimentaires sont
recouvrées avec succès par l'agence
de recouvrement des impayés de
pensions alimentaires (ARIPA)**

(+4 points par rapport à 2018)

Fiche 2.4



1,1 Md€

**d'excédent pour la branche
famille en 2021**

(1,8 Md€ de déficit en 2020)

Fiche 2.11

**Le taux de pauvreté des moins de 18 ans passe de
34 % à 17 % grâce aux prestations sociales**

Fiche 2.3.2

1. DONNEES DE CADRAGE

1.1. Dépenses en faveur des familles

En 2018, les prestations famille-enfants représentent 2,4 % du PIB français

Différents périmètres du compte de l'enfance

Le compte de l'enfance de la DREES mesure les dépenses sociales et fiscales liées aux enfants : selon le périmètre retenu, elles sont évaluées entre 63 et 107 milliards d'euros en 2017, soit entre 2,7 % et 4,7 % du PIB. Elles représentent entre 3 700 euros et 5 000 euros par an par enfant de moins de 21 ans. Ces dépenses en faveur des enfants permettent de répondre aux objectifs poursuivis par la politique familiale, dont les principaux sont de contribuer à la compensation financière des charges de famille, d'aider les familles vulnérables et de favoriser la conciliation de la vie familiale et de la vie professionnelle, tout en garantissant la soutenabilité financière du système.

Bien que les données ne soient pas encore disponibles, la crise sanitaire devrait profondément bouleverser cet indicateur. La diminution plus importante du PIB que des dépenses famille-enfants attendue en 2020 pourrait se traduire par une forte augmentation de la part de ces dépenses dans le PIB Français.

Les pays du nord de l'Europe consacrent au risque famille-enfants un effort plus important que les pays du sud

Dans la suite de cette fiche les dépenses sont retenues avec un périmètre différent permettant les comparaisons internationales.

Dépenses famille-enfants dans le PIB

En 2018, les prestations famille-enfants représentent 2,2% du PIB dans l'UE 28 et 2,3 % du PIB dans l'UE 15 (cf. graphique 1). Elles sont comprises entre 3,4 % au Danemark et 0,8 % à Malte. Les pays du nord de l'Europe consacrent une part plus importante de leur PIB au dépenses famille-enfants : elles dépassent les 3,0 % du PIB au Danemark, en Allemagne et au Luxembourg. Les pays du sud de l'Europe (Italie, Espagne, Portugal) ainsi que les Pays-Bas et la plupart des nouveaux membres consacrent, au risque famille-enfants, un effort moindre. La France se situe à un niveau légèrement supérieur à la moyenne européenne avec une dépense de 2,4 % de son PIB.

Depuis 2000, les pays du sud de l'Europe ont fortement accru leur part du PIB affectée aux dépenses Famille-enfants, en revanche les pays de l'est ont vu cette part diminuer, principalement en raison de la croissance plus importante de leur produit intérieur brut. En France, cette part se contracte de 0,1 point entre 2000 et 2018. En Pologne, l'augmentation des montants des prestations familiales et l'introduction d'une nouvelle prestation parentale non soumise à condition de ressources ont entraîné une augmentation de 78 % des dépenses entre 2014 et 2016.

Ces comparaisons internationales doivent être nuancées, certains pays mobilisent davantage que d'autres le système fiscal pour accroître le revenu disponible des familles (quotient familial en France, exonérations fiscales à hauteur des besoins de l'enfant en Allemagne, etc.). Or, ces montants ne sont pas retracés dans les dépenses de

prestations (les seules dépenses fiscales incluses étant les crédits d'impôts). Enfin, le niveau élevé de prestations dans certains pays comme l'Allemagne ou le Royaume-Uni est en partie lié à une entrée tardive dans le système éducatif, induisant un besoin de financement plus important de la garde des enfants de moins de 5 ans.

Dépenses par enfant de moins de 20 ans

Les différences de part des dépenses dans le PIB entre pays doivent également être interprétées en tenant compte de leur situation démographique et de l'intensité de l'effort consenti par jeune. En Allemagne, les dépenses famille-enfants représentent plus de 3 % du PIB en 2018, alors que la part de la population de moins de 20 ans y est la moins importante d'Europe avec l'Italie (18 %, contre 21 % en moyenne dans l'UE 28). L'Allemagne occupe ainsi la deuxième position en termes de montant de prestations par jeune (6 900 standards de pouvoir d'achat-SPA), après le Luxembourg (10 800 SPA), contre une moyenne UE 28 de 3 400 SPA. Les pays du nord se distinguent aussi par un montant de prestations par jeune supérieur à la moyenne UE et par une population relativement jeune.

Le niveau de prestations en France et en Irlande s'explique à la fois par un montant de prestation par jeune proche de la moyenne UE et par des proportions de jeunes les plus élevées d'Europe (24 % de moins de 20 ans en France et 27 % en Irlande). Dans les pays du sud en revanche, la part des jeunes dans la population ne dépasse pas les 20 % et les prestations par individu y sont inférieures à 2 500 SPA. Enfin, aux Pays-Bas, la population est relativement jeune (22 %) mais le montant de prestations par jeune y est parmi les plus faibles de l'UE (2 000 SPA).

Des politiques familiales structurellement différentes au sein des pays de l'UE

Une aide principalement versée en espèces ...

Les États membres se distinguent également par leur type d'intervention. En 2018, en moyenne, près des deux tiers des prestations famille-enfants dans l'UE 15 (comme dans l'UE 28) sont versées en espèces. Seuls les pays scandinaves et l'Espagne versent majoritairement ces prestations en nature (62 % au Danemark, plus de 55 % en Espagne, en Suède et en Finlande), qui sont consacrées le plus souvent au service d'accueil sans hébergement des enfants.

... et sans condition de ressources

Par ailleurs, en moyenne, 69 % des prestations famille-enfants sont versées sans condition de ressources dans l'UE 28. Cette part atteint 80 % en France. Parmi les pays de l'UE 15, il n'y a qu'en Grèce, en Italie et au Portugal que les prestations soumises à condition de revenus sont majoritaires. En France, plus de 60 % des prestations sont versées en espèces et près de 80 % sans condition de ressources.

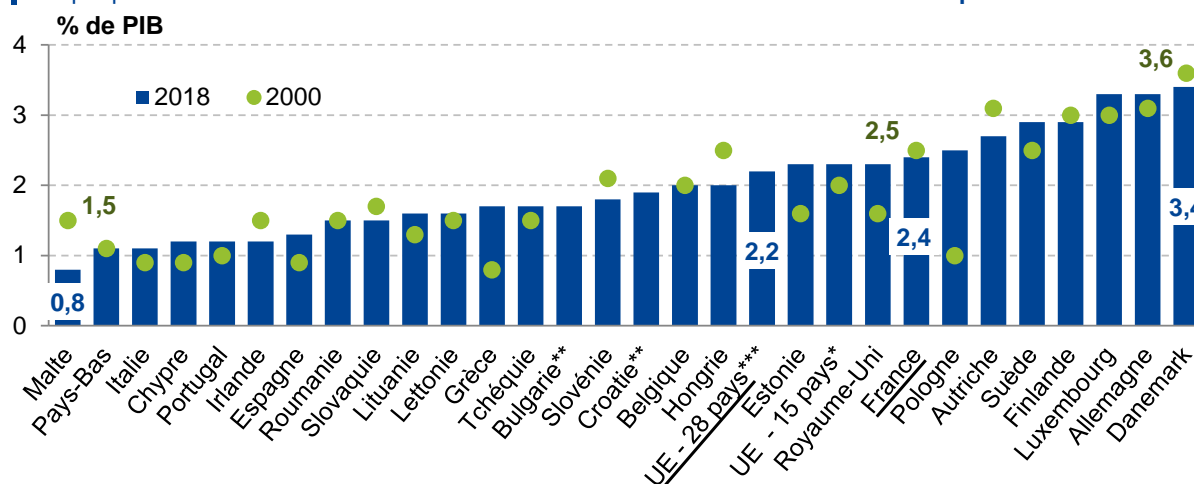
Tableau 1 • Définition des différents périmètres du compte de l'enfance

	en Md€	% du PIB
Périmètre étendu	107	4,7%
Périmètre "cœur"	63	2,7%
Prestations d'entretien de l'enfant	20,8	0,9%
Maintien et compléments de rémunération	7,5	0,3%
Prestations liées au handicap de l'enfant	7,3	0,3%
Accueil du jeune enfant et aide à la scolarité	17,7	0,8%
Aide sociale à l'enfance	7,5	0,3%
Autres prestations d'action sociale	2,2	0,1%
Périmètre élargi	44	1,9%
Prise en compte des enfants dans le calcul de l'impôt sur le revenu	12,8	0,6%
Avantages différés (droits familiaux de retraite)*	20,7	0,9%
Prestations comportant une dimension familiale (suppléments versés au titre des enfants)	5,8	0,3%
Prise en compte des enfants dans la taxe d'habitation*	1,8	0,1%
Charges de gestion	2,9	0,1%

* Les montants renseignés sont ceux pour l'année 2017, à l'exception des montants des droits familiaux de retraite et de l'abattement de la taxe d'habitation, pour lesquels les dernières données disponibles sont celles de 2016.

Sources : DREES, Comptes de la protection sociale ; Insee, enquête Revenus fiscaux et sociaux 2010 et 2015 (actualisées 2012 et 2017) ; modèle de microsimulation Ines 2017, calculs DREES ; annexe au projet loi de finances pour 2017, évaluations des voies et moyens, tome II Dépenses fiscales ; annexe 1 du PLFSS 2019 (REPSS « famille ») ; Observatoire des finances et de la gestion publique locales.

Graphique 1 • Prestations couvrant la fonction famille-enfants en 2000 et 2018 en parts de PIB



* Union européenne des 15 premiers États membres. Moyenne UE calculée avec les dernières données disponibles.

** Pour la Bulgarie, la Croatie et l'UE à 28, les données 2000 sont manquantes. Moyenne UE calculée avec les dernières données disponibles.

*** Données 2014.

Note de lecture : En France, en 2018, les dépenses de prestations couvrant la fonction famille-enfants s'élèvent à 52,3 milliards d'euros, soit 2,4 % du PIB.

Source : Eurostat.

• Précisions méthodologiques

Source des données :

Comparaisons internationales : Le Système européen de statistiques intégrées de protection sociale (SESPROS) d'Eurostat retrace de manière harmonisée pour les pays européens les prestations sociales et leur financement. Les prestations retracées dans la fonction famille-enfant regroupent les revenus de remplacement pendant le congé maternité, les primes de naissance, le congé parental, les allocations familiales, les prestations versées pour aider les familles à faire face à des dépenses particulières, les prestations d'hébergement, de crèche, d'aide à domicile et tous les services et biens divers fournis aux familles, jeunes ou enfants, accordés au titre de la protection sociale.

Le système SESPROS ne prend pas en compte les dépenses d'éducation maternelle, qui ne sont pas considérées comme étant de la protection sociale mais de l'éducation. Cela entraîne des difficultés de comparaisons entre les pays où il existe un système d'éducation maternelle largement répandu, comme la France, et ceux où un tel système n'existe pas.

Pour aller plus loin : « La protection sociale en France et en Europe en 2018 – édition 2020 », coll. Panoramas, Drees, juin 2020 – fiche 14 portant sur le risque famille-enfants en Europe.

Organisme responsable de la production de l'indicateur : DSS

1.2. Evolutions démographiques

1.2.1. Naissances et indice conjoncturel de fécondité

La baisse des naissances se poursuit

En 2020, 740 000 bébés sont nés en France, soit 13 000 naissances de moins qu'en 2019 (- 1,8 %). Le nombre de naissances diminue chaque année depuis six ans. Si la baisse semblait marquer le pas en 2019 (- 0,7 %), elle repart de nouveau en 2020. En 2020, il y a eu 79 000 naissances de moins qu'en 2014. La pandémie de COVID-19 a eu un fort impact sur la baisse des naissances : elle a pu décourager les couples à procréer et les inciter à reporter leurs projets de parentalité. Dès février 2021, les naissances repartent à la hausse.

L'année 2011 marque le début d'une période d'infléchissement en trois temps : une légère baisse du nombre de naissances entre 2011 et 2014, qui s'accroît nettement en 2015, 2016 et 2017, puis ralentit ces deux dernières années. Le nombre de naissances de 2020 est ainsi revenu à son niveau de 1997, sans pour autant atteindre le point bas de 1994.

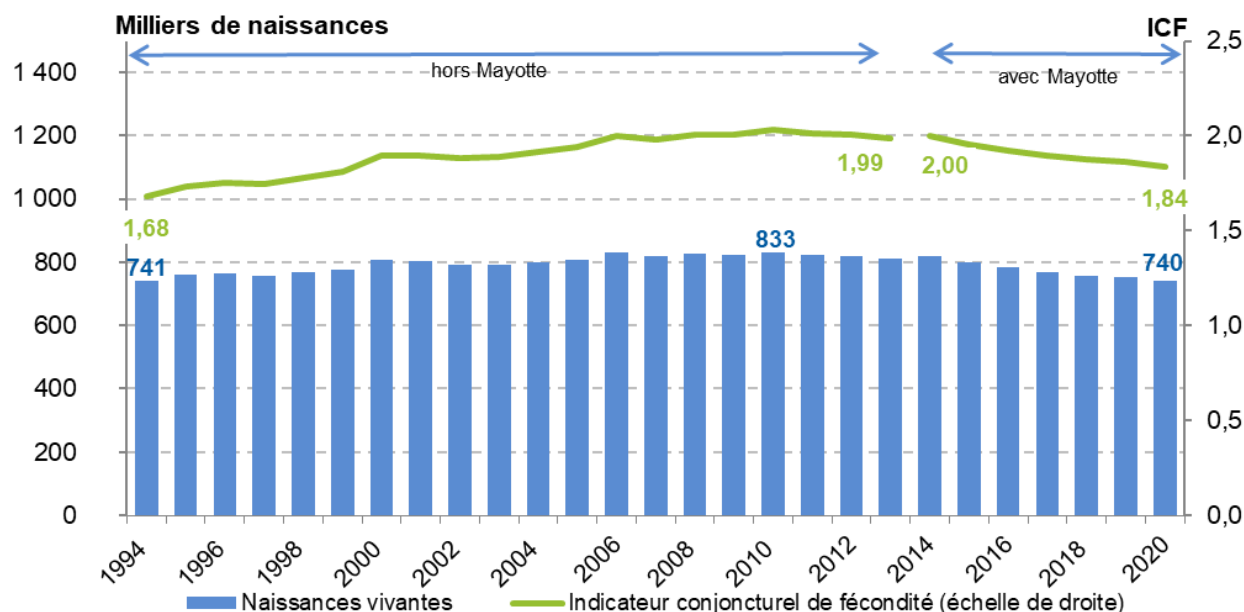
Le repli des naissances entre 2015 et 2020 s'explique à la fois par la diminution de la population féminine en âge de procréer et par la baisse de sa fécondité. Le nombre de femmes âgées de 20 à 40 ans, qui concentrent aujourd'hui plus de 95 % des naissances, est en effet en recul depuis la fin du XX^{ème} siècle : elles étaient 8,4 millions en 2020 contre 8,8 millions en 2009 et 9 millions en 1999. La baisse de la fécondité est toutefois le principal facteur explicatif de la diminution des naissances en 2020.

La fécondité, mesurée à partir de l'indicateur conjoncturel de fécondité (ICF), s'établit ainsi en 2020 à 1,84 enfant né vivant par femme après 1,86 en 2019 et 1,88 en 2018. La baisse de ces dernières années fait suite à une période de forte progression entre 2002 et 2008, puis de maintien autour du seuil de renouvellement des générations (2 enfants par femme) jusqu'en 2014.

La France reste le pays européen avec la plus forte fécondité

En 2019, la France conserve sa place de pays le plus fécond de l'Union européenne avec un nombre d'enfants par femme de 1,86 alors que la moyenne parmi l'ensemble des pays de l'Union s'établit à 1,56. L'ICF demeure faible dans les pays du sud, du centre, et de l'est de l'Europe, tels que l'Espagne, l'Italie ou la Pologne (autour de 1,3 enfant par femme). Il est nettement plus élevé (1,8 environ) dans les pays nordiques, en Irlande et en Grande-Bretagne (cf. graphique ci-après).

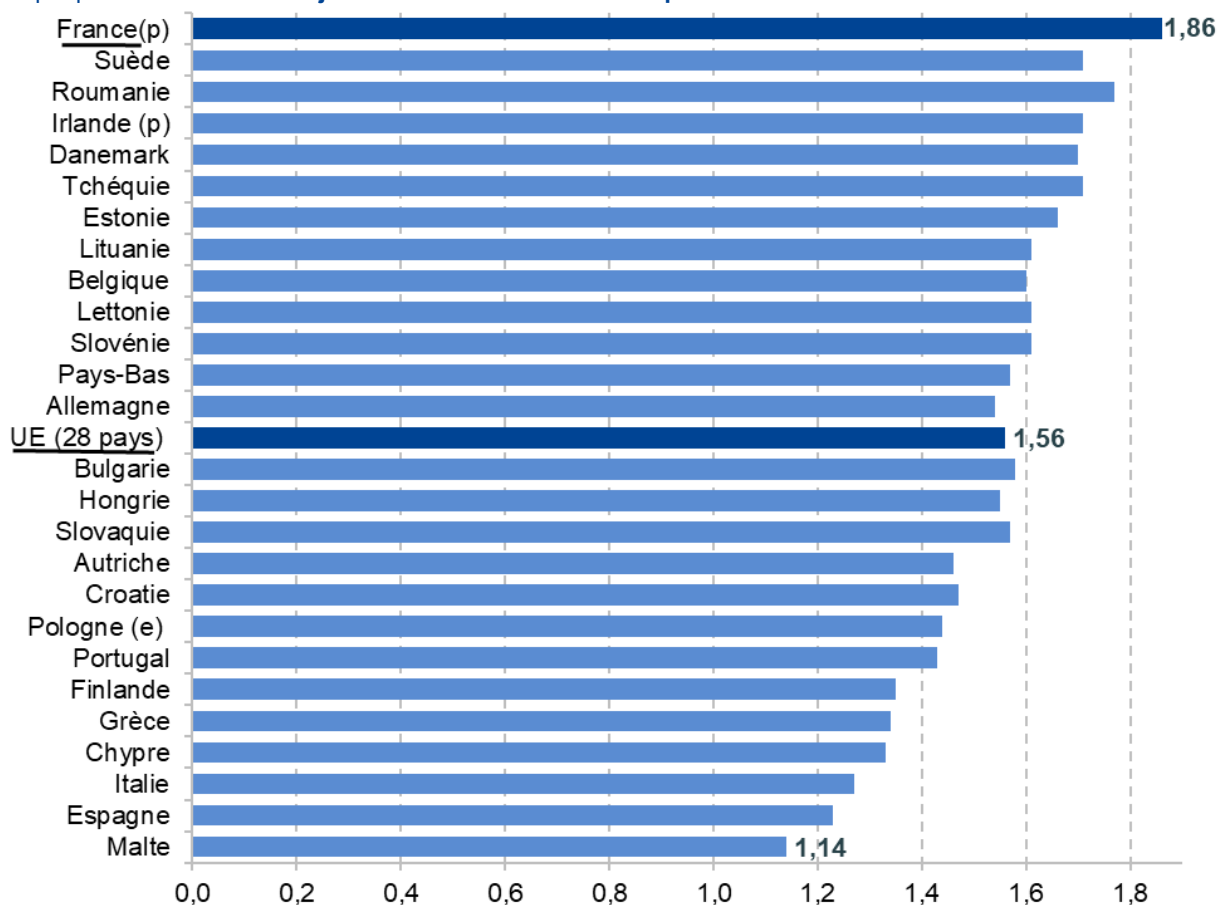
Graphique 1 • Nombre de naissances et de l'indicateur conjoncturel de fécondité en France



Source : Insee, estimations de population et statistiques de l'état civil.

Champ : France entière (hors Mayotte pour les naissances vivantes avant 2014 et y compris Mayotte à partir de 2014).

Graphique 2 • Indicateur conjoncturel de fécondité en Europe en 2019



Source : Eurostat.

(e) : estimation ;

(p) : provisoire.

• Précisions méthodologiques

Source des données :

Les données et la plupart des commentaires présentés pour illustrer cet indicateur proviennent du « Bilan démographique 2020 » (INSEE Première n°1834) publié par l'INSEE en janvier 2021 pour la France et de la base de données Eurostat pour l'Europe.

Les statistiques d'état civil sur les naissances sont issues d'une exploitation des informations transmises par les communes à l'INSEE.

L'*indicateur conjoncturel de fécondité* (ICF) est le plus indiqué pour les comparaisons internationales car il ne dépend pas de la structure par âge des populations : il représente le nombre moyen d'enfants qu'aurait une femme si elle connaissait durant toute sa vie féconde les conditions de fécondité observées l'année considérée. Il est calculé en additionnant les taux de fécondité par âge observés une année donnée.

Organisme responsable de la production de l'indicateur : DSS

1.2.2. Age à la maternité et descendance finale

Les femmes accouchent en moyenne à 30,8 ans : près de 4 ans plus tard qu'en 1981

L'âge moyen à l'accouchement des mères (tous rangs de naissances confondus) est estimé à 30,8 ans en 2020. Il progresse de manière continue depuis 1974 et a passé la barre des 30 ans en 2011. Cet âge est ainsi de deux ans et demi supérieur à celui de 1989 et de près de quatre ans à celui de 1981, reflétant un report de la maternité au fil des générations.

L'âge moyen des mères à la 1^{ère} naissance suit globalement la même tendance : il atteint 28,8 ans en 2019, soit 4 ans de plus qu'en 1981. Les mères sont ainsi plus âgées quel que soit le rang de naissance de l'enfant. Les écarts entre les âges moyens à la 1^{ère} et 2^{ème} naissance sont relativement stables : l'écart entre l'âge moyen des femmes donnant naissance à un 1^{er} enfant et celles donnant naissance à un 2^{ème} enfant se maintient autour de 2,5 ans. Cependant, l'écart entre l'âge moyen des femmes donnant naissance à un 2^{ème} enfant et celles donnant naissance à un 3^{ème} enfant a diminué au cours du temps passant de 2,1 ans en 1967 à 1,6 ans en 2019.

La proportion des mères qui accouchent entre 30 et 34 ans est passée de 26 % en 1991 à 35 % en 2020 et celle des mères âgées de 35 ans ou plus a doublé, passant de 13 % à 26 %. Accoucher à 40 ans ou plus est aussi trois fois plus fréquent qu'il y a vingt ans (6 % des mères en 2020 contre 2 % en 1991). À l'inverse, seulement 39 % des bébés nés en 2019 ont une mère de moins de 30 ans, c'est 5 points de moins qu'en 2014 et 23 points de moins qu'en 1990 (ils étaient alors 62 % dans ce cas).

L'âge moyen des pères à la naissance (quel que soit le rang de l'enfant) atteint 33,4 ans en 2015 (en hausse de 1,2 ans par rapport à 2000 et de 2 ans par rapport à 1990, où cet âge moyen s'établissait respectivement à 32,2 ans et 31,4 ans). Environ un tiers des pères sont âgés de 30 à 34 ans à la naissance de leur enfant (32,6 %) en 2015 et plus des trois-quarts ont entre 25 et 39 ans.

L'âge moyen à l'accouchement (tous rangs confondus) a atteint 30,9 ans dans l'UE en 2019, soit une moyenne très proche de celle de la France (30,7 ans la même année). Les situations sont moins disparates que pour l'indicateur conjoncturel de fécondité (cf. indicateur n°1-2-1) : l'âge moyen à l'accouchement dans la majorité des pays de l'Union se situe entre 30 et 31 ans et demi, en dehors de quelques pays de l'est de l'Europe, comme la Roumanie ou la Bulgarie, où les mères accouchent en moyenne vers 28 ans. En 2019, l'âge moyen au premier enfant dans l'UE était de 29,4 ans alors qu'il était de 28,8 ans en France.

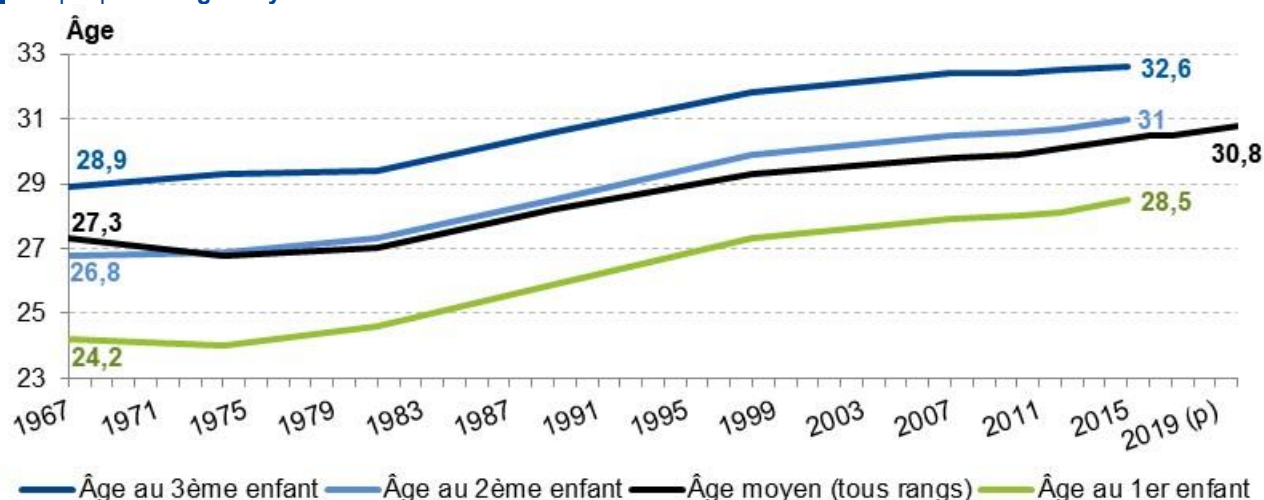
Une descendance finale stable autour de 2 enfants par femme, malgré le recul de l'âge moyen à la maternité

Sur le graphique 2, figure, pour 100 femmes issues des générations de 1950 à 1990, le nombre d'enfants nés à un âge de la mère donné. Les courbes relatives aux générations nées en 1950, 1960 et 1970 ont été représentées trait plein car ce sont les seules pour lesquelles la descendance finale est connue de manière définitive : les générations suivantes sont, en effet, encore en âge d'avoir des enfants.

Au fil des générations nées après-guerre, le nombre moyen d'enfants pour 100 femmes à un âge donné a diminué, reflétant en cela l'augmentation de l'âge à la maternité. Malgré cette tendance, la descendance finale des femmes est restée stable, autour de 2 enfants, pour les générations 1950 à 1970. Ainsi, les femmes nées en 1970 ont eu 2 enfants en moyenne au cours de leur vie féconde quand la génération 1950 mettait au monde 2,1 enfants en moyenne.

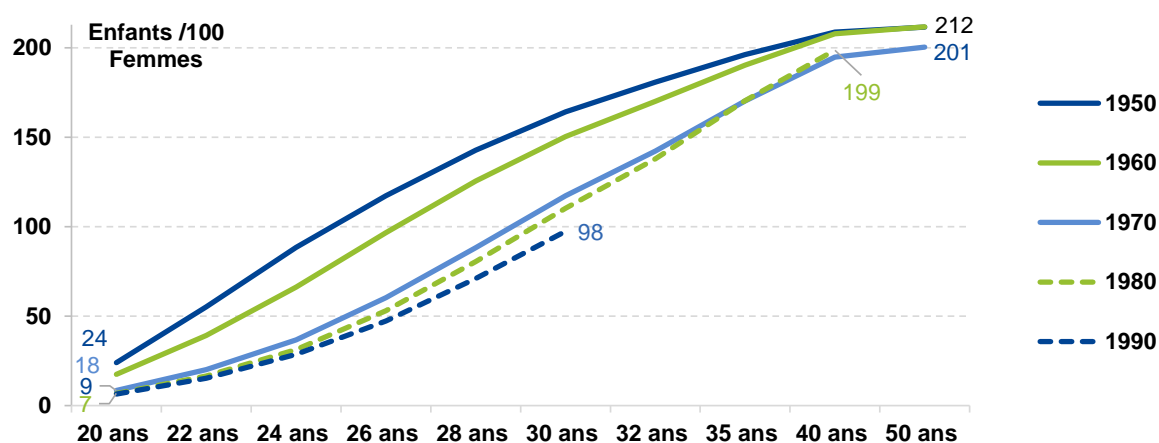
S'agissant des générations nées à partir de 1980 (encore trop jeunes pour que l'on puisse inférer de manière fiable leur descendance finale), le report de l'âge à la maternité est très atténué et les comportements de fécondité relativement similaires. Les femmes continuent cependant à avoir leurs enfants plus tardivement : les femmes nées en 1980 ont eu en moyenne 0,1 enfant de plus avant 30 ans que celles de la génération 1988.

Graphique 1 • Âge moyen à l'accouchement



Source : Insee, statistiques d'état civil et estimations de population.
 Champ : France métropolitaine jusqu'en 1998, France hors Mayotte ensuite.
 (p) résultats provisoires

Graphique 2 • Descendance finale à chaque âge par génération en 2019



Source : Insee, estimations de population et statistiques de l'état civil.
 Champ : France métropolitaine.

Note de lecture : à la fin de l'année où elles ont atteint 20 ans, 100 femmes nées en 1970 ont mis au monde 9 enfants, à la fin de l'année où elles ont atteint 50 ans, elles ont mis au monde 201 enfants.

• Précisions méthodologiques

Source des données :

Les données et la plupart des commentaires concernant la France présentés pour illustrer cet indicateur proviennent de l'Insee Première N°1642 mars 2017 « Un premier enfant à 28,5 ans en 2015 : 4,5 ans plus tard qu'en 1974 » et du « Bilan démographique 2020 » publié par l'Insee en janvier 2021.

Les données concernant les pays de l'Union Européenne sont issues des bases de données d'Eurostat.

Définitions :

- La *descendance finale* est le nombre moyen d'enfants que mettrait au monde une génération de femmes tout au long de leur vie féconde, si on ne tenait pas compte de leur mortalité. C'est la somme des taux de fécondité par âge d'une génération ; par construction la valeur définitive de la descendance finale d'une génération n'est connue que lorsque celle-ci atteint l'âge de 50 ans.

- La *notion d'âge* retenue par l'Insee est celle du recensement de la population de 1999 : l'âge est calculé en « différence de millésime », c'est-à-dire par différence entre l'année du recensement et l'année de naissance.

Organisme responsable de la production de l'indicateur : DSS

1.2.3. Taille des familles

Une hausse modérée du nombre de familles couplée à une réduction du nombre d'enfants par famille

En 2018, la France métropolitaine comptait 9,3 millions de familles (cf. *précisions méthodologiques*) vivant avec au moins un enfant âgé de moins de 25 ans, soit une hausse modérée depuis 1975 (+ 12 %) au regard de l'évolution de la population globale, qui a crû d'environ 24 % sur la même période. Entre 2010 et 2018, le nombre total de familles avec enfant(s) a très légèrement augmenté (0,4 %), poursuivant la tendance des dernières décennies.

La structure familiale a par ailleurs évolué en faveur des familles moins nombreuses. Le nombre de familles comptant 1 ou 2 enfants a progressé, conduisant à une augmentation de leur part dans l'ensemble des familles. La proportion de familles avec deux enfants a particulièrement progressé depuis 1975 : ces dernières représentent 38,6 % des familles en 2017, contre 37,5 % en 1990 et 32,1 % seulement en 1975. À l'inverse, le nombre de familles avec au moins 4 enfants a fortement régressé : leur part dans l'ensemble des familles a ainsi été divisée

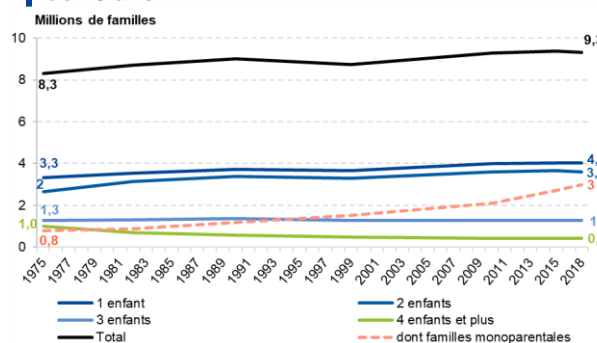
par trois entre 1975 et 2017. Les familles de 1 et 3 enfants connaissent quant à elles, une relative stabilité : une légère augmentation pour les familles avec un seul enfant et un faible recul pour celles de 3 enfants.

Un tiers des familles avec enfants sont monoparentales en 2017

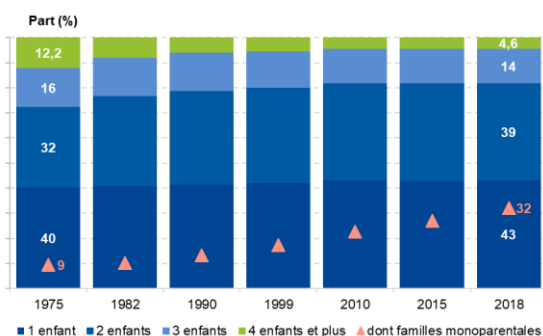
Le nombre de familles monoparentales, qui ne cesse de croître depuis quarante ans, a atteint 3 millions en 2018, soit 32,2 % des familles avec enfant(s) contre seulement 13,3 % en 1990. Les ruptures d'unions, plus fréquentes, sont à l'origine de cette croissance. Auparavant, les familles monoparentales étaient principalement la conséquence du décès précoce d'un des parents, le plus souvent du père. En 1962, 55 % des parents à la tête d'une famille monoparentale étaient veufs, en 2011, ils n'étaient plus que 6 %.

Parmi les 8 millions de familles vivant avec un enfant mineur, 728 000 sont des familles recomposées. La part des familles recomposées est quasiment stable depuis 1999 : un enfant sur 10 vit dans une famille recomposée.

Graphique 1 • Familles avec enfant(s) de moins de 25 ans



Graphique 2 • Répartition des familles



Source : Insee, RP1975 et RP1982 sondages au 1/20, RP1990 sondage au 1/4 - RP1999, RP2010 et RP2018 exploitations complémentaires. Champ : France métropolitaine jusqu'en 1999, France entière pour les années 2010, 2015 et 2018, population des ménages, familles avec au moins un enfant de 0 à 24 ans (en âge révolu).

• Précisions méthodologiques

Source des données : Les données sont notamment issues des recensements de la population. Depuis 2004, l'Insee utilise une nouvelle méthodologie basée sur des enquêtes annuelles de recensement. Les effectifs donnent une estimation des niveaux atteints au 1^{er} janvier, et correspondent, pour les années antérieures à 2010, au champ France métropolitaine et pour les années 2010 et 2015 à la France entière. L'Insee publie dans son bilan démographique annuel des statistiques France métropolitaine et départements d'outre-mer, qui n'incluent pas les données relatives à la taille des familles et aux familles monoparentales, ce qui ne permet pas d'actualiser cet indicateur annuellement.

Définitions : Selon l'Insee :

- une *famille* est la partie d'un ménage comprenant au moins deux personnes et constituée, soit d'un couple marié ou non, avec ou sans enfants, soit d'un adulte avec un ou plusieurs enfants. Dans une famille, l'enfant doit être célibataire (lui-même sans enfant) ;
- une *famille monoparentale* comprend un parent isolé (sans conjoint) et un ou plusieurs enfants célibataires (n'ayant pas d'enfant).

Pour en savoir plus :

Pour des développements sur le thème de la monoparentalité, se reporter à l'Insee première N° 1539 - mars 2015 (Insee, G. Buisson et al., 2015), l'Insee Références, édition 2015 - Dossier - « Les familles monoparentales en Europe : de nouvelles façons de faire famille pour de nouvelles normes ? », le Dossiers Solidarité Santé n°67, Juillet 2015 (Drees, M.-C. Le Pape, B. Lhommeau, E. Raynaud).

Organisme responsable de la production de l'indicateur : DSS

1.3. Prestations sociales et familiales versées par la Cnaf

1.3.1. Bénéficiaires des prestations familiales

Au titre du mois de juin 2020, les Caf ont versé au moins une prestation familiale à 6,8 millions de foyers allocataires (6,5 millions en France métropolitaine et 0,3 million dans les départements d'outre-mer). Ce nombre de bénéficiaires est en légère baisse (-0,4 %) par rapport à juin 2019.

Une quasi-stabilité des familles bénéficiaires des prestations enfance et jeunesse

Les **allocations familiales** (AF) sont la prestation à caractère familial la plus importante, à la fois en termes d'effectifs (un peu moins de 5,1 millions de familles en 2020, cf. tableau 1) et de masses financières versées. La progression des effectifs de bénéficiaires dépend principalement des évolutions démographiques, dans la mesure où il s'agit d'une prestation universelle (bien que leur montant soit modulé en fonction des ressources depuis le 1^{er} juillet 2015, cf. *précisions sur les dispositifs*). Sur la période récente, la faible augmentation des effectifs (+0,4 % en moyenne annuelle entre 2010 et 2020), reflète la baisse de la taille moyenne de la famille que l'on constate sur longue période (de 2,9 personnes par ménage en 1975 à 2,2 en 2018¹).

L'**allocation de rentrée scolaire** (ARS), versée sous condition de ressources aux familles dont les enfants sont scolarisés dans l'élémentaire ou le secondaire, est la deuxième prestation familiale comptant le plus de bénéficiaires avec 3,1 millions de familles allocataires. Comme en 2019, le nombre de bénéficiaires de l'ARS a légèrement baissé en 2020 (-0,1 %).

Le **complément familial** (CF) est destiné aux familles modestes d'au moins 3 enfants âgés entre 3 et 21 ans en métropole et ayant un enfant âgé de 3 à 5 ans dans les DROM. Son nombre de bénéficiaires progresse légèrement sur la période 2010-2020 (+0,5 % par an en moyenne) mais baisse en 2020 (-0,1 %), pour s'établir à 906 milliers de bénéficiaires.

Après une hausse continue entre 2012 et 2018, le nombre de bénéficiaires de l'**allocation de soutien familial** (ASF), destinée aux enfants privés de l'aide d'au moins un parent, avait diminué de 0,6 % en 2019. Il est reparti à la hausse en 2020 (+ 2,5 %) pour s'établir à 815 000 bénéficiaires.

L'**allocation journalière de présence parentale** (AJPP), s'adressant aux parents ayant la charge d'un enfant gravement malade, connaît quant à elle une croissance régulière et soutenue du nombre de ses bénéficiaires (+7,6 % entre 2010 et 2020). L'année 2020 marque exceptionnellement le pas, avec une

baisse de 6 % par rapport à 2019, en conséquence des conditions particulières liées à la crise sanitaire. Les effectifs de foyers allocataires de cette prestation restent relativement réduits et s'établissent à 10 000 pour l'AJPP.

Une baisse des bénéficiaires des prestations petite enfance depuis 2012

En 2020, le nombre de familles bénéficiaires de la **prestation d'accueil du jeune enfant** (PAJE), qui s'adresse aux parents d'enfants de moins de 6 ans, s'élève à 2,0 millions. Depuis 2010, cet effectif de foyers bénéficiaires est en diminution (-15 % sur la période, soit une baisse de plus de 360 000 foyers). Celle-ci concerne toutes les prestations de la PAJE et s'explique à la fois par des modifications réglementaires (intervenus notamment en 2014 et en 2018)², des changements de comportements et des évolutions démographiques.

L'**allocation de base** (AB), qui s'adresse aux familles avec un enfant de moins de 3 ans, est perçue par plus des trois-quarts des bénéficiaires de la PAJE. Le nombre de foyers bénéficiant de l'AB régresse depuis plusieurs années : -4 % en 2020 et -2,2 % en moyenne entre 2010 et 2020. Le constat est assez similaire pour les primes à la naissance et à l'adoption pour lesquelles une baisse de -3 % est constatée en 2019. Ces baisses sont en partie dues à la contraction tendancielle du nombre de naissances en France.

Les effectifs de bénéficiaires du **complément d'activité** (CLCA puis PreParE), qui est une autre composante de la PAJE, ont également diminué en 2019 (-6,7 %). Ce complément s'adresse aux familles dont un des parents a réduit ou cessé son activité pour se consacrer à son enfant de moins de 3 ans. Cette nouvelle diminution s'inscrit dans une tendance de baisse régulière depuis 2010 (-7,6 % par an en moyenne). Les deux raisons principales qui expliquent cette décroissance sont principalement, la fin des sorties de l'ancien dispositif (CLCA) en 2018 suite à l'obligation nouvelle de partage des droits entre parents et, dans une moindre mesure, la baisse du nombre d'entrées dans la PreParE.

Enfin, le **complément de libre choix du mode de garde** (CMG), qui s'adresse aux familles qui recourent à une garde d'enfant individuelle, diminue fortement en 2020 (-7,1 %). Cette baisse s'explique en grande partie par les confinements successifs mis en œuvre dans le cadre de la crise sanitaire de la Covid 19 : la présence des parents au domicile réduisant le besoin de garde ou d'accueil des jeunes enfants par une tierce personne. Toutes les composantes du CMG ont été concernées par cette

¹ Source : Insee, recensement de la population.

² Les plafonds de la PAJE ont été modifiés deux fois par la LFSS de 2014 et celle de 2018. Plus dernièrement, les plafonds de

ressources de l'AB, de la prime à la naissance et de la prime à l'adoption ont été alignés sur ceux du CF pour les enfants nés à compter du 01/24/2018.

baisse : le nombre d'allocataires d'un CMG pour l'emploi direct d'un(e) assistant(e) maternel(le) (qui concerne près de 90 % des allocataires d'un CMG en général) qui régresse lentement depuis 2013 s'est nettement contracté en 2020 : -6,1 % après -3,3 % en 2019. Ensuite, le nombre de bénéficiaires du CMG pour l'emploi direct d'une garde d'enfant à domicile a diminué de 12,8 % en 2020 et le nombre de bénéficiaires du CMG au titre du recours à une structure (micro-crèches ou structure de garde à domicile) s'est réduit de 12,9 % alors qu'il connaissait une croissance très dynamique ces dernières années, portée par la progression du nombre de bénéficiaires ayant recours à une micro-crèche (multiplié par 9 entre 2011 et 2019, passant de près de 6 000 à 49 000).

Une baisse du nombre de mères en congé maternité depuis 2015

Le nombre de mères bénéficiaires d'un **congé maternité** (hors fonction publique) est en baisse de

3,3 % en 2020 poursuivant la tendance amorcée en 2015, en lien avec le recul du nombre de naissances. Le nombre de mères bénéficiaires était globalement stable sur la période allant de 2009 à 2014.

Le nombre de pères bénéficiaires d'un **congé paternité** (hors fonction publique) reste encore très inférieur au nombre de bénéficiaires du congé maternité. Depuis 2013, le nombre de pères ayant recours au congé paternité se réduit légèrement (de -2,5 % par an en moyenne), passant de 403 000 en 2012 à 320 000 en 2020. Cette baisse récente succède à une relative stabilité après une rapide montée en charge à sa création en janvier 2002. Lorsqu'ils y recourent, les pères prennent le plus souvent la totalité des jours (dont la durée, qui s'établissait auparavant à 11 jours pour une naissance simple a été portée à 25 jours au 1^{er} juillet 2021). Parmi les pères éligibles et ayant un enfant de moins de trois ans fin 2013, 68 % auraient ainsi eu recours au congé de paternité pour leur plus jeune enfant (*cf. Précisions méthodologiques*).

Tableau 1 • Bénéficiaires des principales prestations à caractère familial

Nombre de bénéficiaires (en milliers)	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018 ancienne série ⁽⁶⁾	2018	2019	2020	Evolution annuelle moyenne 2010-2020	Evolution 2019-2020
Allocations familiales (AF)	4 918	4 952	4 973	5 007	5 038	5 032	5 041	5 063	5 062	5 108	5 101	5 091	0,3%	-0,2%
Complément familial (CF)	863	859	853	858	865	881	889	901	909	907	907	906	0,5%	-0,1%
Allocation de rentrée scolaire (ARS) ⁽¹⁾	3 022	2 997	2 977	3 049	3 089	3 128	3 103	3 113	3 104	3 139	3 135	3 132	0,4%	-0,1%
Allocation de soutien familial (ASF)	745	740	737	746	756	760	752	770	775	798	793	813	0,9%	2,5%
Allocation journalière de présence parentale (AJPP)	5	5	5	6	6	6	6	8	8	10	10	10	7,6%	-6,2%
Prestation d'accueil du jeune enfant (PAJE)	2 367	2 367	2 343	2 329	2 303	2 205	2 163	2 081	2 026	2 145	2 087	2 008	-1,6%	-3,8%
Allocation de base (AB)	1 944	1 931	1 914	1 899	1 881	1 805	1 761	1 709	1 639	1 686	1 619	1 555	-2,2%	-4,0%
Primes de naissance/adoption ⁽²⁾	54	54	51	54	50	49	47	48	45	47	46	45	-1,9%	-3,3%
Complément de libre choix d'activité (PREPARE/CLCA ⁽³⁾ /COLCA ⁽³⁾)	558	542	528	514	495	455	411	279	258	290	273	255	-7,5%	-6,7%
Complément de libre choix du mode de garde (CMG)	834	865	878	870	863	862	861	836	831	928	910	845	0,1%	-7,1%
Assistant maternel	744	769	779	773	759	750	740	725	702	787	761	715	-0,4%	-6,1%
Garde à domicile	67	67	64	61	60	60	62	60	60	64	64	55	-1,9%	-12,8%
Structure	22	29	35	42	49	58	66	56	75	84	93	81	13,8%	-12,9%
Structure de garde à domicile	n.c.	23	25	30	32	36	38	23	36	40	41	51	8,3 % *	23,5%
Microcrèche	n.c.	6	9	12	16	21	27	31	37	41	49	27	16,9 % *	-43,8%
Congé maternité^{(4) (5)}	614	609	605	597	604	590	579	570	564	564	559	540	-1,2 %	-3,3%
Congé paternité⁽⁴⁾	405	411	403	382	376	366	358	350	346	346	346	320	-2,1%	-7,5%

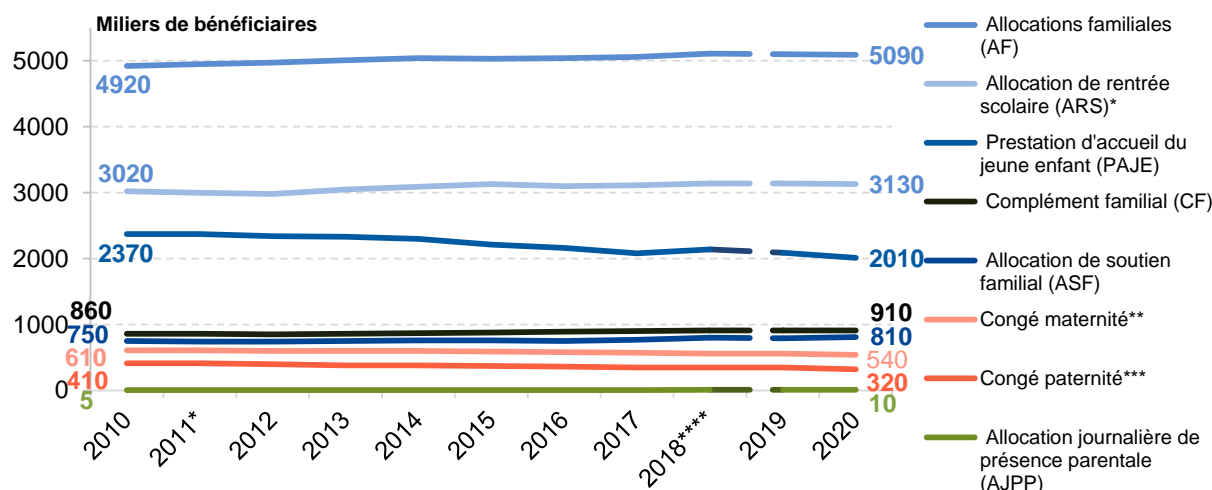
Sources : Cnaf, Cnam, RSI, MSA, CRPCEN, RATP, SNCF

Champ : France entière, tous régimes (sauf congés maternité et paternité : hors fonction publique)

* À partir de 2011 les données comportent la décomposition des différentes structures

**Rupture de série en 2018 liée au fait que les données utilisées sont relatives au mois de juin à partir de 2018 contrairement à l'ancienne série où des données relatives au mois de décembre était mobilisées

Graphique 1 • Bénéficiaires des principales prestations à caractère familial



Sources: Cnaf, Cnam, RSI, MSA, CRPCEN, RATP, SNCF

Champ: France entière, tous régimes (sauf congés maternité et paternité : hors fonction publique)

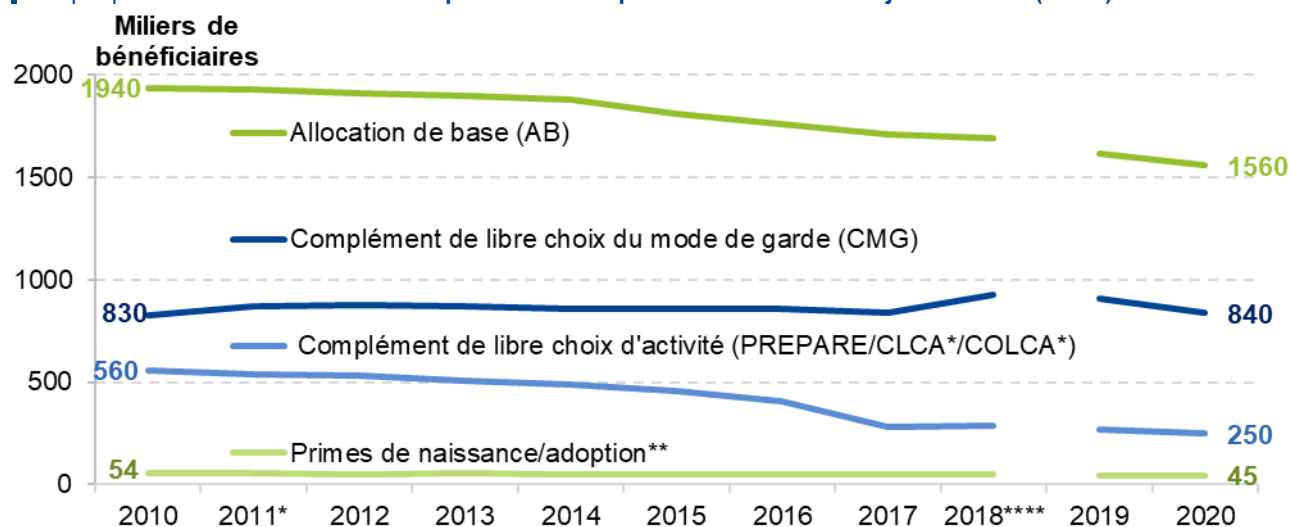
* Bénéficiaires de l'ARS sur l'année

** Bénéficiaires de congés maternité et paternité tous régimes hors fonction publique

*** A compter de 2017, le dénombrement des congés maternités des travailleurs indépendants se fait après la naissance et non plus au 7^{ème} mois de grossesse. En 2019, la méthode de dénombrement des congés maternité des travailleuses indépendantes a été modifiée suite à leur intégration au régime général. Afin de ne pas entraîner de rupture de série le chiffre des congés maternité en 2019 a été redressé par la DSS.

**** Double rupture de série liée au fait que les données utilisées sont relatives au mois de juin à partir de 2018 contrairement à l'ancienne série où des données relatives au mois de décembre étaient exploitées ainsi qu'au fait que dans un optique de consolidation statistique, les chiffres divulgués par la CNAF le sont maintenant 6 mois après collecte contre 2 mois avant 2018.

Graphique 2 • Bénéficiaires des composantes de la prestation d'accueil du jeune enfant (PAJE)



Sources: Cnaf - données tous régimes

Champ: France entière, tous régimes (sauf congés maternité et paternité : hors fonction publique)

* Pour les enfants nés ou adoptés avant le 1^{er} janvier 2015

** Bénéficiaires de la prime de naissance/adoption au mois de juin seulement

*** Double rupture de série liée au fait que les données utilisées sont relatives au mois de juin à partir de 2018 contrairement à l'ancienne série où des données relatives au mois de décembre étaient exploitées ainsi qu'au fait que dans un optique de consolidation statistique, les chiffres divulgués par la CNAF le sont maintenant 6 mois après collecte contre 2 mois avant 2018

• Précisions méthodologiques

Sources des données :

Les données concernant les bénéficiaires des principales prestations à caractère familial, hors congés maternité et paternité, sont transmises par la Cnaf et couvrent tous les régimes en France entière (métropole et DOM). Ces données sont depuis 2018 actualisées au 1^{er} juin.

Les données relatives aux bénéficiaires des congés maternité et paternité ne font pas l'objet d'une centralisation par les différents régimes, le nombre total de mères et de pères recourant à ce dispositif n'est donc pas connu précisément. Les données ici présentées sont recueillies auprès des six régimes de sécurité sociale couvrant les salariés et les travailleurs indépendants du régime général (Cnam), les travailleurs agricoles (MSA), les clercs et employés de notaires (CRPCEN), les salariés des régimes spéciaux de la SNCF et de la RATP. Les fonctionnaires de l'État, des collectivités territoriales et des établissements publics ne sont pas couverts. Le champ de la Cnam correspond au régime général hors sections locales mutualistes (principalement des étudiants et des fonctionnaires). Les données de ces effectifs sont actualisées au 31/12.

Par ailleurs, l'édition 2013 de l'enquête « Modes de garde et d'accueil des jeunes enfants », réalisée par la Drees et la Cnaf et publiée en janvier 2019 dans le document Etudes et résultats n°1098, *Les Français et les congés de maternité et paternité : opinion et recours*, a permis de fournir une estimation du taux de recours au congé paternité sur l'ensemble des pères éligibles au dispositif (actifs occupés).

Précisions sur les dispositifs :

Les prestations familiales versées par la branche famille peuvent être conditionnées au niveau de ressources dont dispose le ménage. Au-delà des évolutions démographiques, les conditions de ressources ont des effets sur les évolutions tendanciennes des populations bénéficiaires. En effet, le niveau moyen des revenus des familles tend à être plus dynamique que celui des plafonds de ressources qui étaient revalorisés chaque année conformément à l'évolution prévisionnelle en moyenne annuelle des prix à la consommation hors tabac avant 2016. A compter de l'année 2016, la revalorisation des plafonds de ressources s'effectue en fonction de la progression en moyenne annuelle constatée sur les 12 derniers mois des prix à la consommation hors tabac.

	Prestation indépendante des ressources	Prestation modulée suivant les ressources	Prestation sous condition de ressources
Allocations familiales (AF)		●(1)	
Complément familial (CF)		●(2)	●
Allocation de rentrée scolaire (ARS)			●
Allocation de soutien familial (ASF)	●		
Primes de naissance/adoption			●
Allocation de base (AB)		●(2)	●
Prestation d'éducation partagée (PREPARE, ex-CLCA/COLCA)	●		
Complément de libre choix du mode de garde (CMG)		●	
Allocation journalière de présence parentale (AJPP)	●		

(1) Les AF sont modulées en fonction des ressources depuis le 1^{er} juillet 2015. Elles étaient auparavant universelles, hormis en 1998 où elles ont été versées sous condition de ressources.

(2) Le CF et l'AB de la PAJE sont modulés en fonction des ressources depuis le 1^{er} avril 2014. Ils étaient auparavant seulement sous condition de ressources.

Le congé paternité, mis en place à partir du 1^{er} janvier 2002, a pour but de permettre aux pères ayant reconnu leur enfant de prendre un congé à la naissance ou à l'adoption de leur enfant (né ou adopté après le 31 décembre 2001). Il est financé par la Cnaf. Sa durée est de 11 jours calendaires consécutifs (18 jours en cas de naissances multiples) qui doivent être pris avant le 4^{ème} mois de l'enfant. Ce congé est cumulable avec les 3 jours d'absence accordés par l'employeur pour une naissance ou une adoption (art. L. 3142-1 du code du travail).

Dans les précédentes éditions, cet indicateur couvrait aussi l'allocation d'éducation de l'enfant handicapé (AEEH). Cette prestation est rattachée, depuis 2021, à la nouvelle branche autonomie de la sécurité sociale. Les données relatives aux effectifs de bénéficiaires de l'AEEH sont disponibles dans le REPSS « autonomie ».

Organisme responsable de la production de l'indicateur : DSS

1.3.2. Masses de prestations familiales et sociales versées par la branche famille

Les prestations versées par la branche famille ont fortement augmenté en 2020

En 2020, le montant (en euros constants) des prestations familiales, de logement, d'action sociale, minima sociaux et handicap versés par la branche famille affiche à nouveau une forte hausse (+4,2 % après +5,0 % en 2019). En dix ans, ces dépenses ont progressé à un taux annuel moyen de 2,1 %, passant ainsi de 72,4 Md€ en 2010 à plus de 89,2 Md€ en 2020 (cf. tableau 1). La progression observée ces deux dernières années résulte de la hausse inédite de la catégorie des minima sociaux (+ 17,6 % en 2019, +11,9 % en 2020). Cette hausse a toutefois été légèrement modérée par la baisse des prestations familiales (-0,6 %) et des dépenses dédiées aux aides au logement (-0,4 %).

En euros constants, **les prestations familiales** diminuent chaque année depuis 2015, à un taux annuel moyen de -1,3 %. Le montant total de ces dépenses s'est établi à 31,3 Md€ en 2020, représentant 35,1 % du total des prestations servies par la branche, soit 1,7 point de moins qu'en 2019. Sur les dix dernières années, elles ont diminué de 0,6 % en moyenne, leur évolution a été amplement marquée par les réformes successives de la politique familiale et la baisse de la natalité. Entre 2004 et 2009, elles ont évolué à un rythme soutenu, puis ont accusé une nette décélération à partir de 2010, année de fin de montée en charge de la PAJE. Ce ralentissement s'est traduit d'abord par une évolution contenue à 0,3 % en moyenne entre 2009 et 2014, puis par un net repli entre 2014 et 2020 (-1,3 % par an en moyenne). En 2015 et 2016, la dépense consacrée à ces prestations a baissé en lien notamment avec les mesures d'aménagement de la PAJE et de modulation des allocations familiales en fonction des ressources. En 2017, la baisse des dépenses de la PAJE a continué de peser sur la dynamique globale des prestations alors que parallèlement les prestations d'entretien ont exercé un effet haussier. Le fléchissement des dépenses d'accueil du jeune enfant s'explique principalement par la baisse du recours à la prestation partagée d'éducation de l'enfant (PreParE). En 2018 et 2019, les prestations familiales en euro constant poursuivent leur repli (respectivement -1,1 % et -1,2 %) toujours en lien avec une natalité en baisse, un moindre recours au congé parental depuis l'entrée en vigueur de la PreParE et la montée en charge de l'alignement des plafonds et montants de l'allocation de base sur ceux, plus faibles, du complément familial.

En 2020, en euro constant, les prestations familiales ont à nouveau diminué mais à un rythme moindre (-0,6 % après -1,2 % en 2019). Deux effets contraires ont été enregistrés : d'une part, un rebond des prestations d'entretien (+2,9 %) résultant de la revalorisation exceptionnelle de 100 € de l'allocation de rentrée scolaire accordée en août 2020 pour soutenir les familles modestes face à la crise sanitaire ; d'autre part, un fort repli des prestations consacrées à la petite enfance (-7,0 %), principalement le complément mode de garde de la

PAJE puisque le recours aux modes de gardes payants (assistantes maternelles et gardes à domicile) s'est effondré pendant le confinement du printemps 2020 au cours duquel de nombreux parents ont assuré eux-mêmes la garde de leur(s) enfant(s). S'est ajoutée en plus la baisse de l'allocation de base, toujours en lien avec l'alignement de ses plafonds de ressources et montants sur ceux du complément familial.

Les dépenses d'action sociale de la Cnaf (prestations de service, places en crèche...) ont nettement progressé en dix ans (+ 2,8 % en moyenne annuelle). Cette évolution s'inscrit notamment dans la volonté des pouvoirs publics de développer l'offre de places en crèche. Elle s'est traduite par un accroissement des dépenses de près de 1,3 Md€ constant sur la période. Toutefois, on note une décélération depuis 2016 (+1 % en moyenne annuelle).

Entre 2010 et 2020, les **dépenses d'aides au logement** ont connu une diminution similaire à celle des prestations familiales (-0,5 % par an en moyenne). La prise en compte des périodes de chômage les rendent très sensibles à la conjoncture économique. La crise économique de 2008 s'est accompagnée d'un renforcement de la politique d'aide au logement, ces dépenses ont ainsi progressé à un rythme annuel moyen de 1,2 % jusqu'en 2016. Depuis 2017, elles ont néanmoins diminué de près de 1,9 Md€ constant avec l'entrée en vigueur des mesures de réaménagement prévues par les lois de finances pour 2018, notamment la mise en place d'une réduction de loyer de solidarité (RLS) pour les allocataires d'APL du parc social entraînant une baisse des APL et la suppression des aides au logement dans le secteur de l'accession pour les nouveaux prêts signés à partir du 1^{er} février 2018.

Par ailleurs, le financement des aides au logement a été modifié. Ainsi, la part financée par la branche famille a progressivement diminué depuis 2007, passant de 51 % à moins de 1 % en 2019, part dévolue à l'allocation de logement temporaire, qui concerne l'hébergement d'urgence notamment. En 2015 la part des APL dédiée aux familles, et auparavant financée par la Cnaf, a été transférée au budget de l'Etat, de même que l'allocation logement à caractère familial (ALF) en 2016.

Les minima sociaux versés par la branche famille ont crû de 7,4 % par an en moyenne sur la dernière décennie, soit à un rythme beaucoup plus élevé qu'entre 2004 et 2008. Cette forte hausse est liée notamment à la progression du nombre de bénéficiaires du revenu minimum d'insertion (RMI), et en 2016 à la création de la prime d'activité ainsi qu'aux revalorisations exceptionnelles des minima sociaux. En effet, la réforme de l'assurance chômage a induit un report sur les minima sociaux de demandeurs d'emploi en fin de droits. À partir de 2009, le montant des minima sociaux a été tiré à la hausse par de nouveaux dispositifs, tels que le revenu de solidarité active (RSA) venu se substituer au RMI et à l'allocation parent isolé, et la prime d'activité. En 2019, la revalorisation exceptionnelle

du barème de la prime d'activité décidée dans le cadre des mesures d'urgence économique et sociales de décembre 2018 (hausse de 90 € du bonus individuel, à compter du 1^{er} janvier 2019) a conduit à une nette hausse des montants versés (+4,1 Md€ constant par rapport à 2019). En 2020, les dépenses de minima sociaux sont à nouveau tirées à la hausse par l'aide exceptionnelle de solidarité versée dans le cadre de la crise du Covid-19 pour 1,9 Md€.

La part des **prestations universelles** (allocations d'entretien en faveur de la famille et prestation d'accueil du jeune enfant notamment) financées par la branche famille a légèrement diminué en 2020, passant de 73,7 % en 2019 à 72,2 %. Cette part avait augmenté significativement en 2016, en raison principalement du transfert à l'État du financement des aides au logement, mais cette évolution rompait avec la tendance à la baisse depuis 2009, en lien avec la progression plus rapide de la part des minima sociaux.

Tableau 1 • Masse des prestations familiales, d'action sociale, en faveur du logement, handicap et minima sociaux (financées et/ou versées par la branche famille)

En milliards d'euros constants	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Prestations familiales	32,4	33,4	33,1	33,0	33,3	33,7	33,9	33,3	32,7	32,2	31,9	31,5	31,3
dont prestations universelles	81,0%	81,3%	80,2%	78,8%	76,8%	76,5%	76,2%	76,6%	75,4%	74,5%	73,3%	73,2%	72,1%
Prestations d'entretien en faveur de la famille	18,4	18,8	18,3	18,0	18,4	18,7	19,0	18,9	18,7	19,3	19,0	18,9	19,4
Prestations d'accueil du jeune enfant (PAJE)	12,9	13,5	13,6	13,7	13,6	13,7	13,6	13,0	12,9	11,7	11,7	11,3	10,6
Autres	1,1	1,2	1,2	1,2	1,3	1,3	1,4	1,4	1,1	1,2	1,2	1,2	1,3
Aides au logement	17,1	17,5	17,5	17,7	17,7	18,3	18,5	18,8	18,9	18,5	17,1	16,7	16,6
Minima sociaux (versés pour compte de tiers par la Cnaf)	15,1	17,8	17,5	18,2	19,1	20,3	21,6	22,9	26,1	26,7	27,2	32,0	35,8
RSA/RMI	7,0	9,4	9,9	10,4	10,8	11,6	12,6	13,6	11,6	11,5	11,6	11,7	12,7
Allocations versées aux adultes handicapés	6,4	6,9	7,3	7,7	8,2	8,6	8,9	9,2	9,4	9,7	9,9	10,4	11,1
Prime d'activité									4,9	5,5	5,6	9,8	10,0
Aide exceptionnelle de solidarité (Covid-19)													1,9
Autres	1,7	1,5	0,3	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Action sociale	3,8	3,9	4,2	4,3	4,6	4,5	4,8	5,2	5,3	5,5	5,4	5,5	5,5
Total versé par la Cnaf (yc pour compte de tiers)	68,3	72,6	72,4	73,2	74,7	76,8	78,9	80,2	83,0	82,9	81,6	85,6	89,2
Total financé par la Cnaf	44,9	46,2	46,2	46,2	46,8	47,5	48,2	43,2	38,2	37,8	37,2	36,8	36,7
Part des prestations universelles financées par la branche famille	63,8%	64,3%	63,2%	62,0%	60,5%	60,0%	59,6%	67,1%	75,0%	74,4%	73,3%	73,7%	72,2%

Note : les prestations sont dites universelles quand leur accès n'est pas conditionné aux conditions de ressources des bénéficiaires ; ces conditions de ressources ne peuvent intervenir que pour moduler le montant de prestation accordé (cf. méthodologie indicateur n°1-3).

Source : Cnaf, rapports de la commission des comptes de la Sécurité sociale.

Champ : prestations tous régimes, métropole et DOM.

• Précisions méthodologiques

Précisions sur le financement des prestations :

Les prestations financées par la branche famille sont les prestations familiales légales (allocations d'entretien en faveur de la famille et prestation d'accueil du jeune enfant notamment). De plus, la Cnaf finançait une fraction des APL jusqu'en 2015 et la totalité de l'ALF jusqu'en 2016. Enfin, la dépense relative à l'action sociale est financée par la branche famille dans le cadre du Fonds national d'action sociale (Fnas).

Les dépenses financées par la branche dépassent celles qui sont présentées dans cette fiche. En effet, la branche finance aussi des transferts à destination de la branche vieillesse qui assurent : d'une part, la prise en charge des cotisations pour l'assurance vieillesse des parents au foyer (AVPF) ; et d'autre part, la prise en charge des majorations de pensions de retraite pour enfants.

Par ailleurs, la Cnaf verse aussi des prestations financées par l'État ou les conseils départementaux. Il s'agit : d'une part, d'aides au logement, à savoir la fraction restante de l'APL (l'intégralité depuis 2015) et l'allocation de logement sociale (ALS), ainsi que l'allocation logement familiale (ALF) depuis 2016 ; d'autre part, des minima sociaux, tels que le revenu de solidarité active (RSA) et l'allocation aux adultes handicapés (AAH), ainsi que la prime d'activité.

Organisme responsable de la production de l'indicateur : DSS

1.3.3. Masses de prestations versées par décile de niveau de vie et selon la configuration familiale

Les montants de prestations versés (prestations familiales, minima sociaux, prime d'activité et allocations logement) diminuent fortement avec le niveau de vie. En 2020, parmi les personnes résidant en France métropolitaine dans un ménage dont la personne de référence n'est pas étudiante et a moins de 60 ans, les 30 % ayant le niveau de vie le plus faible reçoivent 58 % des prestations versées. À l'inverse, les 30 % les plus aisées perçoivent 13 % de la masse totale. Ces différences s'expliquent par le caractère plus ou moins redistributif des allocations étudiées ici (cf. précisions méthodologiques).

Les allocations logement et les minima sociaux sont davantage concentrés sur les ménages les plus modestes que les prestations familiales¹

Les allocations logement sont particulièrement concentrées dans le bas de l'échelle des revenus : 82 % de la masse d'allocations logement est perçue par les personnes dont le niveau de vie se situe en deçà du troisième décile. La forte dégressivité de leur barème entraîne une décroissance rapide de l'aide au fur et à mesure que le revenu augmente. Les minima sociaux sont eux aussi concentrés sur le bas de la distribution des revenus : en y intégrant la prime d'activité, 69 % de leur masse est perçue par les personnes situées sous le troisième décile de niveau de vie.

À l'inverse, les prestations destinées à l'accueil des jeunes enfants (allocation de base de la prestation d'accueil du jeune enfant, prestation partagée d'éducation de l'enfant, complément de libre choix du mode de garde, subventions aux crèches) ne participent pas, prises dans leur ensemble, à la réduction des inégalités de niveau de vie. En effet, les 50 % de personnes ayant le niveau de vie le plus élevé bénéficient de 65 % de l'ensemble de ces prestations. Cela est dû au fait qu'elles ne sont la plupart du temps pas soumises à des conditions de ressources. De plus, les aides à l'accueil des jeunes enfants laissent parfois un « reste à charge » que les ménages à hauts revenus peuvent financer plus facilement.

Les allocations familiales, modulées en fonction des ressources des familles depuis 2015, ont quant à elles un rôle redistributif. Celui-ci, moins marqué que pour les minima sociaux et les allocations logement, s'explique, en plus de la modulation, par un effet de composition : les familles ayant le plus d'enfants ont en effet un niveau de vie plus faible en moyenne que les autres.

Enfin, les autres prestations familiales (allocation de soutien familial, allocation d'éducation de l'enfant handicapé, complément familial, allocation de rentrée scolaire) et les bourses pour le lycée et le collège opèrent également des transferts de revenu des familles les plus aisées vers les plus modestes.

Les prestations sociales concernent les différentes configurations familiales de manière inégale

Selon leurs objectifs, les prestations sociales sont plus ou moins concentrées sur certains types de famille.

Ainsi les allocations familiales, dont le droit n'est ouvert qu'à partir de deux enfants à charge (sauf dans les DOM),

sont perçues en majorité par des familles nombreuses. Les couples avec trois enfants ou plus reçoivent 47 % des allocations versées alors qu'ils ne représentent que 8 % des ménages (hors ménages « complexes », cf. *précisions méthodologiques*). De même, les personnes seules avec deux enfants ou plus perçoivent 20 % des allocations familiales versées alors qu'elles ne constituent que 6 % des ménages.

Les prestations familiales destinées à l'accueil des jeunes enfants bénéficient principalement aux couples avec enfant(s) : ceux-ci touchent 90 % des masses versées alors qu'ils représentent 38 % des ménages et 76 % des ménages avec enfants. Les familles monoparentales ne reçoivent que 10 % de ces masses quand elles représentent 12 % des ménages et 24 % des ménages avec enfants. Cette surreprésentation des couples par rapport aux familles monoparentales est due à un effet de composition. Le complément de libre choix du mode de garde (CMG), qui représente plus de la moitié de la dépense des prestations familiales destinées à l'accueil des jeunes enfants, est en effet perçu plutôt par des familles aisées, et celles-ci sont surreprésentées parmi les couples. Les familles recourant à une crèche, plus souvent modestes ou avec des revenus moyens, ne bénéficient pas du CMG mais acquittent un tarif diminué de l'aide directe versée par la branche famille à ces structures.

Au contraire, les autres prestations familiales bénéficient à hauteur de 51 % à des familles monoparentales. Cette surreprésentation s'explique en partie par la présence de l'allocation de soutien familial (ASF), destinée aux parents isolés ne percevant pas (ou peu) de pension alimentaire. Mais cela reflète aussi un effet de composition, plusieurs de ces prestations telles que le complément familial ou l'allocation de rentrée scolaire étant soumises à conditions de ressources.

Les minima sociaux sont versés majoritairement aux familles monoparentales et aux personnes seules sans enfant, plus fragiles économiquement. Ces catégories de ménages perçoivent ainsi 61 % des minima et de la prime d'activité alors qu'ils représentent 45 % des ménages. Les couples sont relativement moins concernés ; ainsi avec deux enfants à charge ils ne perçoivent que 10 % des montants versés alors qu'ils représentent 17 % des ménages.

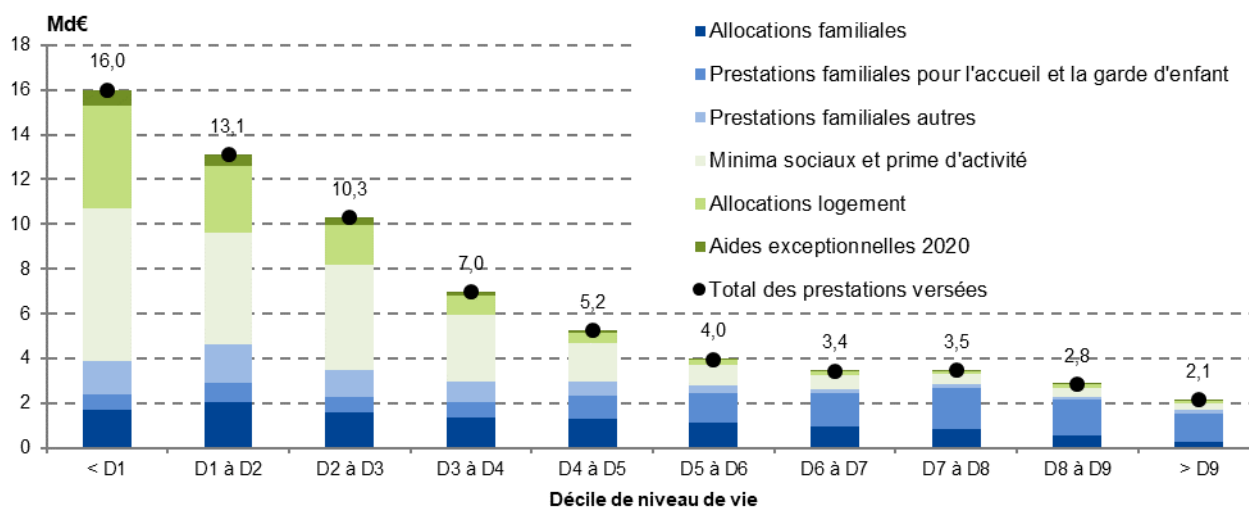
De la même manière, les familles monoparentales sont surreprésentées parmi les bénéficiaires d'allocations logement (AL) (33 % des AL leur sont versées) tandis que les couples, avec ou sans enfant, sont sous-représentés.

Enfin, les aides exceptionnelles versées au printemps et à l'automne 2020 pour pallier les baisses de revenu des ménages modestes ont bénéficié en premier lieu aux familles nombreuses, une partie de ces aides étant attribuée en fonction du nombre d'enfants (cf. *précisions méthodologiques*).

Les prestations versées remplissent donc un double objectif de soutien financier aux familles avec enfant(s) et d'aide aux ménages les plus fragiles économiquement.

¹ Entendues ici dans un sens large incluant les bourses et les subventions aux crèches

Graphique 1 • Masse des prestations versées en 2020, par décile de niveau de vie

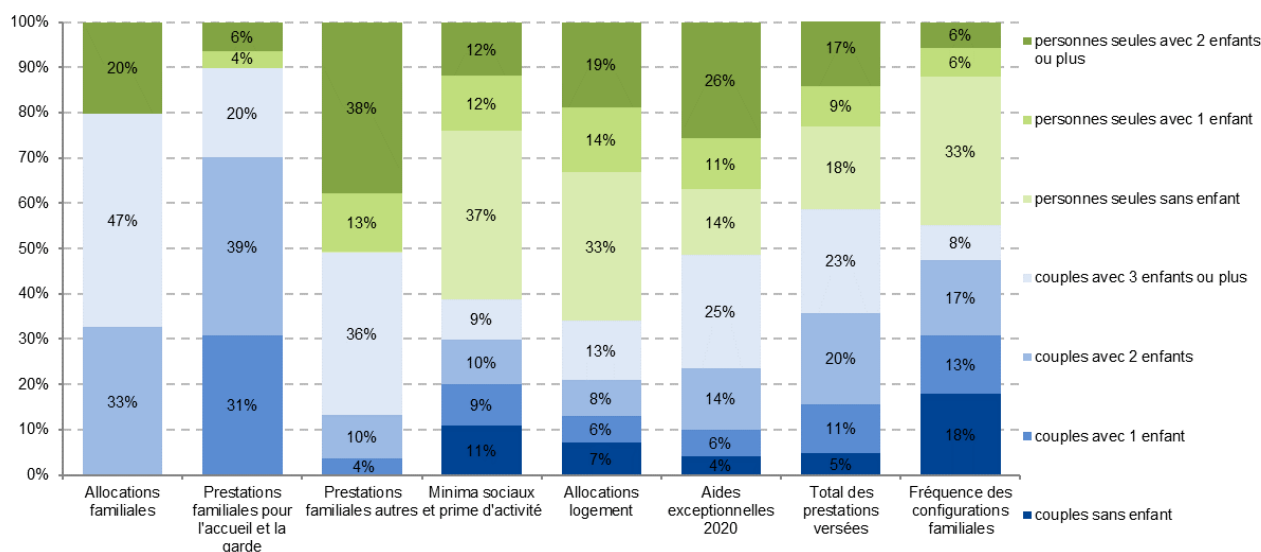


Source : Insee, enquête Revenus fiscaux et sociaux 2018 (actualisée 2020) ; modèle Ines 2020 provisoire, calculs Drees.

Champ : ménages ordinaires vivant en France métropolitaine dont le revenu déclaré au fisc est positif ou nul et dont la personne de référence n'est pas étudiante et a moins de 60 ans. Pour la définition des différents concepts, se référer aux précisions méthodologiques.

Lecture : en 2020, parmi les ménages dont la personne de référence n'est pas étudiante et a moins de 60 ans, les 10 % de personnes dont le niveau de vie après transferts est le plus faible (sous le 1er décile) perçoivent 1,7 Md€ au titre des allocations familiales, 0,7 Md€ au titre des prestations familiales dédiées à la garde d'enfant, 1,5 Md€ au titre des autres prestations familiales, 6,8 Md€ au titre des minima sociaux et de la prime d'activité, 4,5 Md€ au titre des allocations logements et 0,7 Md€ au titre des aides exceptionnelles. Au total, elles perçoivent 16,0 Md€ de prestations (cf. infra pour la liste des prestations incluses dans l'analyse).

Graphique 2 • Répartition par configuration familiale des masses de prestations versées en 2020, selon la prestation



Source : Insee, enquête Revenus fiscaux et sociaux 2018 (actualisée 2020) ; modèle Ines 2020 provisoire, calculs Drees.

Champ : ménages ordinaires vivant en France métropolitaine dont le revenu déclaré au fisc est positif ou nul et dont la personne de référence n'est pas étudiante et a moins de 60 ans, hors ménages "complexes" (cf. précisions méthodologiques).

Lecture : en 2020, 33 % des allocations familiales sont versées à des couples avec 2 enfants, 47 % à des couples avec 3 enfants ou plus et 20 % à des personnes seules avec 2 enfants ou plus, alors que ces dernières représentent 6 % des ménages sur le champ défini ci-dessus.

• Précisions méthodologiques

Champ des prestations :

Les prestations intégrées dans la présente analyse comprennent la majeure partie des prestations familiales, des minima sociaux et des aides au logement ainsi que la prime d'activité.

Au sein des prestations familiales, on distingue les allocations familiales – AF –, des prestations destinées à la garde d'enfant (la prestation d'accueil du jeune enfant – Paje –, incluant l'allocation de base, la prime à la naissance ou à l'adoption, la prestation partagée d'éducation de l'enfant – PreParE – ainsi que le complément de libre choix du mode de garde – CMG –, et la subvention aux crèches) et des autres prestations (l'allocation de soutien familial – ASF –, l'allocation d'éducation de l'enfant handicapé – AEEH –, le complément familial – CF –, l'allocation de rentrée scolaire – ARS). Au sein de la Paje, la prestation partagée d'éducation de l'enfant (PreParE) concerne les enfants nés ou adoptés à partir du 1^{er} janvier 2015 ; elle remplace le complément de libre choix d'activité (CLCA). Sont également prises en compte les bourses de l'enseignement du second degré. Les minima sociaux (le revenu de solidarité active – RSA – ainsi que la prime de Noël, la garantie Jeunes, l'allocation aux adultes handicapés – AAH – et ses compléments, la prime d'activité et les aides au logement ne sont pas uniquement destinés aux ménages avec enfants mais comportent souvent, dans leurs barèmes, une forte dimension familiale.

Les aides exceptionnelles versées en 2020 afin d'atténuer la baisse du revenu des ménages modestes sont également prises en compte dans cette analyse. Il s'agit des compléments de 150 € versés en juin et en novembre 2020 aux foyers bénéficiaires du RSA ou de l'ASS, des aides de 100 € par enfant versées en mai et en novembre aux foyers bénéficiaires du RSA, de l'ASS ou des aides au logement, des montants de 200 € et 150 € versés respectivement en juin et en novembre 2020 aux jeunes de moins de 25 ans non-étudiants et bénéficiaires des aides au logement, ainsi que du supplément d'ARS de 100 € par enfant. Certaines prestations familiales et certains minima sociaux ne sont pas pris en compte ici. Cela concerne notamment l'allocation journalière de présence parentale – AJPP –, la prime de déménagement ainsi que certains minima sociaux : l'allocation de solidarité spécifique – ASS, l'allocation temporaire d'attente – ATA – et l'allocation veuvage – AV.

Le modèle de simulation Ines

Les transferts monétaires dont peuvent bénéficier les ménages ont été estimés à l'aide du modèle de microsimulation Ines, géré conjointement par la Drees, l'Insee et la Cnaf. Elles résultent de calculs réalisés par la Drees sur une version provisoire du modèle Ines 2020. Les barèmes de la législation 2020 ont été appliqués à une population représentative, à cette date, des ménages ordinaires (c'est-à-dire ne vivant ni en habitation mobile ni en collectivité) en France métropolitaine. Le modèle Ines est adossé à l'enquête Revenus fiscaux et sociaux (ERFS) réalisée par l'Insee, la DGFiP, la Cnaf, la Cnav et la MSA, qui appartiennent aux caractéristiques sociodémographiques des ménages de l'enquête emploi aux fichiers administratifs de déclarations fiscales et sociales. Il s'agit ici de l'ERFS 2018 actualisée pour l'année 2020, c'est-à-dire prenant en compte l'évolution démographique ainsi que l'évolution des revenus des ménages entre 2018 et 2020.

Le millésime 2020 du modèle Ines intègre les conséquences de la crise sanitaire et du chômage partiel sur les revenus d'activité.

L'analyse par décile de niveau de vie porte sur les ménages ordinaires dont la personne de référence n'est pas étudiante et est âgée de moins de 60 ans. Pour l'analyse par configuration familiale, le champ est restreint aux ménages non « complexes », i.e. aux ménages composés d'un adulte ou d'un couple d'adultes, avec ou sans enfant, sans enfant âgé de 21 ans ou plus.

Organisme responsable de la production de l'indicateur : DREES

1.4. Capacité d'accueil des enfants de moins de trois ans

1.4.1. Evolution de la capacité d'accueil des enfants de moins de 3 ans

En raison de la crise sanitaire, il n'est pas possible de produire d'indicateur de capacité d'accueil provisoire pour 2020 en dehors des places en établissements d'accueil du jeune enfant relevant de la prestation de service unique.

La capacité théorique d'accueil rend compte du nombre de places offertes pour l'accueil des enfants de moins de trois ans par les modes d'accueil « formels ». Cette capacité théorique rapportée à un besoin théorique de demande d'accueil à un instant donné définit un taux de couverture. Le besoin théorique est défini, compte tenu de la difficulté à appréhender les besoins réels, par le nombre d'enfants âgés de moins de trois ans. Au 1^{er} janvier 2020, ce nombre s'élève, selon l'Insee à près de 2,3 millions d'enfants pour la France entière (Métropole plus DOM hors Mayotte).

La capacité d'accueil théorique correspond au nombre de places disponibles pour les enfants de moins de trois ans en établissements d'accueil du jeune enfant (EAJE), en classes préélémentaires, auprès d'assistants maternels et auprès de salariés à domicile. Elle ne tient donc pas compte de l'usage réel de ces places puisqu'une place peut exister mais ne pas être utilisée ou au contraire être utilisée par plusieurs enfants successivement au cours d'une journée, d'une semaine ou d'une année. S'agissant des assistants maternels, ne sont pris en compte que les assistants maternels identifiés comme accueillant effectivement des enfants, et non l'ensemble des assistants maternels disposant d'un agrément. Ce choix méthodologique peut conduire à minimiser les capacités d'accueil des assistants maternels du fait de la non prise en compte d'assistants maternels au chômage complet mais souhaitant accueillir des enfants.

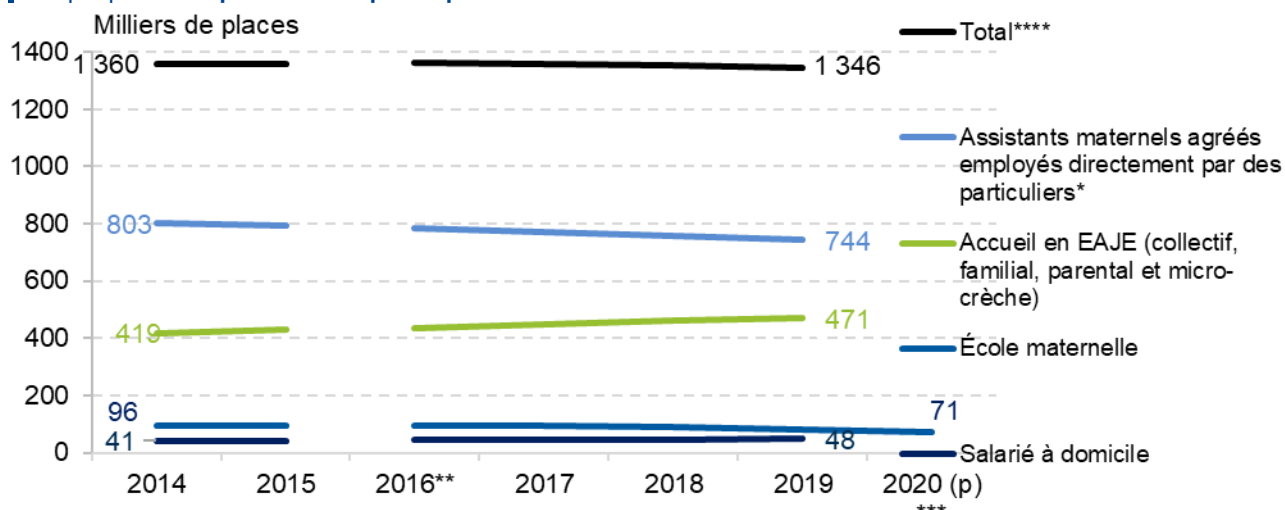
Trois exceptions existent pour lesquelles on ne connaît pas la capacité théorique réelle qui est alors estimée en s'appuyant sur des données d'usage. Le nombre de places offertes par les salariés à domicile est approché par le nombre d'enfants gardés principalement par ces professionnels. Le nombre de places en micro-crèches ne relevant pas de la prestation de service unique (PSU) est déterminé à partir du nombre d'heures facturées aux familles couvertes par un complément de mode de garde destiné à ce type de structure. Les places en école préélémentaire offertes aux moins de trois ans - qui

constituent la troisième exception - sont directement approchées par le nombre d'enfants de deux ans effectivement scolarisés. Sur ces bases, la capacité théorique d'accueil offerte par les modes d'accueil formels est de 1 345 700 places au 31 décembre 2019 pour la France entière.

Rapportée au nombre de jeunes enfants, cette offre correspond à 59,8 places pour 100 enfants de moins de trois ans en 2019. L'accueil proposé par les assistants maternels se révèle prépondérant puisqu'il s'établit à 33,0 places pour 100 enfants de moins de trois ans (soit plus de 5,5 places offertes sur 10) (cf. *tableau 1*). En deuxième position, les établissements d'accueil du jeune enfant (accueil collectif dont les micro-crèches, crèches familiales) offrent 20,9 places pour 100 enfants de moins de trois ans (cf. *graphique 3*). L'Éducation nationale arrive en troisième place, mais son offre est nettement inférieure à celle observée pour les deux principaux modes d'accueil : en 2019, elle est de 3,7 places pour 100 enfants de moins de trois ans. La garde à domicile ne contribue que marginalement au total des places d'accueil avec 2,1 places pour 100 enfants.

Entre 2018 et 2019, l'offre d'accueil diminue de -0,7 %, principalement du fait du recul des places proposées par les assistants maternels (-1,9 %) et à l'école préélémentaire (-6,9 %) tandis que l'accueil collectif offre 11 000 places en plus par rapport à 2018. Cette baisse est la plus forte enregistrée depuis 2015. Au total, l'augmentation du taux de couverture n'est pas le fait d'une croissance du nombre global de places d'accueil, mais s'explique par la baisse du nombre d'enfants de moins de trois ans (-1,4 %).

Alors que le secteur des assistants maternels a longtemps constitué le principal levier de développement de l'offre, les évolutions récentes conduisent à un résultat plus nuancé. Sur la période 2014-2019, l'accroissement de l'offre d'accueil a été porté par les établissements d'accueil collectif. En 2020, les établissements d'accueil du jeune enfant relevant de la PSU offriraient 3 100 places supplémentaires par rapport à 2019.

Graphique 1 • Capacité théorique de places dans les modes d'accueil formels

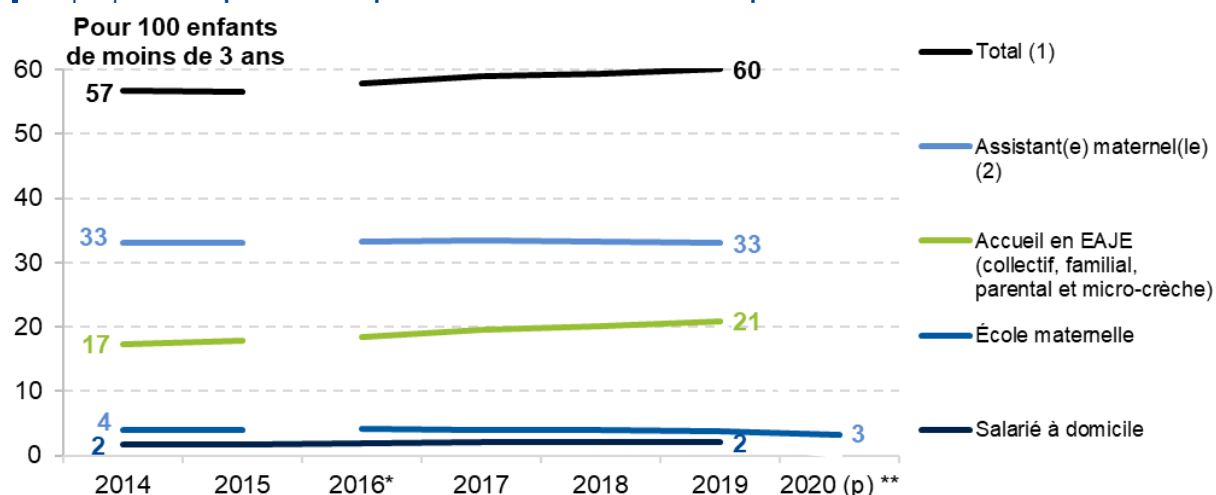
Sources : Cnaf (SIAS-MTEAJE, FILEAS, EQUEAJE et ALLSTAT – FR6), Drees (enquêtes PMI) Acoiss (CNTPAJE), CCMSA, MENESR-DEPP et Insee.
 Champ : France (hors Mayotte) et y compris les collectivités d'outre-mer de Saint-Martin et Saint-Barthélemy

(1) En raison de l'application d'arrondis le total des lignes ne correspond pas au total général.

(2) Pour les assistants maternels, seules les places potentielles pour les enfants de moins de 3 ans des assistants maternels identifiés comme accueillant effectivement des enfants sont comptabilisées (voir encadré méthodologique).

* La Cnaf a procédé à une refonte de la production de ses données statistiques depuis 2016. Il s'ensuit une rupture de série pour les données relatives à l'offre en EAJE hors PSU, chez les assistants maternels et en garde à domicile.

** Les données provisoires 2020 sont arrêtées en juillet 2021.

Graphique 2 • Capacité théorique des modes d'accueil formels pour 100 enfants

Sources : Cnaf (SIAS-MTEAJE, FILEAS, EQUEAJE et ALLSTAT – FR6), Drees (enquêtes PMI) Acoiss (CNTPAJE), CCMSA, MENESR-DEPP et Insee.
 Champ : France (hors Mayotte) et y compris les collectivités d'outre-mer de Saint-Martin et Saint-Barthélemy

(1) En raison de l'application d'arrondis le total des lignes ne correspond pas au total général

(2) Pour les assistants maternels, seules les places potentielles pour les enfants de moins de trois ans des assistants maternels identifiés comme accueillant effectivement des enfants sont comptabilisées (voir encadré méthodologique).

* La Cnaf a procédé à une refonte de la production de ses données statistiques depuis 2016. Il s'ensuit une rupture de série pour les données relatives à l'offre en EAJE hors PSU, chez les assistants maternels et en garde à domicile.

** Les données provisoires 2020 sont arrêtées en juillet 2021.

Tableau 1 • Capacité théorique d'accueil par des assistants maternels

	2011	2013	2015	2016*	2018	2019
Nombre d'assistants maternels en exercice auprès de particuliers employeurs	319 400	326 800	312 400	304 800	285 300	271 400
Nombre moyen de places potentielles pour des enfants de moins de 6 ans par assistant maternel agréé en exercice auprès de particuliers employeurs	2,9	3,0	3,1	3,2	3,3	3,3
Nombre de places potentielles auprès d'assistants maternels en exercice auprès de particuliers employeurs pour des enfants de moins de 6 ans	939 400	996 300	979 300	967 700	935 300	895 800
dont places potentielles pour des enfants de moins de 3 ans**	765 800	800 700	795 700	781 400	759 000	744 300
Capacité théorique d'accueil pour 100 enfants de moins de 3 ans (en %)	31,1	32,9	33,1	33,1	33,2	33,0

Sources : Drees (enquête PMI, ACOSS (CNTPAJE), Cnaf (FILEAS et ALLSTAT – FR6) et MENESR-DEPP Insee.

Champ : France (hors Mayotte) et y compris les collectivités d'outre-mer de Saint-Martin et Saint-Barthélemy

* La Cnaf a procédé à une refonte de la production de ses données statistiques depuis 2016. Il s'ensuit une rupture de série pour les données relatives à l'offre chez les assistants maternels.

** La répartition entre places potentielles pour les enfants de moins de 3 ans et places potentielles pour les autres enfants auprès des assistants maternels est estimée à partir des montants de cotisations sociales connues par la Cnaf (voir encadré méthodologique).

Concernant l'accueil individuel, on peut évaluer à 271 400 le nombre d'assistants maternels en exercice employé(e)s directement par des parents (cf. tableau 1). Ils offrent environ 895 800 places d'accueil aux enfants de moins de six ans ce qui situe à 3,3 le nombre moyen de places proposées par chaque salarié. Les 744 300 places servant à l'accueil d'enfants de moins de trois ans constituent 83 % de cette offre.

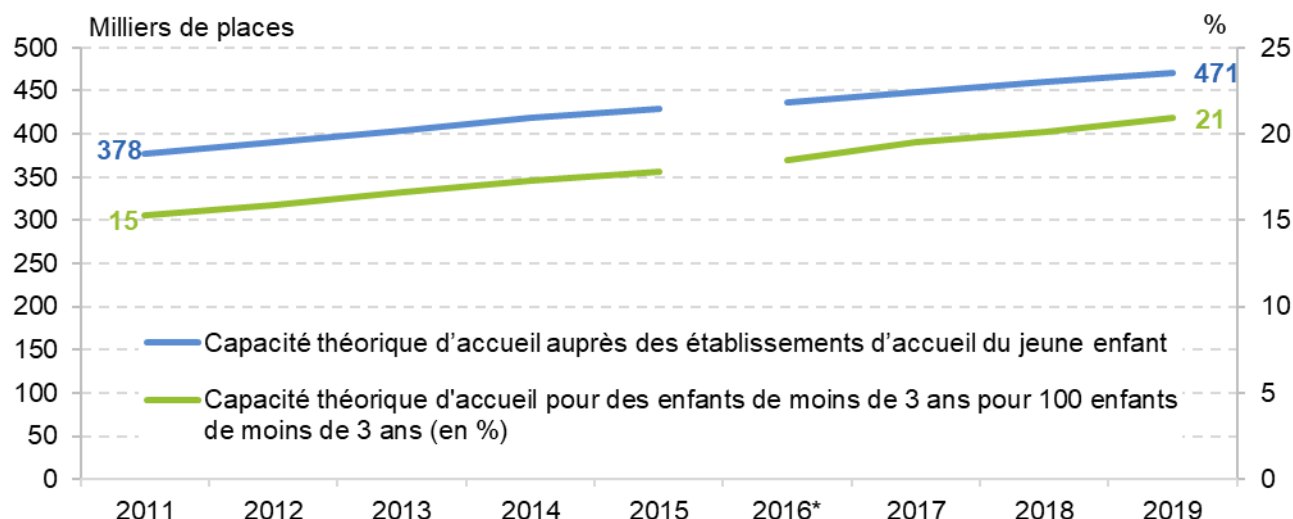
De 2011 à 2013, dans la continuité des années antérieures, l'offre issue de ce mode d'accueil a progressé très fortement. Cette hausse s'expliquait tout à la fois par le développement du nombre d'assistants maternels en exercice et par la progression du nombre moyen de places offertes par chacun d'eux (le nombre de places chez les assistants maternels augmente un peu plus vite que le nombre d'assistants maternels en activité), sous l'effet

notamment d'évolutions réglementaires qui ont autorisé des agréments pour quatre enfants et fixé l'agrément minimal à deux enfants au lieu de un.

Depuis 2014, l'offre proposée par ces professionnels diminue : le nombre total de places servant potentiellement à l'accueil d'enfants de moins de six ans enregistre une nouvelle baisse en 2019 (- 14 700 places en 2019 par rapport 2018). Au cours de la même période, cette baisse s'observe également sur le nombre de places potentielles offertes aux enfants de moins de trois ans. En 2019, cette diminution est la plus forte baisse constatée.

La réduction de l'offre s'explique principalement par la baisse du nombre d'assistants maternels en activité auprès de particuliers employeurs observée depuis 2014 qui se poursuit en 2019 avec un nouveau fléchissement (-11 700 en 2019). Depuis 2014, on enregistre une baisse de 49 600 assistants maternels, soit - 15,5 %.

Graphique 3 • Capacité théorique d'accueil auprès des établissements d'accueil du jeune enfant pour 100 enfants de moins de 3 ans

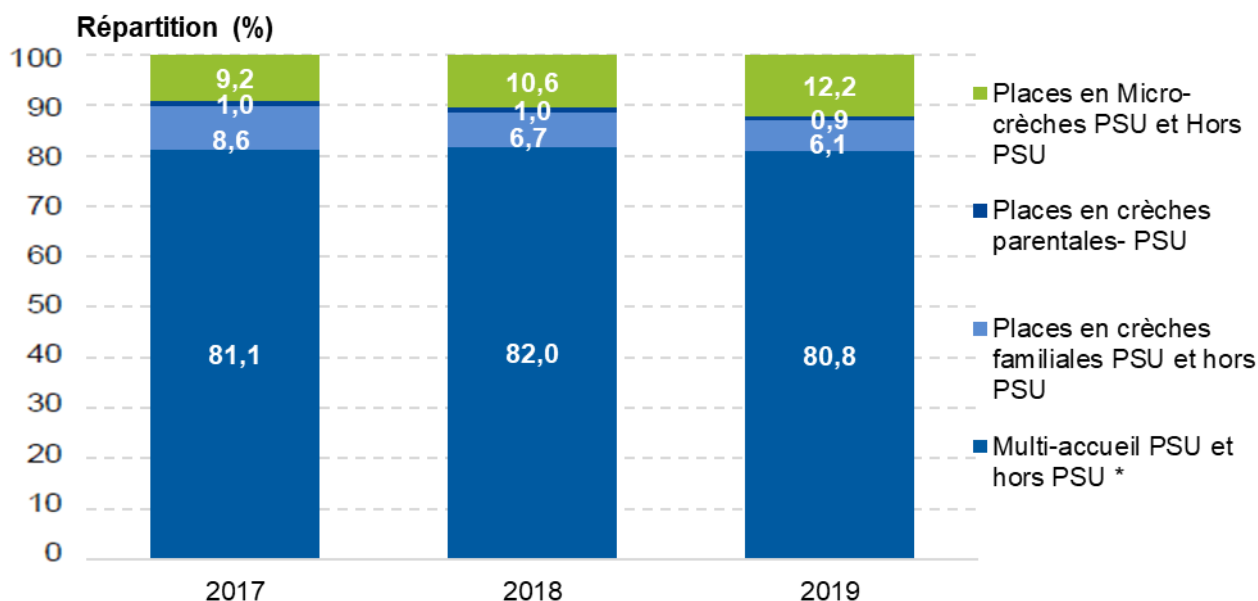


Sources : Cnaf (SIAS-MTEAJE, FILEAS, EQUAEJE et ALLSTAT – FR6), Drees (enquête PMI), CCMSA, MENESR-DEP et Insee.

Champ : France (hors Mayotte) et y compris les collectivités d'outre-mer de Saint-Martin et Saint-Barthélemy

* La Cnaf a procédé à une refonte de la production de ses données statistiques depuis 2016. Il s'ensuit une rupture de série pour les données relatives au CMG structure et garde à domicile

Graphique 4 • Répartition par type d'accueil des places offertes par les établissements d'accueil du jeune enfant



Sources : Cnaf (SIAS-MTEAJE, EQUAEJE et ALLSTAT – FR6), Drees (enquête PMI), CCMSA, MENESER-DEPP et Insee.

Champ : France (hors Mayotte) et y compris les collectivités d'outre-mer de Saint-Martin et Saint-Barthélemy

Multi-accueil* : y compris jardins d'enfant, haltes garderies, crèches de personnel exclusivement, hors micro-crèches

Concernant les **établissements d'accueil du jeune enfant**, on dénombre 471 000 places offertes dans l'ensemble des structures d'accueil collectif (crèches collectives, y compris crèches de personnel non financées par la PSU, répartis entre multi-accueil, jardins d'enfants, haltes garderies ; crèches familiales ; crèches parentales ; micro-crèches (crèches collective d'une capacité maximale de 10 places) au 31 décembre 2019. À cette date, le multi-accueil (crèches collectives y compris crèches de personnel non financées par la PSU, haltes garderies, jardins d'enfants) représente 80,8 % de l'offre proposée par les établissements d'accueil du jeune enfant. Les crèches familiales occupent le deuxième rang en proposant 6,1 % des places tandis que l'accueil en crèche parentale reste relativement marginal (moins de 1 %). Comme évoqué plus haut, le nombre de places offertes par les micro-crèches se développe pour constituer 12,2 % de la capacité d'accueil collectif en 2019.

La progression de l'offre collective se poursuit. Entre 2018 et 2019, elle est essentiellement due aux micro-crèches

sans financement PSU (dites « micro-crèches PAJE »¹ (+ 10 800 places) dont le développement ne faiblit pas depuis plusieurs années.

En 2019, le nombre de places proposées par **les salariés à domicile**, estimé à partir du nombre de famille bénéficiaires du complément mode de garde – de l'ordre de 47 800 – augmente légèrement par rapport à 2018. Ce mode d'accueil se concentre sur quelques territoires urbains (grandes métropoles) et notamment en Ile-de-France, la ville de Paris comprenant le quart des utilisateurs de ce mode d'accueil.

Enfin, après une hausse en 2016, la capacité d'accueil de **l'école préélémentaire** poursuit sa baisse en 2019 avec 82 700 places, soit 6 100 places en moins.

Du côté de la demande, le nombre d'enfants de moins de trois ans continue de diminuer et de façon importante entre 2018 et 2019 : près de 33 000 enfants de moins.

¹ Les micro-crèches ont un droit d'option entre le financement classique des crèches par la branche famille, la PSU, et un financement direct par les

familles, qui bénéficient à ce titre du complément de libre choix du mode de garde (CMG) « structure » de la prestation d'accueil du jeune enfant (PAJE).

• Précisions méthodologiques

Construction de l'indicateur :

La *capacité d'accueil théorique* correspond à l'ensemble des places offertes aux enfants de moins de 3 ans à un instant donné. Pour la calculer, il convient donc de connaître les places mises à disposition pour les enfants de cette tranche d'âge par les assistants maternels (qui peuvent également accueillir des enfants plus âgés), les établissements d'accueil collectif ou familial, les salarié(e)s à domicile (qui peuvent aussi s'adresser à des enfants plus grands) et l'école préélémentaire. Ces informations n'étant pas toutes disponibles, la capacité d'accueil théorique est approchée en mobilisant parfois des données sur l'accueil constaté. C'est le cas de l'accueil effectué par un(e) salarié(e) au domicile des parents, de l'école ou de l'accueil dans les micro-crèches financées par le complément de libre choix du mode de garde (CMG) de la prestation d'accueil du jeune enfant (Paje).

Cet indicateur comptabilise des places d'accueil à un instant donné, et non des enfants gardés. Ainsi, on ignore le fait que certaines places peuvent être utilisées par plusieurs enfants à temps partiel. Ce peut être le cas de places en établissement d'accueil du jeune enfant. De même, d'autres places ne comblent pas tout à fait les besoins : ce peut être le cas des places en écoles maternelles, utilisées souvent pour la tranche d'âge des 2-3 ans à mi-temps, et qui nécessitent un complément d'accueil. Un enfant peut donc occuper deux places d'accueil (école et assistant(e) maternel(le) par exemple).

Pour l'*accueil collectif*, sont repris les agréments délivrés dans chaque département par les services du conseil départemental. Ils sont suivis par le biais des données de gestion issues du système d'informations Sias des Caf. Ce système d'information permet de disposer au cours de l'année N+2 – voire N+1 désormais – d'un grand nombre de renseignements sur les établissements ayant bénéficié d'un soutien financier de la part de la branche Famille sous forme de prestation de service unique (PSU) pour leur fonctionnement de l'année N. En revanche, il ne permet pas de connaître les places non financées par la PSU. Il peut dans ces cas s'agir de crèches de personnel (par exemple certaines crèches hospitalières) qui ne disposent pas d'un minimum de places destinées au public du quartier d'implantation de la crèche et/ou de structures n'appliquant pas le barème national des participations familiales. Le nombre de places non financées par la PSU est alors approché par le nombre de places disponibles dans les établissements de personnel exclusivement, déterminé à partir de l'enquête PMI de la Drees. Cette enquête recueille annuellement des informations auprès des conseils départementaux sur le nombre de places d'accueil collectif et familial des enfants de moins de 6 ans. L'approximation opérée pour prendre en compte les places non comptabilisées dans le système d'information Sias peut toutefois conduire à des doubles comptes car une partie des établissements de personnel exclusif bénéficie désormais de la PSU. C'est pourquoi un traitement est effectué pour supprimer ces doubles-comptes potentiels.

Par ailleurs, pour les autres données concernant l'accueil collectif, l'estimation de l'offre en nombre de places est faite à partir de l'usage. Ainsi, le nombre de places en classes préélémentaires pour les enfants de moins de 3 ans et le nombre de places auprès de salarié(e)s à domicile correspondent au nombre d'enfants bénéficiaires de ces modes d'accueil. Le nombre de places en micro-crèches financées par la Paje est estimé à partir du volume d'heures annuelles facturées aux parents utilisant ce mode d'accueil. Ce volume est converti en offre en supposant qu'une place correspond à 1 458 heures facturées.

Dans le cas particulier des enfants gardés par un(e) *salarié(e) à domicile* financé(e) par un complément de mode de garde en mode prestataire, les premiers travaux locaux sur l'usage de la prestation semblent indiquer qu'il s'agit d'une offre de garde pour un accueil complémentaire (accueil du soir), et non d'une offre pour un mode d'accueil principal. Pour prendre en compte ces éléments, seuls sont comptabilisés pour la détermination de la capacité d'accueil théorique, à côté des enfants de moins de 3 ans bénéficiant d'un complément mode de garde « GED - emploi direct » les 'enfants de moins de 3 ans bénéficiant exclusivement (sans cumul avec un CMG à un autre titre) d'un complément de mode de garde en mode prestataire pour un(e) salarié(e) à domicile.

Enfin, le nombre de places chez les *assistants maternels* « réservées » aux enfants de moins de 3 ans n'est pas directement disponible. Il est obtenu en appliquant une clef de répartition sur le nombre de places total offertes par les assistants maternels calculé à partir de l'enquête PMI de la Drees et des données obtenues par l'Acos à partir du dispositif Centre Pajemploi. Ces dernières permettent de recenser les assistants maternels en activité employé(e)s directement par des particuliers. L'enquête PMI fournit la taille moyenne de l'agrément attribué aux assistants maternels. La combinaison de ces deux informations permet de connaître le nombre d'agréments délivrés dans chaque département par les services du conseil départemental pour l'ensemble des assistants maternels en activité et n'exerçant pas au sein d'une crèche familiale (une partie des agréments recensés peut être le fait de personnes qui se sont en réalité retirées du marché du travail et une autre partie est le fait d'assistants maternels déjà comptabilisé(e)s en accueil familial au sein des Eaje). La clef appliquée à ce nombre de places correspond à la part des cotisations sociales prises en charge par les Caf pour les enfants de moins de 3 ans dans le total des cotisations sociales prises en charge par les Caf pour les enfants effectivement gardés par les assistants maternels au cours du quatrième trimestre de l'exercice. Elle est calculée – pour chaque département – à partir des données de la Cnaf disponibles sur les familles percevant un complément mode de garde pour l'emploi direct d'un assistant maternel agréé.

Le nombre de places d'accueil pour 100 enfants de moins de 3 ans pour l'exercice N est calculé en utilisant le nombre d'enfants de moins de 3 ans au 1^{er} janvier N+1 estimé notamment pour les calculs de taux de scolarisation.

La Cnaf a, à compter de l'exercice 2016, procédé à une refonte de ses chaînes de production de données statistiques sur les bénéficiaires de prestations légales afin d'en améliorer la qualité et la fréquence. Il en résulte un recul d'observation différent que celui qui prévalait jusqu'alors et un enrichissement des données disponibles. Cette évolution a un impact significatif sur les bénéficiaires du CMG de la Paje et a conduit à revoir certains éléments de la méthodologie décrite ci-dessus (règles de calcul, mois de référence, degré de consolidation). Elle induit une rupture de série à partir de 2016.

Organisme responsable de la production de l'indicateur : CNAF

1.4.2. Disparités territoriales d'accueil des enfants de moins de trois ans

En 2019, la capacité théorique des modes d'accueil formels est de 59,8 places pour 100 enfants de moins de trois ans en France entière (hors Mayotte) et de 60,7 places en métropole. Au sein des DROM (hors Mayotte et COM), la capacité d'accueil est moins importante : elle se situe en moyenne à 30,5 places pour 100 enfants de moins de trois ans. Pour l'ensemble du territoire, c'est 0,5 point de plus qu'en 2018.

Selon le département (hors COM), cette capacité d'accueil se situe entre 10,7 (Guyane) et 87,6 places (Haute-Loire) pour 100 enfants de moins de trois ans (*cf. carte 1*). Sur le territoire métropolitain, les départements de Bretagne et des Pays de la Loire maintiennent des capacités théoriques d'accueil supérieures à 75 places. En Île-de-France, Paris et les Hauts-de-Seine bénéficient des capacités les plus élevées avec respectivement 72,3 places et 70,6 places pour 100 enfants de moins de trois ans alors que dans cette même région, les deux départements les moins bien couverts, le Val-d'Oise et la Seine-Saint-Denis, affichent des taux bien inférieurs (respectivement 41,2 et 31,3).

Le département de Seine-Saint-Denis est le département métropolitain affichant le taux de couverture le plus bas (31,3 %). On trouve ensuite la collectivité de Corse et la majorité des départements du pourtour méditerranéen avec des taux de couverture inférieurs à 51 places pour 100 enfants.

Selon les départements, la complémentarité des différents types d'offre est plus ou moins importante. Ainsi, des départements peu couverts par les établissements d'accueil du jeune enfant (EAJE) peuvent avoir un taux de couverture global élevé (comme ceux du Grand Ouest notamment) du fait d'une offre en accueil individuel par les assistant(e)s maternel(le)s supérieure à la moyenne nationale. En revanche, des départements relativement bien couverts en EAJE, avec plus de 25 places pour 100 enfants (comme le Val-de-Marne, les Alpes-Maritimes, la Martinique ou les Bouches-du-Rhône), peuvent correspondre à des départements dont le taux de couverture global moyen est relativement faible (compris entre 48 et 55 places pour 100 enfants).

En matière **d'accueil individuel**, le nombre de places proposées à des enfants de moins de trois ans par les assistant(e)s maternel(le)s directement employés par les parents s'élève à 732 200 en métropole et à 6 500 dans les DROM (hors Mayotte) et les COM de Saint-Martin et Saint-Barthélemy. Ce sont 14 700 places de moins qu'en

2018. Il convient de noter que 5 500 places n'ont pu être précisément géo localisées. Si l'on rapporte cette offre au nombre d'enfants de moins de trois ans, elle se situe en moyenne à 7,3 places pour 100 enfants de moins de trois ans dans les DROM (hors Mayotte) et à 33,9 places pour la France métropolitaine.

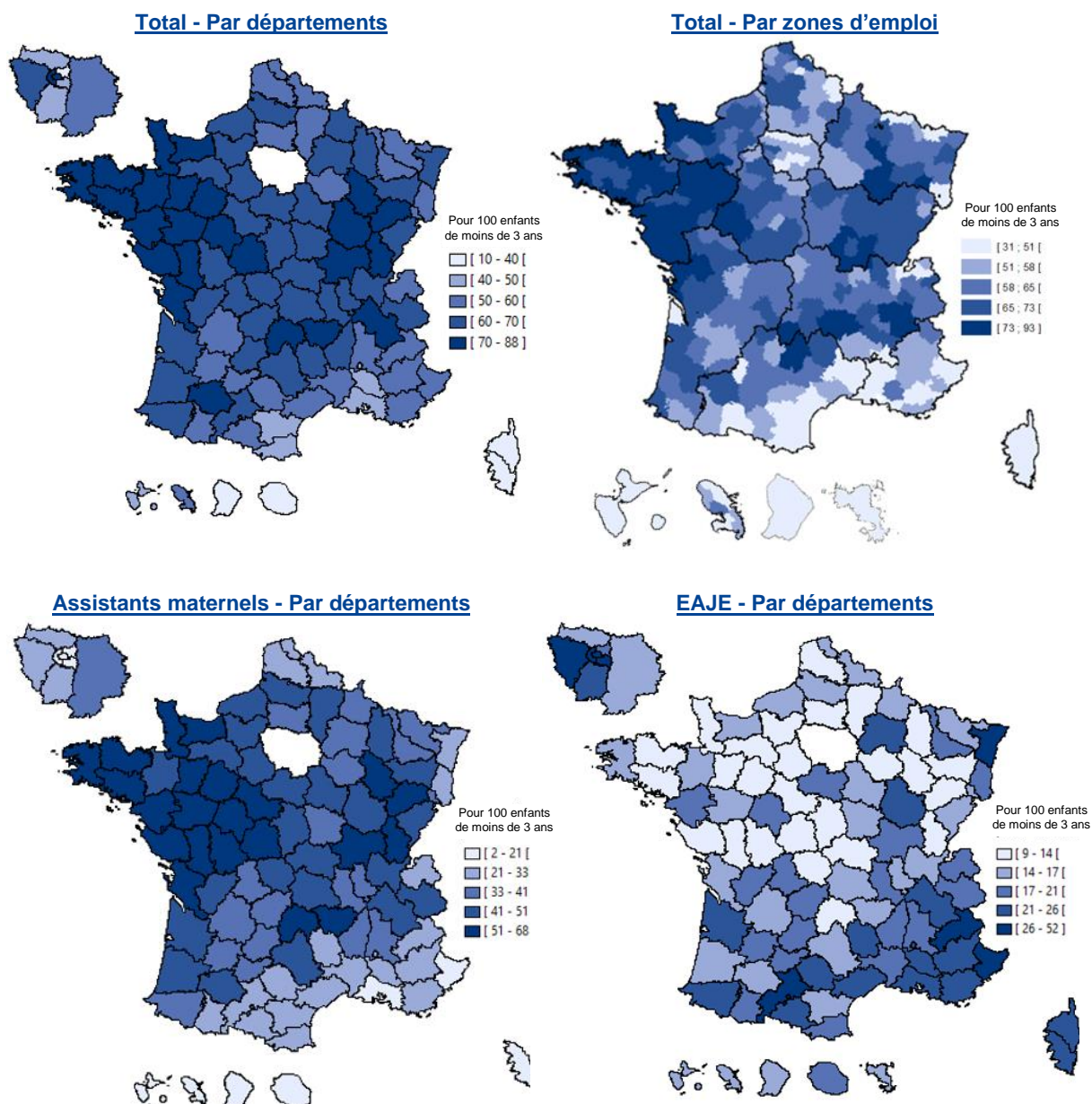
Cette couverture varie selon les départements (*cf. carte 2*) : la moitié des départements dispose d'un potentiel de places en accueil individuel supérieur à 39,8 places pour 100 enfants. En métropole, l'offre de places chez les assistants maternels varie entre 5,0 pour Paris et 67,1 places pour la Mayenne. La majorité des départements situés dans le Grand Ouest sont ceux qui ont les capacités d'accueil individuel par les assistant(e)s maternel(le)s les plus élevées. En ce qui concerne les DROM, la Guadeloupe enregistre le plus fort taux de couverture avec 13,5 places pour 100 enfants de moins de trois ans tandis que la Guyane affiche le plus faible avec 2 places pour 100.

Concernant le potentiel d'accueil en **structures collectives**, familiales et parentales, il a augmenté de près de 11 000 places par rapport à 2018 pour atteindre 471 000. Permettant d'offrir 20,9 places pour 100 enfants de moins de trois ans, il varie également selon les départements (*cf. carte 2*) : de 7,7 en Guyane à 51,7 à Paris. Ces équipements d'accueil du jeune enfant, principalement concentrés dans les zones urbanisées denses, offrent des taux de couverture notablement plus élevés dans certains départements d'Île-de-France, en Provence-Alpes-Côte d'Azur, en Haute-Garonne, dans le Tarn, le Bas-Rhin et en Martinique où il est supérieur à 25 places.

La politique d'accueil du jeune enfant s'inscrivant notamment dans la problématique de conciliation vie familiale-vie professionnelle, une approche par zone d'emploi (zone délimitant les déplacements domicile-travail) peut permettre d'apprécier l'offre à un échelon adapté aux besoins des familles.

Les disparités constatées sur la carte départementale se retrouvent sur le découpage par zone d'emploi proposé ci-dessous (*cf. cartes 3*). Toutefois cette dernière fait état de nuances au sein de départements fortement couverts ou plus faiblement couverts. Par exemple, un contraste apparaît dans les départements bretons du Finistère ou de l'Ille et Vilaine, dans lesquels certaines zones d'emploi connaissent des taux de couvertures plus faibles.

Cartes • Capacité théorique d'accueil total par les modes d'accueil « formels » au 31 décembre 2019



Sources : Cnaf (EQUEAJE et ALLSTAT – FR6), Drees (enquête PMI) Acoess (CNTPAJE), CCMSA, MENESR-DEPP et Insee. ©geofla 2020
 Champ : France entière (hors Mayotte). non compris les places en accueil collectif non financées par la PSU.
 Note : pour le détail de l'estimation, cf. encadré méthodologique du sous-indicateur n°1-4-1.

Organisme responsable de la production de l'indicateur : CNAF

1.5. Coût des modes d'accueil

1.5.1. Coût des modes d'accueil selon le niveau de revenu et le mode d'accueil (cas-types)

Une participation publique au financement des modes de garde qui varie de 63 % à 97 %

Les cas-types étudiés ici présentent l'évolution du coût mensuel d'un accueil à temps complet (36 heures par semaine) d'un enfant selon le mode d'accueil et le niveau de revenu du foyer, en distinguant les parts respectives de chaque acteur intervenant dans son financement : Caisses d'allocations familiales (CAF), État, familles¹, et, dans le cas des établissements d'accueil du jeune enfant (EAJE), collectivités territoriales (*cf. précisions méthodologiques*).

En 2021, la participation publique totale au financement des différents modes d'accueil demeure importante. Elle représente au minimum 63 % du coût de l'accueil, exception faite de la garde à domicile non partagée et de la garde en micro-crèche, qui sont les modes d'accueil les plus onéreux (*cf. graphique 1*). Elle est même supérieure à 86 % pour les parents isolés disposant de revenus équivalents à un Smic pour l'ensemble des modes d'accueil, excepté la garde à domicile non partagée.

La prise en charge assurée par les CAF est particulièrement importante pour l'accueil individuel et en micro-crèche PAJE

La participation financière des CAF à l'accueil individuel (assistant maternel et garde à domicile) et à l'accueil en micro-crèche (pour celles qui optent pour un financement indirect via le CMG au lieu d'un financement par la PSU comme les autres EAJE), s'effectue par le versement du complément de mode de garde (CMG) de la prestation d'accueil du jeune enfant (Paje) directement aux parents. Cette participation décroît avec le revenu des parents par palier du fait du mode de calcul du CMG (dont le montant plafond est modulé selon trois tranches de ressources). Les couples dont les ressources sont équivalentes à 1 Smic peuvent ainsi bénéficier du montant de CMG maximal, tandis qu'à hauteur de 3 Smic, les couples ont droit à un montant de CMG intermédiaire, au-delà de 4 Smic, l'aide est minimale. Plusieurs mesures ont été mises en place ces dernières années afin de favoriser l'accès des parents isolés à l'accueil individuel ou en micro-crèche PAJE. Ainsi, depuis 2012, les plafonds de ressources pris en compte pour déterminer le montant de l'aide sont majorés de 40 % pour les parents isolés. En conséquence, les seuils de ressources au niveau desquels les bénéficiaires passent du montant maximum au montant intermédiaire et du montant intermédiaire au montant réduit sont décalés. Plus

récemment, la LFSS pour 2018 a mis en place une majoration de 30 % des montants plafonds du CMG pour les familles monoparentales (à compter du 1^{er} octobre 2018) (majoration également prévue pour les foyers bénéficiaires de l'AAH ou de l'AAE).

L'accueil chez un assistant maternel (AM) agréé constitue le mode d'accueil formel le plus fréquent des enfants de moins de trois ans². L'emploi d'un AM est principalement financé par les CAF : en 2021, pour les couples, entre 55 % et 79 % du coût mensuel de ce mode d'accueil est ainsi couvert par le CMG, selon le niveau de ressources de la famille. La participation de la branche famille à ce financement est restée stable entre 2010 et 2021 pour les couples. Compte tenu de la revalorisation de 30 % des montants de CMG bénéficiant aux familles monoparentales, la part des dépenses de garde assumée par les CAF a augmenté en 2018 et atteint 86 % en 2021 pour les parents isolés avec des revenus équivalents au Smic.

Pour la garde à domicile – mode d'accueil le moins fréquent³ – la part des dépenses couverte par les CAF est plus limitée. Pour les couples, elle s'échelonne de 24 % à 35 % pour une garde à domicile simple, elle atteint 40 % pour les parents isolés avec des revenus équivalents au Smic, compte tenu de la hausse des montants mise en place par la LFSS pour 2018. Elle se situe entre 35 % à 56 % lorsque la garde est partagée ou concerne deux enfants âgés de moins de trois ans au sein d'un même foyer, elle atteint 67 % pour les parents isolés dont les revenus sont équivalents au Smic. Pour ce mode d'accueil, la participation de l'État a progressé depuis 2010 (de 3 points pour la garde simple, de 5 points pour la garde à domicile partagée) du fait de la déduction forfaitaire de cotisations sociales par heure travaillée dont bénéficient les particuliers employeurs depuis 2013 (ces pertes de recettes pour la sécurité sociale faisant l'objet d'une compensation par l'État). Cette déduction a été portée de 0,75 € à 2 € par heure travaillée en décembre 2015, accentuant encore la part du financement assurée par l'État (31 % en 2021 pour la garde à domicile non partagée). L'accueil en micro-crèche, lui aussi marginal, connaît toutefois une progression rapide depuis 2011⁴. La part des dépenses couvertes par les CAF pour l'accueil en micro-crèche PAJE est similaire de celle de l'accueil chez un AM. Elle s'échelonne de 79 % du coût total pour les parents isolés au niveau d'un Smic à 44 % pour les couples biactifs (avec deux revenus) dont les revenus équivalent 5 Smic.

¹ Le reste à charge (RAC) des familles n'est pas commenté dans cet indicateur dont l'objet est l'analyse des seuls financements publics au coût des différents modes d'accueil. Il est présenté dans les graphiques de la page suivante, afin de restituer une vision complète de ce financement. Le RAC fait par ailleurs l'objet d'une analyse dans l'indicateur n° 2-9.

² En 2013 selon l'enquête mode de garde réalisée par la Drees, 19 % des enfants de moins de 3 ans étaient gardés à titre principal par un(e)

assistant(e) maternel(le). « Modes de garde et accueil des jeunes enfants en 2013 », Etudes et résultats n°896, 2014.

³ En 2013 selon l'enquête mode de garde réalisée par la Drees, la part des enfants de moins de 3 ans gardé(s) principalement par un(e) salarié(e) à domicile est inférieure à 5 %. « Modes de garde et accueil des jeunes enfants en 2013 », Etudes et résultats n°896, 2014.

⁴ Observatoire national de la petite enfance-Onape, « L'accueil du jeune enfant en 2018 : Données statistiques », Cnaf, Rapport annuel, 2019

Les collectivités locales financent près de la moitié du coût de l'accueil d'un enfant au sein d'une structure d'accueil collectif

Concernant l'accueil les établissements d'accueil du jeune enfant (EAJE), la participation financière des CAF est assurée de façon indirecte (du point de vue des familles) par le versement aux EAJE de la prestation de service unique (PSU). Cette prise en charge assurée par les CAF diminue de façon linéaire avec le revenu des parents et le nombre de leurs enfants à charge, entre un plancher et un plafond¹. En effet, la PSU est octroyée en complément de la participation demandée aux familles (les CAF versent à la structure 66 % du prix de revient par heure réalisée, y compris le montant perçu de participation familiale, dans la limite d'un plafond). Ainsi, les CAF prennent en charge le coût financier de la modulation des tarifs suivant les revenus des familles. En conséquence, pour les familles dont les ressources sont équivalentes à 1 Smic les dépenses restant à la charge des familles seront relativement faibles (4 %) et l'aide apportée par la CAF à l'EAJE mécaniquement plus importante (45 %) que pour les familles dont les ressources atteignent 3 Smic (respectivement 17 % et 30 % en 2021).

Les collectivités locales assurent également une part importante du financement des places en accueil collectif. Plus de la moitié du coût mensuel total est pris en charge en moyenne par les collectivités en 2021,

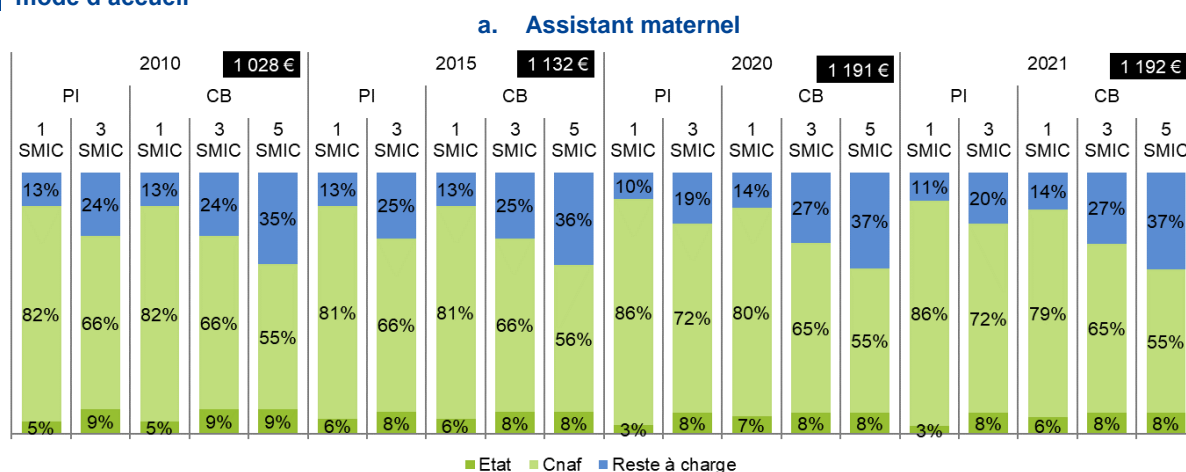
quelles que soient la situation et les ressources des parents. Elles solvabilisent le coût résiduel de l'accueil une fois prise en compte la prestation de service versée par les CAF, complétée selon les situations d'aide complémentaires à la place (prestation du contrat enfance jeunesse, remplacée progressivement à compter de 2020 par le bonus territoire, bonus mixité, et bonus handicap créés en 2019) ainsi que de la participation financière des parents. Leur participation est restée stable entre 2010 et 2021.

Le barème des participations familiales a été réformé en 2019. Jusqu'au 1^{er} janvier 2022, le taux des participations familiales est augmenté chaque année de 0,8 % tandis que le plafond (le niveau de revenu pris en compte pour le calcul des participations familiales est en effet plafonné) est progressivement porté à 6 000 € (contre 4 875 € en 2018).

En 2021, pour les familles avec un unique enfant, le taux de participation horaire atteint ainsi 0,0615 % des ressources du ménage, contre 0,06 % en 2018. Le montant maximal des ressources retenues pour le calcul de la participation est augmenté à 5 800 €.

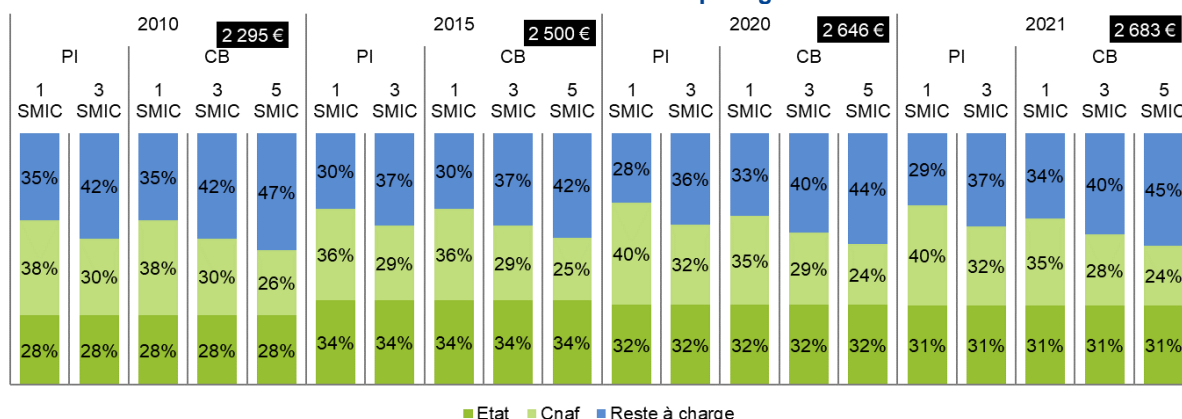
Cette réforme a donc pour effet d'accroître légèrement la participation de l'ensemble des familles, et de façon plus notable celle des foyers ayant des revenus élevés. Ainsi le reste à charge des familles ayant un revenu équivalant à 5 Smic augmente de 20 € par mois en 2021.

Graphique 1 • Répartition de la charge de l'accueil d'un enfant selon le niveau de revenu du foyer et le mode d'accueil



Source : Calculs Cnaf – DSS

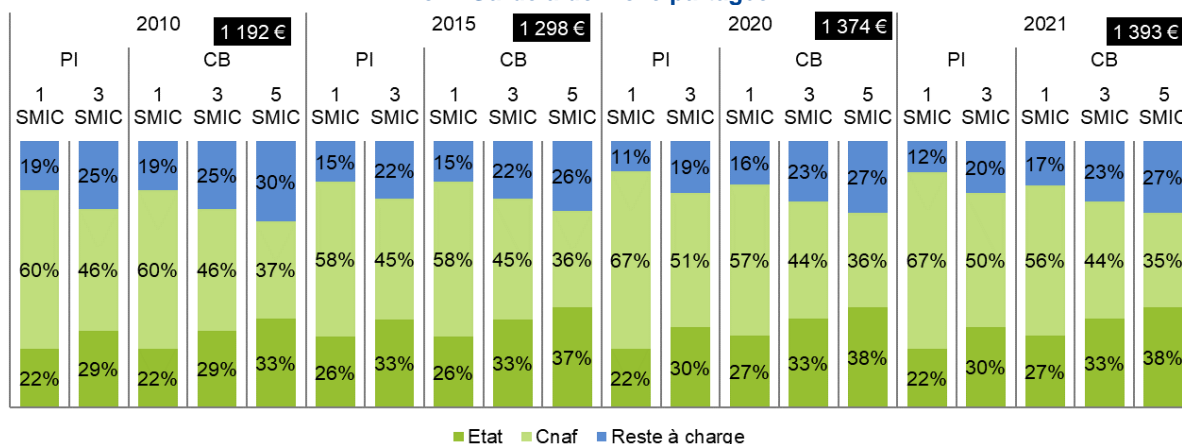
Note : PI : parent isolé ; CB : couple biactif. Lecture : en 2021, pour un couple biactif disposant d'un revenu équivalent à 3 SMIC et ayant un enfant de moins de 3 ans à charge, le coût de la garde par un(e) assistant(e) maternel(le) (1 192 € mensuel) est financé à hauteur de 65 % par les CAF et de 8 % par l'Etat, le reste à charge s'élève à 27 % pour la famille.

b. Garde à domicile non partagée

Source : Calculs Cnaf – DSS

Note : PI : parent isolé ; CB : couple biactif.

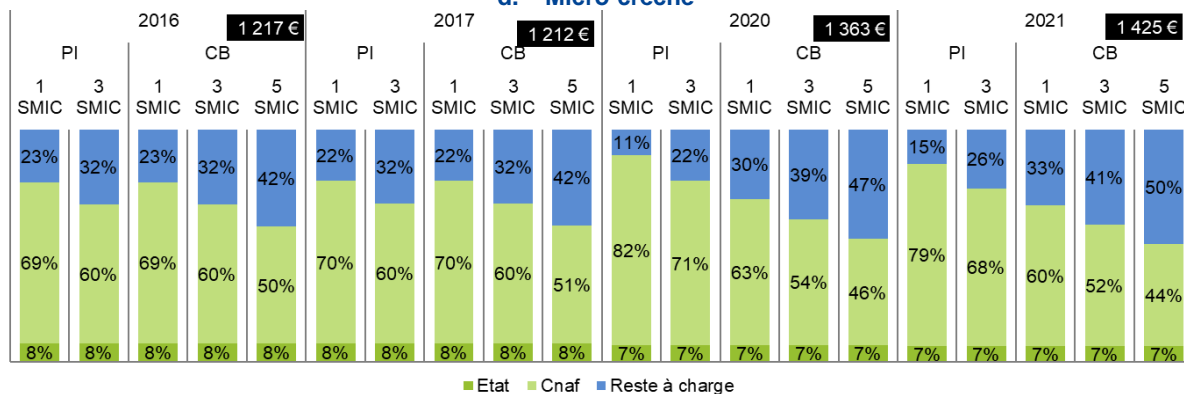
Note de lecture : en 2021, pour un couple biactif disposant d'un revenu équivalent à 3 SMIC et ayant un enfant de moins de 3 ans à charge, le coût de la garde à domicile en emploi direct (2 683 € mensuel) est financé à hauteur de 28 % par les CAF et de 31 % par l'Etat, le reste à charge s'élève à 40 % pour la famille; Le coût de la garde à domicile intègre la déduction forfaitaire de cotisations patronales par heure travaillée à partir de 2012. Cette déduction faisant l'objet d'une compensation par l'Etat via l'attribution d'une dotation budgétaire, elle est ici incluse dans la ligne "État".

c. Garde à domicile partagée

Source : Calculs Cnaf – DSS

Note : PI : parent isolé ; CB : couple biactif.

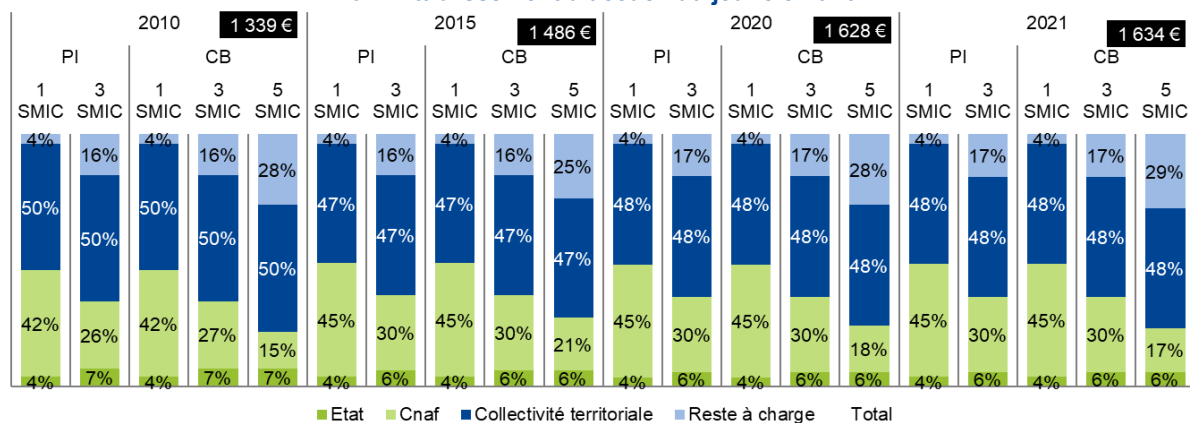
Note de lecture : en 2021, pour un couple biactif disposant d'un revenu équivalent à 3 SMIC et ayant un enfant de moins de 3 ans à charge, le coût de la garde à domicile partagée en emploi direct (1 393 €/mois) est financé à hauteur de 44 % par les CAF et de 33 % par l'Etat, le reste à charge s'élève à 23 % pour la famille; Le coût de la garde à domicile intègre la déduction forfaitaire de cotisations patronales par heure travaillée à partir de 2012. Cette déduction faisant l'objet d'une compensation par l'Etat via l'attribution d'une dotation budgétaire, elle est ici incluse dans la ligne "État".

d. Micro-crèche

Source : Calculs Cnaf – DSS

Note : PI : parent isolé ; CB : couple biactif.

Note de lecture : en 2021, pour un couple biactif disposant d'un revenu équivalent à 3 SMIC et ayant un enfant de moins de 3 ans à charge, le coût de la garde en microcrèche PAJE (1 425 € mensuel) est financé à hauteur de 52 % par les CAF et de 7 % par l'Etat, le reste à charge s'élève à 41 % pour la famille.

e. Établissement d'accueil du jeune enfant

Source : Calculs Cnaf – DSS

Note : PI : parent isolé ; CB : couple biactif.

Note de lecture : en 2021, pour un couple biactif disposant d'un revenu équivalent à 3 SMIC et ayant un enfant de moins de 3 ans à charge, le coût de la garde en établissement d'accueil du jeune enfant (1 634 € mensuel) est financé à hauteur de 48 % par les collectivités locales, de 30 % par les CAF et de 6 % par l'Etat, le reste à charge s'élève à 17 % pour la famille.

• Précisions méthodologiques

Construction de l'indicateur : Les cas-types sont construits pour illustrer deux situations familiales théoriques spécifiques :

- un couple dont les deux membres travaillent avec un enfant de moins de 3 ans, pour lequel sont présentés 3 niveaux de revenus (1, 3 et 5 Smic brut), en considérant que les revenus du couple se partagent à parts égales entre les 2 parents ;
- une famille monoparentale avec un enfant de moins de 3 ans né après le 1^{er} avril 2014 et avant le 1^{er} avril 2018, pour laquelle deux niveaux de revenus sont présentés (équivalents à 1 et 3 Smic brut).

Ils décrivent les dépenses occasionnées par un accueil à temps plein (soit 9 heures par jour et 18 jours par mois) de l'enfant au 1^{er} juillet de l'année considérée pour les années 2010, 2015, 2020 et 2021, selon cinq modes d'accueil : assistant maternel, garde à domicile, garde à domicile partagée et accueil collectif en micro-crèche Paje et ou en établissement d'accueil du jeune enfant (EAJE) PSU (auquel sont rattachées les micro crèches optant pour un financement par la PSU). La garde à domicile partagée consiste à employer une personne qui garde deux enfants de familles différentes, le coût pour une famille correspond alors à un emploi à mi-temps. On peut assimiler à cette situation celle d'une famille qui fait garder ses deux enfants âgés de moins de trois ans par une garde à domicile. L'indicateur retrace, pour chaque mode de garde, l'évolution des coûts de la garde pris en charge par les différents financeurs publics : les CAF, l'État et les collectivités locales.

Les participations financières estimées résultent de la prise en compte des montants du CMG de la PAJE pour l'ensemble de l'année en cours ainsi que des plafonds en vigueur au 1^{er} janvier. Concernant les dispositifs fiscaux, on considère également par hypothèse que les familles sont éligibles au crédit d'impôt relatif à l'emploi d'une garde d'enfant à domicile et à la garde hors du domicile (assistant maternel, micro-crèche et EAJE). Ainsi, le reste à charge correspondant à une garde utilisée l'année N prend en compte la déduction d'impôt qui minore le montant à charge des ménages. Cette déduction est incluse dans la ligne "État" qui en supporte la charge en N+1.

Depuis le REPSS (ancien PQE) annexé au PLFSS 2017, le calcul de la prise en charge publique du coût de la garde à domicile intègre la déduction forfaitaire de cotisations sociales entrée en vigueur en 2013. Cette déduction a été portée à 2 € par heure travaillée à compter du 1^{er} décembre 2015 et porte sur la part des cotisations de sécurité sociale non prise en charge par la branche famille.

Source des données : La tarification des EAJE correspond au barème national des participations familiales fixé par la Cnaf et le prix plafond retenu pour le calcul de la PSU est celui applicable à un établissement d'accueil collectif dont le niveau de service se situe dans la catégorie 2 ou 3.

Les salaires des assistants maternels et des personnes employées pour une garde à domicile sont estimés à partir du salaire horaire réel net moyen calculé par l'Acoss.

Le prix de revient est calculé sur les équipements d'accueil collectif et de multi-accueil accueillant uniquement des enfants de moins de 3 ans en métropole, il tient compte de l'ensemble des heures payées par les parents. Les coûts des gardes peuvent être modifiés par rapport aux REPSS annexés aux précédents PLSS, du fait de la mise à jour des séries de coût horaire moyen de l'accueil individuel (assistant maternel et salarié à domicile) et des prix de revient horaires des équipements d'accueil collectif.

Organisme responsable de la production de l'indicateur : DSS

1.5.2. Coût des modes de garde pour les finances publiques

Entre 2019 et 2020, les dépenses liées aux modes d'accueil ont diminué de 2,3 %. La crise sanitaire explique largement cette évolution. D'un côté, la baisse d'activité du secteur a été importante durant cette période (fermetures de crèches durant le confinement et moindre recours aux assistant(e)s maternel(le)s). De l'autre côté, des aides exceptionnelles ont été mises en place par la branche Famille à destination d'établissements d'accueil du jeune enfant et l'activité des assistant(e)s maternel(le)s a été soutenue par la mise en place des mesures de chômage partiel. Ces dernières ne sont toutefois pas comptabilisées dans la présente fiche.

Les coûts pris en charge par les finances publiques pour la solvabilisation des dispositifs de conciliation vie professionnelle/vie familiale sont détaillés pour le premier sous-indicateur sur cas-type. La consolidation de l'ensemble des dépenses publiques consacrées au financement des modes d'accueil des enfants de moins de six ans fournit quant à elle un regard macroéconomique sur l'effort national consenti pour cette politique. C'est ce que propose de retracer l'indicateur complémentaire ci-dessous. Pour certaines de ces dépenses, non disponibles directement car agrégées dans un ensemble plus large, il a été nécessaire d'avoir recours à des estimations.

Plus de 31 milliards d'euros d'argent public a été dépensé pour les modes d'accueil formels des enfants de moins de 6 ans en 2020

En 2020, l'évaluation du coût global pour les finances publiques (Sécurité sociale, État, collectivités locales) des services d'accueil se situe autour de 13,5 Md€ pour les enfants de moins de trois ans et de 17,5 Md€ pour les enfants de trois à six ans (cf. tableau 1). Ce montant se limite à la dépense publique directement allouée au financement de modes d'accueil formels (établissements d'accueil du jeune enfant, assistants maternels agréés, garde à domicile, écoles préélémentaires et accueil de loisirs sans hébergement « maternels »). Ne sont pas considérées ici les dépenses correspondant à des prestations d'entretien pour les jeunes enfants (notamment l'allocation de base de la Paje, ni les allocations familiales servies aux familles ayant des enfants âgés de moins de trois ans) ou encore les aides monétaires visant à compenser l'arrêt ou la réduction d'activité professionnelle (PreParE et cotisations pour l'assurance vieillesse des parents au foyer). Ne sont pas non plus prises en compte les autres types de soutien monétaire aux familles (collectivités, employeurs...)

Pour les enfants de moins de trois ans, les deux principaux postes de dépenses publiques sont constitués des 4,6 Md€ de dépenses liées à la garde individuelle et des 6,6 Md€ de dépenses de fonctionnement et d'investissement des établissements d'accueil du jeune enfant (EAJE). Les dépenses fiscales représentent 1,7 Md€. Enfin, à la rentrée scolaire 2020-2021, environ 71 399 enfants de deux à trois ans sont accueillis en école préélémentaire, ce qui représente un coût pour les finances publiques de 485 M€. Ces dépenses pour les modes d'accueil formels des enfants de moins de trois ans sont principalement supportées

par la branche Famille qui y contribue à hauteur de 63 % ; les collectivités locales prennent en charge un peu plus du cinquième des dépenses (22 %) et la part de l'État se situe à 15 %.

La contribution de chaque financeur public varie suivant le type d'accueil et la tranche d'âge des enfants

Pour les enfants de moins de trois ans, la branche Famille consacre légèrement plus de la moitié de ses financements (55 %) à l'aide à la garde individuelle, notamment à l'accueil par des assistant(e)s maternel(le)s. Le reste de sa participation est dédiée au financement des EAJE. Les collectivités locales financent, elles, essentiellement les EAJE (90 % de leurs dépenses pour l'accueil des moins de trois ans concernent ces services), principalement à travers des aides au fonctionnement. Elles participent également, mais dans une moindre mesure (10 % de leurs dépenses) au fonctionnement des écoles préélémentaires. De son côté, l'État finance l'accueil des enfants de moins de trois ans par deux vecteurs : l'enseignement préélémentaire (12 %), principalement à travers la rémunération des enseignants, et les aides fiscales accordées aux familles, aux assistant(e)s maternel(le)s ou aux entreprises par le biais des réductions et crédits d'impôt (88 %).

Pour les enfants de trois à moins de six ans, l'accès à l'école préélémentaire structure largement les dépenses en montant et en type de financeur. En effet, la scolarisation représente le poste budgétaire le plus important avec 15,8 Md€ financés à part égale par l'État et les collectivités territoriales. Par ailleurs, les dépenses liées aux compléments de mode de garde de la Paje s'élèvent à 1,1 Md€ pris en charge par la branche Famille. L'accueil de loisirs sans hébergement (198 M€) et les dépenses fiscales (393 M€) constituent respectivement 1,1 % et 2,2 % des dépenses pour cette tranche d'âge.

Depuis 2013, dans un contexte de baisse des naissances amorcée en 2010, les dépenses d'accueil formels des enfants de moins de six ans ont augmenté de 15 %. Conséquence de la crise sanitaire, cette évolution en euros courants a été ralentie en 2020 : les dépenses ont baissé de 2,3 % entre 2019 et 2020, passant de 31,7 Md€ à 31,0 Md€.

Tableau 1 • Dépenses en 2020 pour les modes de garde formels (en M €)

	0 à 3 ans	3 à 6 ans	0 à 6 ans	Champ
Accueil individuel	4 631	1 127	5 758	
Prestations monétaires bénéficiant directement aux familles et prise en charge des cotisations	4 532	1 127	5 659	
Complément de libre choix du mode de garde pour un assistant maternel	4 180	941	5 121	Tous régimes
Complément de libre choix du mode de garde pour une garde à domicile	187	77	264	Tous régimes
Complément de libre choix du mode de garde en mode prestataire (hors micro-crèche)	85	78	163	Tous régimes
Allègement de charges au titre de la déduction forfaitaire	79	31	111	
Soutien à l'accueil individuel pour les familles et les professionnels	99		99	CAF
Etablissements d'accueil des jeunes enfants	6 634		6 634	
Dépenses de fonctionnement	6 185		6 185	
Accueil collectif	1 677		1 677	Tous régimes
Accueil familial	134		134	Tous régimes
Accueil parental	21		21	Tous régimes
Micro-crèches (y compris complément de mode de garde)	402		402	CAF
Autres lieux d'accueil (jeux d'activité ou d'éveil, jardins d'éveil...)	3		3	Tous régimes
Contrat enfance jeunesse et compléments	616		616	Tous régimes
Fonds public et territoire, y compris subventions au titre de la covid	695		695	Tous régimes
Bonus mixité sociale - inclusion handicap- territoire	70		70	Tous régimes
Contrat de passage à la PSU, de rattrapage et d'accompagnement adapté	7		7	CAF
Dépenses de fonctionnement des communes	2 560		2 560	Communes
Dépenses d'investissement	448		448	
Plans crèches	226		226	CAF
Dépenses d'investissement des communes	179		179	Communes
Autres				
Accueil de loisirs sans hébergement		198	198	CAF
Ecole pré-élémentaire	485	15 782	16 266	
Ministère de l'éducation nationale	249	8 099	8 348	Tous régimes
Collectivités territoriales	236	7 683	7 919	Tous régimes
Dépense fiscale	1 713	393	2 106	
Crédit d'impôt pour frais de garde	1 053	227	1 280	Tous régimes
Réduction et crédit d'impôt pour emplois familiaux	139	82	221	Tous régimes
Régime d'imposition des assistants maternels agréés	391	84	475	Tous régimes
Crédit impôt famille	130	0	130	Tous régimes
TOTAL	13 462	17 501	30 962	
- dont branche Famille	8 447	1 294	9 741	
- dont collectivités territoriales	2 974	7 683	10 657	
- dont Etat	2 041	8 524	10 565	

Sources : Cnaf (Données tous régimes 2020, Vfdas 2020, Allstat – FR2 et FR6 2020, ERFs 2018, méthodologie), CCMSA, Depp, Direction du budget (Voies et moyens), DGFIP (Comptes des communes) pour les communes de plus de 10 000 habitants.

• Précisions méthodologiques

Source des données : Complément mode de garde - CMG - assistant maternel et crédit d'impôt pour frais de garde : pour déterminer la part des dépenses de prestation consacrées aux 0-3 ans, une clef de répartition est estimée à partir des données disponibles dans les fichiers allocataires des Caf en 2020 (FR6 sur les 9 premiers mois, FR2 sur le reste de l'année).

Soutien à l'accueil individuel – pour les familles et les professionnels : ce poste intègre les dépenses relatives aux relais d'assistants maternels et aux aides à l'installation des assistants maternels.

Dépenses de fonctionnement des CAF et des MSA : en accueil collectif, familial ou parental, ce chiffre correspond au montant des prestations de services et des compléments d'aide (CEJ, bonus territoire, mixité sociale, inclusion et FPT). Pour l'accueil en micro-crèche, il intègre les dépenses relevant de la prestation de service et celles liées au complément de mode de garde versées pour ce type d'accueil, les micro-crèches ayant un droit d'option entre ces deux financements.

Dépenses d'accueil de loisirs sans hébergement : Ces données sont issues de la VFDAS. Les données 2019 des dépenses d'accueil de loisirs sans hébergement ont fait l'objet d'une révision. Les dépenses concernant les 3-6 ans sont revues à la baisse de 336 M€.

Dépenses des communes : ce chiffre est estimé à partir des données de la DGFIP. Il correspond aux données des comptes des communes de plus de 10 000 habitants en 2020 (rubrique 64 « crèches et garderies », qui recense des dépenses s'adressant à un public plus large que les 0-3 ans mais dont cette population constitue l'essentiel). Ne sont pas référencées ici les dépenses des EPCI et des départements en faveur de la petite enfance (faute de pouvoir les isoler dans les Comptes des départements). Les risques de double compte avec les financements des Caf ne sont pas exclus. Les collectivités locales financent également l'accueil de loisirs sans hébergement (ALSH)

Préscolarisation (école maternelle) : ce chiffre est estimé à partir des données de l'Éducation nationale. Les effectifs utilisés sont ceux de la rentrée 2020 : 71 399 enfants scolarisés (France entière) âgés de 2 ans et 2,3 millions d'enfants scolarisés âgés de 3 à 6 ans (hors Mayotte). La dernière donnée disponible sur le coût de la scolarisation en préélémentaire porte sur 2019 : 3 380 € pour le ministère de l'Éducation nationale et 3 230 € pour les collectivités locales. L'actualisation sur 2020 est faite par la Cnaf à partir de l'évolution constatée des prix et des salaires

Crédit d'impôt pour emplois familiaux : ce montant est estimé en mobilisant deux sources d'informations. La première est constituée des données des Caf sur les montants de prise en charge par famille des cotisations sociales en cas de garde des enfants par un salarié à domicile. À partir de ces données, le reste à charge déclaré au fisc est recalculé. Cette méthode peut conduire à minorer les dépenses déclarées à l'administration fiscale dans le cas où le montant de prise en charge par la Caf atteint le plafond en vigueur. La seconde source d'informations est l'Enquête revenus fiscaux et sociaux 2018 qui permet de repérer les montants de dépenses liées à des emplois familiaux pour les parents bénéficiant d'un CMG pour une garde à domicile. Ces montants peuvent être majorés car en dehors de la garde des enfants, cette case de la déclaration fiscale peut contenir les dépenses liées à l'emploi de personnel d'entretien. En conséquence, on calcule le montant de la réduction ou du crédit d'impôt avec ces deux méthodes et on effectue la moyenne des deux.

Organisme responsable de la production de l'indicateur : CNAF

1.6. La prestation partagée d'éducation de l'enfant

1.6.1. Bénéficiaires de prestation partagée d'éducation de l'enfant

La prestation partagée d'éducation de l'enfant (PreParE) qui remplace le complément de libre choix d'activité (CLCA) pour les enfants nés ou adoptés à compter du 1^{er} janvier 2015, constitue l'un des volets de la prestation d'accueil du jeune enfant (PAJE). Elle consiste au versement d'une aide financière aux personnes qui travaillent à temps partiel ou cessent leur activité professionnelle pour élever leur(s) enfant(s) de moins de trois ans, le cas échéant dans le cadre d'un congé parental d'éducation.

Avec la PreParE, une période de droit est désormais réservée à chaque parent (en cas de vie en couple). Pour les familles avec un seul enfant à charge, cette période est de six mois par parent dans la limite du 1^{er} anniversaire de l'enfant. Elle est de 24 mois par parent dans la limite des trois ans de l'enfant pour les familles avec au moins deux enfants à charge. En cas d'adoption, de naissance multiple d'au moins trois enfants ou de monoparentalité, les durées de versement de la PreParE ont été aménagées. La prestation partagée d'éducation de l'enfant majorée, réservée aux familles avec au moins trois enfants à charge, reprend le principe du Complément optionnel de libre choix d'activité (COLCA) : une durée de droit raccourcie mais un montant de prestation plus élevé.

Les évolutions induites par ces nouvelles dispositions s'observent progressivement.

Depuis 2006, le nombre de bénéficiaires des dispositifs d'accompagnement à la réduction d'activité diminue

En 2004, à l'issue de la première année de mise en œuvre de la PAJE, le nombre cumulé de bénéficiaires du CLCA et de l'Allocation parentale d'éducation (APE) a progressé de 7,6 % par rapport à 2003 pour s'établir à 552 100. Il a continué ensuite de croître jusqu'en 2006, année qui marque l'achèvement de la montée en charge du CLCA. Depuis cette date, le nombre de bénéficiaires de ces dispositifs connaît un repli qui s'est intensifié au cours du temps notamment avec la création de la PreParE. Les évolutions démographiques récentes, se traduisant par une baisse des naissances, contribuent également à ce phénomène. Ainsi, depuis 2017, le nombre de bénéficiaires a chuté de 31,1 %.

Entre juin 2019 et juin 2020, le nombre de bénéficiaires du CLCA/PreParE a diminué de 7 % pour atteindre 246 600 sur le champ du régime général. A ce stade, il est difficile de savoir si la crise sanitaire a eu un impact sur le nombre de recourants dans un contexte de baisse tendancielle de recours à cette prestation.

Le nombre de familles bénéficiaires de la prestation pour un arrêt total d'activité a diminué de 3,3 % entre juin 2019 et juin 2020, pour s'établir à 135 300.

La baisse est plus marquée (9,1 %) pour les bénéficiaires du CLCA/PreParE à temps partiel. Elle ne

concerne plus que 111 300 familles en 2020 contre 122 500 un an plus tôt.

Sur cette même période, le CLCA/PreParE à temps partiel avec un emploi compris entre 51 % et 80 % d'un temps plein enregistre une baisse de 8,6 % sur un an contre 11,7 % pour ceux ayant une activité inférieure ou égale à 50 % (cf. graphiques).

Parmi les changements induits par la mise en place de la PAJE en 2004, on peut noter que si l'APE était réservée aux familles d'au moins deux enfants, le complément de libre choix d'activité a été ouvert dès le premier enfant. Dans le prolongement de cette évolution, la PreParE a permis une durée de droit plus longue en cas de partage (12 mois au lieu de 6). Avec 31 900 familles bénéficiaires en juin 2020 contre 33 800 familles bénéficiaires en juin 2019, le nombre de familles bénéficiaires d'un seul enfant diminue encore.

Quelle que soit la quotité d'activité, le taux de couverture du CLCA/PreParE des familles d'au moins deux enfants est moins élevé qu'avant 2014. La baisse de la durée de perception en cas de non partage entre conjoints apparue avec la création de la PreParE ainsi que la moindre solvabilisation des familles du fait de la perte totale ou partielle de l'allocation de base (AB) induite par les réformes récentes constituent des freins à l'entrée dans le dispositif expliquant ces évolutions. Des hypothèses complémentaires existent : baisse du nombre de mères remplissant les conditions d'activité nécessaires pour bénéficier de ces dispositifs, changements de comportement des mères liés à une volonté de ne pas s'éloigner trop longtemps du marché du travail, nouvelles attentes sur les conditions d'accueil des jeunes enfants de la part des parents.

Depuis 2004, la structure des familles ayant recours à la prestation a sensiblement évolué. En juin 2020, les familles avec un seul enfant à charge constituent 12,9 % des bénéficiaires du CLCA/PreParE. Les familles de deux enfants et plus dans lesquelles l'un des parents a cessé totalement son activité professionnelle, qui représentaient 72 % des utilisateurs de l'APE en 2004, ne représentent plus que 47,7 % des bénéficiaires de ce type de prestation en juin 2020. Enfin, les familles de deux enfants et plus utilisant le CLCA/PreParE à temps partiel constituent 39,3 % des bénéficiaires de la prestation en juin 2020 contre 26 % en 2004.

Inscrite dans la loi pour l'égalité réelle entre les femmes et les hommes du 4 août 2014, le remplacement du CLCA par la PreParE visait notamment un meilleur partage de la prise de ces dispositifs entre les deux parents. Entre juin 2019 et juin 2020, le nombre de pères bénéficiaires diminue de 10,6 % (-1 400 bénéficiaires). Cette année, le nombre de mères ayant diminué plus faiblement que les pères (- 6,9 %), la part des hommes percevant la prestation parmi les bénéficiaires baisse très légèrement (passant de 5,1 % à 5,0 % en un an). En juin 2020, 69,6 % des pères bénéficiaires de la PreParE y recourent à taux réduit.

Les contraintes professionnelles des mères semblent avoir une influence sur le mode d'accueil choisi pour l'enfant

La Cnaf a réalisé une enquête sur l'évolution des attentes, des besoins et des contraintes des parents en matière de conciliation entre vie familiale et vie professionnelle (EMBLEME). Cette enquête doit notamment permettre de savoir en quoi les évolutions du recours aux dispositifs de conciliation sont le fait d'une évolution des besoins et contraintes des familles et/ou d'un changement d'appréciation des attentes en matière de socialisation des enfants. Des premiers résultats sont fournis dans le dossier d'étude n°208.

Les mères qui – avant la naissance de leur enfant – travaillaient régulièrement avant 8 heures gardent leur enfant un peu plus souvent elles-mêmes (ou leur conjoint) que l'ensemble des mères en emploi (19,3 % contre 17,3 %). L'accueil de l'enfant en crèche est moins souvent la solution mobilisée par la famille lorsque la mère travaillait régulièrement avant 8 heures avant la naissance de l'enfant, seulement 9,1 % d'entre elles optent pour un accueil exclusif en Etablissement d'accueil du jeune enfant (EAJE) contre 13,5 % pour l'ensemble des mères en emploi. Par contre, la proportion d'enfants accueillis exclusivement chez un.e assistant.e maternel.le reste identique pour ces deux catégories de mères. La contrainte de travail matinal semble moins compatible avec un accueil en EAJE.

Travailler le week-end semble aussi avoir des effets sur l'option de garde. Ainsi, les mères qui travaillaient le week-end avant la naissance de leur enfant optent un peu moins souvent pour un accueil exclusif en crèche

ou par un.e assistant.e maternel.le que l'ensemble des mères. Elles sont en effet 18,6 % à recourir à l'une ou l'autre de ces solutions d'accueil contre 27,1 % pour l'ensemble des mères. La combinaison de plusieurs modes d'accueil, notamment celle d'un.e assistant.e maternel.le et d'un parent, est plus souvent la solution d'accueil des familles dont la mère travaille régulièrement le week-end (25,4 % contre 22,6 %). Cette combinaison est également plus souvent mobilisée par les familles dont les mères travaillaient régulièrement la nuit avant la naissance de leur enfant. En outre lorsqu'elles travaillent régulièrement la nuit ou le week-end avant la naissance de leur enfant, les mères ont moins souvent recours à un accueil en EAJE pour leur enfant. Les contraintes de travail du week-end et de nuit seraient plus compatibles avec un accueil chez un.e assistant.e maternel.le.

Concernant, la flexibilité des horaires de travail, les mères déclarant avoir des horaires de travail « plutôt souples, et pouvant facilement les modifier », utilisent davantage la crèche : 17,4 % d'entre elles y ont recours exclusivement et 13,2 % l'associent à la garde par l'un des parents. Comparées à l'ensemble des mères, ces deux options sont davantage mobilisées (+3 points). Quant aux mères déclarant avoir des horaires de travail « plutôt rigides », le recours à un.e assistant.e maternel.le – que cela soit en mode d'accueil unique (14,2 %) ou combiné avec un parent (26,0 %) – est supérieur à celui de l'ensemble des mères.

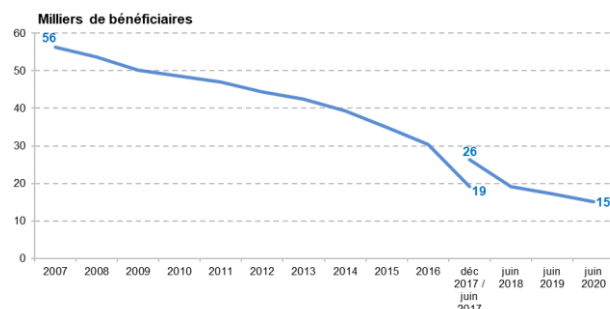
Par ailleurs, les mères déclarant avoir des horaires de travail « très rigides », optent davantage pour un accueil exclusif par un des deux parents (19,6 % contre 17,3 %).

Tableau 1 • Nombre de familles bénéficiaires d'aides à la cessation ou à la réduction d'activité professionnelle pour l'accueil d'un jeune enfant

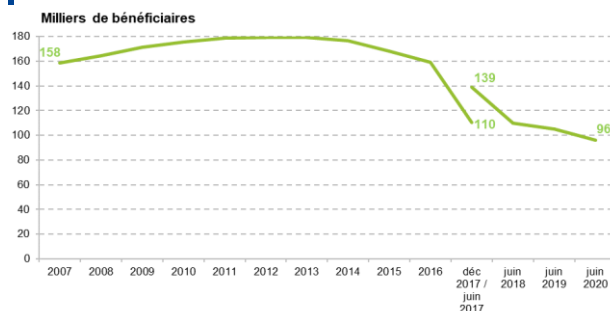
	2004	2007	2010	2013	2015	2016	2017	juin-17	juin-18	juin-19	juin-20
Nombre de bénéficiaires de l'APE, du CLCA, du COLCA ou de la PreParE	552 100	580 900	539 000	496 700	442 800	399 500	271 900	357 900	281 700	265 255	246 628
dont temps partiel	161 700	214 800	223 900	221 600	203 300	189 300	129 600	169 400	131 800	125 300	111 300
dont activité >= 50 % à <= 80 %	92 800	158 400	175 300	179 200	168 400	158 900	110 500	139 200	109 700	105 300	96 200
dont activité < 50 %	68 900	56 300	48 500	42 500	34 900	30 400	19 100	26 300	19 100	17 100	15 100
Part des femmes*	97%	96%	96%	96%	96%	96%	94%	95%	94%	94%	94%
Évolution du nombre de bénéficiaires de l'APE, du CLCA, du COLCA ou de la PreParE (en %)	7,6	5,2	-3	-2,7	-7,7	-9,8	-31,9%		-21,3%	-5,8%	-7,0%

*Les femmes qui recourent à un complément d'activité "couple", dont la proportion est assez mineure dans la prestation, ne sont pas comptabilisées ici.
Source : CNAF fichier FILEAS – données de décembre 2004 à décembre 2017 et ALLSTAT fichiers définitifs FR6 (bénéficiaires) – données de juin 2017 à 2020.
Champ : France entière – régime général.

Graphique 1 • CLCA/PreParE pour une activité réduite inférieure ou égale à 50%



Graphique 2 • CLCA/PreParE pour une activité réduite entre 50 et 80%



Source : CNAF fichier FILEAS – données de déc. 2004 à déc. 2017 et ALLSTAT fichiers définitifs FR6 (bénéficiaires) – données de juin 2017 à 2020.
Champ : France entière – régime général.

Encadré 1 : Les sortants de la PreParE

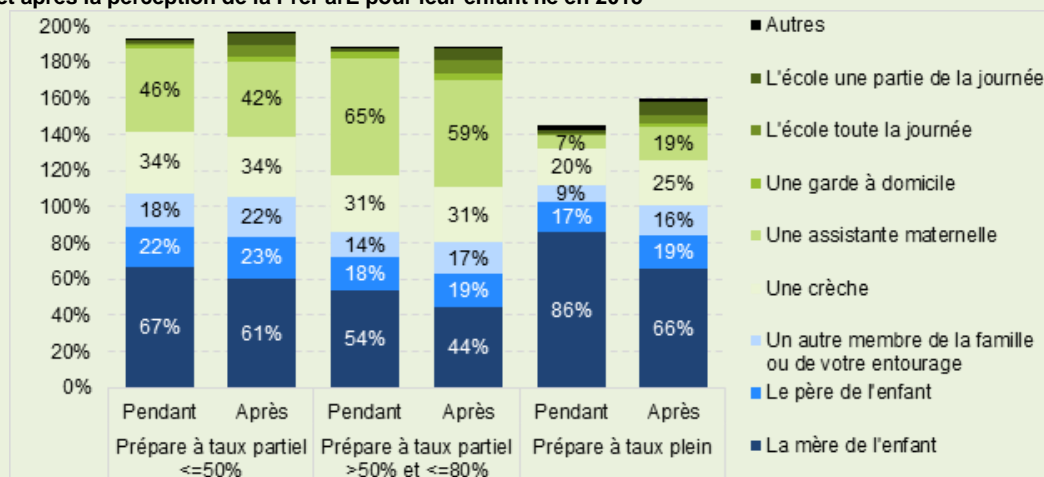
La Prestation partagée d'éducation de l'enfant (PreParE) s'est substituée progressivement au Complément libre choix d'activité (Clca) entre le 1^{er} janvier 2015 et le 31 décembre 2018. La durée de versement de la PreParE est conditionnée au partage de la prestation entre les deux membres du couple. Considérant le faible recours des pères à cette prestation et donc la durée de recours des familles réduite – de fait – dans la majorité des cas de trois à deux ans, une enquête a été menée auprès des familles ayant accueilli un enfant en 2015 et ne bénéficiant plus de la PreParE en janvier 2018 afin de connaître leur organisation familiale et professionnelle avant l'entrée à l'école de leur benjamin. Les résultats de cette enquête ont fait l'objet d'une publication : essentiel n°186 « Les sortants de la PreParE : retour à l'emploi et mode de conciliation familiale ».

Le mode de conciliation entre vie familiale et vie professionnelle post PreParE est souvent dans la poursuite de l'organisation mise en place au cours des deux premières années de droit à la prestation. En effet, pour les bénéficiaires de la PreParE à temps partiel le maintien du temps partiel est très fréquent. Pour les bénéficiaires à temps plein, 43 % d'entre eux n'ont pas repris d'activité professionnelle à l'issue de la PreParE alors que 36 % ne travaillaient pas avant la naissance de leur enfant. Parmi les bénéficiaires de la PreParE à temps plein n'ayant pas repris d'activité professionnelle, 28 % sont au chômage indemnisé, 19 % sont au chômage non indemnisé et 16 % déclarent être en congé parental.

Concernant l'accueil de leur enfant, un quart des familles ne bénéficiant plus de la prestation à taux plein opte pour un accueil en crèche et 19 % des familles se tourne vers un.e assistant.e maternel.le (cf. graphique 1).

Globalement, les recours aux modes d'accueil sont souvent les mêmes avant et après le bénéfice de la prestation à taux partiel¹. Pendant et après la PreParE, les bénéficiaires de la prestation à taux partiel inférieur ou égal au mi-temps optent plus souvent pour un accueil en assistant.e maternel.le.

Graphique 1 : Bénéficiaires de la PreParE (à taux plein/ou partiel) selon leur déclaration du ou des modes d'accueil utilisés pendant et après la perception de la PreParE pour leur enfant né en 2015



Source : Cnaf-Enquête EMBLEME-deuxième phase

Champ : familles percevant la PreParE en décembre 2016, ne bénéficiant plus de la PreParE en janvier 2018 dont le benjamin est né en 2015, France entière, (familles ayant au moins deux enfants à charge)

Précision : les parents interrogés lors de l'enquête ont pu répondre utiliser plusieurs modes d'accueil, par exemple une famille optant pour une garde par l'entourage peut également opter en parallèle par une garde à domicile.

• Précisions méthodologiques

Refonte des fichiers statistiques :

En avril 2018, le système statistique d'observation des bénéficiaires de prestations légales de la branche famille a été refondu. Avant cette refonte, la branche Famille mobilisait le fichier du mois de décembre (Fileas) extrait avec un recul de deux mois, fichier contenant les données statistiques les plus complètes et les plus fiables du fait du plus grand recul disponible. Après la refonte, la branche a défini une doctrine limitant la diffusion des données statistiques relatives aux prestations légales aux fichiers les plus consolidés (six mois de recul) et étendant cette possibilité à tout ou partie des mois de l'année, selon le besoin. Les études menées pour déterminer le mois le plus représentatif d'une année ont conclu que le mois de juin reflétait le mieux le nombre moyen de bénéficiaires d'une prestation d'accueil du jeune enfant. En outre, il clôture l'année scolaire qui est étroitement liée à l'accueil des jeunes enfants.

Construction de l'indicateur :

L'indicateur consiste à dénombrer avec un recul de deux mois les bénéficiaires de l'APE, du CLCA, de la PreParE et du COLCA recensés par la Cnaf au 31 décembre de jusqu'en 2017 puis avec un recul de six mois et en juin à compter de 2018. La part des femmes correspond au rapport entre le nombre de femmes bénéficiaires d'un de ces dispositifs et le nombre total de bénéficiaires.

Source des données :

Les données sont issues du Fichier des Prestations Légales et d'Action Sociale (FILEAS) et du fichier FR6 du Allstat de la CNAF. Le champ correspond au régime général. Il a été élargi aux allocataires de La Poste le 1^{er} juillet 2004, à ceux de la Fonction Publique et de France Télécom le 1^{er} janvier 2005, à ceux de l'Éducation nationale le 1^{er} juillet 2006, aux agents de l'État en poste à l'étranger le 1^{er} janvier 2010 et aux agents EDF en 2012.

Organisme responsable de la production de l'indicateur : CNAF

¹ Il convient de noter une sous-déclaration des parents eux-mêmes en tant que mode d'accueil. En effet, parmi les bénéficiaires à temps partiel de 51 % à 80 %, seulement 54 % des mères déclarent constituer l'un des modes d'accueil de leur enfant. Cette sous-déclaration est également visible pour les bénéficiaires à taux plein, mais dans une moindre mesure (86 % des mères se déclarent solution d'accueil de leur enfant).

1.6.2. Proportion de parents en emploi après avoir bénéficié d'un congé parental solvabilisé par la PreParE

La prestation familiale indemnisant le congé parental d'éducation mais également des renoncations à une activité professionnelle d'un parent d'un enfant âgé de moins de trois ans sans prise associée d'un congé parental a été réformé dans le cadre de la loi sur l'égalité réelle entre les femmes et les hommes du 5 août 2014. La nouvelle prestation PreParE (prestation partagée pour l'éducation de l'enfant) vise à favoriser le retour à l'emploi des mères en conditionnant le bénéfice de la durée totale du congé à son partage entre les parents. Elle s'est substitué progressivement au complément de libre choix d'activité (CLCA) à compter du 1^{er} janvier 2015. Le bénéfice de la durée totale de versement de la PreParE est conditionné au partage de la prestation entre les deux membres du couple.

Une enquête a été menée auprès des bénéficiaires sortis du CLCA entre août et octobre 2009 sur les situations vis-à-vis de l'emploi avant et quelques mois après la perception d'un CLCA des parents sortis du dispositif. Les résultats sont présentés ci-après.

81 % des sortants du CLCA travaillaient avant l'entrée dans le dispositif et 76 % étaient en emploi après la sortie du dispositif

Le complément de libre choix d'activité (CLCA) permet, sous certaines conditions, aux parents de jeunes enfants qui ne travaillent plus (CLCA taux plein) ou qui travaillent à temps partiel (CLCA taux réduit) de percevoir une prestation financière. Les bénéficiaires du CLCA sont très majoritairement des femmes (97 %).

Globalement, 81 % des sortants du CLCA entre août et octobre 2009 travaillaient juste avant d'entrer dans le dispositif. Quelques mois après la sortie du dispositif, 76 % des sortants travaillent (cf. *tableau 1*).

La situation professionnelle à l'issue du CLCA dépend fortement de la situation avant le congé, du nombre d'enfants et du cadre dans lequel l'arrêt s'est réalisé (garantie d'emploi dans le cadre d'un congé parental ou non).

Quelques mois après leur sortie, 62 % des sortants d'un CLCA à taux plein travaillent. Cette proportion décroît très nettement avec le nombre d'enfants : elle s'établit à 80 % pour les parents d'un seul enfant, à 61 % des parents de deux enfants et à 49 % des parents d'au moins trois enfants. Les sortants ayant arrêté de travailler dans le cadre d'un congé parental d'éducation sont plus nombreux à retravailler à l'issue du CLCA : 72 % contre 44 % de ceux qui n'ont pas bénéficié d'un tel congé.

Une majorité (59 %) de sortants d'un CLCA à taux plein qui travaillent quelques mois après leur sortie sont à temps complet, cela concerne 8 personnes sur 10 s'ils travaillaient déjà à temps complet juste avant leur entrée (78 %).

La quasi-totalité (96 %) des sortants du CLCA à taux réduit, qui travaillaient donc à temps partiel en percevant le CLCA, travaillent à la sortie du dispositif, et ce quel que soit le nombre d'enfants (97 % pour un seul enfant, 96 % pour deux enfants et 93 % pour trois enfants ou plus). Lorsqu'ils retravaillent après leur CLCA, près d'un sortant sur deux (48 %) d'un CLCA à taux réduit travaillent à temps complet, 35 % travaillent à 80 % ou plus et 16 % à moins de 80 %. L'exercice de son activité professionnelle à temps partiel tend ainsi à perdurer après le CLCA à taux

réduit : alors que 1 sortant sur 4 d'un CLCA à taux réduit qui travaillaient juste avant leur entrée était à temps partiel, c'est le cas de 1 sur 2 de ceux qui travaillent quelques mois après leur sortie. Le passage par un temps partiel à l'occasion du CLCA à taux réduit s'inscrit en effet parfois durablement dans les trajectoires professionnelles des bénéficiaires : 40 % des sortants d'un CLCA à taux réduit qui étaient à temps complet juste avant leur entrée et qui travaillent quelques mois après leur sortie sont désormais à temps partiel (le plus souvent un temps partiel relativement long).

Une analyse à plus long terme des trajectoires a notamment fourni des éléments complémentaires. Cette étude a notamment conclu que l'interruption d'activité s'accompagne d'effets négatifs sur la trajectoire des mères, même à long terme. Ces effets sont cependant plus faibles que ceux observés au moment des trois ans du benjamin. En outre, ce constat peut être relativisé puisque cet effet varie selon la nature et la durée de l'interruption. On retiendra notamment que s'arrêter en dehors d'un congé parental ou pendant trois ans ou plus augmente les risques que les mères soient ensuite inactives ou qu'elles connaissent une trajectoire précaire. À l'inverse, une interruption de moins d'un an dans le cadre d'un congé parental tend à augmenter légèrement la probabilité de connaître une trajectoire ascendante. Si le congé parental permet de limiter l'exclusion de l'emploi suite à une interruption d'activité, il n'empêche pas le risque de précarité des trajectoires professionnelles. Toujours selon cette étude, l'activité réduite n'a pas d'impact à long terme sur la probabilité d'être en emploi. Avoir été en congé parental à temps partiel a même un effet positif sur la probabilité d'être en emploi en 2010, et notamment en emploi stable.

Après la perception de la PreParE, 43 % des bénéficiaires à taux plein n'ont pas repris d'activité professionnelle

La Prestation partagée d'éducation de l'enfant (PreParE) se substitue progressivement au Complément libre choix d'activité (CLCA) depuis le 1^{er} janvier 2015. La durée de versement de la PreParE est conditionnée au partage de la prestation entre les deux membres du couple. Une enquête a été menée par la CNAF auprès des familles ayant accueilli un enfant en 2015 et ne bénéficiant plus de la PreParE en janvier 2018 afin de connaître leur organisation familiale et professionnelle avant l'entrée à l'école de leur benjamin (cf. *rubrique « pour aller plus loin » des précisions méthodologiques*).

Le mode de conciliation entre vie familiale et vie professionnelle post PreParE est souvent dans la poursuite de l'organisation mise en place au cours des deux premières années de droit à la prestation. En effet, pour les bénéficiaires de la PreParE à temps partiel le maintien du temps partiel est très fréquent. Ainsi le recours aux modes d'accueil est souvent le même avant et après le bénéfice de la prestation à taux partiel. Il convient de noter une sous-déclaration des parents eux-mêmes en tant que mode d'accueil. En effet, parmi les bénéficiaires à temps partiel de 51 % à 80 %, seulement 54 % des mères déclarent constituer l'un des modes d'accueil de leur enfant. Cette sous-déclaration est également visible pour les bénéficiaires à taux plein mais dans une moindre mesure (86 % des mères se déclarent solution d'accueil de

leur enfant). Pour les bénéficiaires à temps plein, 43 % d'entre eux n'ont pas repris d'activité professionnelle à l'issue de la PreParE alors que 36 % ne travaillaient pas avant la naissance de leur enfant. Parmi les bénéficiaires de la PreParE à temps plein n'ayant pas repris d'activité professionnelle, 28 % sont au chômage indemnisé, 19 % sont au chômage non indemnisé et 16 % déclarent être en

congé parental. Concernant l'accueil de leur enfant, un quart des familles ne bénéficiant plus de la prestation à taux plein opte pour un accueil en crèche et 19 % des familles se tourne vers un assistant maternel alors que 17 % recouraient déjà à un EAJE pendant la PreParE et seulement 7 % à un assistant maternel.

Tableau 1 • Proportion de bénéficiaires en emploi après un CLCA

	Proportion de sortants travaillant juste avant l'entrée dans le CLCA			Proportion de sortants travaillant quelques mois après leur sortie			Écart entre les bénéficiaires d'un CLCA travaillant avant et après (en points)
	CLCA taux plein	CLCA taux réduit	Tous CLCA (a)	CLCA taux plein	CLCA taux réduit	Tous CLCA (b)	Tous CLCA (b) - (a)
1 enfant	83	98	89	80	97	87	-2
2 enfants	70	93	82	61	96	78	-4
3 enfants ou plus	65	91	74	49	93	63	-11
Ensemble	72	94	81	62	96	76	-5

Source : Drees/Cnaf - Enquête auprès des sortants du dispositif du CLCA.

Champ : France entière, sortants du CLCA entre août et octobre 2009. 1, 2, 3 : Voir précisions méthodologiques.

Note de lecture : Parmi les bénéficiaires sortis d'un CLCA entre août et octobre 2009, 81 % travaillaient juste avant leur entrée dans le dispositif et 76 % travaillent quelques mois après leur sortie du dispositif ; soit une diminution de 5 points.

• Précisions méthodologiques

Source des données :

Les données concernant les sortants du CLCA sont issues d'une enquête, que la Drees a mené en collaboration avec la Cnaf en avril-mai 2010, auprès des bénéficiaires sortis du CLCA entre août et octobre 2009. 3 500 allocataires de la Cnaf qui avaient perçu le CLCA en juillet 2009 mais ne le percevaient plus en octobre 2009 ont été interrogés sur leurs situations professionnelles avant, pendant et après la période de perception du CLCA. Le repérage des situations d'emploi se fonde sur certains concepts définis ci-dessous (travailler, situations professionnelles juste avant le CLCA et quelques mois après le CLCA). Les bénéficiaires du COLCA ne sont pas concernés par cette enquête.

Les résultats présentés dans cet indicateur sont uniquement valables sur la population des sortants du CLCA entre août et octobre 2009 et ne peuvent être extrapolés à une autre population de sortants. En effet, les dates d'entrée et de sortie du dispositif pourraient influencer fortement le retour sur le marché du travail du fait des effets de la conjoncture économique notamment.

Définitions :

Travailler : sont considérées comme exerçant une activité professionnelle les personnes qui, à la question « Travaillez-vous ? » disent spontanément qu'elles travaillent, sont en congé maternité, en congé annuel, en RTT (réduction du temps de travail) ou en arrêt maladie (moins de 6 mois). Pour les personnes en congé, il leur a été demandé de décrire leur situation professionnelle immédiatement avant leur congé.

Situation professionnelle quelques mois après la sortie : il s'agit de la situation 6 à 9 mois après la sortie du CLCA.

Situation professionnelle juste avant le CLCA : les sortants déclarant travailler le mois précédant le début de la perception du CLCA et ceux ayant arrêté leur activité professionnelle 4 mois ou moins avant cette date sont considérés comme travaillant « juste avant » l'entrée dans le CLCA. À l'inverse, ceux qui ont arrêté de travailler 5 mois ou plus avant le début du CLCA sont considérés comme ne travaillant pas « juste avant » l'entrée dans le CLCA.

Congé parental d'éducation total : le congé parental d'éducation offre le droit aux parents d'enfants de moins de 3 ans de cesser leur activité professionnelle pour s'occuper de leurs enfants sans rompre leur contrat de travail. Ils ont l'assurance de retrouver leur emploi ou un emploi similaire dans la même entreprise ou administration à la fin du congé parental.

Pour aller plus loin :

Le Credoc a mené en 2010 une étude portant sur les trajectoires professionnelles des mères selon qu'elles aient ou non interrompu leur activité professionnelle, en bénéficiant ou non d'un congé parental (le repérage des bénéficiaires d'une prestation du type du CLCA n'est toutefois pas possible dans cette enquête).

Les résultats de l'enquête sur les bénéficiaires de la PreParE ont fait l'objet d'une publication par la CNAF : essentiel n° 186, « Les sortants de la PreParE : retour à l'emploi et mode de conciliation familiale ».

Organismes responsables de la production de l'indicateur : CNAF et DREES

1.6.3. Dispositifs d'accueil utilisés par les familles

Le recours aux dispositifs d'accueil par l'ensemble des familles allocataires ayant la charge d'au moins un enfant âgé de moins de trois ans en France entière (cf. encadré 1) est désormais observable chaque année au travers d'une base de données spécifique constituée par la CNAF. Néanmoins, l'usage par les parents de l'école préélémentaire pour les enfants de deux ans ou plus ou de structures excluant tout financement public direct (comme les crèches d'entreprise, qui bénéficient toutefois du crédit d'impôt famille) n'est pas repéré.

La moitié des familles recourent à au moins un dispositif pour leurs enfants de moins de trois ans

A la fin de l'année 2018, 52 % des familles ayant au moins un enfant de moins de trois ans recourent à un ou plusieurs de ces dispositifs (cf. tableau 1). Les assistant(e)s maternel(le)s ou les salarié(e)s à domicile accueillent les enfants d'une famille sur quatre (25 %) (cf. graphique 1). Les établissements d'accueil du jeune enfant qui peuvent être gérés par des collectivités locales, des associations (y compris de parents) ou des entreprises sont utilisés par 22 % des familles. Enfin, la prestation partagée d'éducation de l'enfant (PreParE) est perçue par 5 % des familles dans le cadre d'un arrêt d'activité professionnelle et par 5 % de celles ayant réduit leur activité professionnelle. Ainsi, en novembre 2018, 636 400 familles confiaient leur enfant à un(e) assistant(e) maternel(le) ou à une garde à domicile, 548 900 faisaient appel à une crèche et 259 200 avaient réduit ou cessé leur activité pour s'occuper de leur(s) enfant(s) (cf. tableau 1).

Symétriquement aux résultats précédents, 48 % des familles ayant au moins un enfant de moins de trois ans n'utilisent aucun dispositif, soit qu'elles gardent leur enfant elles-mêmes sans bénéficier de la PreParE (qui nécessite d'avoir travaillé plusieurs années avant l'arrivée de leur enfant et d'en faire la demande), soit qu'elles font appel à d'autres solutions, comme leurs proches. Il est également intéressant de noter que 29 % des familles bi-actives et 53 % des familles monoparentales actives ayant un emploi ne mobilisent ni solution d'accueil formel ni congé parental (cf. graphique 1). Par ailleurs, 22 % des familles au chômage ou inactives recourent à un de ces dispositifs dont 15 % hors PreParE à taux plein.

Le recours aux dispositifs varie selon les caractéristiques socio-démographiques des familles. Celles dont les ressources sont sous le seuil de pauvreté sont 24 % à en utiliser un ou plusieurs (cf. encadré 2) alors que celles dont les ressources se situent au-dessus de ce seuil en ont un usage nettement plus important (76 %). Les différences de recours constatées entre les familles sous le seuil de pauvreté et les autres varient également selon le mode d'accueil. Ainsi, les familles modestes sont 7 % à faire appel à une assistante maternelle ou une salariée à domicile contre 33 % de celles ayant des ressources au-dessus du seuil de pauvreté.

Le recours aux dispositifs d'accueil est plus important chez les familles ayant des enfants âgés de 24 à 36 mois

Le recours diffère selon l'âge des enfants. Avant six mois, les enfants sont gardés en grande majorité par les parents (79 %). Le recours à la PreParE concerne uniquement 6 % des familles pour les enfants âgés de moins de six mois. Ce résultat est à rapprocher de la durée du congé maternité qui est de 10 semaines après la naissance pour les deux premiers enfants et de 18 semaines pour les rangs suivants. Ensuite, les parents ont la possibilité de prolonger cette période en mobilisant leurs congés payés annuels. Enfin, les congés conventionnels permettent parfois de couvrir des durées d'absence plus longues.

Le recours à au moins un dispositif par les familles augmente avec l'âge des enfants pour atteindre son maximum entre 24 et 36 mois : environ 70 % de familles en mobilisent un lorsqu'elles ont un enfant de cet âge. Les familles bénéficient plus souvent de la PreParE sans aucun autre mode d'accueil formel sur la période des 6-12 mois de leur enfant (16 %). Entre 12 mois et 18 mois, cela représente 12 % des familles. Au-delà la PreParE seule n'est presque plus utilisée par les familles. En effet, pour le premier enfant, la durée de droit est d'un an au maximum pour un parent seul et à partir du deuxième enfant, la durée de droit est de 24 mois maximum par parent en couple – dans la limite de 36 mois – et de 36 mois pour les parents seuls. Ces résultats ne tiennent pas compte des durées d'accueil qui peuvent être plus courtes sur certaines tranches d'âges : il s'agit des enfants accueillis au moins une heure dans l'année.

Le mode d'accueil le plus utilisé par les familles pour les enfants âgés de moins de 18 mois est l'accueil individuel. Il augmente progressivement de 12 % pour les familles ayant des enfants âgés moins de six mois à 31 % pour celles ayant des enfants âgés de 12 à 18 mois (cf. graphique 2). Entre les 18 mois et 24 mois de l'enfant, l'accueil individuel et l'accueil collectif sont utilisés par les familles de façon équivalente (31 %). À partir des 24 mois de l'enfant, l'accueil collectif est privilégié par les familles par rapport à l'accueil individuel. Le recours à un EAJE atteint 40 % des familles ayant des enfants âgés de 30 à 36 mois.

Les familles bi-actives occupées constituent 79 % des recourants à des assistantes maternelles et 58 % des recourants aux EAJE

Le choix d'un dispositif pour une famille dépend de ses besoins et de ses contraintes. La taille de la famille, l'activité professionnelle du(des) parent(s) et le niveau de vie font partie des facteurs qui peuvent le déterminer. Ainsi, les familles nombreuses sont sous-représentées dans les utilisatrices de ces dispositifs : elles constituent 24 % de l'ensemble des familles allocataires ayant un enfant de moins de 3 ans mais 19 % des familles ayant recours à au moins un dispositif (cf. tableau 2). Les familles

actives sont sur-représentées dans les utilisatrices de ces dispositifs : elles représentent 81 % des familles ayant recours à au moins un des dispositifs alors qu'elles ne représentent que 69 % de l'ensemble des familles allocataires ayant au moins un enfant de moins de trois ans. Les familles monoparentales représentent 18 % des familles allocataires ayant au moins un enfant de moins de trois ans, 26 % des familles n'ayant aucun dispositif et 11 % des familles qui en utilisent au moins un. Enfin les familles ayant recours à au moins un dispositif ont majoritairement des niveaux de vie supérieur au seuil de pauvreté. 86 % des familles ayant au moins un dispositif sont au-dessus du seuil de pauvreté contre 70 % de l'ensemble des familles allocataires ayant au moins un enfant de moins de trois ans.

Les familles ayant un seul enfant à charge sont sur-représentées parmi les familles ayant recours à une assistante maternelle ou à une salariée à domicile au moins une heure au mois de novembre 2018 (avec 46 % contre 38 % de l'ensemble des familles). Les différences observées de recours en fonction du nombre d'enfants peuvent être liées à des effets de composition en lien notamment avec l'activité des parents. Ainsi, les familles bi-actives (46 % du total) représentent 79 % de celles faisant appel à un-e assistant-e maternel-le ou à un-e salarié-e à domicile. En revanche, les familles en couple dans lesquelles un des parents uniquement est actif occupé représentent 11 % des familles recourant à une garde individuelle (contre 28 % du total des familles). La part de familles monoparentales est de seulement 9 % parmi celles ayant une garde individuelle alors qu'elles forment 18 % de l'ensemble des familles.

Parmi les familles qui ont fréquenté un EAJE au moins une heure au cours de l'année, plus de la moitié (58 %) sont des familles bi-actives alors qu'elles représentent 46 % du total des familles allocataires. La part de familles monoparentales parmi les familles qui ont fréquenté un EAJE est de 14 % contre 18 % du total des familles.

Parmi les familles monoparentales occupées ayant au recours à au moins un dispositif professionnel, soit 7 % du total des familles, 49 % d'entre elles recourent à un EAJE, 51 % à une assistante maternelle et 9 % bénéficient de la PrePaRe à taux partiel (le total est supérieur à 100 %, car les situations de cumul sont possibles entre les dispositifs, ici 9 % de cumuls).

Près d'une famille sur deux ne recourant à aucun dispositif vit sous le seuil de pauvreté

Le niveau de vie de familles fréquentant les EAJE est plus élevé que celui de l'ensemble de la population. En novembre 2018, la moitié des familles dont un enfant est accueilli dans ces structures à un niveau de vie mensuel supérieur à 1 883 euros, alors que la moitié des familles allocataires avec au moins un enfant de moins de trois ans à un niveau de vie supérieur à 1 515 euros. Quant aux familles employant une assistante maternelle (ou une salariée à domicile), leurs niveaux de vie médians sont plus élevés que celles faisant appel une crèche. La moitié d'entre elles ont de ressources supérieures à 1 983 euros.

Souvent les familles modestes ne recourent à aucun dispositif. 48 % des familles sans aucun dispositif vivent sous le seuil de bas revenus alors que le taux est de 30 % pour l'ensemble des familles allocataires (cf. *tableau 2*). La part des familles se situant sous le seuil de pauvreté est très variable selon le dispositif mobilisé : 14 % des familles d'entre elles ont recours à au moins un dispositif. Parmi les familles ayant recours à une assistante maternelle, 8 % sont sous le seuil de bas revenus alors qu'elles représentent 18 % des familles qui fréquentent une crèche.

Tableau 1 • Répartition des familles allocataires selon leurs recours aux dispositifs d'accueil

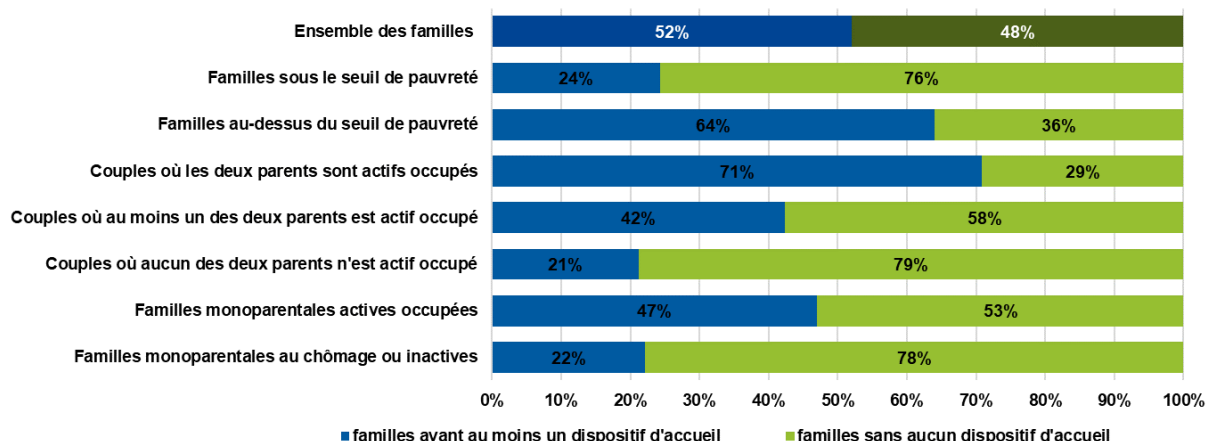
	Nombre de familles	Pourcentage
Ensemble des familles allocataires	2 530 900	100%
Familles sans aucun dispositif d'accueil	1 216 200	48%
Familles ayant au moins un dispositif au cours de l'année	1 314 700	52%
▫ Dont familles fréquentant au moins un Eaje	548 900	22%
- Dont micro-crèches	72 700	3%
▫ Dont familles ayant recours à au moins une assistante maternelle ou une garde à domicile	636 400	25%
▫ Dont familles ayant au moins cessé complètement leur activité professionnelle	130 600	5%
▫ Dont familles ayant au moins cessé partiellement leur activité professionnelle	128 600	5%

Sources : Filoué 2018, Allstat – Far6 2018 et FR2 janvier 2020

Champ : familles allocataires en France avec au moins un enfant de moins de 3 ans, ayant bénéficié d'au moins une prestation de novembre 2018

Note : les données Filoué sont pondérées pour être représentatives de la France entière. L'hypothèse appliquée ici est que si une famille fréquente un EAJE, il s'agit de son mode de garde principal.

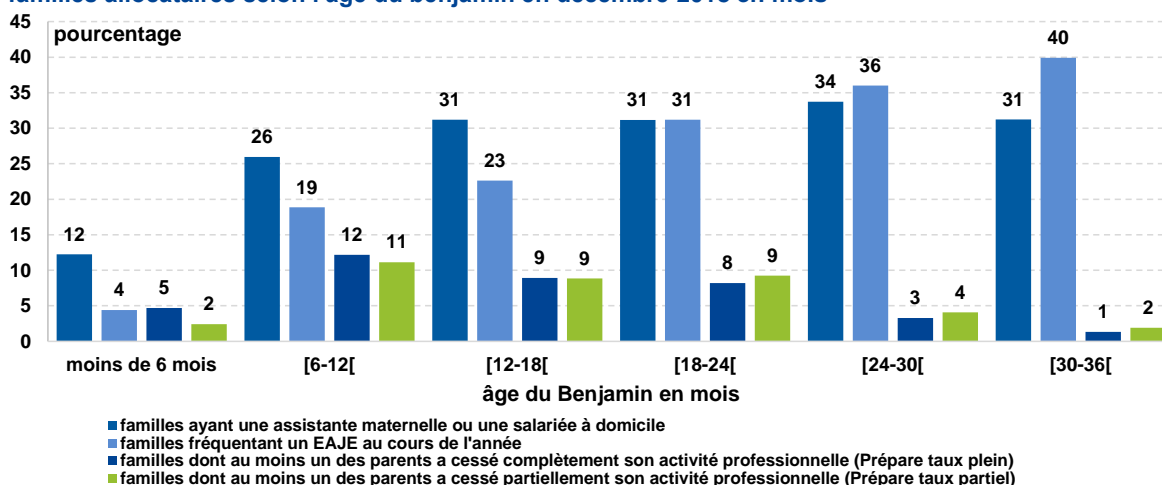
Graphique 1 • Recours aux dispositifs de conciliation à la fin de l'année 2018 par les familles allocataires selon leurs caractéristiques socio-économiques



Sources : Filoué 2018, Allstat – Far6 2018 et FR2 janvier 2020

Champ : familles allocataires en France avec au moins un enfant de moins de 3 ans, ayant bénéficié d'au moins une prestation de novembre 2018

Graphique 2 • Détails des recours aux différents dispositifs de conciliation à la fin de l'année 2018 par les familles allocataires selon l'âge du benjamin en décembre 2018 en mois



Sources : Filoué 2018, Allstat – Far6 2018 et FR2 janvier 2020

Champ : familles allocataires en France avec au moins un enfant de moins de 3 ans, ayant bénéficié d'au moins une prestation de novembre 2018.

Note de lecture : 31 % des familles ayant un enfant âgé entre 30 et 36 mois ont recours au moins une heure dans le mois à un-e assistant-e maternel-le ou à un-e salarié-e à domicile. Ces familles peuvent également être bénéficiaire de la PrePaRe. 40 % des familles ayant un enfant âgé entre 30 et 36 mois ont recours au moins une heure dans le mois à un EAJE, il n'y a pas de cumul avec d'autre dispositif pour cette catégorie (cf. méthode). La somme des pourcentages de répartition pour chaque catégorie est supérieure ou égale au pourcentage qui comptabilise le recours à au moins un dispositif de conciliation vie familiale et vie professionnelle. Les données Filoué sont pondérées pour être représentatives de la France entière. L'hypothèse appliquée ici est que si une famille fréquente une crèche, il s'agit de son mode de garde principal.

Tableau 2 • Caractéristiques socio-économiques des familles allocataires selon leurs recours aux dispositifs de conciliation à la fin de l'année 2018

	Familles ayant au moins un dispositif de conciliation				Familles sans aucun dispositif de conciliation	Ensemble des familles allocataires
	Familles ayant une assistante maternelle ou une salariée à domicile (1)	Familles fréquentant un EAJE (2) au cours de l'année	Familles dont au moins un des parents a cessé complètement son activité professionnelle (3)	Familles dont au moins un des parents a cessé partiellement son activité professionnelle (3)	Ensemble des familles ayant au moins un dispositif de conciliation	
Nombre d'enfants à charge						
Familles avec 1 enfant	46%	37%	9%	12%	39%	38%
Familles avec 2 enfants	42%	42%	46%	65%	42%	38%
Familles avec 3 enfants ou plus	12%	21%	45%	23%	19%	24%
Ensemble des familles	100%	100%	100%	100%	100%	100%
Configuration familiale et vie professionnelle						
Familles monoparentales actives occupées	7%	8%	1%	6%	7%	7%
Familles monoparentales au chômage ou inactives	2%	6%	11%	0%	5%	11%
Couples où les deux parents sont actifs occupés	79%	58%	5%	87%	63%	46%
Couples où au moins un des deux parents est actif occupé	11%	24%	72%	7%	23%	28%
Couples où aucun des deux parents n'est actif occupé	1%	4%	11%	0%	3%	8%
Ensemble des familles	100%	100%	100%	100%	100%	100%
Dont ensemble des familles actives occupées	97%	90%	77%	100%	92%	81%
Dont ensemble des familles monoparentales	9%	14%	12%	6%	11%	18%
Bas revenus						
Familles au-dessus du seuil de pauvreté	92%	82%	71%	94%	86%	70%
Familles sous le seuil de pauvreté	8%	18%	29%	6%	14%	30%
Ensemble des familles	100%	100%	100%	100%	100%	100%

(1) Cmg Assistant maternel et Cmg Garde à domicile (2) EAJE subventionnés par la Psu et la Paje (3) Prepara, il est possible d'être bénéficiaire de la Prepara à taux plein en ayant le statut d'actif occupé dans le cadre de congés conventionnels par exemple

Sources : Filoué 2018, Allstat – Far6 2018 et FR2 janvier 2020

Champ : Familles allocataires en France avec au moins un enfant de moins de 3 ans, ayant bénéficié d'au moins une prestation de novembre 2018. Les données Filoué sont pondérées pour être représentatives de la France entière. L'hypothèse appliquée ici est que si une famille fréquente une crèche, il s'agit de son mode de garde principal.

Encadré 1 : Méthodologie de redressement

Filoué – Fichier localisé des enfants usagers d'établissement d'accueil du jeune enfant (EAJE) – est une remontée de données individuelles de facturations des crèches sur l'année civile. Les données sont transmises à la Cnaf pour anonymisation et concaténation dans un fichier national, dans le respect du règlement général sur la protection des données. Celles-ci sont ensuite croisées avec les informations sur l'activité des crèches et celles sur les familles allocataires et leurs droits.

L'année 2019 est la première année de généralisation de Filoué. Presque 2 000 structures ont envoyé leurs données sur 12 401 pour l'année civile 2018. Les familles peuvent avoir refusé de participer à la remontée de données Filoué, d'autres ne sont pas allocataires. Pour travailler au niveau national, il est donc nécessaire de corriger la non-réponse et de calculer une pondération. Seules les crèches pour lesquelles les montants des participations familiales et les heures facturées aux parents sont bien couverts, sont conservées pour les études (60 % pour au moins un des deux critères).

La pondération repose sur trois variables redressées de la non-réponse partielle : les participations familiales moyennes de la crèche et la pratique du déplaçonnement dans la structure, la zone urbaine de la commune d'implantation de la crèche, le nombre d'heures facturées aux familles.

Afin de donner un panorama de l'ensemble des recours aux différents dispositifs de conciliation vie professionnelle et vie familiale, des hypothèses ont été faites. Si la famille a eu recours à la crèche au moins une heure dans l'année pour son enfant, il est considéré qu'il s'agit de son mode de garde principal. Il est alors possible d'ajouter les familles restantes ayant bénéficiées du CMG « assistante maternelle », « garde à domicile » ou du CMG « structure » pour au moins une heure dans le mois, et celles ayant bénéficiées de la PreParE. Dans les résultats présentés, on observe un cumul entre les prestations suivantes : CMG « assistante maternelle », « garde à domicile » et Prepara. Les familles bénéficiant du CMG « structure » ont été rapprochées des familles ayant recours à une crèche PSU (issues de Filoué) formant la catégorie « recours aux crèches ».

Encadré 2 : Indicateur de pauvreté

La construction de l'indicateur de pauvreté nécessite la mobilisation de plusieurs sources de données et un travail de redressement. Les ressources des familles par unité de consommation sont comparées au seuil de pauvreté calculé par l'Insee.

Les ressources à prendre en compte pour faire le calcul de cet indicateur doivent être celles au moment de l'observation, en année N. Dans les bases allocataires, ces données ne sont récupérées que deux ans plus tard, car les ressources prises en compte pour les calculs des prestations sont les revenus N-2. Cela implique une perte d'informations pour les familles qui ne sont plus allocataires deux ans plus tard. Pour corriger cette non-réponse partielle, une imputation des ressources a été réalisée. Les familles qui sortent du champ des allocataires sont plutôt aisées avec un seul enfant de moins de 3 ans, et ne sont donc plus allocataires de la caisse d'Allocations familiales (Caf) lors de l'entrée à l'école de leur enfant. Cette population est repérée parmi les allocataires et des probabilités d'appartenir à des classes de revenus sont déduites d'une modélisation. Ces probabilités sont appliquées aux familles usagères des crèches sans revenus connus. Il est possible de leur imputer des ressources selon la moyenne et la variance de la classe de ressources à laquelle elle appartient. À ces ressources sont ajoutés les prestations dont bénéficie l'allocataire, et divisé par le nombre d'unité de consommation de la famille. Ainsi, ces revenus par unité de consommations peuvent être mis au regard du seuil de bas revenus, et construire l'indicateur de pauvreté.

Organisme responsable de la production de l'indicateur : CNAF

1.7. Gains financiers à l'emploi liés à la protection sociale

Dans son ensemble, le système socio-fiscal français assure un revenu après transferts et prestations (revenu disponible) croissant avec le revenu d'activité¹. À configuration familiale et nature de revenu données, chaque euro supplémentaire de revenu d'activité se traduit presque toujours par une hausse de revenu disponible. En effet, l'augmentation des revenus implique globalement une diminution du montant de prestations versé, mais moindre que l'augmentation des revenus d'activité. Certaines prestations voient leur montant diminuer dès le premier euro perçu (RSA ou AAH, par exemple), d'autres s'ajustent à partir d'un certain niveau de ressources (aides au logement). L'ajustement peut être linéaire ou effectué par tranches (allocations familiales (AF)). Seule l'allocation de soutien familial (ASF) ne dépend pas des ressources des parents². Le montant de la prime d'activité commence par croître avec les revenus du travail avant de se réduire progressivement au-delà d'un certain seuil de ressources. La prime d'activité peut ainsi compenser de fait la baisse des autres prestations.

Évolution du niveau de vie avec le revenu d'activité

Les cas-types qui suivent permettent d'analyser la combinaison des différentes prestations en fonction du revenu d'activité. Ainsi, une personne seule locataire sans revenu d'activité perçoit les aides au logement (AL), et le RSA (et la prime d'activité ?). Le RSA diminue d'un euro pour chaque euro de revenu additionnel, les aides au logement sont constantes jusqu'à 0,32 Smic puis diminuent jusqu'à être nulles à 0,98 Smic. Le gain à l'emploi repose sur la prime d'activité dont le montant est croissant entre 0 et 0,4 Smic, où il atteint 292,4 euros par mois, puis décroissant jusqu'au point de sortie de la prestation à 1,46 Smic³. L'augmentation de revenu disponible d'une personne seule est en moyenne de 0,57 euro pour 1 euro supplémentaire de revenu d'activité perçu jusqu'à 1,5 Smic et de 1 euro entre 1,5 et 2 Smic.

En présence d'enfant(s), les aides liées à l'insertion et au logement sont plus importantes et complétées par les prestations familiales. Ces prestations diminuent lorsque le revenu du foyer augmente. Par exemple, pour une famille avec deux enfants âgés de 11 et 12 ans, les AL sont décroissantes à partir de 0,62 Smic. Elles cessent d'être versées à partir de 1,82 Smic. La prime d'activité est croissante jusqu'à 0,70 Smic. A ce niveau de salaire, elle représente plus d'un quart (28 %) des revenus disponibles du ménage. Puis, le montant de la prime d'activité décroît et cesse d'être versé lorsque le ménage atteint 2,8 Smic. Le montant de l'allocation de rentrée scolaire (ARS) est nul lorsque les revenus du foyer excèdent 1,36 Smic. Toutefois, afin de limiter la diminution brutale du versement des prestations au voisinage des plafonds, les montants de l'ARS et des

AF sont progressivement réduits de manière à garantir la stabilité des revenus.

Parallèlement aux prestations, le quotient familial (QF) permet une prise en compte des capacités contributives des familles pour le paiement de l'impôt sur le revenu. Pour les familles, il se traduit par une diminution du montant de l'impôt sur le revenu. Le QF est présenté comme une prestation dans les graphiques ci-dessous afin d'en montrer l'impact sur le niveau de vie des familles avec enfant(s). Le montant de la réduction d'impôt lié au QF est croissant avec le montant de l'impôt exigible – et donc avec le revenu – jusqu'à un plafond qui dépend de la situation familiale.

Les graphiques ci-dessous permettent de décomposer la part de chaque prestation dans le niveau de vie des familles.

Gains à l'emploi

Les gains de niveau de vie en fonction des revenus d'activité varient selon la configuration familiale des foyers et les prestations perçues. En effet l'accroissement des revenus d'activité conduit à des gains différenciés en termes de niveau de vie suivant la configuration familiale, que le système socio-fiscal ne corrige qu'en partie. Une personne seule recourant à la prime d'activité accroît son niveau de vie de 25 points de Smic en passant du non-emploi à un emploi à mi-temps rémunéré au Smic horaire. Le niveau de vie passe alors de 62 % à 87 % du Smic. Ce gain n'est que de 13 points de Smic (de 65 % à 78 % du Smic) pour un couple ayant trois enfants âgés de 3 à 14 ans (cf. tableau infra). En l'absence d'enfant âgé de moins de trois ans, les gains à l'emploi avec la prime d'activité diminuent avec le nombre d'enfants pour les personnes seules comme pour les couples.

Niveau de vie sans aucun revenu salarial

Le niveau de vie des familles sans aucun revenu salarial varie selon la configuration conjugale et le nombre d'enfants. Il s'échelonne de 56 % du Smic pour les couples sans enfant à 70 % du Smic pour les familles monoparentales avec un enfant de moins de trois ans. A nombre d'enfants donné, le niveau de vie sans revenu salarial est plus élevé pour les parents isolés que pour les couples. En effet, le système socio-fiscal prend en compte la situation de monoparentalité alors que les échelles d'équivalence qui permettent de mesurer le niveau de vie ne le font pas. Pour les familles monoparentales, le niveau de vie est plus important avec un enfant qu'avec deux car la hausse des prestations ne suffit pas à compenser le surcoût d'un enfant supplémentaire, représenté par la hausse du nombre d'unités de consommations. Pour les couples sans aucun revenu, le niveau de vie augmente avec le

¹ Cela n'implique pas nécessairement un gain réel à la reprise d'emploi en raison des coûts spécifiques liés à l'exercice d'une activité professionnelle (transport, vêtements, coûts de garde des enfants, etc...).

² Dans la maquette de la Cnaf, toutes les personnes seules avec au moins un enfant reçoivent le montant maximal d'ASF auquel elles peuvent prétendre (aucune pension alimentaire versée).

³ Lorsque le foyer perçoit des aides au logement, le montant de la prime d'activité est amputé d'un montant appelé « forfait logement ». Cela se traduit par une diminution de la prestation.

nombre d'enfants, mais cet effet disparaît lorsque le niveau de revenu augmente.

La présence d'enfants âgés de moins de trois ans ouvre droit à la prestation d'accueil du jeune enfant (allocation de base) et éventuellement à la PreParE (prestation partagée d'éducation de l'enfant) en cas de réduction ou de cessation de l'activité professionnelle pour l'ensemble des familles, et au RSA majoré pour les parents isolés.

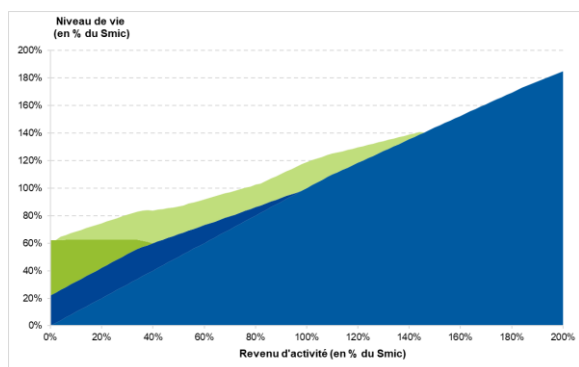
Pour les couples avec deux enfants, le niveau de vie est plus faible lorsque l'un des enfants a moins de trois ans que lorsque les deux enfants sont en âge scolaire. En

effet, les prestations couvrant les enfants de moins de trois ans (PreParE et allocation de base de la Paje) sont déduites du RSA et de la prime d'activité alors que l'allocation de rentrée scolaire, versée pour les enfants scolarisés, ne l'est pas.

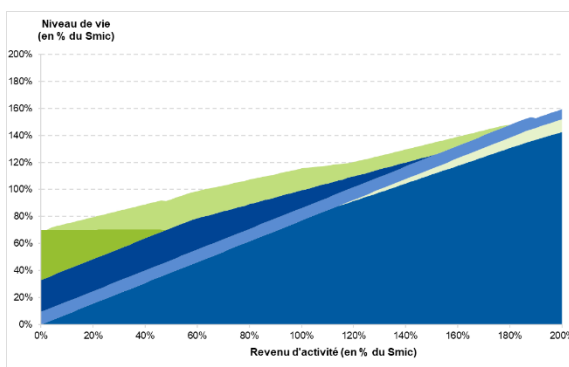
Les familles avec trois enfants et plus âgés d'au moins trois ans bénéficient du complément familial, versé sous condition de ressources. Depuis 2014, un complément familial majoré a été introduit pour les familles les plus modestes portant le montant total de la prestation (base et majoration) à 259,17 €. La majoration n'est déduite ni du RSA, ni de la prime d'activité.

Graphiques • Décomposition et évolution du niveau de vie en fonction du revenu salarial

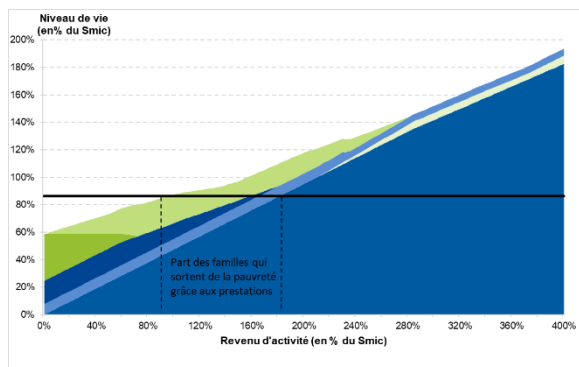
Personne seule



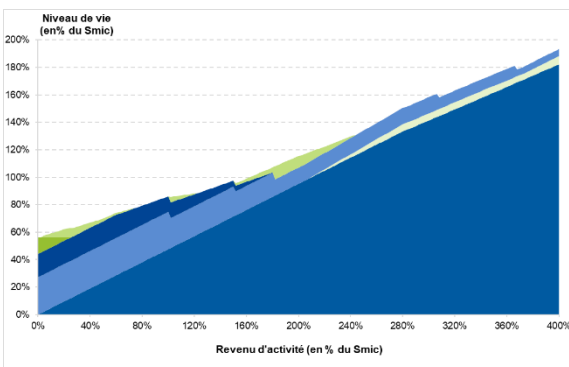
Famille monoparentale avec un enfant



Couple avec 2 enfants de 11 à 12 ans



Couple avec 2 enfants de 2 et 4 ans -recours à la PreParE



■ Revenu d'activité net d'impôt et de quotient familial ■ Effet du Quotient familial ■ Prestations familiales ■ Aides au logement (zone 2) ■ RSA ■ Prime d'activité

Source : Cas-types, barèmes juillet 2021, calculs CNAF.

Dans le cas-type d'un couple avec deux enfants, il est supposé qu'il n'y a qu'un seul travailleur pour un revenu d'activité allant jusqu'à 100 % du Smic. Au-delà, l'un des conjoints perçoit le Smic à temps plein et l'autre le différentiel de revenu salarial.

Notes de lecture : Pour un revenu salarial de 0,5 Smic (50 %), une personne seule locataire en zone 2 perçoit 203 € d'aides au logement (17 % du Smic), et peut bénéficier de la prime d'activité pour un montant de 249 € (20 % du Smic). Au total, son niveau de vie atteint 87 % du Smic.

Tableau 1 • Niveau de vie des familles et part de la prime d'activité en pourcentage du Smic en fonction de leur revenu salarial et de leur configuration familiale

Revenu salarial		Aucun revenu salarial	50% du SMIC		100% du SMIC		150% du SMIC		200% du SMIC	
Configuration familiale	Nombre d'unités de consommation		Niveau de vie	dont prime d'activité	Niveau de vie	dont prime d'activité	Niveau de vie	dont prime d'activité	Niveau de vie	dont prime d'activité
Personne seule	1	62%	87%	20%	119%	19%	144%	0%	185%	0%
Famille monoparentale avec un enfant	1,3	70%	93%	21%	115%	16%	134%	9%	159%	0%
Famille monoparentale avec deux enfants	1,6	68%	87%	11%	106%	7%	121%	0%	147%	0%
Famille monoparentale avec un enfant âgé de moins de 3 ans (RSA majoré)	1,3	75%	98%	18%	121%	13%	140%	6%	170%	0%
Couple sans enfant	1,5	56%	76%	20%	94%	23%	115%	15%	144%	10%
Couple avec un enfant	1,8	57%	74%	17%	89%	23%	105%	19%	127%	16%
Couple avec deux enfants	2,1	59%	73%	15%	87%	21%	97%	14%	118%	15%
Couple avec trois enfants	2,4	65%	78%	13%	91%	14%	98%	6%	112%	7%
Couple avec deux enfants dont un âgé de moins de 3 ans, sans PreParE	2,1	56%	71%	15%	85%	14%	95%	7%	115%	8%
Couple avec deux enfants dont un âgé de moins de 3 ans, avec PreParE	2,1	56%	70%	2%	86%	0%	98%	0%	115%	8%

Source : Cas-types, barèmes juillet 2021, calculs Cnaf.

Note : Dans ces cas types, les enfants sont tous âgés de moins de 14 ans. L'allocation de rentrée scolaire est évaluée pour des enfants âgés de 11 et 12 ans. A 200 % du Smic, il est considéré que les deux conjoints travaillent à temps plein. En cas de présence d'au moins un enfant de moins de trois ans, de 0 à 1 Smic, le conjoint qui ne travaille pas perçoit la PreParE à taux plein et, jusqu'à 1, 8Smic, le conjoint qui travaille à temps partiel perçoit la PreParE à taux partiel correspondant à sa quotité.

Lecture : une personne seule sans emploi bénéficiant des aides au logement et du RSA a un niveau de vie mensuel atteignant 62 % d'un Smic à plein temps. Si cette personne a un emploi rémunéré à 50 % du Smic, son niveau de vie atteint 87 % du Smic. La prime d'activité par unité de consommation correspond dans ce cas à 20 % du Smic. Si elle occupe un emploi rémunéré au Smic, son revenu est de 119 % du Smic (dont 19 % de prime d'activité).

• Précisions méthodologiques

Construction de l'indicateur :

Le *niveau de vie* est le revenu disponible par unité de consommation (ou par équivalent adulte). Les unités de consommation sont définies par l'échelle d'équivalence de l'OCDE qui retient la pondération suivante : 1 unité pour le premier adulte, 0,5 unité pour les autres personnes de 14 ans ou plus et 0,3 unité pour les enfants âgés de moins de 14 ans.

Les barèmes du RSA et de la prime d'activité reposent sur une échelle d'équivalence implicite différente de l'échelle de l'OCDE. Pour le RSA et la prime d'activité non majorés, la pondération est la suivante : 1 unité pour le premier adulte, 0,5 unité pour la deuxième personne (conjoint ou premier enfant d'une famille monoparentale quel que soit son âge), 0,3 unité pour le deuxième enfant quel que soit son âge, 0,4 unité pour les enfants à partir du troisième. Pour le RSA et la prime d'activité majorés, on compte 1,28 unité pour une femme enceinte sans enfant et 0,43 unité par enfant quel que soit leur rang.

Hypothèses pour les cas-types :

Les cas types sont réalisés à partir du barème en vigueur en juillet 2021.

Pour les couples, il est supposé que de 0 à 1 Smic, il y a un seul salarié dans le couple puisqu'il y a un conjoint au Smic à temps plein et l'autre à 0,5 ou 1 Smic. En conséquence, pour le cas-type avec PreParE, de 0 à 1 Smic, le conjoint qui ne travaille pas perçoit le PreParE à taux plein, et jusqu'à 1,8 Smic le conjoint qui travaille à temps partiel perçoit la PreParE à taux partiel correspondant à sa quotité travaillée. En outre, pour l'attribution de l'allocation de rentrée scolaire, on affecte le montant intermédiaire de cette prestation correspondant aux enfants de 11 à 14 ans. Seule la zone 2 est considérée pour les allocations logements.

La réforme d'alignement des montants et des plafonds de l'allocation de base de la Paje sur ceux du complément familial est appliquée pour tous les cas-types dans lesquels un enfant a moins de trois ans bien que, dans la législation, cette réforme ne concerne que les enfants nés à compter d'avril 2018.

Organisme responsable de la production de l'indicateur : CNAF

1.8. Dispositifs de soutien à la parentalité

Cet indicateur vise à mesurer la couverture territoriale des services proposés aux familles en matière de soutien à la parentalité. Ces services ont plusieurs objectifs. Ils visent tout d'abord à favoriser la qualité du lien parents-enfants en apportant un appui aux parents par la création et le renforcement de relations sociales. Ils visent aussi à renforcer le lien entre les familles et l'école et à offrir les ressources dont l'enfant a besoin pour développer ses compétences. Enfin, les services de parentalité ont également pour objectifs de prévenir la rupture des liens familiaux et de favoriser l'élaboration d'accords dans l'intérêt de l'enfant en cas de séparation.

C'est la stratégie nationale de soutien à la parentalité « *Dessine-moi un parent* » qui définit les objectifs et principes d'action de cette politique publique pour la période 2018-2022. Elle s'adresse à tous les parents, quel que soit l'âge de leurs enfants et leur composition familiale. La contribution de la branche famille à cette stratégie passe par le soutien (notamment financier) de cinq dispositifs : les lieux d'accueil enfants parents (LAEP), les réseaux d'écoute et d'appui aux parents (REAAP), les contrats locaux d'accompagnement à la scolarité (CLAS), la médiation familiale, et les espaces rencontres (ER). En intégrant dans ce champ la prestation de service ordinaire (PSO) vacances avec accompagnement social, la convention d'objectifs et de gestion (COG) signée entre l'Etat et la CNAF pour 2018-2022 prévoit une augmentation significative des moyens consacrés à ces actions (+ 32,3 M€) qui devraient s'élever à 128 M€ en 2022.

La branche famille soutient d'autres dispositifs qui accompagnent les parents dans leur rôle comme l'action des centres sociaux en direction des familles, les services

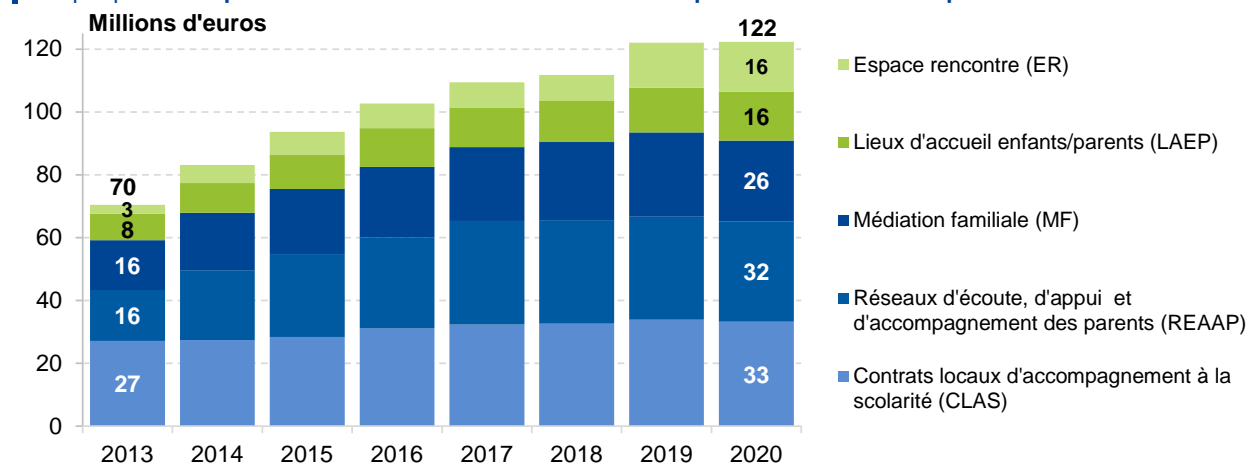
d'aide à domicile intervenant auprès des familles dans le cadre de l'action sociale ou encore les aides aux vacances familiales. Enfin, le soutien à la parentalité s'exerce aussi à travers d'autres politiques publiques (protection maternelle et infantile, aide sociale à l'enfance, politique de la ville, éducation nationale, politique de santé publique...) et fait intervenir d'autres acteurs et financeurs. Les schémas départementaux des services aux familles (SDSF) ont été mis en place afin de coordonner, entre autres, les actions des acteurs du soutien à la parentalité sur un territoire.

Les dispositifs de soutien à la parentalité ont été fortement impactés au cours de l'année 2020 par la crise sanitaire et les confinements induits. Les données afférentes à cette période traduisent cette situation particulière.

4 EPCI sur 5 sont couverts par au moins un service de soutien à la parentalité

Les services de parentalité – selon leur nature - peuvent agir à des échelles très variables allant de l'infra-communal au pluri-départemental. En 2020, 79,3 % des 1 254 établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) offrent sur leur territoire au moins l'un des trois services de soutien à la parentalité représentant les enveloppes budgétaires les plus importantes (CLAS, REAAP, LAEP). Plus exactement, 260 EPCI n'étaient couverts par aucun de ces trois services, 594 étaient couverts par un service, 251 par deux et 150 par trois (cf. carte 1). La médiation familiale était présente sur 150 EPCI. Ce service est celui dont le rayon d'action est le plus vaste, souvent départemental, voire pluri-départemental.

Graphique 1 • Dépenses de la branche Famille selon le dispositif de soutien à la parentalité



Source : Cnaf-Vidas

Plus de 122 millions d'euros en 2020 pour les dispositifs et actions de soutien à la parentalité

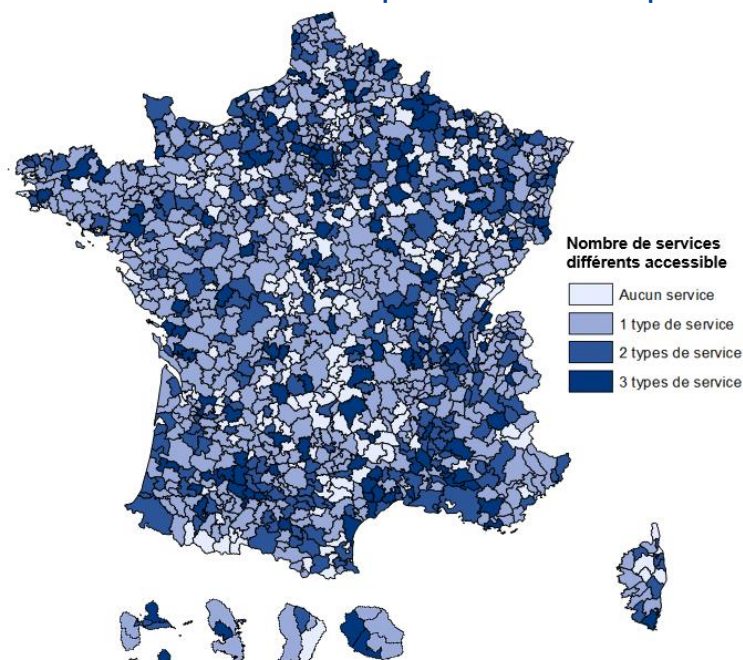
Les dépenses consacrées aux dispositifs de soutien à la parentalité ont augmenté de 74 % entre 2013 et 2020 ; elles atteignent aujourd'hui 122,3 millions d'euros (cf. graphique 1). Mesurées en taux de croissance, les hausses les plus significatives sont celles des REAAP (16 à 32 millions d'euros et des espaces rencontres (2,8 à

15,8 millions d'euros). Entre 2019 et 2020, le financement de ces dispositifs est resté stable. En effet, avec la situation de confinement générée par la pandémie de la Covid-19, certaines actions n'ont pas été réalisées, malgré le maintien du paiement de la prestation de service pour les structures qui sont restées ouvertes ou qui ont travaillé à distance (cas pour certaines structures CLAS). Sur cette période, la hausse de ce financement est surtout portée par celle des ER (+10,6 % en un an) et LAEP (+9,6 % en

un an). Ainsi, en 2020, les dispositifs représentant les postes budgétaires les plus importants sont les REAAP (32 millions, -2,5 % en 2020), les CLAS (33,3 millions,

- 1,8% en 2020) et la médiation familiale (25,6 millions, - 4,5% en 2020).

Carte 1 • Couverture des EPCI selon le nombre de dispositifs de soutien à la parentalité différents, en 2020

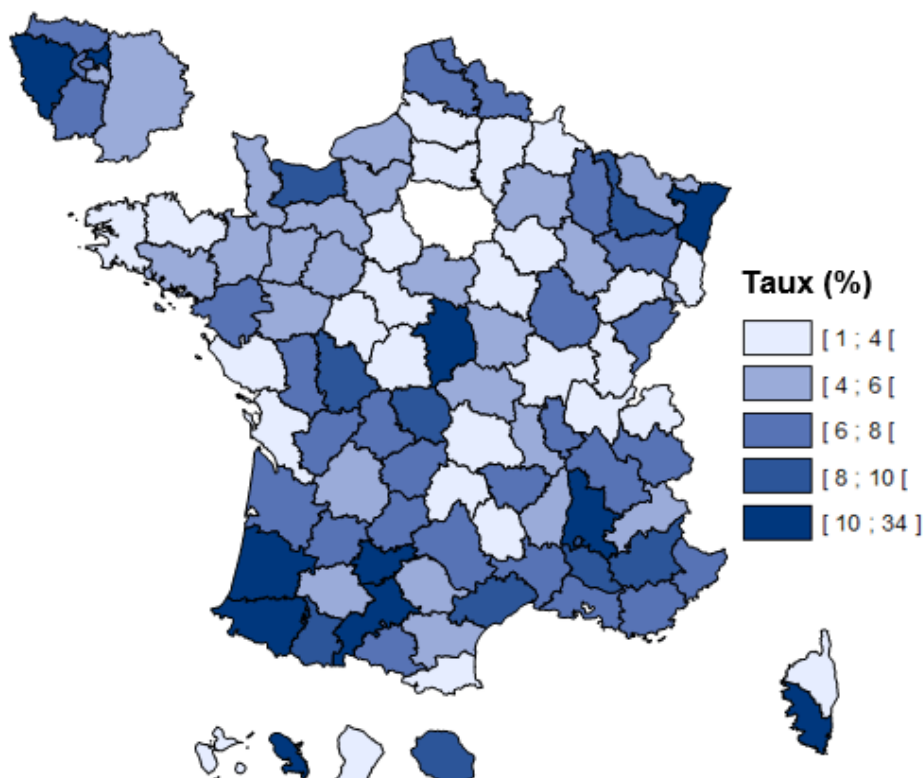


Source : Cnaf, questionnaire annuel d'activité. Pour les REAAP et CLAS – SIAS pour les LAEP. ©geofla 2020

Lecture : l'EPCI « Communauté de communes Brie nangissienne » est couverte par deux types de services de soutien à la parentalité. Cet EPCI est l'un des 251 ayant deux natures de service parentalité sur leur territoire.

Champ : France métropolitaine (hors Mayotte)

Carte 2 • Part des familles ayant au moins un enfant de moins de 18 ans concernées par les actions des Laep, Clas et des Reapp en 2020



Source : Cnaf, questionnaires annuels d'activité 2020 des CLAS, REAAP et LAEP, BCE2019. Des doubles comptes sont possibles. ©geofla 2019

Note de lecture : 34 % des familles ayant des enfants de moins de 18 ans dans la Drôme ont participé à au moins une action CLAS et/ou REAAP ou une séance LAEP.

Champ : France métropolitaine (hors Mayotte)

Renforcer le lien entre les familles et l'école et offrir des ressources aux enfants pour développer leurs compétences

En 2020, les actions conduites par les CLAS et les REAAP et les séances réalisées par les LAEP ont touché au moins 6,8 % des familles avec au moins un enfant de moins de 18 ans (*cf. carte 2*). La couverture la plus importante s'observe dans le département de la Drôme (33,9 %). Dans les départements ou régions d'outre-mer (DROM), moins de 2,7 % des familles ont participé à ces dispositifs en Guadeloupe et en Guyane, alors qu'elles représentent 12 % en Martinique et 9,8 % à la Réunion.

Les CLAS

Le CLAS est un dispositif partenarial, qui propose aux enfants et aux jeunes un appui et des ressources hors temps scolaire pour favoriser leur réussite à l'école, en partenariat avec l'école et des structures concourant à la coéducation des enfants. Ces actions sont systématiquement mises en œuvre en lien avec les parents.

Sur l'année scolaire 2019-2020, près 3 200 structures portent un CLAS en France. Parmi elles, environ 2 800 ont répondu à l'enquête de la Cnaf portant sur les données d'activité des CLAS, soit un taux de réponse de 91 % (taux relativement stable, malgré la situation de confinement national qui a prévalu pendant l'enquête). Près de 38 % des actions ont été réalisées dans les quartiers prioritaires de la ville (QPV). Les structures répondantes ont touché 127 000 familles et 166 500 enfants ou jeunes (*cf. tableau 2*) soit un taux de couverture de 1,1 % des enfants de moins de 18 ans. Le CLAS touche en majorité des écoliers (61,4 %). La fréquence des actions, lors des séances hebdomadaires du CLAS, porte sur l'aide au travail scolaire et l'aide méthodologique : l'aide au travail scolaire est proposée à chaque séance dans 8 structures sur 10 (7,6 en 2018 - 2019) et l'aide méthodologique est proposée à chaque séance dans 7,7 structures sur 10 (7,3 en 2018 - 2019). Les jeux éducatifs et les activités culturelles ou artistiques sont proposés plusieurs fois par mois dans respectivement 41 % et 49 % des structures. Au cours de l'année scolaire 2019-2020, des actions CLAS ont été conduites dans plus de 1 522 communes. En moyenne, 28 semaines d'actions CLAS ont été organisées par structure au cours de l'année 2019-2020 (près de 32 semaines en 2018) : la baisse observée sur cette année scolaire est en lien direct avec la pandémie, du fait de la non-réalisation de certaines actions dont le financement a été engagé sur l'exercice.

Les REAAP

Le REAAP vise à organiser la mise en réseau des opérateurs (institutions, associations...) qui participent à l'appui de la fonction parentale en proposant des actions ou activités conçues et conduites pour, par et avec les parents. Il s'adresse à toutes les familles et à tous les bénévoles et professionnels associatifs ou institutionnels désireux d'accompagner les parents dans leur rôle éducatif auprès de leurs enfants. Les actions sont diverses : groupes de paroles, ateliers

parents-enfants, sorties culturelles ou de loisirs, conférences-débats ...

En 2020, les structures portant au moins une action REAAP s'élevaient au nombre de 4 700 (-13% au cours de l'exercice) pour 10 600 actions financées par les caisses (-8% en an). Parmi elles, 3 600 structures ont répondu à l'enquête de la Cnaf portant sur les données d'activité des REAAP, soit un taux de réponse de 75 %¹ en termes d'actions réalisées. Parmi les structures répondantes, 31 % portent également un CLAS. En 2020, un peu plus de 7 300 actions REAAP ont été réalisées par les structures répondantes (*cf. tableau 3*) dont 28 % étaient des actions nouvelles, et près 35 % étaient à l'initiative des parents.

Les actions des REAAP répondants ont dénombré un peu plus d'un million de participations en 2020 (somme des présents aux différentes séances des actions), touchant près de 274 200 familles soit 3,3 % des familles avec au moins un enfant de moins de 18 ans. La situation de confinement due la pandémie a réduit de près de la moitié les nombres de participations et de familles participantes (respectivement -47,3 % et -46,4 %). La majorité (33 %) des participations à une action ont pour thème la relation parents-enfants autour de la petite enfance (*cf. tableau 4*).

Les actions REAAP réalisées dans environ 2 108 communes ont couvert des bénéficiaires originaires de plus de 12 300 communes. Au total, elles attirent 2 % des enfants de moins de 18 ans. 30 % de ces actions sont réalisées dans les QPV.

Les LAEP

Le LAEP est un espace convivial qui accueille, de manière libre et sans inscription, les enfants âgés de moins de six ans accompagnés de leur(s) parent(s) ou d'un adulte référent. Il a comme mission d'être un espace d'épanouissement pour l'enfant et de constituer un lien de transition entre l'espace familial et l'espace collectif. Il vise ainsi le développement de l'enfant et une meilleure conciliation entre vie familiale, vie professionnelle et vie sociale pour les parents. Il a aussi pour objectif de prévenir ou de rompre l'isolement d'un certain nombre de familles, isolement qui peut être géographique, intergénérationnel ou culturel.

En 2020, un questionnaire "état des lieux" a été réalisé sur les données d'activité de l'exercice 2018. Sur les 1 670 structures financées par la branche Famille, près de 1 260 y ont répondu soit un taux de réponse de 74,5%. Ces structures sont réparties sur près de 1 680 sites localisés dans 1 200 communes. En 2018 pour les structures répondantes, 96 000 familles ont accompagné leurs enfants (soit en moyenne 76,2 familles par structure) au nombre de 151 000 dans ces structures (soit en moyenne 1,6 enfants par famille). Ils ont été reçus par près de 6 700 accueillants (soit en moyenne 5,4 accueillants par structure). L'accueil du public est très largement hebdomadaire. Les structures sont ouvertes en moyenne 2 séances de 4 heures par semaine. Elles accueillent 7 familles en moyenne par séance. Le fonctionnement d'une structure est assujéti à un projet d'activité qui peut se décliner sur plusieurs axes de travail. 91 % des LAEP répondants ont travaillé sur l'axe "Faciliter la relation parent-enfant", suivi de l'axe "Créer un espace d'échanges et de convivialité" pour 91 % des structures.

¹ Ce taux continue à baisser du fait de la persistance la situation de confinement du fait de la pandémie du Covid-19 qui a entraîné la fermeture des structures pendant la période de l'enquête.

Prévenir et accompagner les ruptures : la médiation familiale

En 2020, les 445 médiateurs familiaux (ETP) ont conduit 83 000 entretiens d'information et plus de 47 200 séances de médiation. Au cours de cette même année près de 19 700 mesures de médiation ont abouti

(cf. *tableau 1*). Celles-ci concernent plus de 42 000 bénéficiaires (ex-conjoints, grands-parents, membres de la fratrie...), dont près de 3 % relèvent du régime agricole. Les résultats de l'activité des services de médiation familiale reflètent une forte baisse due aux conséquences de la crise sanitaire du Covid 19.

Tableau 1 • Moyens et activité des services de médiation familiale percevant une prestation de service

Type d'activité	2015	2016	2017	2018	2019	2020	Evolution 2014 - 2020 (en %)
Médiateurs en ETP	349	366	392	406	441	445	27,5%
Entretiens d'information	76 980	81 000	89 000	92 000	94 110	83 000	7,8%
Séances de médiation	51 200	53 200	54 000	54 600	54 500	47 200	-7,8%
Mesures de médiation abouties	20 600	20 990	21 800	23 600	23 100	19 700	-4,4%

(*) la part de Structures CLAS ayant répondu au questionnaire d'activité relativement à celles financées

Source : Cnaf questionnaire annuel d'activité sur la médiation familiale

Tableau 2 • Actions CLAS des structures répondantes

	2016	2017	2018	2019	2020
Actions	2 800	2 900	2 900	2 900	2 800
<i>Dont Actions en QPV en %</i>				36	38
Enfants	170 400	180 000	183 200	176 000	166 500
Familles	127 800	133 600	138 000	135 000	127 000
Communes	1 500	1 550	1 600	1 500	1 500
Taux de réponse en % (*)	93	92	92	91	91

Source : Cnaf questionnaire annuel d'activité CLAS

(*) la part de Structures CLAS ayant répondu au questionnaire d'activité relativement à celles financées

Tableau 3 • Actions REAAP des structures répondantes

	2016	2017	2018	2019	2020
Actions	8 300	9 600	9 600	9 700	7 300
<i>Actions en QPV en %</i>				24	30
Enfants	423 500	520 900	518 800	556 000	278 000
Familles	448 500	490 900	486 300	512 000	274 200
Communes	2 400	2 600	2 700	2 750	2 110
Communes couvertes	7 200	16 600	15 300	16 600	12 300
Taux de réponse en % (*)	89	89	89	85	75

Source : Cnaf questionnaire annuel d'activité REAAP

(*) la part de Structures REAAP ayant répondu au questionnaire d'activité relativement à celles financées

Tableau 4 • Répartition des participations aux actions des REAAP selon leur nature (%)

Participations sur les relations	2016	2017	2018	2019	2020
parents-enfants					
autour de la petite enfance	36,0%	37,0%	34,7%	36,3%	33,1%
autour de l'enfance	18,4%	21,9%	21,5%	23,4%	23,9%
à la préadolescence et à l'adolescence	10,4%	11,0%	10,9%	11,7%	11,1%
Participations sur le partage des rôles parentaux, sur la	6,2%	7,2%	6,5%	9,7%	9,0%
Participations sur les relations famille-école	7,6%	8,4%	7,7%	7,7%	8,0%
Participations sur une autre thématique	21,3%	14,5%	18,6%	11,2%	14,9%
Dont Santé - handicap	2,1%	0,4%	0,3%	0,5%	0,6%
Total	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%

Source : Cnaf – Données d'activité Reaap, 2016, 2017, 2018, 2019 et 2020

Champ : structures répondantes

Note : Le nombre de participations correspond à la somme des personnes (parents et enfants) présentes aux différentes séances de l'action

Tableau 5 • Structures LAEP répondantes

	2018
Structures	1 260
Sites	1 680
<i>Dont Actions en QPV en %</i>	35
Enfants	151 000
Familles	96 000
Communes	1 200
Taux de réponse en % (*)	75

Source : Cnaf – Données d'activité LAEP

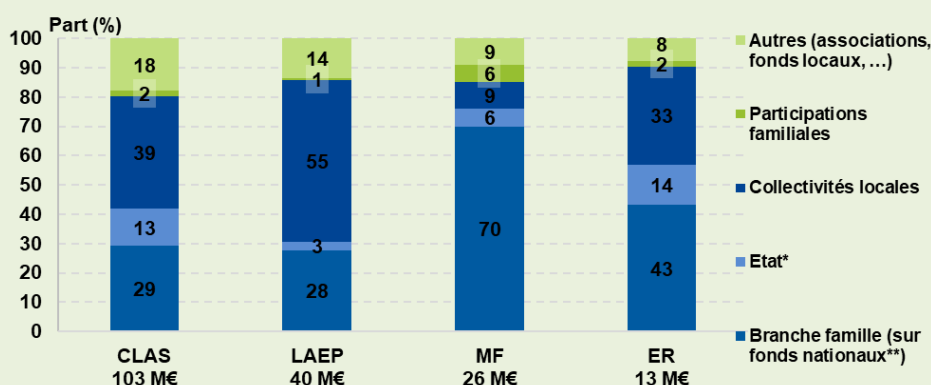
(*) la part de Structures LAEP ayant répondu au questionnaire d'activité relativement à celles financées

Encadré : Le financement des dispositifs de soutien à la parentalité

La DGCS a commandité une étude sur les acteurs du soutien à la parentalité dont les premiers résultats ont été rendus au printemps 2020. 5 dispositifs sont décrits dans l'étude et les données budgétaires sont disponibles pour 4 d'entre eux (voir graphique ci-dessous). L'étude met en avant l'aspect partenarial du champ du soutien à la parentalité en terme de financement et de pilotage. Elle permet de mieux comprendre le rôle des différentes parties prenantes et d'esquisser les différentes sources de financement des structures là où les données de l'indicateur (voir supra) ne concernent que les financements alloués par la branche famille. Toutefois, à la différence des indicateurs retenus dans le corps de cette fiche, l'étude ponctuelle de la DGCS ne permet pas un suivi dans le temps de la politique menée.

Les collectivités locales contribuent de manière importante au budget des structures : 55 % pour les lieux d'accueil enfants parents (LAEP), 39 % pour les contrats locaux d'accompagnement à la scolarité (CLAS), 33 % pour les espaces de rencontre (ER) et 9 % pour la médiation familiale (MF). Le financement global sur ces 4 dispositifs est d'environ 70 M€ en 2015. La branche famille est également l'un des principaux financeurs des dispositifs. Elle contribue au budget de ces dispositifs à hauteur de 65 M€ en 2015 : 70 % du budget des MF et 43 % de celui des ER notamment.

Structure de financement des dispositifs de soutien à la parentalité en 2015



Source : DGCS - Processus de suivi des crédits budgétaires alloués à la politique de soutien à la parentalité, Rapport final

* Ministère de la Justice, Ministère des Solidarités et de la Santé / DDAS Etat, Politique de la ville (programme 147)

** Fonds national parentalité, Fonds national d'action sociale (Fnas)...

Précisions méthodologiques

Les dépenses présentées dans cette fiche sont celles effectivement engagées par les Caf dans l'exercice mentionné. Le financement est assuré par le FNASS (fond national d'action sanitaire et social) et les fonds propres des caisses.

Dans le cadre de son soutien au développement à la parentalité, la branche famille dispose de données issues de la gestion des prestations de service (Médiation familiale, Contrat locaux d'accompagnement à la scolarité, Lieux d'accueil enfants parents) et de données produites par enquêtes annuelles auprès des différents opérateurs de ces dispositifs (Médiation familiale, Contrat locaux d'accompagnement à la scolarité, Réseau d'écoute, d'appui et d'accompagnement des parents).

En matière de médiation, la Caisse nationale des Allocations familiales (Cnaf), la Direction générale de la cohésion sociale (DGCS), le Ministère de la justice et des libertés et la Caisse centrale de Mutualité sociale agricole (MSA) partagent un questionnaire annuel d'activité des associations et services de médiation familiale. La gestion et l'exploitation de ce questionnaire sont assurées par la Cnaf. Le taux de réponse est de 100 % en 2020.

Les taux de réponses aux enquêtes auprès des structures LAEP et CLAS varie entre 50 % et 100 % en fonction des Caf. Pour le présent indicateur, les résultats ne sont pas redressés. Au niveau national, le taux de réponse est de 91 % pour les CLAS et de 75 % pour les LAEP en 2020. Ces taux de réponse prennent en compte la situation de confinement liée à la pandémie du Covid-19 qui prévalait lors de la réalisation des enquêtes. Il faut également noter que les questionnaires LAEP et CLAS ne permettent pas d'identifier les familles ayant fréquenté ces deux dispositifs : des doubles comptes sont donc possibles dans une mesure qu'il n'est pas possible d'apprécier.

Les différents dispositifs du soutien à la parentalité ne permettent pas de restituer un indicateur avec la même référence géographique du fait de leur rayonnement différent. Les LAEP et les CLAS se concrétisent par des actions sous de multiples formes qui peuvent avoir lieu de façon plus ou moins régulière et dans des lieux différents, c'est pourquoi l'unité d'intérêt choisi porte sur le nombre de familles participantes. Pour la médiation familiale les actions conduites prennent la forme d'entretiens d'information ou de séances de médiation familiale, plusieurs de ces séances pouvant être nécessaires avant la conclusion d'un accord. Pour les lieux d'accueil enfants parents (LAEP), en décembre 2020, les données d'activité des LAEP de l'exercice 2020 prenant en compte toutes les structures enregistrées à partir du 2^{ème} semestre 2020, ont été intégrées dans le système d'information des Caf. Une base statistique consolidée sera disponible en décembre 2021.

Organisme responsable de la production de l'indicateur : CNAF

2. OBJECTIFS / RESULTATS

LISTE DES INDICATEURS D'OBJECTIFS/RÉSULTATS

Objectif	Indicateur	Cibles	Producteurs techniques	Responsables administratifs portant les politiques à titre principal
1 : Contribuer à la compensation financière des charges de famille et accompagner tous les parents	Redistribution horizontale			
	2-1 - Limiter les écarts de niveau de vie en fonction de la configuration familiale	Réduction des écarts de niveau de vie	Drees	DSS
2 : Aider davantage les familles vulnérables	Redistribution verticale			
	2-2 - Réduire via les impôts et prestations les écarts de niveau de vie entre ménages de même composition familiale	Réduction des écarts de niveau de vie	Drees	DSS
	Action sur la pauvreté			
	2-3 - Lutter contre la pauvreté des enfants 2-3-1 - Taux de pauvreté monétaire des enfants 2-3-2 - Impact des prestations sur le taux de la pauvreté monétaire des enfants	Réduction du taux de pauvreté	DSS/Insee Drees	DGCS/DSS
	2-4 - Améliorer le recouvrement des pensions alimentaires	Progression	Cnaf	Cnaf
3 : Favoriser la conciliation entre vie familiale et vie professionnelle	Accès à l'offre de garde			
	2-5 - Augmenter le taux d'occupation des établissements d'accueil du jeune enfant	Augmentation	Cnaf	Cnaf/DGCS
	2-6 - Développer l'offre de garde collective et individuelle d'enfants de moins de 3 ans 2-6-1 - Places créées en accueil collectif et chez les assistants maternels 2-6-2 - Enfants en situation de pauvreté fréquentant les établissements d'accueil du jeune enfant	> 30 000 places (2018-2022) 10 à 20 %	Cnaf	Cnaf/ DGCS/ DSS
	2-7 - Réduire les inégalités territoriales en matière d'accueil du jeune enfant 2-7-1 - Ecart par département de la capacité de l'ensemble des modes d'accueil 2-7-2 - Ecart par département de la capacité d'accueil des Etablissements d'accueil du jeune enfant 2-7-3 - Part des nouvelles places d'accueil collectif créées dans les zones prioritaires (QPV)	Réduction de la dispersion Augmentation	Cnaf	Cnaf/DGCS
	2-8 - Limiter le taux d'effort et le reste à charge des familles ayant un mode d'accueil formel	Rapprochement des taux d'effort selon le mode d'accueil	DSS	DSS
	Équilibre vie familiale - vie professionnelle selon le genre			
	2-9 – Contribuer à la hausse de l'emploi des femmes 2-9-1 - Taux d'emploi des femmes et des hommes âgés de 20 à 64 ans en France et en comparaisons internationales 2-9-2 - Taux d'emploi et d'activité des femmes et des hommes selon le nombre et l'âge des enfants 2-9-3 - Taux d'activité des femmes et des hommes selon le nombre et l'âge des enfants	Femmes 70 % Ensemble 75 % Augmentation Augmentation	DSS/Insee Drees/Insee Drees/Insee	DGEFP
	2-10 - Contribuer à la réduction des écarts salariaux entre femmes et les hommes	Diminution de l'écart	DSS/Insee	
	2-11 - Veiller à l'équilibre financier de la branche famille	Équilibre	DSS	DSS
	2-12 – Garantir le paiement « à bon droit » des prestations versées	Augmenter le paiement à bon droit	Cnaf	Cnaf
4 : Garantir la pérennité financière de la branche famille à moyen et long terme				

2.1. Limiter les écarts de niveau de vie en fonction de la configuration familiale

Finalité Cet indicateur vise à mesurer les écarts de niveau de vie en fonction de la configuration familiale. Il évalue également l'importance de la compensation financière des coûts liés à la présence d'enfants dans le ménage induite par le quotient familial, les prestations familiales, les aides au logement, les minima sociaux et la prime d'activité.

Résultats Selon la configuration familiale, le niveau de vie médian des personnes avant et après impôt sur le revenu, prestations familiales, aides au logement, minima sociaux et prime d'activité varie en 2020 comme suit :

Tableau 1 • Niveau de vie des ménages avant et après impôt sur le revenu, prestations familiales et prestations sociales de solidarité, en fonction de leur configuration familiale

		Couples				Personnes seules		
		sans enfant	1 enfant	2 enfants	3 enfants ou plus	sans enfant	1 enfant	2 enfants ou plus
Niveau de vie médian de référence (avant impôts et prestations)		100	89	80	53	70	50	34
Impact de l'impôt sur le revenu et de la taxe d'habitation	Avant prise en compte du quotient familial	-2,3%	-2,2%	-3,4%	-1,3%	-1,0%	-1,2%	0,6%
	Impact du quotient familial	0,1%	1,7%	3,0%	1,6%	0,1%	1,2%	0,0%
	Impact supplémentaire de la taxe d'habitation	0,0%	-0,1%	-0,1%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Niveau de vie médian après impôt		98	88	79	53	69	50	34
Impact des prestations	Impact des prestations familiales	0,0%	4,7%	8,5%	23,7%	0,0%	5,8%	33,6%
	Impact supplémentaire des aides au logement, des minima sociaux et de la prime d'activité	0,2%	0,4%	0,6%	1,1%	3,4%	15,2%	17,6%
	Impact supplémentaire des aides exceptionnelles 2020	0,0%	0,0%	0,0%	0,4%	0,1%	0,9%	1,6%
Niveau de vie médian après impôt et prestations		98	93	87	67	72	61	54

Source : Insee, enquête Revenus fiscaux et sociaux 2018 (actualisée 2020) ; modèle Ines 2020 provisoire, calculs Drees.

Champ : ménages ordinaires vivant en France métropolitaine, dont le revenu déclaré au fisc est positif ou nul et dont la personne de référence n'est pas étudiante et a moins de 60 ans, hors ménages "complexes". Pour la définition des différents concepts, se référer aux précisions méthodologiques.

Note de lecture : sur le champ défini, le niveau de vie médian des personnes au sein de chaque configuration familiale est rapporté à un référentiel 100 qui est le niveau de vie médian au sein des couples sans. Au sein des couples avec 2 enfants, le niveau de vie médian avant impôt et prestations représente 80 % de celui des personnes vivant en couple sans enfant. Ce niveau de vie diminue de 3,4 % avec l'impôt sur le revenu (sans prise en compte du quotient familial), ré-augmente de 3 % du fait du quotient familial, puis diminue de 0,1 % après prise en compte de la taxe d'habitation. Il augmente ensuite de 8,5 % avec les prestations familiales et encore de 0,6 % avec les autres prestations sociales pour finalement s'établir à 87 % du niveau de vie médian des couples sans enfant, une fois pris en compte l'ensemble des transferts sociaux et fiscaux ainsi que les aides exceptionnelles versées en 2020.

Les personnes sans enfant, seules ou en couple, ont un niveau de vie de référence supérieur à celui des personnes avec enfant(s) : plus le nombre d'enfants est important, plus le niveau de vie de référence est faible.

L'impôt sur le revenu repose sur la notion de capacité contributive, qui prend en compte non seulement les revenus d'un ménage, mais également le nombre de personnes à charge. C'est le mécanisme du « quotient familial », qui vise à taxer non pas le revenu brut, mais le revenu divisé par un nombre de parts reflétant la composition de la famille. Ainsi, à revenu identique, une personne isolée ou un couple avec un enfant acquitte un montant d'impôt sur le revenu moins élevé qu'une personne isolée ou un couple sans enfant, une famille avec deux enfants un montant moins élevé qu'une famille avec un enfant, etc. Dans la limite d'un plafond, cet effet du quotient familial est d'autant plus important que le revenu est élevé.

Les familles nombreuses bénéficient fortement du quotient familial. Ainsi, au sein des couples avec 3 enfants ou plus, l'impôt sur le revenu en l'absence de quotient familial entraînerait une diminution du niveau de vie médian de 1,3 % ; l'impact positif du quotient familial (+1,6 %) compense cette perte.

Pour les couples sans enfant, la baisse du niveau de vie médian liée à l'impôt sur le revenu est de 2,3 % et n'est pas compensée par le quotient familial.

En ce qui concerne le quotient familial, l'avantage maximal tiré de la prise en compte des enfants à charge *via* ce mécanisme est passé de 2 336 euros par demi-part fiscale en 2012 à 1 500 euros en 2014 suite aux abaissements successifs de son plafond. En 2020, il s'élève à 1 567 euros en raison de l'actualisation des barèmes de l'impôt sur l'inflation.

Les **prestations familiales** réduisent les disparités de niveaux de vie entre les différents types de famille en redistribuant des ménages sans enfant vers les familles. Les prestations familiales permettent en effet aux familles d'accroître leur niveau de vie et cette augmentation est d'autant plus forte qu'il y a d'enfants dans la famille. Ainsi par exemple, le niveau de vie médian des couples avec un enfant à charge augmente de 4,7 % du fait des prestations familiales, alors que l'augmentation atteint 23,7 % pour les couples ayant au moins trois enfants. Les familles monoparentales voient leur niveau de vie augmenter de manière encore plus importante : les prestations familiales augmentent ainsi de 33,6 % le niveau de vie médian des parents isolés avec deux enfants ou plus. L'impact des prestations familiales sur la réduction des écarts de niveau de vie apparaît donc plus important pour les familles nombreuses et pour les familles monoparentales. Depuis 2015, le montant des allocations familiales

est modulé en fonction des ressources des familles : à nombre d'enfants égal, les familles ne perçoivent plus le même montant selon leur revenu. Pour les familles avec deux enfants à charge, les allocations familiales sont, en 2020, réduites de moitié quand les ressources annuelles dépassent 69 309 euros et divisées par quatre au-delà de 92 381 euros.

Contrairement aux prestations familiales, les **minima sociaux**, la **prime d'activité** et les **aides au logement** sont attribués aussi aux ménages sans enfant. L'effet de ces prestations diffère entre les couples et les parents isolés. Le niveau de vie médian au sein des ménages en couple s'élève légèrement du fait de ces prestations (+ 1,1 % pour les couples ayant au moins trois enfants, 0,2 % pour les couples sans enfants). L'aide apportée aux personnes seules avec enfants est nettement plus conséquente : les minima sociaux, la prime d'activité et les allocations logement augmentent de 15 % le niveau de vie médian des parents isolés avec un enfant et de 18 % celui des parents isolés avec au moins deux enfants à charge. Ces prestations contribuent ainsi à réduire les disparités de niveau de vie entre familles de configurations différentes. Leur impact à cet égard est toutefois moindre que celui des prestations familiales dès lors qu'elles ont au moins deux enfants à charge.

Les aides exceptionnelles versées au printemps et à l'automne 2020 pour pallier la baisse de revenu des ménages modestes ont quant à elles permis de relever le niveau de vie médian des familles monoparentales, à hauteur de 0,9 % pour les familles avec un enfant et de 1,6 % pour celles composées de 2 enfants ou plus.

Construction de l'indicateur Les transferts monétaires dont peuvent bénéficier les ménages ont été estimés à l'aide du modèle de microsimulation Ines, géré conjointement par la Drees, l'Insee et la Cnaf. Elles résultent de calculs réalisés par la Drees sur une version provisoire du modèle Ines 2020. Les barèmes de la législation 2020 ont été appliqués à une population représentative, à cette date, des ménages ordinaires de France métropolitaine. Le modèle Ines est adossé aux enquêtes Revenus fiscaux et sociaux (ERFS) réalisées par l'Insee, la DGFIP, la Cnaf, la Cnav et la MSA, qui appartiennent les caractéristiques socio-démographiques des ménages de l'enquête emploi aux fichiers administratifs de déclarations fiscales et sociales. Il s'agit ici de l'ERFS 2018 actualisée pour l'année 2020. Le millésime 2020 du modèle Ines intègre les conséquences de la crise sanitaire et du chômage partiel sur les revenus d'activité. Les enfants à charge sont définis au sens de la Cnaf : ils sont âgés de moins de 21 ans (âge limite pour le complément familial et les aides au logement) et ne doivent pas percevoir un salaire supérieur à 55 % du smic.

Précisions méthodologiques Le tableau présente différentes définitions des revenus et des niveaux de vie :

- Le *revenu de référence* est ici le revenu du ménage net des cotisations sociales, de la CSG, de la CRDS (R1). Le niveau de vie de référence est le revenu de référence divisé par le nombre d'unités de consommation (UC) du ménage ($NV1=R1/UC$). Il est le même pour toutes les personnes d'un même ménage. Les UC, définies selon l'échelle dite de l'OCDE modifiée, consistent à attribuer un coefficient à chaque membre du ménage : 1 UC pour le 1^{er} adulte, 0,5 pour chaque autre personne de 14 ans ou plus et 0,3 pour chaque enfant de moins de 14 ans ;
- Le *niveau de vie après prestations familiales* se mesure après avoir retiré du revenu de référence l'impôt sur le revenu (IR), la taxe d'habitation (TH) et y avoir ajouté les prestations familiales (PF), le tout rapporté au nombre d'unités de consommation du ménage : $NV2= (R1-IR-TH+PF)/UC$; l'impact des prestations familiales se mesure en comparant ce niveau de vie à celui avant ajout des PF.
- Le *niveau de vie final* est le niveau de vie après transferts : $NVF= (R1-IR-TH+PF+PA+minima+AL+aides\ 2020)/UC$;
- le *niveau de vie médian* est celui qui partage la population en deux parties d'égale effectif : la moitié des personnes ont un niveau de vie inférieur à la médiane et l'autre moitié à un niveau de vie supérieur à la médiane.

Les niveaux de vie indiqués ici pour l'année 2020 sont issus d'une simulation effectuée à partir du modèle de microsimulation Ines (cf. *indicateur n°2-3*). Ils diffèrent donc de ceux qui seront réellement observés à partir de l'enquête sur les revenus fiscaux et sociaux (ERFS) de 2020.

L'effet du quotient familial calculé ici correspond à l'impact de l'attribution de demi-parts ou parts fiscales liées à la présence d'enfants à charge dans le foyer fiscal, ainsi que l'attribution de demi-parts fiscales liées à des situations familiales particulières (vivre seul et avoir un enfant décédé après l'âge de 16 ans, vivre seul et avoir élevé un enfant en étant seul pendant au moins 5 ans...). Cet avantage peut aussi concerner des enfants fiscalement rattachés mais non présents dans le ménage. Cela explique que l'on observe un léger effet du quotient familial sur le niveau de vie des familles sans enfant, notamment des personnes seules. Par convention, cet effet est calculé sans tenir compte des parts fiscales liées aux situations d'invalidité.

Le type de famille retenu est celui au sens des prestations familiales. Un couple est formé de deux conjoints, mariés ou non, et cohabitant. Les enfants sont les enfants à charge de moins de 21 ans. Les ménages ne correspondant pas à cette typologie (notamment ceux avec enfants de 21 ans ou plus), dits « complexes », ne sont pas traités ici.

Par définition, les prestations familiales (*cf. indicateur n°1-3*) sont destinées aux seules familles et visent à compenser en partie les charges liées à l'entretien et à l'éducation des enfants. Les prestations familiales comprennent des prestations attribuées sans conditions de ressources (allocations familiales - AF -, allocation de soutien familial - ASF -, allocation d'éducation de l'enfant handicapé - AEEH -, prestation partagée d'éducation de l'enfant – PreParE –, complément de libre choix du mode de garde) et des prestations versées sous conditions de ressources (complément familial - CF -, allocation de base et prime à la naissance ou à l'adoption de la prestation d'accueil du jeune enfant – PAJE -, allocation de rentrée scolaire – ARS -, bourses de l'enseignement du second degré). Les minima sociaux (revenu de solidarité active – RSA –, allocation de solidarité aux personnes âgées - ASPA -, allocation supplémentaire d'invalidité - ASI -, allocation aux adultes handicapés - AAH - et ses compléments), la prime d'activité et les aides au logement à destination des locataires et des accédants à la propriété ne sont pas uniquement destinés aux ménages avec enfants mais comportent, dans leurs barèmes, une forte dimension familiale. Il est donc utile d'étudier l'impact de ces transferts sur le niveau de vie des ménages, même si la composante liée aux seules charges de famille ne peut être isolée ici.

Les aides exceptionnelles versées en 2020 afin d'atténuer la baisse du revenu des ménages modestes sont également prises en compte dans cette analyse. Il s'agit des compléments de 150 € versés en juin et en novembre 2020 aux foyers bénéficiaires du RSA ou de l'ASS, des aides de 100 € par enfant versées en mai et en novembre 2020 aux foyers bénéficiaires du RSA, de l'ASS ou des aides au logement, des montants de 200 € et 150 € versés respectivement en juin et en novembre 2020 aux jeunes de moins de 25 ans non-étudiants et bénéficiaires des aides au logement, ainsi que du supplément d'ARS de 100 € par enfant.

Organisme responsable de la production de l'indicateur : DREES

2.2. Réduire via les impôts et prestations les écarts de niveau de vie entre ménages de même composition familiale

Finalité Cet indicateur vise à mesurer l'impact du quotient familial, des prestations familiales, des minima sociaux, de la prime d'activité et des aides au logement sur les disparités de niveau de vie entre personnes vivant dans des ménages de même composition.

Résultats Pour chaque catégorie de ménage, le rapport entre le niveau de vie plancher des 10 % de personnes les plus aisées (D9) et le niveau de vie plafond des 10 % de personnes les plus modestes (D1), appelé rapport interdécile, est calculé. Plus le rapport interdécile est fort, plus les inégalités entre les plus aisés et les plus modestes sont fortes.

Tableau 1 • Rapport interdécile des distributions de niveaux de vie avant et après transferts (D9/D1)

	Couples			Familles mono-parentales	Objectif
	avec 1 enfant	avec 2 enfants	avec 3 enfants ou plus		
Niveau de vie primaire	4,1	4,3	8,1	ns	Réduction des écarts de niveau de vie (par configuration familiale)
Après IR sans quotient familial	3,6	3,7	7,2	ns	
Après IR y.c. quotient familial	3,7	3,8	7,6	ns	
Après taxe d'habitation	3,7	3,8	7,5	ns	
Après prestations familiales	3,6	3,3	4,5	6,6	
Après prime d'Activité	3,2	3,1	4,1	6,2	
Après minima sociaux et allocations logement	3,0	2,9	3,2	2,8	
Après aides exceptionnelles 2020	3,0	2,9	3,1	2,7	

Source : Insee, enquête Revenus fiscaux et sociaux 2018 (actualisée 2020) ; modèle Ines 2020 provisoire, calculs Drees.

Champ : ménages avec enfants de moins de 21 ans vivant dans un logement ordinaire en France métropolitaine, dont le revenu déclaré au fisc est positif ou nul et dont la personne de référence n'est pas étudiante et a moins de 60 ans, hors ménages "complexes" (cf. précisions méthodologiques).

Note de lecture : parmi les couples avec deux enfants, avant impôts et prestations, le niveau de vie plancher des 10 % de personnes les plus aisées (D9) est 4,3 fois plus important que le niveau de vie plafond des 10 % les plus modestes (D1). Après intervention de l'impôt sur le revenu, y compris quotient familial, ce rapport diminue à 3,8. Lorsque les prestations familiales, la prime d'activité, les minima sociaux, les aides au logement et les aides exceptionnelles de 2020 sont également pris en compte, ce rapport s'établit à 2,9.

Note : « ns » signifie non significatif statistiquement en raison de revenus trop faibles des ménages concernés rendant les évolutions trop volatiles. Les écarts de niveau de vie primaire pour les parents isolés sont bien plus élevés que pour les couples.

Avant impôt sur le revenu et prestations sociales, les inégalités de niveau de vie entre personnes vivant dans des ménages de même composition familiale sont importantes. Elles le sont notamment pour les familles nombreuses (ayant au moins trois enfants) et surtout, dans des proportions bien supérieures, pour les familles monoparentales. Ainsi, au sein des couples avec 3 enfants ou plus, le niveau de vie plancher des 10 % de personnes les plus aisées est 8,1 fois supérieur au niveau de vie plafond des 10 % de personnes les moins aisées. Pour les parents isolés, ce rapport est incomparablement plus élevé, mais ne peut être présenté pour des raisons de significativité statistique. En effet, au sein des familles monoparentales, le niveau de vie avant prise en compte des prestations familiales et des minima sociaux des 10 % de personnes les plus pauvres est extrêmement bas, inférieur à 50 € par an. Cet écart particulièrement élevé entre les niveaux de vie avant impôt et prestations sociales reflète la très forte hétérogénéité de cette population en termes de conditions de vie et son fort taux de pauvreté avant transferts (cf. indicateur n° 2-3).

En intégrant l'impôt sur le revenu, les écarts de niveaux de vie au sein des ménages de même composition familiale ne se réduisent que modestement, le mécanisme du quotient familial jouant toujours dans le sens d'une stabilité ou d'un accroissement des disparités de niveaux de vie, malgré les abaissements du plafond réalisés en 2013 et 2014. En particulier, l'attribution d'une demi-part fiscale supplémentaire à partir du troisième enfant atténue l'effet redistributif de l'impôt sur le revenu pour les familles nombreuses.

L'incidence de la prise en compte des prestations familiales est en revanche plus importante en termes de redistribution. Au total, pour les couples avec trois enfants ou plus, le rapport interdécile des niveaux de vie passe de 8,1 avant impôt et prestations familiales à 4,5 après, du fait notamment du complément familial. Après prise en compte de la prime d'activité, des minima sociaux, des aides personnelles au logement et des aides exceptionnelles versées aux ménages modestes dans le cadre de la crise sanitaire, le rapport s'établit à 3,1, soit un niveau proche de celui observé pour les couples avec 1 ou 2 enfants.

Pour les familles monoparentales, le rapport interdécile redevient calculable après la prise en compte de l'impôt sur le revenu et des prestations familiales ; il s'élève alors à 6,6 et s'abaisse à 2,7 lorsque toutes les aides sont comprises. Tout comme les prestations familiales, les minima sociaux et les aides au logement permettent de

réduire fortement l'écart de niveau de vie entre les parents isolés les plus aisés et les plus modestes. Ces prestations ne sont pas spécifiquement dédiées aux familles avec enfants mais comportent dans leurs barèmes une forte dimension familiale. De fait, elles contribuent significativement à réduire les inégalités au sein des ménages avec enfants, notamment des familles monoparentales.

Construction de l'indicateur

Les estimations opérées mobilisent les mêmes sources statistiques que pour l'indicateur n°2-1.

Le rapport interdécile est calculé successivement pour :

- le revenu primaire (net de cotisations et contributions sociales mais avant impôts et prestations) par unité de consommation (UC), appelé niveau de vie primaire ;
- ce même niveau de vie après prise en compte de l'impôt sur le revenu : avant et après quotient familial ;
- puis après prise en compte de la taxe d'habitation (TH) ;
- puis après prise en compte des prestations familiales ;
- puis après prise en compte de la prime d'activité ;
- puis après prise en compte des minima sociaux et des aides au logement ;
- puis après prise en compte des aides exceptionnelles versées en 2020 aux ménages modestes dans le cadre de la crise sanitaire.

Précisions méthodologiques

L'analyse porte sur les ménages avec enfants vivant en logement ordinaire, dont la personne de référence n'est pas étudiante et est âgée de moins de 60 ans. Le type de famille retenu est celui au sens des prestations familiales. Un couple est formé de deux conjoints, mariés ou non, et cohabitant. Les enfants sont les enfants à charge de moins de 21 ans. Les ménages ne correspondant pas à cette typologie (notamment ceux avec enfants de 21 ans ou plus), dits complexes, ne sont pas traités ici.

Pour rendre compte de la situation initiale du ménage, avant le bénéfice éventuel des transferts monétaires liés à la politique familiale, est retenu ici le revenu net des cotisations et des contributions sociales (CSG, CRDS...). Le champ de la politique familiale est entendu dans un sens assez large puisqu'il comprend l'ensemble des prestations familiales (y compris les aides à la garde et les bourses du second degré), les minima sociaux, la prime d'activité, les aides personnelles au logement, les aides exceptionnelles versées en 2020 aux ménages modestes ainsi que le quotient familial.

Organisme responsable de la production de l'indicateur : DREES

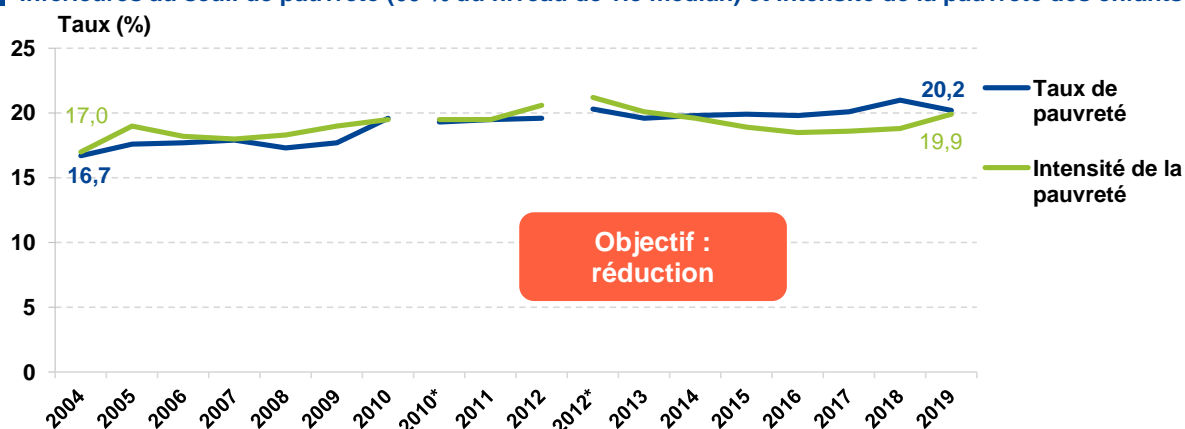
2.3. Lutter contre la pauvreté des enfants

2.3.1. Taux de pauvreté monétaire des enfants

Finalité Le fait pour un enfant de débiter son existence par une période au cours de laquelle il risque d'être confronté à la pauvreté matérielle apparaît comme une injustice majeure, doublée de la probabilité d'un risque accru d'une situation défavorisée à l'âge adulte. Les prestations familiales et les aides au logement visent à réduire ce risque de pauvreté enfantine grâce au soutien qu'elles procurent aux revenus des ménages modestes. C'est pourquoi il est utile de mesurer chez les enfants de moins de 18 ans, le niveau et l'évolution du taux de pauvreté ainsi que l'intensité de cette pauvreté, qui permet d'apprécier à quel point le niveau de vie des enfants pauvres est éloigné du seuil de pauvreté.

Résultats En 2019, 20,2 % des enfants âgés de moins de 18 ans vivent dans des familles pauvres, contre 14,6 % pour l'ensemble de la population. La proportion d'enfants dont le niveau de vie est inférieur au seuil de pauvreté (1 102 euros en 2019) diminue de - 0,8 point, après une hausse d'ampleur équivalente en 2018 (+ 0,9 point). Après une hausse de 2,3 points entre 2008 et 2010, le taux de pauvreté monétaire des enfants a peu varié jusqu'en 2017, à l'exception d'une baisse de 0,7 point entre 2012 et 2013.

Graphique 1 • Part des enfants de moins de 18 ans vivant dans des familles dont les ressources sont inférieures au seuil de pauvreté (60 % du niveau de vie médian) et intensité de la pauvreté des enfants



* ruptures de séries, voir « Précisions méthodologiques »

Sources : Insee-DGI, enquêtes Revenus fiscaux et sociaux rétrospectives 2004 ; Insee-DGFIP-Cnaf-Cnav-CCMSA, enquêtes Revenus fiscaux et sociaux 2005 à 2019.

Champ : France métropolitaine, individus vivant dans un ménage ordinaire dont le revenu déclaré est positif ou nul et dont la personne de référence n'est pas étudiante.

Note : L'intensité de la pauvreté des enfants est l'écart relatif entre le niveau de vie médian des enfants pauvres et le seuil de pauvreté

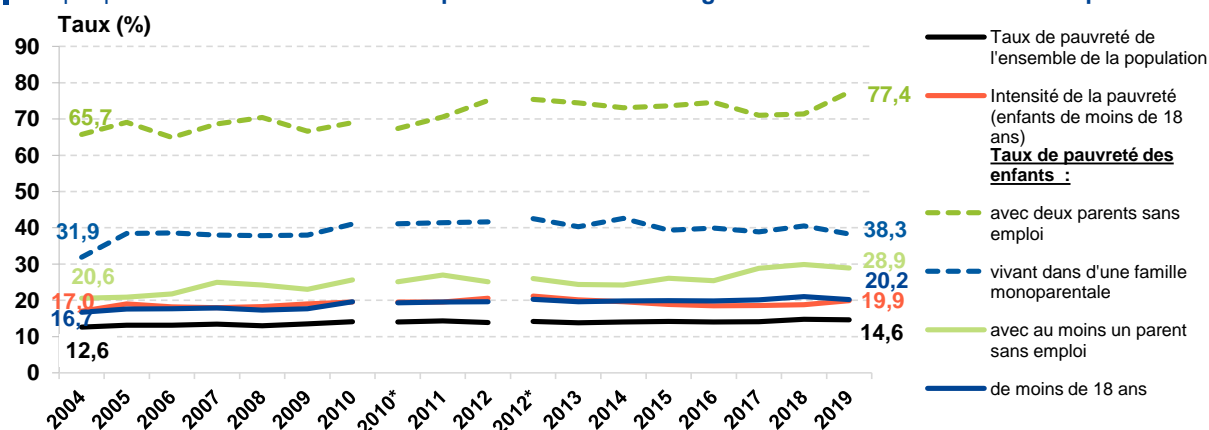
Pour compléter l'analyse, l'intensité de la pauvreté, soit l'écart relatif entre le niveau de vie médian des enfants pauvres et le seuil de pauvreté, permet de rendre compte des disparités de situations entre les familles pauvres. Cette intensité varie peu depuis 2008, à l'exception d'un point haut en 2012 (21,2 %). En 2019, les enfants vivant dans des ménages en situation de pauvreté ont ainsi un niveau de vie médian inférieur de 19,9 % au seuil de pauvreté (après 18,8 % en 2018), contre 21,2 % en 2012.

Les enfants vivant dans des familles monoparentales sont particulièrement exposés à la pauvreté

La pauvreté des enfants est très liée à certaines caractéristiques socio-économiques des ménages. Le taux de pauvreté des enfants vivant en famille monoparentale diminue de 2,2 points en 2019, mais reste particulièrement élevé (38,3 % en 2019).

Le taux de pauvreté des enfants résulte également de la situation vis-à-vis de l'emploi de leurs parents : le taux de pauvreté des enfants dont au moins l'un des deux parents est sans emploi est de 28,9 %. Ce taux atteint 77,4 % en 2019 lorsque les deux parents sont sans emploi, en forte hausse par rapport à 2018 (+ 6 points).

Graphique 2 • Taux et intensité de la pauvreté selon la configuration familiale et l'activité des parents



* ruptures de séries, voir « Précisions méthodologiques »

Sources : Insee-DGI, enquêtes Revenus fiscaux et sociaux rétrospectives 2004 ; Insee-DGFIP-Cnaf-Cnav-CCMSA, enquêtes Revenus fiscaux et sociaux 2005 à 2019.

Champ : France métropolitaine, individus vivant dans un ménage ordinaire dont le revenu déclaré au fisc est positif ou nul et dont la personne de référence n'est pas étudiante.

Note : L'intensité de la pauvreté des enfants est l'écart relatif entre le niveau de vie médian des enfants pauvres et le seuil de pauvreté

La pauvreté monétaire au niveau européen

Le taux de pauvreté des enfants âgés de moins de 18 ans en France est très proche de la moyenne des pays de l'Union européenne. Les pays du Sud et de l'Est de l'Europe ont en moyenne des taux de pauvreté infantile plus élevés que les pays du nord et de l'ouest, traduisant en cela de fortes disparités. Dans la majorité des pays, à l'exception de sept pays (principalement du nord), ce taux de pauvreté infantile est supérieur à celui de l'ensemble de la population. La Roumanie se distingue par des taux de pauvreté infantile et de l'ensemble de la population particulièrement élevés, ainsi qu'un important écart entre ces derniers.

Construction de l'indicateur

Le seuil de pauvreté retenu ici est égal à 60 % du niveau de vie médian. Le niveau de vie d'un individu est égal au revenu disponible du ménage dans lequel il vit, divisé par le nombre d'unités de consommation correspondant à la composition de ce ménage. Le système d'unités de consommation habituellement utilisé compte une part pour le premier adulte du ménage, 0,5 part pour les autres personnes âgées de 14 ans et plus et 0,3 part pour les personnes âgées de moins de 14 ans. Le seuil de pauvreté s'établissait ainsi à 1 102 euros par mois en 2019.

L'intensité de la pauvreté est calculée comme l'écart relatif entre le niveau de vie médian des personnes en situation de pauvreté monétaire et le seuil de pauvreté calculé précédemment.

Précisions méthodologiques

L'indicateur est calculé à partir des données de l'enquête Revenus fiscaux et sociaux réalisée annuellement par l'Insee à partir de données de l'enquête Emploi en continu de l'Insee et de sources administratives fournies par la DGFIP, la Cnaf, la Cnav et la CCMSA. Le champ retenu est celui des personnes vivant en France métropolitaine, dans des ménages dont le revenu déclaré à l'administration fiscale est non nul et dont la personne de référence n'est pas étudiante. Il exclut les personnes résidant en institution ainsi que les personnes sans domiciliation.

La nouvelle série d'enquêtes réalisée à compter de 2005 (et rétrospective sur les années antérieures) apporte des améliorations sensibles, d'une part en appariant les données relatives aux pensions et aux allocations versées par la Cnaf, la Cnav et la CCMSA aux données fiscales, d'autre part en proposant une estimation plus complète des revenus du patrimoine par imputation à partir des informations contenues dans les enquêtes Patrimoine de par l'Insee.

Ruptures de séries : à partir de 2010, les estimations de revenus financiers mobilisent l'enquête Patrimoine 2010. Par ailleurs, l'enquête a été renouvelée en 2012. D'une part, l'impôt déduit du revenu d'une année donnée est désormais l'impôt payé durant cette même année. Il peut donc être dû au titre des revenus de l'année précédente. Auparavant, c'était l'impôt payé au titre de l'année de perception des revenus et éventuellement payé l'année suivante qui était déduit. D'autre part, les majorations de pensions de retraite pour avoir élevé 3 enfants ou plus ainsi que l'avantage en nature constitué par la participation des employeurs aux contrats collectifs de complémentaire santé sont maintenant comptabilisés dans le revenu disponible mesuré par l'enquête Revenus fiscaux et sociaux. De plus, les estimations de revenus financiers utilisent l'enquête Patrimoine 2014-15 à partir de 2012.

Organisme responsable de la production de l'indicateur : Insee

2.3.2. Impact des prestations sur le taux de la pauvreté monétaire des enfants

Finalité Cet indicateur vise à mesurer l'impact des prestations familiales, des minima sociaux, de la prime d'activité et des aides au logement sur le taux de pauvreté des enfants au sein des ménages.

Résultat Le tableau suivant présente des simulations du taux de pauvreté des enfants de moins de 18 ans en 2020. Il doit s'analyser en variation car les niveaux ne coïncident pas exactement avec les chiffres officiels de l'Insee (cf. *précisions méthodologiques*). Le seuil de pauvreté considéré, égal à 60 % du niveau de vie médian de la population après redistribution, est identique pour toutes les colonnes du tableau :

Tableau 1 • Impact des prestations sociales sur le taux de pauvreté monétaire des enfants, en fonction de la configuration familiale

	Après IR et TH	Après prestations familiales	Après aides au logement	Après prime d'activité	Après minima sociaux	Après aides exceptionnelles	Objectif
Ensemble (y compris ménages "complexes")	34%	26%	23%	20%	19%	17%	Réduction du taux de pauvreté
Couples avec 1 enfant	13%	12%	11%	9%	8%	8%	
Couples avec 2 enfants	16%	12%	12%	9%	9%	8%	
Couples avec 3 enfants ou plus	45%	30%	28%	25%	24%	21%	
Parent isolé avec 1 enfant	47%	42%	36%	29%	26%	26%	
Parent isolé avec 2 enfants ou plus	68%	53%	46%	42%	39%	37%	

Source : Insee, enquête Revenus fiscaux et sociaux 2018 (actualisée 2020) ; modèle Ines 2020 provisoire, calculs Drees.

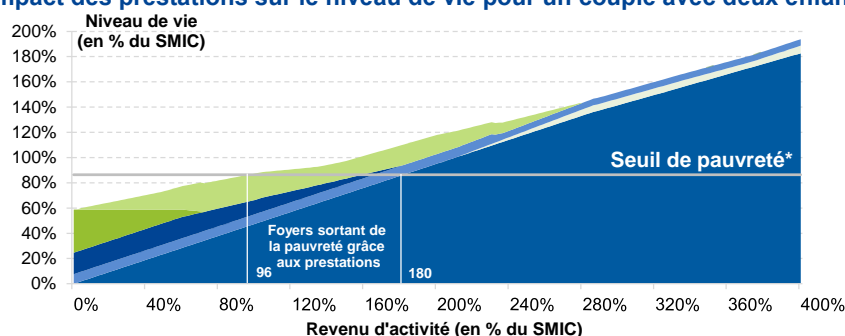
Champ : enfants âgés de moins de 18 ans appartenant à des ménages ordinaires vivant en France métropolitaine dont le revenu déclaré au fisc est positif ou nul et dont la personne de référence n'est pas étudiante et a moins de 60 ans. Concernant les catégories par configuration familiale, seuls les enfants âgés de moins de 21 ans au 31/12/2020 sont pris en compte. Les ménages avec enfants de 21 ans ou plus sont intégrés uniquement dans la rubrique 'Ensemble'. Pour plus de détails sur le niveau de vie, se reporter aux définitions de l'indicateur n°2-1.

Note de lecture : après impôt sur le revenu et taxe d'habitation mais avant transferts sociaux, le taux de pauvreté des enfants âgés de moins de 18 ans s'élève dans l'ensemble à 34 %. Il baisse à 26 % après prestations familiales puis à 23 % en intégrant les aides au logement (locataire ou accédant à la propriété). Après prise en compte de l'ensemble des transferts (y compris prime d'activité, minima sociaux et aides exceptionnelles versées en 2020), il se situe finalement à 17 %. On ne mesure pas l'impact des aides sur la réduction de la pauvreté indépendamment les unes des autres mais l'effet supplémentaire de chacune d'elles après prise en compte des précédentes.

Les prestations familiales ont un rôle protecteur contre la pauvreté monétaire. Toutes configurations familiales confondues, elles abaissent en moyenne le taux de pauvreté des enfants de 34 % (si aucune prestation n'était versée) à 26 %. Leur impact est particulièrement fort au sein des couples ayant au moins trois enfants, pour lesquels le taux de pauvreté passe de 45 % avant prestations familiales à 30 % après ; le taux de pauvreté des enfants diminue également beaucoup au sein des familles monoparentales de deux enfants ou plus : il passe de 68 % à 53 %, proportion qui demeure néanmoins très élevée.

Ajoutées aux prestations familiales, les autres prestations (aides au logement, prime d'activité, minima sociaux et aides exceptionnelles) contribuent également à réduire le taux de pauvreté des enfants, de 26 % à 17 %. Cet effet est plus important pour les enfants de familles monoparentales ; leur taux de pauvreté après redistribution demeure néanmoins élevé, à 26 % dans les familles avec un seul enfant et à près de 40 % dans les familles de deux enfants ou plus. Les minima sociaux, qui comprennent notamment le revenu de solidarité active (RSA), ont un effet modéré sur le taux de pauvreté des enfants, car le montant minimum garanti par le RSA reste au-dessous du seuil de pauvreté. Quant aux aides exceptionnelles versées au printemps et à l'automne 2020 pour pallier la baisse de revenu des ménages modestes durant la crise sanitaire, elles ont contribué à réduire la proportion d'enfants pauvres de près de 2 points. Le schéma ci-dessous illustre l'impact des différentes prestations sur le niveau de vie d'un couple avec 2 enfants (11 à 12 ans), locataire de sa résidence principale, en fonction de ses revenus d'activité¹.

Schéma 1 • Impact des prestations sur le niveau de vie pour un couple avec deux enfants



■ Revenu d'activité net d'impôt et de quotient familial ■ Effet du Quotient familial ■ Prestations familiales ■ Aides au logement (zone 2) ■ RSA ■ Prime d'activité

Source : cas-types, barèmes juillet 2020, calculs CNAF.

Note : Seuil de pauvreté en part de Smic déterminé en rapportant le seuil de pauvreté 2018 (INSEE) au smic net 2018. Il est supposé qu'il y a un seul travailleur pour un revenu d'activité allant jusqu'à 100 % du Smic. Au-delà, l'un des conjoints perçoit le Smic à temps plein et l'autre le différentiel de revenu salarial. Précisions méthodologiques complémentaires disponibles dans l'indicateur n°1.7.

Construction de l'indicateur Les données présentées ci-dessus ont été estimées à l'aide du modèle de microsimulation Ines, géré conjointement par la Drees, l'Insee et la Cnaf. Elles résultent de calculs réalisés par la Drees sur une version provisoire du modèle Ines 2020. Les barèmes de la législation 2020 ont été appliqués à une population représentative, à cette date, des ménages ordinaires en France métropolitaine. Le modèle Ines est adossé aux enquêtes Revenus fiscaux et sociaux (ERFS) réalisées par l'Insee, la DGFIP, la Cnaf, la Cnav et la MSA, qui appartiennent les caractéristiques socio-démographiques des ménages de l'enquête emploi aux fichiers administratifs de déclarations fiscales et sociales. Il s'agit ici de l'ERFS 2018 actualisée pour l'année 2020. Le millésime 2020 du modèle Ines intègre en particulier les conséquences de la crise sanitaire et du chômage partiel sur les revenus d'activité. Pour l'analyse par configuration familiale, les enfants à charge sont définis au sens de la Cnaf : ils sont âgés de moins de 21 ans (âge limite pour le complément familial et les aides au logement) et ne doivent pas percevoir un salaire supérieur à 55 % du Smic. Les enfants vivant dans des ménages « complexes » (notamment ceux avec enfants de 21 ans ou plus), sont pris en compte dans la rubrique 'Ensemble' uniquement. Le niveau des taux de pauvreté qui en découle diffère donc légèrement de celui présenté à l'indicateur n°2-2. Cependant, cet indicateur a un objet différent du précédent puisqu'il cherche à évaluer l'impact de chaque transfert sur le taux de pauvreté. A cet égard, le choix de la distribution des revenus de référence a relativement peu d'impact.

Précisions méthodologiques Le seuil de pauvreté monétaire est défini au niveau européen à 60 % du niveau de vie médian de l'ensemble des personnes. Le niveau de vie médian est le niveau de vie après transferts qui partage la population en deux : la moitié des personnes dispose d'un niveau de vie inférieur au niveau de vie médian et l'autre moitié dispose d'un niveau de vie supérieur. Le *taux de pauvreté des enfants* est la proportion d'enfants de moins de 18 ans dont le niveau de vie est inférieur au seuil de pauvreté.

Le *taux de pauvreté* présenté ici est dit « simulé » car il est calculé à partir de niveaux de vie dont les composantes (en dehors des revenus déclarés à l'administration fiscale) sont simulées : les prélèvements et prestations sont automatiquement attribués aux ménages en cas d'éligibilité et après calcul de leurs droits en fonction des revenus déclarés (en dehors du RSA et de la prime d'activité pour laquelle un comportement de non-recours est simulé, cf. *indicateur 2-1*). Il faut le distinguer du taux de pauvreté publié annuellement par l'Insee, obtenu à partir de la collecte de toutes les informations administratives nécessaires et sur un champ légèrement différent (puisque ne sont pas intégrés le complément de libre choix du mode de garde de la prestation d'accueil du jeune enfant (Paje), ni les bourses du secondaire, ni la subvention pour le financement d'une place en crèche).

En outre, le taux de pauvreté simulé ne tient pas entièrement compte du décalage temporel existant dans la réalité entre la perception des revenus et le versement des prestations correspondantes : dans la réalité, les droits à prestations sont généralement calculés par rapport à l'état des revenus perçus deux ans auparavant, quelle que soit la situation courante (sauf en cas de perte substantielle de revenu) alors que dans le modèle Ines, les prestations sont simulées en considérant qu'il n'y a pas eu de changement de situation sur 2 ans, en dehors d'une évolution éventuelle de revenu conforme à celle observée en moyenne par grande catégorie.

Ces raisons expliquent les différences entre taux de pauvreté simulé et observé.

Pour rendre compte de la situation initiale des ménages, avant le bénéfice éventuel des transferts monétaires liés à la politique familiale, sont retenus ici le revenu net des cotisations, contributions sociales (CSG, CRDS...), de l'impôt sur le revenu et de la taxe d'habitation. Ce revenu rapporté au nombre d'unités de consommation (UC) du ménage constitue le niveau de vie initial du ménage. Les unités de consommation (UC) sont définies selon l'échelle dite de l'OCDE modifiée.

Le type de famille retenu est celui au sens des prestations familiales. Un couple est formé de deux conjoints, mariés ou non, et cohabitant. Les enfants sont les enfants à charge de moins de 21 ans. Les ménages ne correspondant pas à cette typologie (notamment ceux avec enfants de 21 ans ou plus), dits « complexes », ne sont pas traités ici.

Le champ de la politique familiale comprend ici l'ensemble des prestations familiales, des minimas sociaux, de la prime d'activité et des aides personnelles au logement, mais ne tient pas compte de l'impôt sur le revenu. Par définition, les prestations familiales sont destinées aux seules familles et visent à compenser en partie les charges liées à l'entretien et à l'éducation des enfants. Les prestations familiales comprennent des prestations attribuées sans condition de ressources (AF, ASF, AEEH, PreParE, complément de libre choix du mode de garde) et des prestations versées sous conditions de ressources (CF, allocation de base et prime à la naissance ou à l'adoption de la Paje, ARS, bourses de l'enseignement du second degré). Les minimas sociaux (RSA, AAH et ses compléments), la prime d'activité et les aides au logement à destination des locataires ou des accédants à la propriété ne sont pas uniquement destinés aux ménages avec enfants mais comportent, dans leurs barèmes, une dimension fortement familialisée. Il est donc utile d'étudier l'impact de ces transferts sur le niveau de vie des ménages, même si la composante liée aux seules charges de famille ne peut être isolée ici.

Les aides exceptionnelles versées en 2020 afin d'atténuer la baisse du revenu des ménages modestes sont également prises en compte dans cette analyse. Il s'agit des compléments de 150 € versés en juin et en novembre 2020 aux foyers bénéficiaires du RSA ou de l'ASS, des aides de 100 € par enfant versées en mai et en novembre 2020 aux foyers bénéficiaires du RSA, de l'ASS ou des aides au logement, des montants de 200 € et 150 € versés respectivement en juin et en novembre 2020 aux jeunes de moins de 25 ans non-étudiants et bénéficiaires des aides au logement, ainsi que du supplément d'ARS de 100 € par enfant.

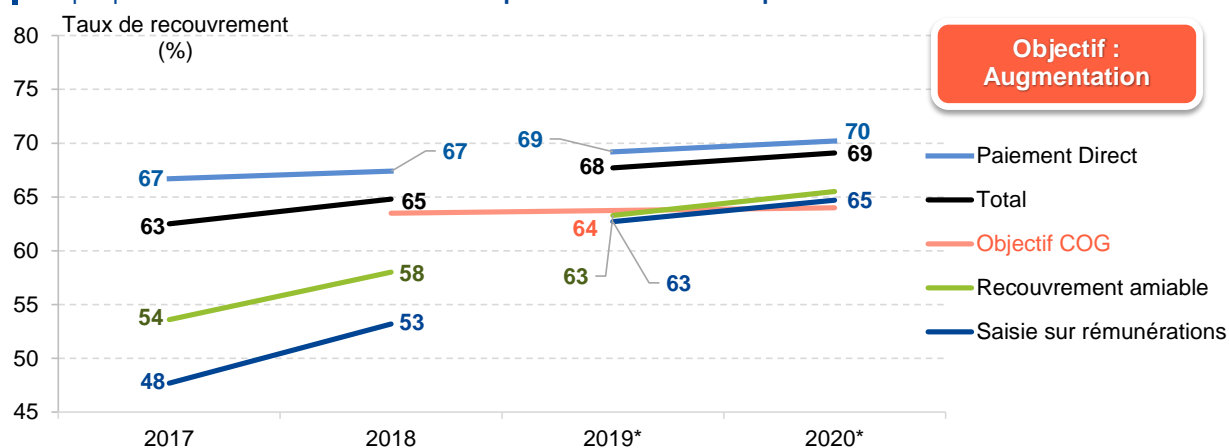
Organisme responsable de la production de l'indicateur : DREES

2.4. Améliorer le recouvrement des pensions alimentaires

Finalité Cet indicateur vise à estimer dans quelle mesure la mise en œuvre des dispositifs de recouvrement et d'intermédiation financière des pensions alimentaires ont permis d'améliorer le taux de recouvrement des impayés des pensions alimentaires. La contribution des organismes débiteurs des prestations familiales à la diminution des impayés de pensions alimentaires s'apprécie en analysant la performance de recouvrement, et le recours à l'agence de recouvrement et d'intermédiation des pensions alimentaires (ARIPA). L'objectif du gouvernement est de faire connaître la branche famille comme l'un des acteurs clés vers lequel se tourner en cas de séparation.

Résultats Depuis 2017, le taux de recouvrement de l'Aripa a fortement progressé passant de 62,5 % à 69,1 % pour l'ensemble de l'année 2020. Cette augmentation se traduit par l'augmentation du taux de recouvrement de chacun des types de procédure et de manière plus marginale par l'augmentation de la part des procédures de recouvrement direct dans le total. Elle s'explique notamment par la mise en place de l'intermédiation financière qui permet une détection plus rapide des situations d'impayés. L'augmentation de la part des procédures de paiement direct est la conséquence de la réforme de cette procédure lors de la création de la garantie contre les impayés de pension alimentaire en octobre 2014 : la période d'impayés couverte par la procédure a été étendue de 6 à 24 mois.

Graphique 1 • Taux de recouvrement des pensions alimentaires par l'ARIPA



Champ : France entière (hors Mayotte) et COM de Saint-Martin et Saint-Barthélemy. Régime général, procédures actives

Source : CNAF-DSE (NSF et calculs complémentaires)

* rupture de série, nouvelle méthode de calcul, revu à M+2

Note de lecture : les trois catégories de procédures adossées à un plan de recouvrement échelonné sont : le recouvrement amiable (qui est la première phase du recouvrement), le paiement direct et les saisies sur rémunérations (par procès-verbal de conciliation).

La contribution des organismes débiteurs des prestations familiales à la diminution des impayés de pension alimentaire s'apprécie aussi par l'analyse du nombre de familles recourant à l'Aripa relativement au nombre de familles connaissant une situation d'impayé. S'il n'existe pas d'information robuste sur le taux de recours à l'Aripa, un ordre de grandeur cité dans un rapport public de 2016 fait état d'environ 315 000 personnes potentiellement concernées¹. En 2020, le nombre de procédures donnant lieu à une démarche de recouvrement effective (ce qui implique l'instruction de la demande, la complétude du dossier et la définition d'un échéancier) est en moyenne de 51 200 par mois pour une échéance moyenne de 255 € par procédure (cf. tableau 1). Le taux de recours à l'ARIPA doit avoir augmenté puisque le nombre de procédures de recouvrement (procédures actives) a significativement augmenté au cours de l'année 2020, passant de 40 000 en 2019 à 50 000 en 2020, soit une augmentation de 25 %.

Tableau 1 • Nombre de procédures de recouvrement actives

Calcul revu à M+2	Nombre mensuel moyen de procédures		Répartition (en %)		Montant mensuel moyen de l'échéance à recouvrer (en €)	
	2019	2020	2019	2020	2019	2020
Type de procédures						
Paiement Direct	24 780	32 629	61%	63%	302	306
Recouvrement amiable	15 309	18 348	38%	36%	161	166
Saisie sur rémunérations	294	191	1%	1%	96	86
Total	40 384	51 168	100%	100%	247	255

Champ : France entière (hors Mayotte) et COM de Saint-Martin et Saint-Barthélemy. Régime général, procédures actives

Source : CNAF-DSE (NSF et calculs complémentaires)

¹ Source : Auvigne F. et al. (2016). « Création d'une agence de recouvrement des pensions alimentaires », rapport public IGAS, IGF, IGSJ

Précisions sur le dispositif Dans l'objectif d'aider les familles monoparentales dont la situation est fragilisée par un impayé de pension alimentaire, les caisses d'allocations familiales et les caisses de mutualité sociale agricole ont été investies d'une mission de recouvrement des pensions alimentaires impayées par la loi n°84-1171 du 22 décembre 1984 relative à l'intervention des organismes débiteurs des prestations familiales pour le recouvrement des créances alimentaires impayées. En effet, les pensions alimentaires qui représentent en moyenne 14 % des ressources des familles monoparentales, constituent une part essentielle de leur budget dont il convient de garantir le versement.

Les organismes débiteurs de prestations familiales disposent de plusieurs leviers possibles pour recouvrer les pensions en lieu et place du créancier : soit à l'amiable, soit par le biais de procédures de contrainte encadrées par le code de procédure civile d'exécution. Ces moyens ont été renforcés dans le cadre de la garantie contre les impayés de pensions alimentaires (GIPA) expérimentée en octobre 2014 et généralisée en 2016. La procédure de paiement direct, permettant de récupérer les montants dus directement auprès du tiers détenteur de fonds (employeur, Pôle Emploi...) a été réformée pour permettre une extension de la période d'impayés couverte qui est passée de 6 mois à 2 ans. Le recouvrement a été également étendu jusqu'aux 20 ans de l'enfant.

En cas d'impayé de pension alimentaire fixée par un titre exécutoire, une avance de pension alimentaire peut être versée lorsque le parent créancier assume seul la charge de l'enfant : c'est l'allocation de soutien familial recouvrable (ASFR) qui sera récupérée auprès du parent débiteur dès lors qu'il est solvable. Lorsque le créancier est remarié ou vit maritalement – et qu'il n'est donc pas éligible à l'ASFR – les organismes débiteurs des prestations familiales sont également chargés de lui offrir une aide au recouvrement des pensions dues (Arpa). Dans tous les cas, dès lors que le parent débiteur est non solvable (non retrouvé, faibles ressources, montant de pension non fixé...), aucune procédure de recouvrement ne peut être engagée : la famille monoparentale bénéficie alors de l'ASF non recouvrable (ASFNR).

La mission de recouvrement généralisée a été confiée à la caisse nationale des allocations familiales (Cnaf). Au sein de celle-ci, l'agence de recouvrement des impayés de pensions alimentaires (Aripa) créée en janvier 2017, a pour objectif de simplifier les démarches de recouvrement des impayés de pension alimentaire. Parallèlement à cette activité de recouvrement des pensions alimentaires, le montant de l'ASF a été revalorisé de 25 % sur la période 2014-2018 dans le cadre du plan de lutte contre la pauvreté.

L'article 72 de la LFSS pour 2020 a confié à l'Aripa une mission d'intermédiation financière des pensions alimentaires. Le parent débiteur verse la pension à l'agence qui se charge de la reverser sans délai au parent créancier, afin de sécuriser le versement de la pension. En cas de carence du débiteur, c'est l'agence qui engagera une procédure de recouvrement auprès du parent débiteur et versera automatiquement au parent isolé l'allocation de soutien familial. Cette réforme est entrée en vigueur en deux phases : à compter du 1^{er} octobre 2020 en cas d'impayés et à compter du 1^{er} janvier 2021 pour les autres cas. Elle devrait contribuer à améliorer sensiblement le taux de recouvrement des impayés de pension alimentaire, à la fois en cas d'intermédiation et hors cas d'intermédiation. Des données chiffrées seront produites l'an prochain sur ce volet.

En 2020, pour les procédures actives (*voir précisions méthodologiques*), le taux de recouvrement mensuel moyen est de 69,1 %, toujours en progression (+1,4 point par rapport à 2019). Il se situe au-delà de l'objectif fixé dans la Convention d'Objectif et de Gestion (COG) signée entre l'État et la Cnaf (64 %).

C'est toujours pour le paiement direct que le taux de recouvrement (70,2 %) est le plus élevé. En effet cette procédure consiste à récupérer chaque mois directement les sommes dues à la source. Suivant la situation du débiteur, c'est l'employeur ou Pôle Emploi qui déduit les sommes directement du salaire ou de l'indemnité chômage. Néanmoins, l'instabilité des situations professionnelles de certains débiteurs ne permet pas d'atteindre des taux plus élevés : en effet, des changements fréquents d'employeurs ou de statut d'emploi rendent complexe la mise en place de cette modalité de recouvrement. Suivent les procédures en recouvrement amiable avec un taux de recouvrement de 65,5 % qui s'améliore chaque année et enfin, les saisies sur rémunération (64,7 %).

L'augmentation du taux de recouvrement entre 2019 et 2020 se retrouve dans les trois types de procédures. Des actions de formation des managers des Caf pivot qui constituent l'Aripa ainsi que des bonnes pratiques ont été mises en place pour améliorer le recouvrement.

Précisions méthodologiques : Une procédure active est une procédure avec un échéancier en cours, donnant effectivement lieu à recouvrement au cours du mois.

La procédure de recouvrement concerne la récupération de la pension due pour le mois courant; des impayés de pensions ; et de l'ASF recouvrable versé par la Caf. Les recouvrements par huissier ou avocat ne sont pas traités dans cette fiche car les données de sont pas connues de la branche famille.

Un même foyer allocataire pouvant être concerné par plusieurs procédures simultanément (notamment si plusieurs conjoints), l'indicateur dénombre ici des procédures actives et non des foyers concernés par au moins une procédure active.

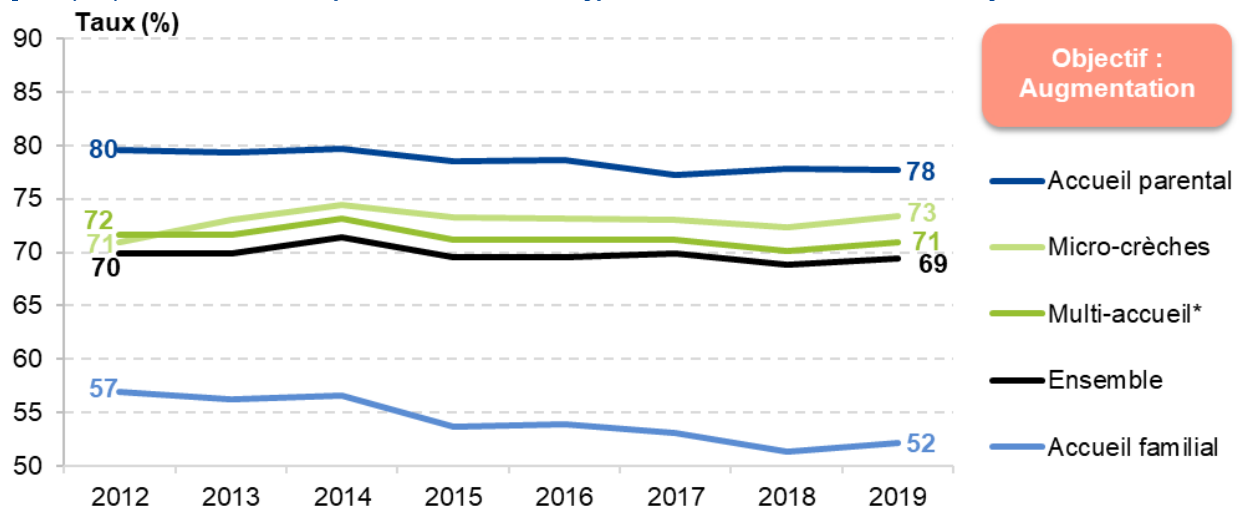
Organisme responsable de la production de l'indicateur : CNAF

2.5. Augmenter le taux d'occupation des établissements d'accueil du jeune enfant

Finalité Au-delà de l'évolution de la capacité théorique d'accueil des jeunes enfants, documentée dans le sous-indicateur suivant, il importe – dans une optique de mesure de l'effectivité des politiques en faveur des familles – de garantir l'utilisation effective des capacités des structures installées. Cet indicateur propose une estimation du taux d'occupation des établissements d'accueil pour jeunes enfants.

Résultats En 2019, le taux d'occupation global est de 69 %. Excepté en accueil familial, cet indicateur est globalement stable dans un contexte de tendance à la hausse du nombre de places offertes aux familles par les EAJE PSU.

Graphique 1 • Taux d'occupation des différents types d'établissements d'accueil du jeune enfant



Source : Cnaf (MTEAJE et EQUEAJE)

Champ : France entière hors Mayotte - places financées par la prestation de service unique.

*y compris jardins d'enfant, haltes garderies, crèches de personnel exclusivement

Note : Suite à un changement d'outil dans le système de gestion des dossiers des EAJE la nomenclature des types de structures présentée les années précédentes ne peut plus être reproduite à partir des données 2019. Un travail de rétropolation de la nouvelle nomenclature a été effectué pour conserver l'approche historique de cette fiche.

Note de lecture : En 2019, dans les structures de multi-accueil, sur 100 places offertes par les équipements collectifs, 73 sont intégralement utilisées (de la première heure d'ouverture jusqu'à la fermeture, tous les jours ouvrables de l'année) ; on peut également dire que toutes les places en multi-accueil sont occupées sur 73 % de leur plage horaire annuelle d'ouverture.

Ce ratio annuel est calculé en rapportant un volume d'heures payées au volume d'heures potentiellement disponibles sur les places autorisées. Il gomme ainsi le fait que, à certains moments de l'année, voire de la journée, le taux d'occupation peut être nettement plus élevé (typiquement en semaine, hors mercredi et vacances scolaires, là où les parents sont le plus susceptibles de travailler tous les deux).

Cet indicateur reflète également le fait qu'une place peut être partiellement utilisée du fait des vacances scolaires, d'un usage à temps partiel pour des parents en congé parental à temps partiel, d'un besoin plus limité aux deux extrémités de la journée, des absences liées aux maladies infantiles ou encore d'une insuffisance de personnel qualifié rendant inutilisable certaines places autorisées. Dans le cas d'absence de l'enfant, les structures ne sont pas toujours en capacité de remplir les plages de garde ainsi libérées.

Par contre, dans la mesure où il s'intéresse aux actes payés par les parents et non aux actes effectivement consommés par eux, il est supérieur au taux d'occupation réel des places agréées. En effet, il arrive que les familles s'acquittent du règlement d'heures prévues à leur contrat mais non utilisées en raison d'absences imprévues de l'enfant (journées de RTT, maladie, relais des grands parents...).

Le taux d'occupation varie sensiblement selon le type d'accueil. En multi-accueil, il est de 73 % en 2019 alors qu'il est de 52 % en accueil familial, taux d'occupation le plus faible. Ce dernier résultat pourrait être le signe d'un décalage entre le volume des agréments délivrés par la PMI et le nombre d'assistantes maternelles réellement en exercice dans ces structures. L'accueil parental continue d'afficher le taux d'occupation le plus élevé avec 78 %.

Construction de l'indicateur Le taux d'occupation correspond au nombre d'actes (heures par enfant) payés annuellement par les familles, rapporté à la somme du nombre d'actes théoriques :

$$\text{Taux d'occupation EAJE} = \frac{\text{Nombre d'actes payés}}{(\text{Nombre de places agréées par la PMI} \times \text{Nombre de jours d'ouverture annuel} \times \text{Amplitude d'ouverture journalière})}$$

La moyenne des taux d'occupation est pondérée par le nombre de places en EAJE.

Précisions méthodologiques La notion d'actes théoriques correspond au volume d'heures maximum que les structures sont susceptibles de proposer au regard de leur capacité autorisée, et de leur amplitude d'ouverture annuelle. Dans les faits, il s'agit d'un seuil maximum potentiel, puisque les établissements d'accueil du jeune enfant (EAJE) ne fonctionnent jamais au maximum de leur capacité (disponibilité des personnels, concentration de la demande sur certaines plages horaires).

Cette amplitude d'ouverture annuelle ne doit pas être confondue avec la durée d'accueil d'un enfant à temps plein. En effet, une hypothèse raisonnable est de supposer que cette durée s'établit à 1 944 heures par an (9 heures par jour sur 18 jours par mois, en moyenne). La durée d'accueil ainsi calculée est donc très inférieure à l'amplitude ici retenue, puisque l'équipement peut être ouvert même quand l'enfant accueilli à temps plein est absent : soit parce que l'équipement a une plage d'ouverture journalière supérieure au temps de garde de l'enfant, soit parce que l'équipement a une plage d'ouverture annuelle supérieure au nombre de jours de présence de l'enfant (cas des congés de ses parents notamment).

A partir de 2019, le système de gestion des dossiers des EAJE a été modifié. Il en découle une rupture de série sur la classification des types d'accueil proposée dans la fiche jusqu'alors. Il a été possible de rétropoler la série pour conserver le caractère historique de cette fiche. Cette nouvelle nomenclature est identique à celle utilisée dans les travaux de la Cnaf et de l'Onape.

Organisme responsable de la production de l'indicateur : CNAF

2.6. Développer l'offre en accueil collectif

2.6.1. Places créées en accueil collectif

Finalité Le développement de l'offre d'accueil des jeunes enfants constitue un axe central des politiques publiques en direction des familles. Ainsi, les conventions d'objectifs et de gestion (COG) signées entre l'État et la Cnaf définissent les objectifs à atteindre en termes de création de places par la branche Famille. La COG 2017-2022 comporte un objectif de créations d'au moins 30 000 places d'accueil collectif dont une part significative dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville. Cet indicateur vise à mesurer l'atteinte de l'objectif global de créations de places en EAJE. La fiche 2.6.3 est centrée sur les créations de places dans les quartiers prioritaires.

Résultats La COG fixe un objectif de création de 30 000 places nettes d'ici à 2022. En 2019, la branche famille a contribué au financement de 20 660 nouvelles places dont 15 030 en micro-crèche PAJE et 5 630 en EAJE PSU, soit 69 % de l'objectif prévu. En raison de la crise sanitaire, il n'est pas possible de produire d'indicateur de capacité d'accueil provisoire pour 2020 en dehors des places en établissements d'accueil du jeune enfant relevant de la prestation de service unique.

Entre 2018 et 2019, le nombre de places en EAJE financés par la PSU a augmenté de 2 950 sur le champ France entière. Ce solde est le reflet de plusieurs tendances. D'un côté, 17 050 places ont été créées dans des nouvelles structures. De l'autre côté, 14 400 places ont été détruites dans des établissements qui ont fermé. Ces mouvements sont donc à l'origine de 2 650 places nettes. Enfin, sur les 11 890 EAJE existants en 2018 et en 2019, les agréments ont évolué tantôt dans le sens d'un accroissement (+ 3 150 places) tantôt dans le sens d'une baisse (- 2 840 places). Cette variation des tailles d'agrément explique finalement 310 places supplémentaires.

Tableau 1 • Créations nettes de places en EAJE

Décomposition de la création de places en EAJE	2017	2018	2019	2020(p)	2021	2022	Objectif 2017-2020 en nombre de places
Eaje PSU actifs en décembre – Nombre de places	408 740	411 420	414 370	417 430	ND	ND	30 000
Création de places nettes par an – PSU		2 680	2 950	3 060			
Micro-crèches hors PSU – Nombre de places	34 900	42 040	49 930	ND	ND	ND	
Création de places nettes par an – hors PSU		7 140	7 890				
Cumul des créations de places nettes PSU et hors PSU		9 820	20 660				
Taux de réalisation cumulé (en %)		33%	69%				

(p) provisoire

Source : Source : CNAF, MTEAJE-EQUEAJE

Champ : France, places financées par la prestation de service unique

Précisions méthodologiques

Du dossier de gestion de l'EAJE à l'EAJE géolocalisé

Une création ou une destruction de dossier d'EAJE ne reflète pas nécessairement une création ou une destruction de structure physique. Elle correspond à l'apparition ou à la disparition d'un numéro de dossier dans le système d'information de l'action sociale des caisses d'Allocations familiales. Dans certains cas, cette gestion des dossiers peut entraîner des mouvements simplement liés à un changement de gestionnaire, de nom de l'équipement... et non à une réelle suppression ou création d'équipements et de places. Par exemple entre deux années, les variations du nombre de places offertes entre les dossiers d'EAJE peuvent être le fait de différentes situations :

- des créations de dossiers, il s'agit alors de nouveaux équipements, très marginalement on peut compter dans ces effectifs quelques équipements qui auraient modifié leur numéro de dossier du fait par exemple d'un changement de gestionnaire notamment dans le cas où le changement a pu s'accompagner d'une fermeture sur une courte période ;
- des destructions de dossiers correspondant à des fermetures d'équipements. Il peut arriver que certaines fermetures soient comptées à tort en tant que fermeture dans le cas d'un simple changement de gestionnaire ;
- des révisions de taille d'agréments à la hausse ou à la baisse pour certains établissements présents en année N-1 et en année N. Ces révisions vont générer en N+1 soit des ouvertures de places supplémentaires, soit des fermetures de places existantes en N-1. Ces révisions peuvent être liées à une insuffisance de professionnels dans l'équipement, à un réaménagement des locaux, à une volonté du gestionnaire de rapprocher son offre de la demande.

Un travail particulier a été réalisé afin d'avoir d'associer un dossier à une structure sur le rapprochement des adresses. Les données présentées ici tentent de se rapprocher le plus possible de la réalité des EAJE au sens de la structure plutôt que du dossier. Les biais présentés ci-dessus sont réduits au maximum. Cependant, il peut substituer des imperfections, ce travail étant manuel pour partie. L'ensemble des EAJE ont été géolocalisés.

Construction de l'indicateur nombre de places en EAJE hors PSU :

Le nombre de places en micro-crèches financées par la Paje (hors PSU) est estimé à partir du volume d'heures annuelles facturées aux parents utilisant ce mode d'accueil. Ce volume est converti en offre en supposant qu'une place correspond à 1 458 heures facturées.

Organisme responsable de la production de l'indicateur : CNAF

2.6.2. Enfants en situation de pauvreté fréquentant les établissements d'accueil du jeune enfant

Finalité La politique d'accueil du jeune enfant poursuit un objectif volontariste d'accès réel de tous les jeunes enfants aux modes d'accueil et de mixité sociale. L'accueil des enfants en situation de pauvreté dans les établissements d'accueil du jeune enfant (EAJE) constitue donc l'une des priorités de la branche Famille. Il s'agit également de l'une des orientations de la stratégie nationale de prévention et de lutte contre la pauvreté lancée en septembre 2018, qui s'est donné comme objectif l'accueil de 10 à 20 % d'enfants issus de familles pauvres en EAJE. Cette volonté répond également à un objectif d'investissement social : les modes d'accueil formels, parce qu'ils contribuent au développement de l'enfant, en lui offrant notamment l'opportunité d'acquérir des compétences cognitives et linguistiques nouvelles, constituent un levier efficace de réduction des inégalités liées à l'origine sociale.

Complétant les dispositifs déjà mis en œuvre pour favoriser l'accès des enfants en situation de pauvreté aux crèches (en 1^{er} lieu le barème national de participations familiales qui rend le coût pour les familles proportionnel à leurs revenus dans les structures bénéficiant de la prestation de service unique (qui représentent neuf places d'accueil collectif sur dix) et qui s'accompagne d'une compensation de la moindre recette induite pour les gestionnaires par la moindre participation financière des familles modestes), la convention d'objectifs et de gestion (COG) 2018-2022 entre l'État et la Cnaf a prévu la création d'une incitation financière supplémentaire pour les EAJE : le bonus « mixité sociale ».

L'estimation du nombre d'enfants issus de familles en situation de pauvreté dans les EAJE est réalisée à partir du système d'information statistique croisant les données Filoué (données issues des EAJE financés par la prestation de service unique) et Allstat (données sur les allocataires des caisses d'Allocations familiales). Depuis 2019, la remontée d'informations est généralisée à l'ensemble de la France (année d'observation 2018). Ainsi, la branche Famille est en mesure de produire une situation nationale de référence sur le nombre d'enfants accueillis dans les EAJE financés par la prestation de service unique (PSU) et la part des enfants pauvres parmi eux. Les résultats présentés ci-dessous portent sur l'année 2019.

Résultats La part des enfants issus de familles en situation de pauvreté accueillis en EAJE est présentée dans le tableau suivant. Elle est de 20,6 % en 2019.

Tableau 1 • Taux d'enfants en situation de pauvreté en EAJE en France

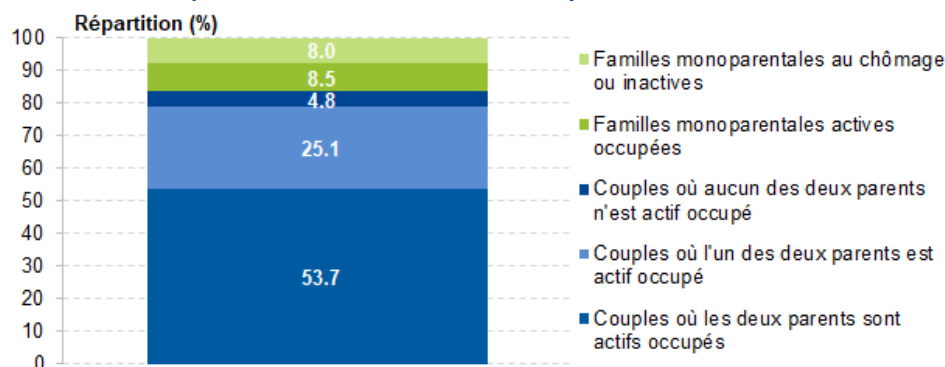
Taux d'enfants en situation de pauvreté en EAJE	2015	2016	2017	2018	2019	Objectif
En France			ND	19,90%	20,60%	10 % d'enfants en situation de pauvreté en EAJE

Sources : Cnaf, Filoué 2018 - 2019 – FAR6 décembre 2018 - 2019 – FR2 février 2020 - 2021
Champ : enfants âgés de moins de 6 ans en EAJE pondérés

En 2019, 53,7 % des enfants fréquentant un EAJE vivent dans une famille en couple dont les deux parents exercent une activité professionnelle. Les enfants vivant dans des familles monoparentales dont le parent exerce une activité professionnelle représentent 8,5 % des enfants fréquentant un EAJE.

La moitié des enfants qui fréquentent les EAJE vivent dans des familles avec des revenus par unité de consommation inférieurs à 1 741 €. Ces revenus sont en moyenne de 780 € pour le premier quintile de niveau de vie, de 1 271 € pour le 2^{ème} quintile. Par ailleurs, 22,9 % des enfants fréquentant un EAJE vivent dans des familles allocataires du RSA.

Graphique 1 • Caractéristiques des familles des enfants fréquentant un EAJE en 2019 en France



Sources : Cnaf, Filoué 2019 – FAR6 décembre 2019 – FR2 février 2021
 Champ : enfants âgés de moins de 6 ans en EAJE pondérés

Précisions méthodologiques Ces données sont constituées, en partie, de la production statistique issue de la généralisation Filoué. Elles ne sont pas comparables aux données de l'expérimentation Filoué. En effet, les établissements ayant répondu à « Filoué » pendant l'expérimentation étant différents chaque année, le dispositif n'avait pas de vocation nationale et ne pouvait être redressé à cette fin. Il n'est pas possible de comparer les résultats de cette fiche avec ceux des années de l'expérimentation.

L'indicateur de pauvreté correspond aux revenus par unité de consommation inférieur au seuil de bas revenus :

$$\frac{(\text{Revenus de la famille pour l'année N} + \text{Prestations versées par la Caf de l'année N})}{\text{Nombre d'unité de consommation}} < \text{Seuil de bas revenus de l'année N}$$

Le revenu par unité de consommation (Ruc) prend en compte les prestations perçues mensuellement et le revenu brut. Il ne prend pas en compte les prestations apériodiques. Pour les allocataires de minima sociaux, il est calculé sur la base des déclarations trimestrielles. Le seuil de bas revenus à 60 % est calculé pour la Caisse nationale des Allocations familiales (Cnaf) par l'Insee à partir de l'enquête revenus fiscaux et sociaux (ERFS) sur le champ France métropolitaine. Il est établi à partir d'un concept de niveau de vie et est calculé avant impôts (impôt sur le revenu, taxe d'habitation, contribution sociale généralisée non déductible (CSG), contribution pour le remboursement de la dette sociale (CRDS) et prime pour l'emploi). L'échelle d'équivalence utilisée est l'échelle organisation de coopération et de développement économique (OCDE) modifiée. Toutefois, 0,2 unités de consommation sont rajoutées pour les familles monoparentales.

Les données de la base Filoué ont été pondérées afin d'être représentatives de l'ensemble du territoire français.

Organisme responsable de la production de l'indicateur : CNAF

2.7. Réduire les inégalités territoriales en matière d'accueil du jeune enfant

2.7.1. Ecart par département de la capacité de l'ensemble des modes d'accueil

Finalité La politique publique a pour objectif de renforcer le développement de l'offre d'accueil des jeunes enfants en direction de toutes les familles et de tous les territoires. La réduction des inégalités territoriales en matière d'accueil du jeune enfant est donc un axe fort de la politique petite enfance éclairée ici par trois sous-indicateurs.

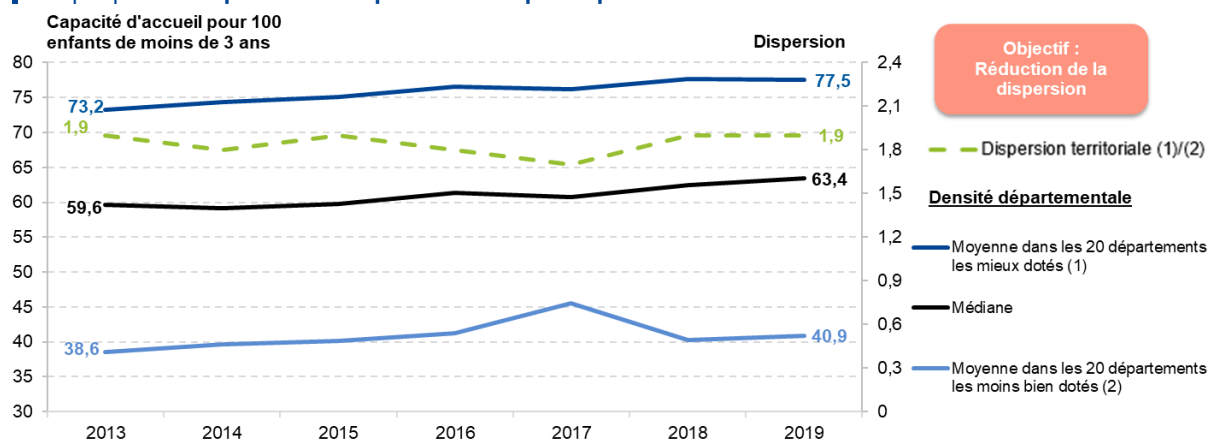
Deux catégories de dispositifs contribuent à la recherche de la réduction des inégalités territoriales :

- Les diagnostics territoriaux de l'offre et des besoins réalisés notamment dans le cadre des schémas départementaux des services aux familles. A un échelon communal ou intercommunal, s'y rajoutent les contrats enfance jeunesse, remplacés progressivement, à compter du 1^{er} janvier 2020, par les conventions territoriales globales signées entre les CAF, les communes et les intercommunalités pour prévoir les développements des services utiles aux familles, dont les modes d'accueil des jeunes enfants, pour la période couverte par la convention. Ces diagnostics sont notamment utilisés par les CAF pour orienter, conseiller les porteurs de projets sur la pertinence de l'implantation du nouvel équipement, que ce soit des EAJE ou des maisons d'assistants maternels ;
- Les instruments de financement de la CNAF, principalement des établissements d'accueil du jeune enfant (EAJE) et dans une moindre mesure des assistants maternels et des maisons d'assistants maternels. Ces instruments sont des aides à l'investissement pour la création de nouvelles places d'EAJE, des aides au fonctionnement des EAJE, des aides à l'installation de nouveaux assistants maternels, des aides au démarrage des maisons d'assistants maternels. Ces aides ont été réformées dans le cadre de la COG 2018-2022 afin de mieux prendre en compte, par une modulation de leurs montant et/ou dans le cadre de l'accompagnement du porteur de projet de la nouvelle structure, le taux de couverture en modes d'accueil du territoire, ainsi que, pour les EAJE, le niveau de pauvreté de la commune, qui constitue un frein important au développement de l'offre d'accueil collectif dans les territoires concernés. Le montant du bonus territoire, qui se substitue – pour les places d'EAJE créées à compter de 2020 (2019 dans les quartiers politique de la ville) – au financement du contrat enfance jeunesse, est ainsi modulé en fonction du niveau de richesse de la commune. A noter également que le bénéfice d'une aide à l'investissement pour une micro-crèche PAJE est désormais subordonné à son implantation dans un territoire dont le taux de couverture est inférieur à la moyenne nationale.

Ce premier sous-indicateur permet de mesurer la dispersion territoriale de la capacité théorique d'accueil destinée aux enfants de moins de trois ans par l'ensemble des modes de garde formels et de suivre son évolution.

Résultats Les modes d'accueil formels destinés aux enfants de moins de trois ans regroupent les établissements d'accueil du jeune enfant (EAJE), les assistants maternels, les salariés à domicile et l'école préélémentaire. Pour chaque département, le taux de couverture est obtenu en rapportant la capacité d'accueil proposée par ces modes d'accueil au nombre d'enfants de moins de trois ans. Au cours de la période 2013-2019, le taux de couverture médian observé sur l'ensemble des départements a augmenté de 3,8 points (et de 4,9 points en métropole).

Graphique 1 • Capacité théorique d'accueil par département



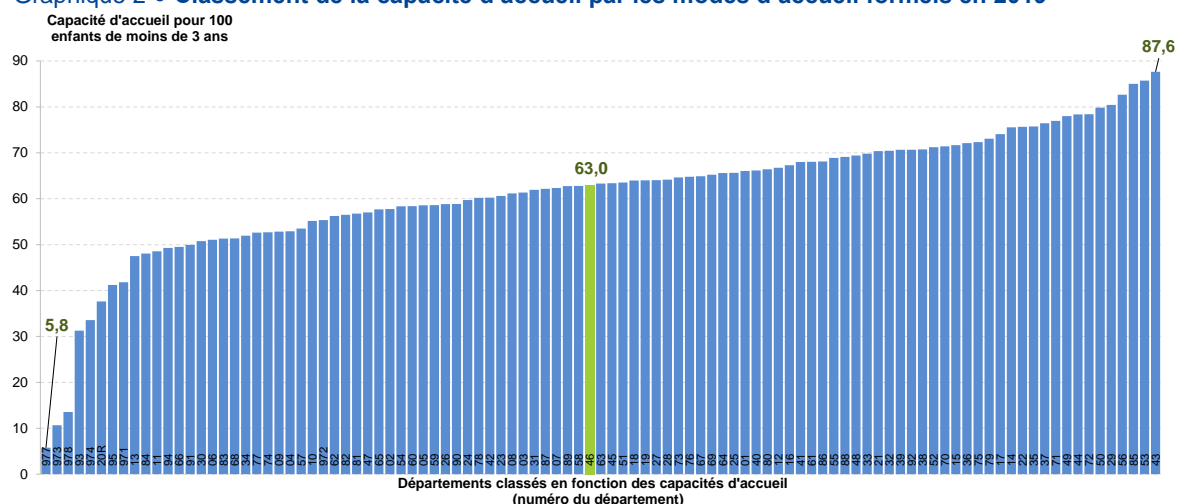
Sources : Cnaf (SIAS-MTEAJE, FILEAS, EQUEAJE et ALLSTAT – FR6), Drees (enquêtes PMI) Acoiss (CNTPAJE), CCMSA, MENESR-DEPP et Insee.

Champ : France (hors Mayotte) et y compris les collectivités d'outre-mer de Saint-Martin et Saint-Barthélemy

La dispersion territoriale (mesurée par le rapport entre le taux de couverture moyen des 20 départements les mieux dotés et celui des 20 départements les moins bien dotés) a poursuivi sa diminution, jusqu'en 2017, attestant d'un rééquilibrage entre ces deux groupes de départements. Toutefois, à partir de 2018, elle augmente à nouveau et se maintient en 2019. Entre 2013 et 2019 les 20 départements les moins bien couverts par des modes d'accueil formels ont connu une progression moins rapide que les mieux couverts : +2,3 points contre +4,3 points.

Le graphique 2 permet de voir qu'il existe un continuum dans la distribution de ces densités départementales. Entre les deux territoires extrêmes, Saint-Barthélemy et la Haute-Loire, le rapport des taux de couverture est proche de 15. Pour les seuls départements métropolitains, la densité la plus faible observée (31,3 % en Seine-Saint-Denis) est près de trois fois inférieure à celle observée dans le département le mieux doté (près de 88 % en Haute-Loire). Pour les territoires d'outre-mer, la densité varie de 5,8 pour la COM de Saint-Barthélemy à 55,3 pour la Martinique.

Graphique 2 • Classement de la capacité d'accueil par les modes d'accueil formels en 2019



Sources : Cnaf (SIAS-MTEAJE, FILEAS, EQUAJE et ALLSTAT – FR6), Drees (enquêtes PMI) Acoess (CNTPAJE), CCMSA, MENESR-DEPP et Insee.

Champ : France (hors Mayotte) et y compris les collectivités d'outre-mer de Saint-Martin et Saint-Barthélemy

La dispersion des taux de couverture départementaux – tous modes d'accueil confondus – est plus faible que pour chacun des modes d'accueil formels considérés isolément : l'offre proposée par les différents modes d'accueil apparaît donc comme relativement complémentaire sur le plan géographique, même si des disparités demeurent. En France métropolitaine, les deux principaux contributeurs à l'offre proposée par les modes d'accueil (assistants maternels et EAJE) affichent une dispersion territoriale légèrement différente : en 2019, le rapport du taux de couverture moyen des 20 départements les mieux dotés et des 20 départements les moins bien dotés s'élève à 2,4 pour les EAJE et à 2,8 pour les assistants maternels. Par contre pour la France entière, ce rapport est quasi identique pour les EAJE (2,5) mais plus important pour les assistants maternels (3,4), traduisant la forte hétérogénéité de l'offre d'accueil individuel dans les DROM.

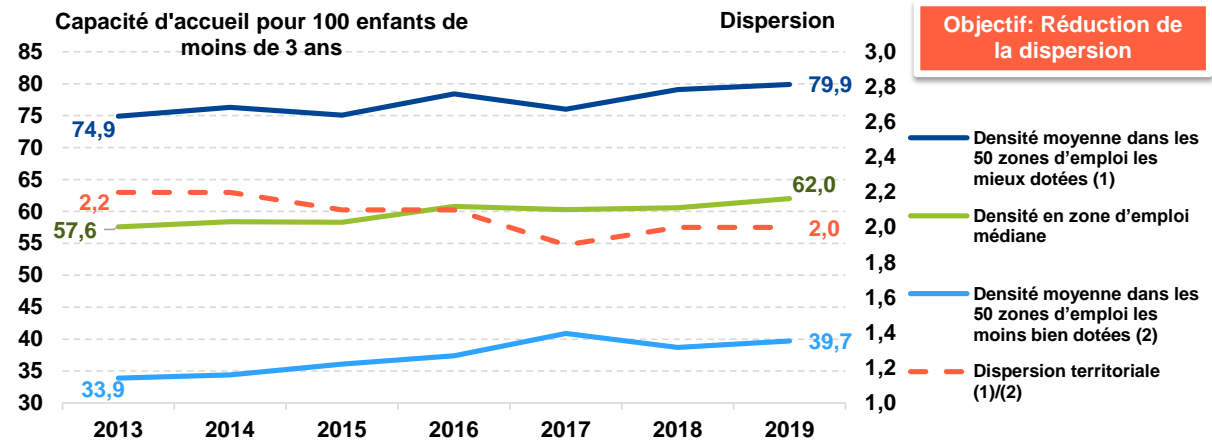
Si les études reposant sur un découpage départemental permettent d'avoir une appréhension générale de la couverture territoriale des modes d'accueil, elles restent trop imprécises pour une conduite de politique plus opérationnelle. Réaliser les analyses à l'échelle communale n'apparaît pas non plus totalement satisfaisant : la commune est tantôt une unité encore trop importante pour permettre un pilotage fin (il faudrait alors pouvoir étudier l'offre par quartier ou par rue) comme dans le cas des grandes agglomérations, et tantôt elle est une unité trop réduite lorsqu'il s'agit de petites communes. La **zone d'emploi** constitue un espace à l'intérieur duquel la plupart des actifs résident et travaillent. Elle correspond à un agrégat de communes entières et peut chevaucher différents départements. Il s'agit d'un zonage de 306 territoires stables depuis le 1^{er} janvier 2020¹. De par ses modalités de construction et sa finalité, la zone d'emploi peut constituer un zonage adapté à la représentation territorialisée de la capacité théorique proposée par les modes d'accueil formels, puisque son contour est la résultante des trajets domicile/travail. Elle permet ainsi une analyse plus fine et plus proche des rythmes de vie des populations exerçant une activité professionnelle (cf. *indicateur n°1.4.2 pour les cartes correspondantes*).

Au cours de la période 2013-2019, le taux de couverture médian par zone d'emploi progresse de 4,4 points en France et de 3,9 points en métropole. Après une diminution observée en 2017, il augmente à nouveau en 2018 de 0,3 point sur l'ensemble du territoire et de 0,2 en métropole. Cette augmentation se poursuit en 2019 avec +1,7 point par rapport à 2017. Il se situe respectivement à 62,0 (France entière) et 62,7 (métropole) places d'accueil par les modes d'accueil formels pour 100 enfants de moins de trois ans. Le taux de couverture moyen dans les 50 zones d'emploi les mieux dotées est de 79,9 places contre 39,7 dans les 50 zones d'emploi les moins bien dotées.

¹ De 2010 à 2019, on comptait 322 territoires.

Sur la base de cette référence, l'indicateur de dispersion qui en découle est égal à 2,0 en 2019, ce qui atteste d'une diminution de l'écart entre ces deux groupes depuis 2013. Pour le territoire métropolitain, cette dispersion est moindre (1,8).

Graphique 3 • Capacité d'accueil des modes d'accueil formels par zone d'emploi



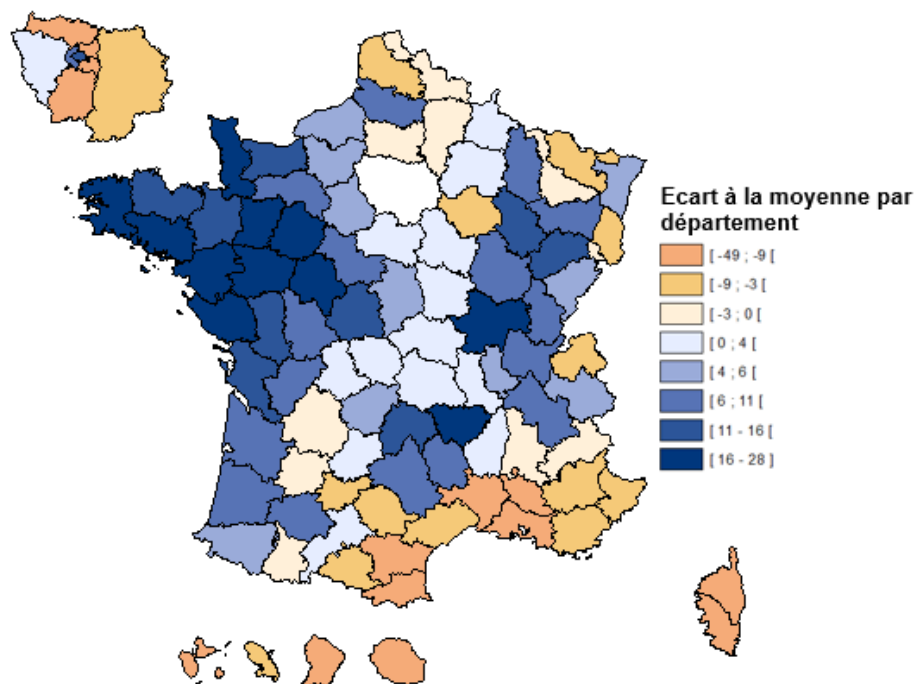
Sources : Cnaf (SIAS-MTEAJE, FILEAS, EQUEAJE et ALLSTAT – FR6), Drees (enquêtes PMI) Acoos (CNTPAJE), CCMSA, MENESR-DEPP et Insee.

Champ : France (hors Mayotte) et y compris les collectivités d'outre-mer de Saint-Martin et Saint-Barthélemy

Les départements ne sont pas tous égaux en terme de capacité d'accueil. Les écarts à la moyenne nationale sont fortement marqués dans les départements de la grande couronne francilienne (entre -28,5 pour la Seine-Saint-Denis et -9,8 points pour l'Essonne) et ceux du pourtour méditerranéen (de -12,3 dans les Bouches du Rhône à -10,3 en Pyrénées Orientales). C'est également le cas pour les départements de la Corse et d'outre-mer, pour lesquels des écarts, respectivement situés entre -49 et -22 points sont enregistrés.

Les départements de la Bretagne et du Pays de la Loire, fortement couverts par les modes de garde formels, ont quant à eux des écarts à la moyenne très positifs compris entre 15,9 et 25,9 points. Enfin, la Haute-Loire qui connaît le plus fort de taux de couverture, affiche un écart à la moyenne nationale de +27,8 points.

Carte 1 • Ecart par département de la capacité de l'ensemble des modes d'accueil



Sources : Cnaf (EQUEAJE et ALLSTAT – FR6), Drees (enquêtes PMI) Acoos (CNTPAJE), CCMSA, MENESR-DEPP et Insee, ©geofla 2019

Champ : France (hors Mayotte) et y compris les collectivités d'outre-mer de Saint-Martin et Saint-Barthélemy

Construction de l'indicateur Pour calculer la capacité d'accueil, la plupart des données utilisées font référence à une situation au 31 décembre (agrément PMI, salariés à domicile) de l'année N ou à la fin de l'année N (le nombre de places à l'école maternelle pour les deux ans est celui de la rentrée N). La densité est calculée en rapportant ces données au nombre d'enfants de moins de trois ans au 1^{er} janvier de l'année N+1. Chaque année, ces densités permettent de déterminer les 20 départements (les 50 zones d'emploi) les mieux et les moins bien doté(e)s, et ainsi de donner la densité moyenne de ces sous-groupes. La dispersion territoriale se calcule comme le rapport des densités moyennes.

Précisions méthodologiques De façon à répondre aux demandes d'analyse à un niveau territorial fin, la méthodologie est proposée au niveau du département et de la zone d'emploi. Les unités d'intérêt étant alors de taille très différente, pour disposer d'un diagnostic couvrant donc un territoire suffisant, les résultats sont fournis en considérant les vingt départements (cinquante zones) les mieux et moins bien dotés.

Les résultats mentionnés dans cette fiche s'appuyant sur la même méthodologie que celle retenue dans l'indicateur n°1-4-1, leur sont directement comparables. Le calcul de la capacité d'accueil est détaillé dans l'encadré de l'indicateur n°1-4-1.

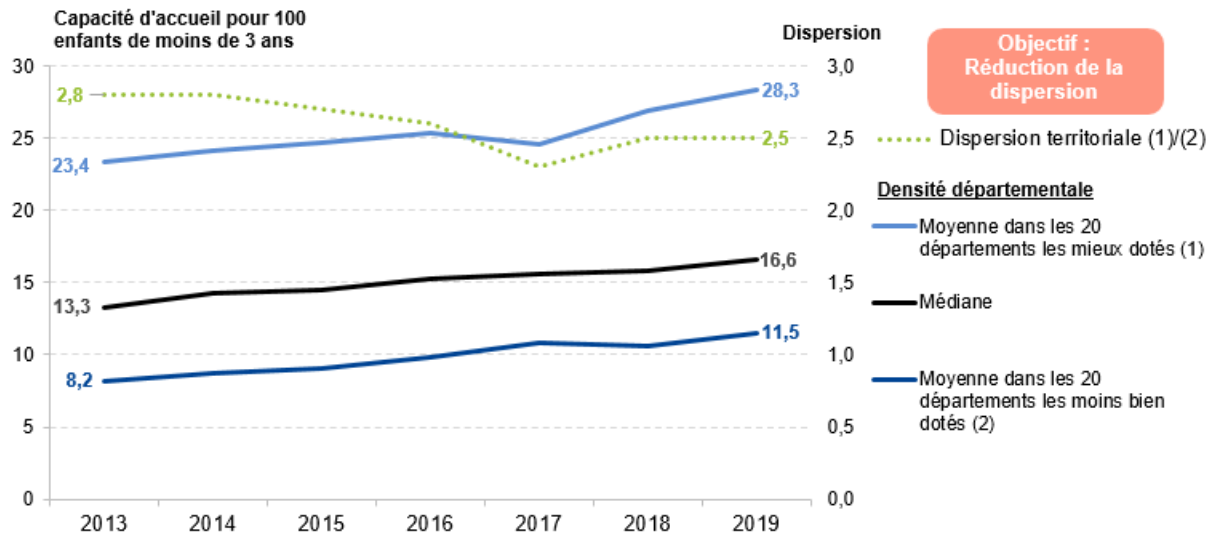
Organisme responsable de la production de l'indicateur : CNAF

2.7.2. Ecart par département de la capacité d'accueil des Etablissements d'accueil du jeune enfant

Finalité Ce deuxième sous-indicateur permet de mesurer la dispersion de l'offre des places agréées en établissements d'accueil de jeunes enfants (EAJE) de moins de trois ans et de suivre son évolution.

Résultats L'évolution des disparités territoriales pour les EAJE est présentée dans les tableaux suivants, par département et zone d'emploi.

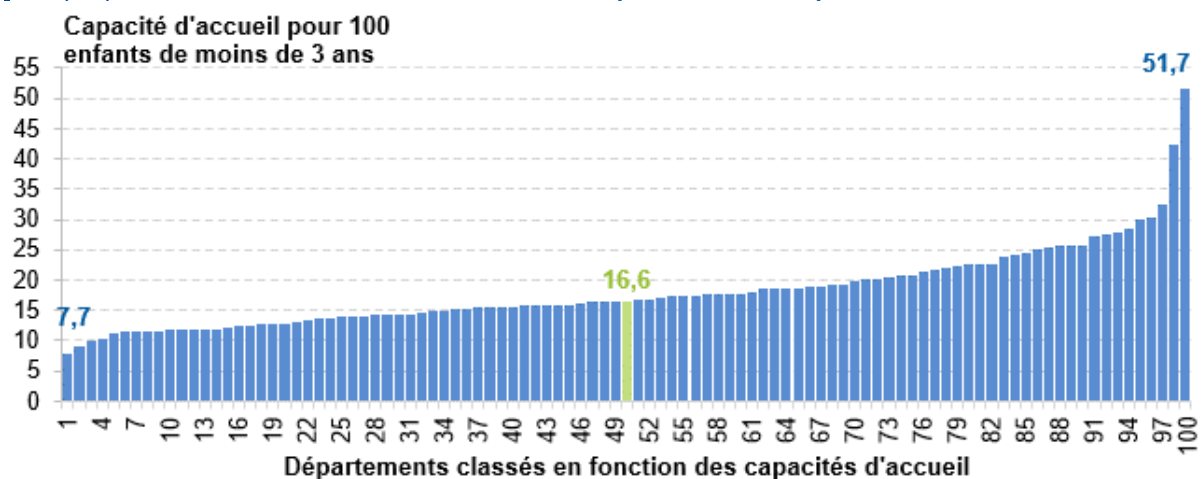
Graphique 1 • Capacité d'accueil théorique des EAJE par département



Sources : Cnaf (SIAS-MTEAJE, FILEAS, EQUAJE et ALLSTAT – FR6), Drees (enquêtes PMI), CCMSA, MENESR-DEPP et Insee.
Champ : France (hors Mayotte) et y compris les collectivités d'outre-mer de Saint-Martin et Saint-Barthélemy

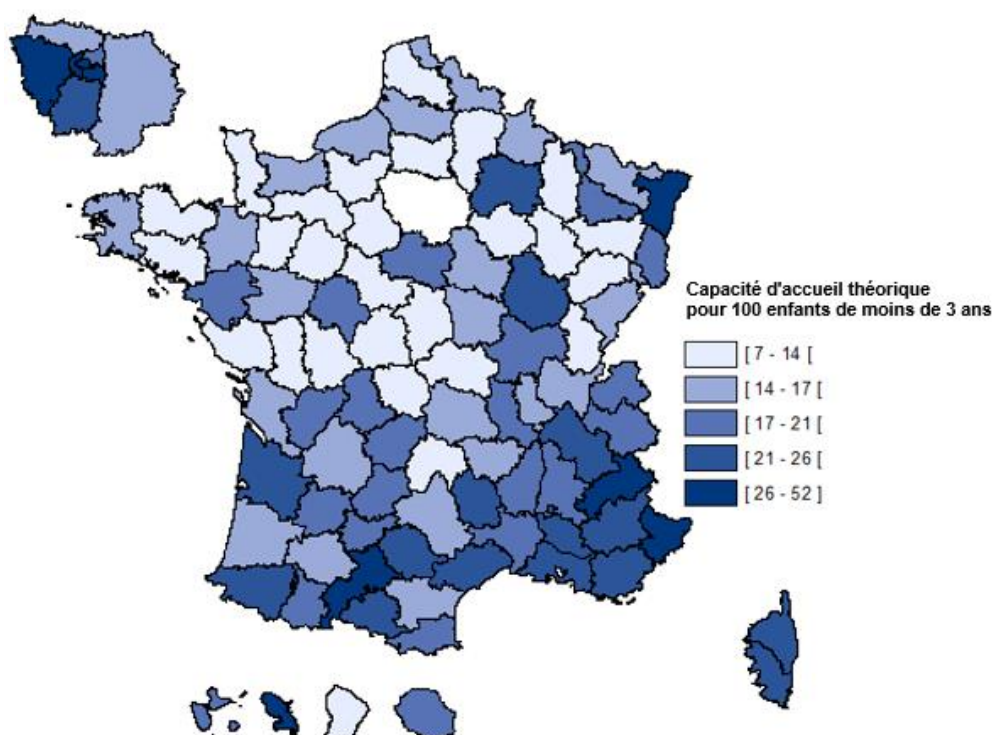
Pour chaque département, le taux de couverture est obtenu en rapportant la capacité d'accueil proposée par les établissements d'accueil du jeune enfant (EAJE) au nombre d'enfants de moins de trois ans du territoire. En 2019, la moitié des départements a un taux de couverture des enfants de moins de trois ans par les EAJE inférieur ou égal à 16,6 places pour 100 enfants de moins de trois ans. Ce taux médian est en augmentation régulière depuis 2013 (+ 3,3 points), avec une progression plus marquée entre 2018 et 2019. Parallèlement à l'augmentation du taux de couverture médian, la dispersion territoriale – mesurée par le rapport entre le taux de couverture moyen des 20 départements les mieux dotés et celui des 20 départements les moins bien dotés – reste stable entre 2018 et 2019, malgré une tendance à la baisse depuis 2013. On constate que la densité moyenne des départements les mieux dotés augmente à nouveau fortement en 2019 (+ 1,4 point). Depuis 2013, la densité moyenne dans ces départements a augmenté de + 4,9 points, et plus fortement que la densité moyenne des 20 départements les moins bien dotés (+3,3 points). Le graphique 2 permet de voir qu'il existe un continuum dans la distribution de ces densités par département : il varie de 7,7 en Guyane à 51,7 à Paris

Graphique 2 • Classement en ordre croissant des capacités d'accueil par les EAJE en 2019



Sources : Cnaf (EQUEAJE et ALLSTAT – FR6), Drees (enquêtes PMI), CCMSA, MENESR-DEPP et Insee.
 Champ : France (hors Mayotte) et y compris les COM de Saint-Martin et Saint-Barthélemy

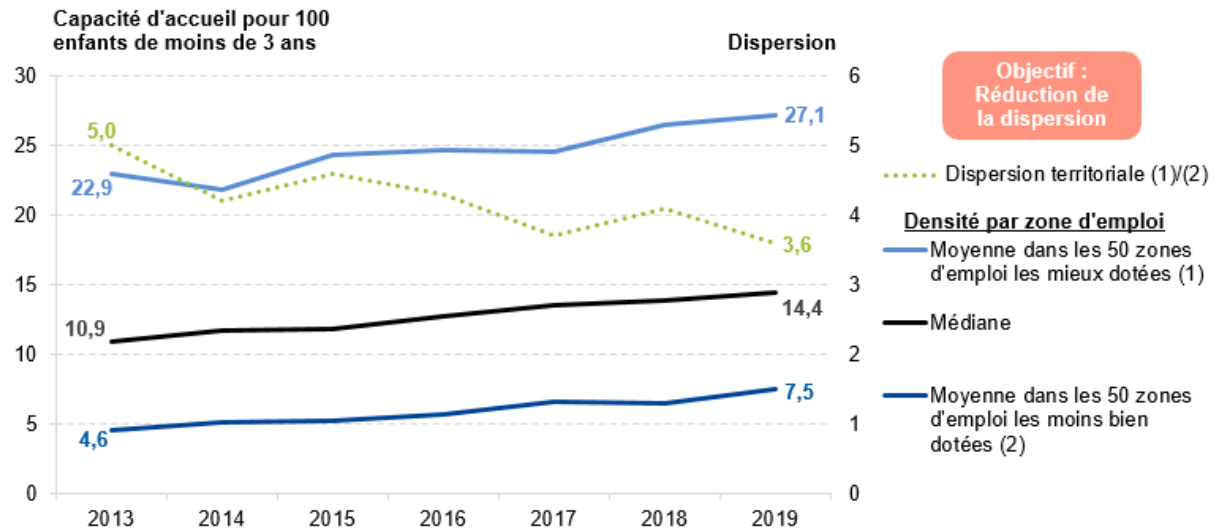
Carte 1 • Capacité d'accueil théorique des EAJE au 31 Décembre 2019



Sources : Cnaf (EQUEAJE, FILEAS et ALLSTAT – FR6), Drees (enquêtes PMI), CCMSA, MENESR-DEPP et Insee. ©geofla 2019
 Champ : France (hors Mayotte) et y compris les COM de Saint-Martin et Saint-Barthélemy

La moindre capacité d'accueil observée dans certains départements peut correspondre à une insuffisance de l'offre proposée par les EAJE mais aussi à une plus forte présence d'autres modes d'accueil, ou encore à un moindre besoin des familles. Le lien avec le marché du travail départemental est plus délicat à établir : ainsi, la comparaison entre la carte du chômage et celle des densités de places agréées ne permet pas de faire un lien entre ces deux indicateurs. Cette analyse par département est complétée par une analyse par zone d'emploi qui offre une approche plus fine et plus proche des besoins des populations exerçant une activité professionnelle.

Graphique 3 • Capacité d'accueil théorique des EAJE par zones d'emploi



Sources : Cnaf (SIAS-MTEAJE, FILEAS et ALLSTAT – FR6), Drees (enquêtes PMI), CCMSA, MENESR-DEPP et Insee.
Champ : France (hors Mayotte) et y compris les collectivités d'outre-mer de Saint-Martin et Saint-Barthélemy

En 2019, le taux de couverture médian par zone d'emploi se situe à 14,4 places d'accueil offertes par les EAJE pour 100 enfants de moins de trois ans soit 0,5 point de plus qu'en 2018 et 3,5 points de plus qu'en 2013. Le taux de couverture moyen dans les 50 zones d'emploi les mieux dotées est de 27,1 places contre 7,5 dans les 50 zones d'emploi les moins bien dotées. Après une quasi-stabilité de 2015 à 2017 pour les zones d'emploi les mieux dotées, on note une progression de 2 points en 2018 qui continue en 2019 avec +0,5 points. L'évolution est différente pour les zones d'emploi les moins bien dotées : après une très légère augmentation jusqu'en 2016, on note une stabilité sur la période 2016-2018 et une augmentation (+1 point) entre 2018 et 2019. Sur la base de cette référence, l'indicateur de dispersion qui en découle baisse de 0,5 point par rapport à 2018 pour s'établir à 3,6, résultant principalement de l'élévation de la densité d'offre de places dans les zones les moins bien dotées.

Construction de l'indicateur et précisions méthodologiques Voir le sous-indicateur précédent.

Organisme responsable de la production de l'indicateur : CNAF

2.7.3. Nombre de places d'accueil collectif disponibles dans les zones prioritaires (QPV)

Finalité Ce troisième sous-indicateur permet de mesurer le nombre de places existantes en accueil collectif dans les zones prioritaires et leur évolution. La convention d'objectifs et de gestion 2018-2022 signée entre l'Etat et la Cnaf prévoit la création d'au moins 30 000 places nettes en établissements d'accueil du jeune enfant (EAJE) dont une part significative dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville (QPV).

Résultats Dans les quartiers prioritaires définis au sens large (incluant les voies entières, les voies limites et les voies partiellement dans le quartier), le nombre de places augmente très légèrement (+0,2 %) entre 2018 et 2019 avec 140 places supplémentaires.

En 2019, 12 487 EAJE financés par la prestation de service unique (PSU) sont en activité (cf. tableau n°1). Ces EAJE comptabilisent 414 370 places, proposées aux enfants avant leur entrée à l'école.

Parmi ces places, 16,8 % d'entre elles, soit 69 540, sont situées dans un QPV au sens large (voie entière, voie limite ou voie partiellement dans le quartier). Elles sont réparties dans 1 875 établissements.

Parmi les enfants de moins de 3 ans couverts par au moins une prestation Caf, 12 % résident dans les QPV. Pour cette même population, le taux de couverture par des crèches PSU des enfants de moins de 3 ans résidant en QPV s'élève à 28,1 places pour 100 enfants alors qu'il n'est que de 20,5 au niveau national. Les QPV sont donc mieux dotés en EAJE financés par la PSU, ce qui traduit l'attention portée par la politique publique à ces territoires et aux familles qui y résident. Toutefois, cette implantation ne garantit pas que les enfants de ces quartiers soient effectivement ceux qui recourent à ces équipements.

Tableau 1 • Situations 2018 et 2019 des équipements et places en EAJE relevant de la PSU selon leur localisation en quartier prioritaire politique de la ville (QPV)

Localisation de l'EAJE relevant d'un financement PSU	EQUIPEMENTS		PLACES		Objectif
	2018	2019	2018	2019	
France entière	12 422	12 487	411 420	414 370	Augmenter le nombre de places offertes dans les QPV
EAJE avec voie dans un QP au sens large	1 887	1 875	69 400	69 540	
... avec voie entière en QP	599	590	20 620	20 220	
... avec voie limite en QP	1 204	1 190	45 630	46 100	
... avec voie partielle en QP	84	85	3 150	3 190	
EAJE avec voie hors QP	10 535	10 612	342 020	344 830	

Sources : CNAF- MTEAJE 2018 et EQUAEJE 2019, méthodologie DSER de redressement des adresses et de localisation des structures

Précisions méthodologiques La localisation des places offertes en EAJE est effectuée sur la base des adresses des EAJE renseignées dans le système d'information des Caf qui gèrent la PSU. Pour déterminer la localisation d'un EAJE en QPV, son adresse est soumise à l'outil de traitement des adresses de l'Agence nationale de la cohésion des territoires (ANCT). Lorsque ce dernier reconnaît une adresse i- commune, ii- voie, iii- localisation dans la voie, il retourne l'information :

- la voie est située entièrement dans un QPV
- la voie est située en partie dans un QPV
- la voie sert de limite au périmètre du QPV (elle est donc très proche)
- la voie n'a aucun rapport géographique un quartier de la commune

On considère donc comme étant en QPV les EAJE pour lesquels la voie est située totalement, en partie ou en proximité d'un QPV.

Dans le système d'informations des caisses d'allocations familiales, l'unité de référence est le dossier (un dossier correspond à un EAJE à une date donnée avec un nom, un gestionnaire et une adresse donnés). Ainsi, une création ou une destruction de dossier d'EAJE ne reflète pas nécessairement une création ou une destruction de structure physique : elle correspond précisément à l'apparition ou à la disparition d'un numéro de dossier. Dans certains cas, ces mouvements sont liés à un changement de gestionnaire ou de nom de l'équipement et non à une destruction ou à une création physique.

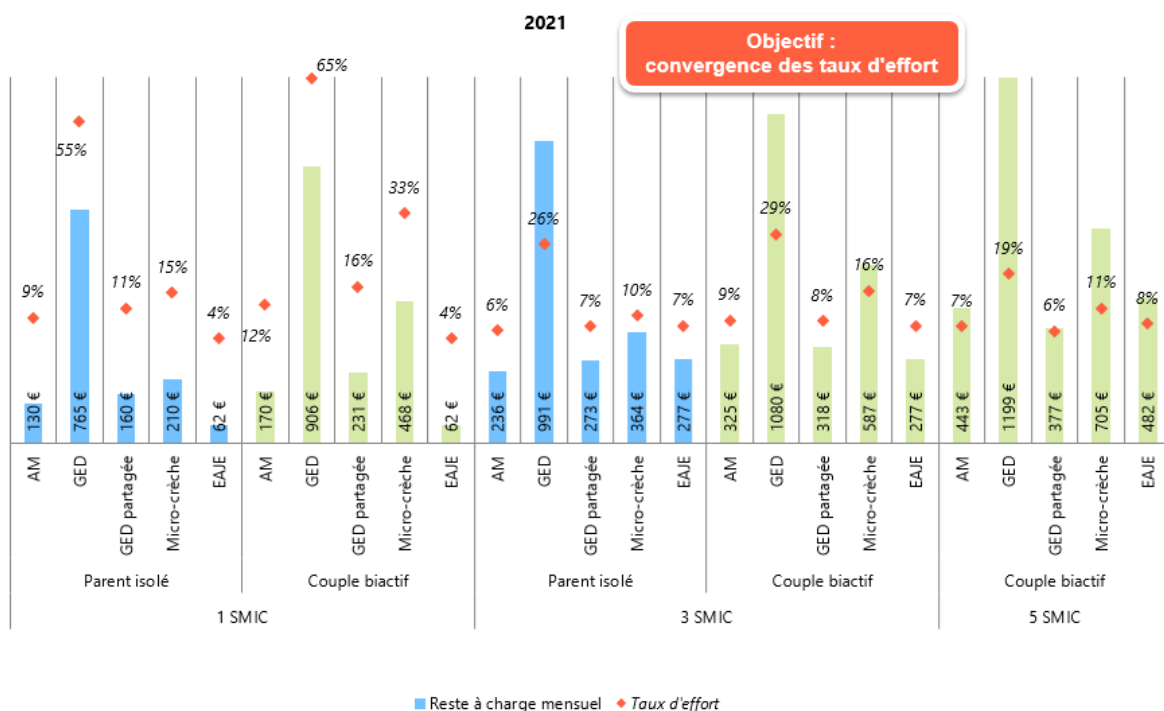
Organisme responsable de la production de l'indicateur : CNAF

2.8. Limiter le taux d'effort et le reste à charge des familles ayant un mode d'accueil formel

Finalité Le taux d'effort et le reste à charge des familles reflètent le coût associé à la garde d'un enfant restant à la charge des parents une fois les aides publiques déduites, fonction de leurs revenus et rapporté à ces revenus s'agissant du taux d'effort. Ils décrivent le poids financier de plusieurs modes d'accueil pour les familles dans une optique de conciliation entre leurs vies professionnelle et familiale. Ces indicateurs permettent aussi de rendre compte de l'impact des modifications récentes de la législation.

Résultats L'analyse par cas-type présentée ici permet d'estimer des indicateurs de reste à charge et de taux d'effort pour une famille avec un enfant de moins de 3 ans gardé selon cinq modes d'accueil : assistant maternel (AM), garde à domicile (GED) - partagée ou non -, micro-crèche (MC) financée par la PAJE et établissement d'accueil du jeune enfant (EAJE) financé par la prestation de service unique (PSU)¹.

Graphique 1 • Taux d'effort et reste à charge d'une garde d'un enfant selon le mode d'accueil et le niveau de revenu du foyer, en 2021



Source : Calculs Cnaf – DSS

Note de lecture : En 2021, pour un couple biactif disposant d'un revenu équivalent à 3 SMIC et ayant un enfant de moins de 3 ans à charge, le reste à charge pour l'accueil en établissement d'accueil du jeune enfant s'élève à 277 €/mois, soit un taux d'effort de 7 %.

La mise en place de la prestation d'accueil du jeune enfant (PAJE) en 2004 s'est accompagnée de diverses réformes de la fiscalité, visant à réduire la part financière restant à la charge des parents pour la garde de leur(s) enfant(s). Un objectif majeur de la création de la PAJE est de permettre aux parents de choisir librement le mode d'accueil de leur(s) enfant(s). Cet objectif impliquait de rapprocher les taux d'effort supportés par les familles pour les différents mode d'accueil formels et suivant leurs ressources.

¹ Les crèches et micro-crèches sont des établissements d'accueil du jeune enfant (EAJE), quelles que soient leur modalité de financement. Par convention, dans cet indicateur, le terme micro-crèche désigne des établissements ayant opté pour un financement via le CMG de la PAJE et le terme EAJE regroupe les établissements financés par la PSU

L'accueil en EAJE est deux fois moins onéreux que l'accueil individuel ou la micro-crèche PAJE pour les familles modestes.

Les différences de taux d'effort et de reste à charge présentées ci-dessus résultent, d'une part, du coût brut de la garde, et, d'autre part, du degré de solvabilisation assuré par la législation et les dispositifs sociaux et fiscaux (versement de prestations par la branche famille – prestations légales pour l'accueil individuel ; subventions au titre de l'action sociale de la branche famille aux gestionnaires de structures subordonnées à l'application d'un barème national de participation familiales pour l'accueil en EAJE – crédit d'impôt par l'État et déduction forfaitaire de cotisations également compensée par l'État).

Pour les parents les plus modestes (ressources équivalentes à 1 Smic), le taux d'effort est le plus faible dans le cadre du recours à une place en **établissement d'accueil collectif** (EAJE) : il est alors proche de 4 % pour un reste à charge mensuel de 62 € (cf. graphique 1). Ce coût est, *a minima*, deux fois moins élevé que celui d'un accueil **individuel** (AM ou GED) **ou en micro-crèche PAJE**, créant ainsi une forte incitation financière en faveur de l'accueil collectif [financé par la PSU] du point de vue des parents. Cette incitation est renforcée par le fait que la plupart des EAJE fournissent désormais les couches et les repas durant l'accueil à la différence de l'accueil individuel pour lequel ce coût supplémentaire à la charge des parents n'a pas été intégré dans l'analyse (les couches et les repas sont par ailleurs pris en charge par l'établissement dans la majorité des cas pour ce qui est micro-crèches). Pour les couples biactifs avec 3 Smic de revenu, le reste à charge lié au choix du recours à l'EAJE est égal à la moitié de celui associé au choix d'une micro-crèche PAJE.

L'accueil par un **assistant maternel** (AM) est le second mode d'accueil le moins onéreux pour les familles modestes. Il permet aux parents dont les ressources sont équivalentes à 1 ou 3 Smic de supporter un taux d'effort de l'ordre de 10 % de leurs revenus pour un reste à charge respectivement de 170 € et 325 € en 2021 pour un couple, 130 € et 236 € pour un parent isolé.

L'accueil en **micro-crèche** (MC), lorsque celle-ci opte pour un financement direct des parents percevant le complément mode de garde (CMG) de la PAJE, se situe entre l'accueil par un assistant maternel et l'emploi d'un salarié à domicile en termes de taux d'effort pour les familles. Pour les couples les plus modestes, les taux d'effort associés à la micro-crèche sont plus importants de 21 points et 7 points que ceux associés à un assistant maternel pour les parents rémunérés à 1 et 3 Smic respectivement.

En revanche, quelle que soit la configuration familiale, l'emploi d'un salarié à domicile demeure très onéreux pour les familles lorsque la garde ne concerne qu'un enfant âgé de moins de trois ans et n'est pas partagée (65 % du revenu mensuel pour une famille percevant un revenu de 1 Smic). Ce mode de garde - minoritaire par rapport à l'accueil par un AM ou en EAJE - est ainsi majoritairement utilisé par des foyers aisés : l'accès à une garde à domicile à temps plein est en effet difficilement envisageable pour les foyers percevant moins de 3 Smic. Le taux d'effort s'élève à 29 % lorsque les ressources du couple atteignent 3 Smic et à 19 % au niveau de 5 Smic. La garde à domicile, lorsqu'elle concerne plusieurs enfants âgés de moins de trois ans ou qu'elle est partagée, permet cependant aux familles les plus aisées de réduire significativement leur taux d'effort, à un niveau équivalent à celui d'une place en crèche pour des foyers disposant de ressources comprises entre 3 et 5 Smic. Ce mode d'accueil est très utilisé en région parisienne.

Un taux d'effort des familles en augmentation pour l'ensemble des types de garde excepté pour la micro-crèche

Le taux d'effort est contenu à un niveau proche ou inférieur à 16 % des ressources de la famille, quels que soient ses revenus et le mode d'accueil, à l'exception de la garde à domicile lorsqu'elle n'est pas partagée et de l'accueil en micro-crèche (à l'exception des couples bi-actifs les plus aisés, à partir de 3 Smic). Les montants de reste à charge pour les familles ont progressé au même rythme que leurs revenus entre 2016 et 2018 (excepté pour la garde à domicile). En effet, jusqu'en 2018, pour les modes d'accueil solvabilisés par le complément mode de garde¹ (CMG), la hausse du coût brut de la garde en moyenne était pleinement compensée par la revalorisation du barème des prestations familiales et la solvabilisation du reste à charge assurée par les réductions et crédits d'impôts. En 2019 et 2020 toutefois, l'ensemble des prestations familiales ont été revalorisées de 0,3 % dans le cadre de la mesure de revalorisation maîtrisée alors que le SMIC brut a progressé de 1,5 % et 1,2 % sur ces deux années. Cela a conduit à une augmentation relative du coût de la garde et donc des taux d'effort associés à chacun des modes d'accueil solvabilisés par le CMG. Ainsi, selon les hypothèses retenues, le taux d'effort relatif à l'accueil par un AM a encore légèrement augmenté en 2021 sous l'effet d'une progression du salaire net moyen des assistants maternels supérieure à la revalorisation des barèmes de prise en charge de la PAJE, mais reste toutefois proche de 12 % pour une famille gagnant 1 Smic.

Le taux d'effort des familles pour un accueil en micro-crèche continue de croître en 2021, après le ralentissement constaté en 2020 pour tous les niveaux de revenus, qui était lié à une progression du coût horaire de l'accueil moins rapide que celle du Smic cette année.

Dans les EAJE financés par la PSU, la participation et donc le taux d'effort des familles sont déconnectés du coût des structures et sont seulement fonction de leurs revenus. Dans le cadre de la convention d'objectifs et de gestion entre l'Etat et la Cnaf 2018-2022 a été prévu une augmentation du taux des participations familiales de 0,8 % par

¹ Les modes d'accueil solvabilisés par le CMG sont : l'emploi d'un assistant maternel (AM), le recours à la garde à domicile (GED) - partagée ou non - et/ou à la micro-crèche (MC).

an à compter de 2019 et jusqu'en 2022. Le plafond augmentera par ailleurs progressivement pour atteindre 6 000 € (contre 4 875 € en 2018). Cette réforme a pour effet d'augmenter la dépense relative des familles, notamment de celles ayant des revenus élevés et qui auraient été plafonnées par le passé. Ceci explique l'augmentation du taux d'effort de 1 point entre 2015 et 2021 pour les familles ayant des revenus équivalents à 5 SMIC (cf. graphique 2).

Graphique 2 • Taux d'effort relatif à la garde d'un enfant selon le mode d'accueil et le niveau de revenu



Source : Calculs Cnaf – DSS

Note de lecture : En 2021, pour un couple biactif disposant d'un revenu équivalent à 3 SMIC et ayant un enfant de moins de 3 ans à charge, le taux d'effort pour la garde en établissement d'accueil du jeune enfant s'élève à 7 %.

Construction de l'indicateur Les cas-types sont construits pour illustrer deux situations familiales théoriques spécifiques :

- un couple dont les deux membres travaillent avec un enfant de moins de trois ans, pour lequel sont présentés 3 niveaux de revenus (1, 3 et 5 Smic brut), en considérant que les revenus du couple se partagent à parts égales entre les 2 parents ;
- une famille monoparentale avec un enfant de moins de trois ans né après le 1^{er} avril 2018, pour laquelle sont présentés 2 niveaux de revenus équivalent à 1 et 3 Smic brut.

Les cas types décrivent les dépenses occasionnées par un accueil à temps plein (soit 9 heures par jour et 18 jours par mois) de l'unique enfant au 1^{er} juillet de l'année considérée pour les années 2010, 2015, 2020 et 2021 selon cinq modes d'accueil : assistant maternel, garde à domicile, garde à domicile partagée, micro-crèche financée dans le cadre de la PAJE et accueil collectif en établissement d'accueil du jeune enfant financé dans le cadre de la PSU.

La garde à domicile partagée consiste à employer une personne qui garde deux enfants de familles différentes, le coût pour une famille correspond alors à un emploi à mi-temps.

L'indicateur retrace, pour chaque mode d'accueil, l'évolution des coûts de l'accueil agrégés, pris en charge par les différents financeurs publics : les CAF, l'Etat et les collectivités locales. Les participations financières estimées résultent ensuite de la prise en compte des montants du CMG de la PAJE pour l'ensemble de l'année en cours ainsi que des plafonds en vigueur au 1^{er} janvier.

Concernant les dispositifs fiscaux, les familles sont éligibles au crédit d'impôt relatif à l'emploi d'une garde d'enfant à domicile et à la garde hors du domicile (assistant maternel et EAJE). Ainsi, le reste à charge correspondant à un accueil réalisé l'année N inclut par anticipation l'avantage fiscal que le ménage obtient l'année N+1.

Depuis le PQE (ancien nom du REPSS) annexé au PLFSS 2017, le calcul de la prise en charge publique du coût de la garde à domicile intègre la déduction forfaitaire de cotisations sociales entrée en vigueur en 2013. Cette déduction a été portée à 2 € par heure travaillée à compter du 1^{er} décembre 2015 et porte sur la part des cotisations de Sécurité sociale non prise en charge par la branche famille (cf. *tableau infra*).

La tarification des EAJE correspond au barème national des participations familiales fixé par la Cnaf. Le montant de la Psu qui est versé varie en fonction du niveau de service rendu aux familles, évalué au regard de la fourniture des repas et des couches, et de l'adaptation aux besoins réels des familles (mesurée notamment par un faible écart entre les heures facturées et les heures consommées par les familles). Le prix plafond retenu pour le calcul du présent indicateur est celui applicable à un EAJE dont le niveau de service se situe dans la catégorie 2 (établissement ne fournissant pas les repas, dont le taux de facturation est inférieur ou égal à 107 %) ou dans la catégorie 3 (établissement fournissant les couches et les repas), dont le taux de facturation est compris entre 107 % et 117 %), soit 7,94 € par heure en 2021.

Les salaires des assistants maternels et des personnes employées pour une garde à domicile sont estimés à partir du salaire horaire réel net moyen calculé par l'ACOSS.

La tarification en micro-crèche est calculée avec le prix horaire moyen facturé par les micro-crèches PAJE à partir des dépenses de garde déclarées par les allocataires du CMG structure.

Le prix de revient est calculé sur les équipements d'accueil collectif accueillant uniquement des enfants de moins de 3 ans en métropole, il tient compte de l'ensemble des heures payées par les parents.

Les coûts de l'accueil peuvent ainsi être modifiés par rapport aux PQE/REPSS annexés aux précédents PLFSS, du fait de la mise à jour des séries de coût horaire moyen de l'accueil individuel (assistant maternel et salarié à domicile) et des prix de revient horaires des équipements d'accueil collectif.

Précisions méthodologiques L'estimation retient un accueil d'enfant à temps plein pendant un mois, ce qui conduit à surestimer les coûts et les taux d'effort effectifs des familles. En effet, l'accueil du jeune enfant est un service utilisé généralement de façon moins fréquente et moins intensive.

Précisions sur la législation fiscale L'utilisation d'un mode d'accueil à domicile ou à l'extérieur du domicile donne droit à un crédit d'impôt au taux de 50 %.

Par ailleurs, depuis 2013, les familles employant un salarié à domicile bénéficient d'une déduction de cotisations sociales de 0,75 € par heure travaillée. Cette déduction a été portée à 2 € par heure travaillée à compter du 1^{er} décembre 2015. Enfin, entre 2006 et 2010, les cotisations sur l'assiette réelle des rémunérations d'un salarié à domicile ouvraient droit à un abattement de 15 % du salaire brut de l'employé au bénéfice des employeurs.

Année de l'accueil		2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Législation fiscale		2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Garde à l'extérieur du domicile	Type d'avantage fiscal	Crédit d'impôt													
	Taux accordé	50 %													
	Plafonnement	2300€ par an et par enfant													
Garde à domicile	Type d'avantage fiscal	Réduction d'impôt ou crédit d'impôt (couple biactif)													
	Taux accordé	50 %													
	Plafonnement*	12000 € par an avec majoration de 1500€ par enfant dans la limite de 15000€													
	Exonération de cotisation	Abattement de 15 points (15 % du salaire brut)													
	Abattement forfaitaire de cotisation								0,75€ / heure			2€ / heure			

(*) Ce plafond annuel de dépense s'applique à l'ensemble des salariés employés à domicile et non exclusivement à l'emploi d'une garde d'enfant à domicile.

Organisme responsable de la production de l'indicateur : DSS

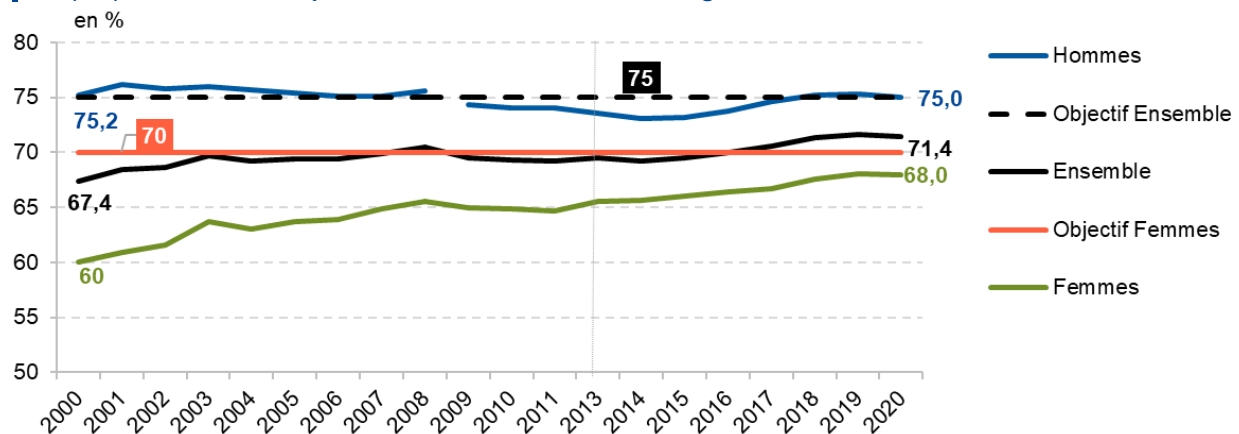
2.9. Contribuer à la hausse de l'emploi des femmes

2.9.1. Taux d'emploi des femmes et des hommes âgés de 25 à 49 ans en France et en comparaisons internationales

Finalité Cet indicateur illustre les progrès réalisés vers l'objectif d'emploi de la stratégie « UE 2020 », en référence au Conseil européen de mars 2010, visant une croissance économique « intelligente, durable et inclusive » d'ici 2020. Lors de ce conseil, il a en particulier été considéré que l'objectif général de ces mesures était d'augmenter le taux d'emploi global de l'Union européenne à 75 %. Sur la base de ces recommandations, la France s'est fixé un objectif spécifique dans le cadre du programme national de réforme de la France 2011-2014 : atteindre un taux d'emploi des femmes de 70 % en 2020. A 68 %, la cible n'est pas atteinte, il faut toutefois prendre en compte le contexte très particulier et imprévu de la crise économique liée à la pandémie mondiale.

Résultats Le taux d'emploi des femmes âgées de 20 à 64 ans en France s'établit à 66 % en 2020, en hausse d'un un niveau légèrement inférieur au taux observé en 2019. Mais la baisse des taux d'emploi en 2020 concerne tant les hommes que les femmes en Europe et est directement liée à la pandémie mondiale. Après plusieurs années d'augmentation entre 2000 et 2008, ce taux avait diminué de 2008 à 2011, principalement en raison de la crise financière et économique qui a touché la France à partir de la fin 2008. Il convient de noter que les taux d'emplois entre 2013 et 2014 ne sont pas comparables en niveau en raison du changement de champ méthodologique : avant 2014 les taux d'emplois ne concernaient que la France métropolitaine alors que depuis 2014, ceux-ci concernent la France entière hors Mayotte. Les interprétations s'effectueront de manière distincte avant 2014 et après 2014. Ainsi, jusqu'en 2019, on observe depuis 2014 une hausse positive et régulière du taux d'emploi des femmes, à hauteur d'un gain d'environ 0,5 point par an.

Graphique 1 • Taux d'emploi des femmes et des hommes âgés de 20 à 64 ans en France



Source : Eurostat.

Champ : France métropolitaine jusqu'en 2014 puis France entière hors Mayotte à partir de 2014 inclus.

Note : rupture de série, la prise en compte depuis 2014 des DROM dans le calcul des taux d'emplois en France rend la comparaison des taux d'emploi de 2014 à 2019 impossible avec les années antérieures.

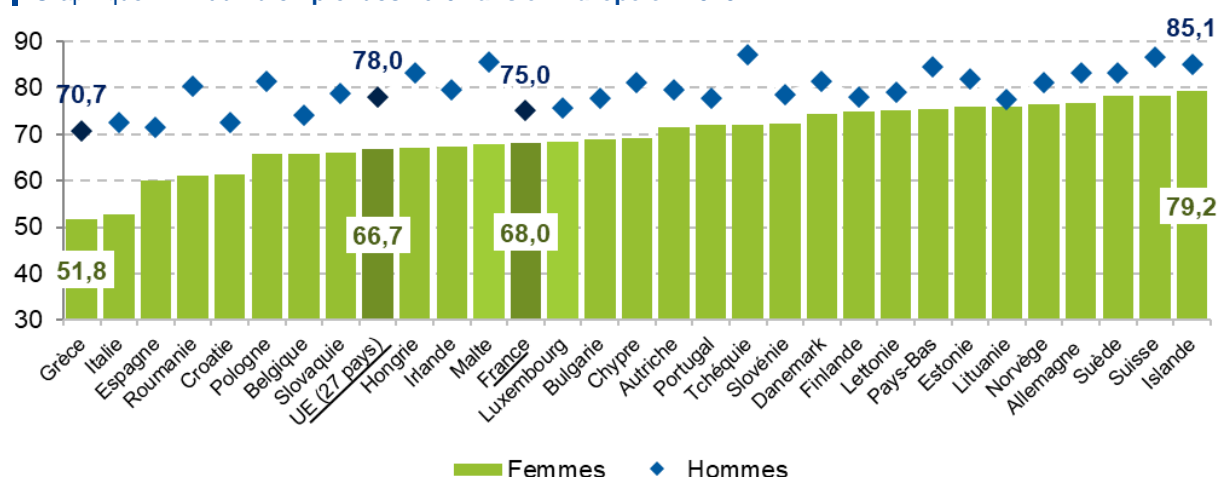
En ce qui concerne les hommes, le taux d'emploi est plus élevé, il s'établit à 75 % en 2020, en baisse de 0,3 point par rapport à 2019. Après être resté relativement stable entre 2000 et 2008, à près de 75,6 %, il a connu à partir de 2009 un décrochage plus important que celui des femmes, imputable également à la conjoncture économique. Depuis 2014, on observe une amélioration significative du taux d'emploi des hommes sur le champ de la France entière.

Le différentiel de taux d'emploi entre hommes et femmes s'élève à 5,7 points en 2020, soit une réduction de 0,2 point par rapport à 2019. Alors que cet écart avait nettement diminué entre 2000 et 2008 (-5 points sur la période), la période 2008-2012 avait marqué un ralentissement. Depuis 2014, l'écart hommes/femmes connaît une évolution alternant des années de diminution entre 2014 et 2015 (de 0,3 point), puis deux années de hausse en 2016 et 2017, à hauteur respectivement de 0,3 point et 0,4 point. Finalement, 2018, 2019 et 2020 sont marquées par une nouvelle baisse cumulée du différentiel de taux d'emploi de 0,7 point. Alors que la réduction de la période 2012-2015 était davantage due au recul du taux d'emploi des hommes qu'à l'augmentation de celui des femmes, la baisse de 0,5 point en 2019 est imputable à une amélioration du taux d'emploi des femmes (+ 0,5 point en 2019) et une stagnation du taux d'emploi des hommes (égal par rapport à 2018). La crise liée à la pandémie a eu plus d'effet sur le taux d'emploi des hommes, que sur celui des femmes.

Avec un taux d'emploi des femmes de 68 % en 2020, la France à un niveau supérieur à la moyenne européenne (66,7 % pour l'UE), le taux d'emploi des hommes est inférieur de 3 points à celui de l'UE (respectivement 75 % et 78 % - cf. graphique 2).

Le taux d'emploi des femmes varie fortement au sein de l'UE : une femme sur deux est en emploi en Grèce tandis que plus de 4 femmes sur 5 le sont en Islande. Le taux d'emploi des femmes est plus élevé dans les pays nordiques (notamment Islande, Norvège et Suède) avec un taux avoisinant les 80 % et plus faible dans les pays du Sud de l'Europe et de la Méditerranée, avec moins de 65 % des femmes en emploi, à l'exception de Chypre (69,1%) et du Portugal (71,9%). Il est aussi relativement faible dans les pays de l'Est de l'Europe, nouvellement intégrés à l'Union Européenne, hormis certains pays comme les pays baltes qui affichent un taux d'emploi féminin supérieur à 75 %.

Graphique 2 • Taux d'emploi des 20-64 ans en Europe en 2020



Champ : personnes de 20 à 64 ans.
Source : Eurostat.

Construction de l'indicateur

Les classes d'âges visées par l'engagement européen sont constituées des personnes âgées de 20 à 64 ans. Le taux d'emploi est obtenu en divisant le nombre de personnes occupées âgées de 20 à 64 ans par la population féminine totale de la même tranche d'âge, globalement et par genre. Ces indicateurs sont issus de l'enquête communautaire sur les forces de travail (EFT), qui couvre l'ensemble de la population vivant dans des ménages privés. Au sens de cette enquête, la population occupée comprend les personnes qui, durant la semaine de référence et pendant une heure au moins, ont accompli un travail pour une rémunération ou un profit ou qui, n'ayant pas travaillé, avaient néanmoins un emploi dont elles étaient temporairement absentes.

Précisions méthodologiques

Les données proviennent d'Eurostat. L'enquête communautaire sur les forces de travail sur laquelle se fonde l'indicateur ne couvre pas le champ des personnes vivant dans des ménages collectifs (pensions, cités universitaires, établissements hospitaliers). Les notions de taux d'emploi obtenues grâce à l'enquête sont uniformisées au niveau européen afin de présenter des valeurs comparables d'un pays à l'autre. Elles peuvent toutefois différer des notions usuellement retenues par les instituts statistiques des États membres et entraîner de ce fait des écarts avec les sources nationales. La comparaison des taux d'emploi des différents pays présente par ailleurs une limite importante dans la mesure où ces taux sont construits par agrégation de valeurs sensiblement variables selon l'âge alors que les situations démographiques des pays de l'Union peuvent différer.

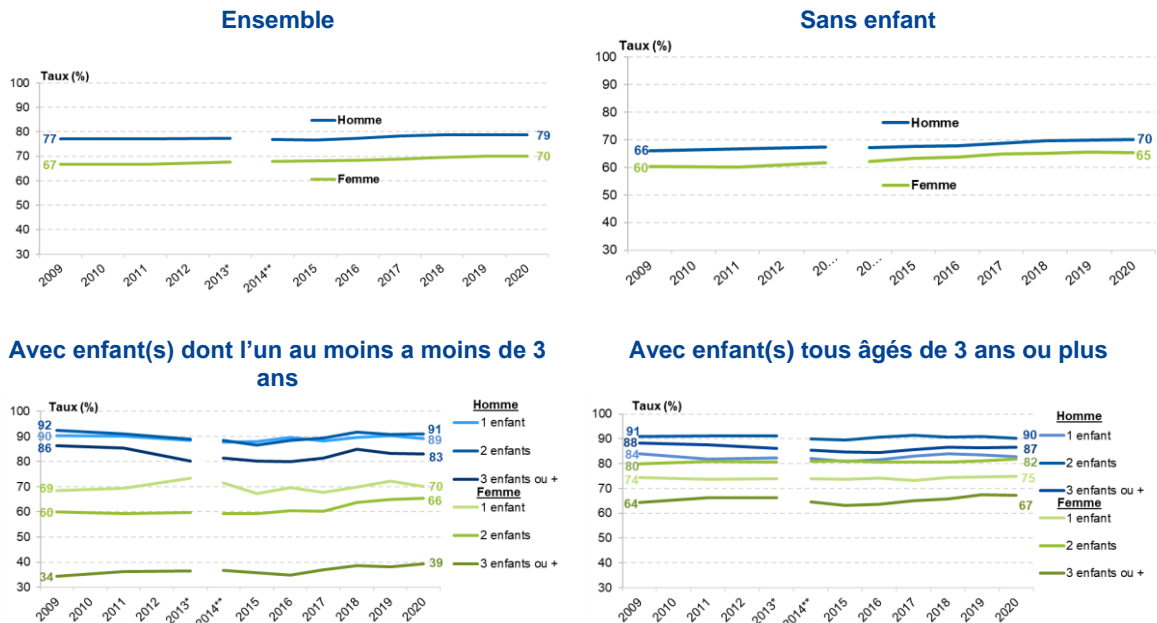
Organisme responsable de la production de l'indicateur : DSS

2.9.2. Taux d'emploi des femmes et des hommes selon le nombre et l'âge des enfants

Finalité Ce sous-indicateur mesure les effets du nombre et de l'âge des enfants à charge sur la conciliation entre la vie familiale et la vie professionnelle, en étudiant les taux d'emploi qui reflètent la participation des femmes et des hommes au marché du travail.

Résultats En 2020, parmi les personnes en emploi, 27 % des femmes occupent un emploi à temps partiel contre seulement 7 % des hommes.

Graphiques • Taux d'emploi des femmes et des hommes selon le nombre et l'âge des enfants



* rénovation des enquêtes Emploi en 2013.

** rupture de série : le champ des enquêtes emploi est étendu aux DROM à partir de 2014.

Source : INSEE, enquêtes Emploi, traitement DREES.

Champ : France à partir de 2014, France métropolitaine avant, population des ménages, personne de référence ou conjoint âgés de 20 à 64 ans (âge courant).

Le taux d'emploi des femmes est nettement plus sensible à la configuration familiale du ménage que celui des hommes. Le taux d'emploi des mères décroît avec le nombre d'enfants du ménage :

- lorsque la famille comprend au moins un enfant de moins de 3 ans, le taux d'emploi des femmes décroît dès le deuxième enfant mais surtout avec le troisième enfant. Ainsi, en 2020, alors que le taux d'emploi des mères d'un enfant s'élève à 70,2 %, celui des mères de deux enfants est de 65,5 % et celui des mères de trois enfants ou plus s'établit à 39,4 % ;
- le taux d'emploi des mères n'ayant que des enfants de plus de 3 ans est plus élevé que lorsque le benjamin a moins de 3 ans. Par exemple, dans les familles comprenant un unique enfant, le taux d'emploi des mères d'un enfant de plus de 3 ans est supérieur à celui des mères d'un enfant de moins de 3 ans (74,8 % contre 70,2 % en 2020). D'une part, à compter de 3 ans, quasiment tous les enfants sont scolarisés ; cela permet à davantage de mères de reprendre une activité. D'autre part, certaines prestations de la PAJE (allocation de base, PrePaRe et avant le complément de libre choix d'activité, complément mode de garde) ne sont plus servies ou diminuent lorsque le benjamin a 3 ans ou plus.

Il est à noter que les hommes et femmes sans enfant à charge ont des taux d'emploi faibles : les proportions de personnes jeunes et âgées parmi la population des 20-64 ans, structurellement plus souvent inactives, sont plus élevées dans cette catégorie.

En 2020, parmi les personnes en emploi, 27 % des femmes occupent un emploi à temps partiel contre seulement 7 % des hommes. Pour les femmes, cette part d'emploi à temps partiel est nettement liée à la configuration familiale : 23 % des femmes sans enfant occupe un emploi à temps partiel contre 44 % des mères de trois enfants ou plus dont le plus jeune est âgé de moins de 3 ans.

Une partie des personnes en emploi à temps partiel subissent cette situation : elles souhaitent travailler davantage et sont disponibles pour le faire. En 2020, 12 % des femmes en emploi sont touchées par le sous-emploi contre 9 % des hommes en emploi.

Construction de l'indicateur

Les données utilisées dans cet indicateur sont issues des enquêtes Emploi de l'INSEE. Cette enquête a subi en 2013 une refonte complète avec une rénovation du questionnaire et la réécriture de l'ensemble des chaînes de traitement. Des changements intervenus dans le module « Position sur le marché du travail » ont modifié la teneur des réponses apportées par une faible proportion de la population enquêtée et ceci a eu un impact sur les niveaux de l'emploi, du chômage, du halo et de l'inactivité pure. Pour tenir compte de ces modifications, l'INSEE a procédé à une rétropolation des poids pour les années 2003 à 2012.

Depuis 2014, le champ des enquêtes Emploi en continu est étendu aux DROM.

Précisions méthodologiques

Le champ recouvre les personnes de référence des ménages ou leur conjoint âgé de 20 à 64 ans. En effet, s'agissant ici de ventiler le taux d'emploi des hommes et des femmes selon le type de famille, il est pertinent, dans le cas des familles avec des enfants âgés de plus de 20 ans dans le ménage, de se restreindre à la situation par rapport à l'emploi des parents.

Le taux d'emploi d'une classe de la population est obtenu en divisant le nombre d'individus de la classe ayant un emploi par le nombre total d'individus dans la classe. La part d'emploi à temps partiel d'une classe est obtenue en divisant le nombre d'individus de la classe ayant un emploi occupé à temps partiel par le nombre d'individus en emploi de la classe.

Le sous-emploi recouvre les personnes qui ont un emploi à temps partiel, qui souhaitent travailler plus d'heures, et qui sont disponibles pour le faire, qu'elles cherchent un emploi ou non. Sont également incluses les personnes ayant involontairement travaillé moins que d'habitude, pour cause de chômage partiel par exemple, qu'elles travaillent à temps complet ou à temps partiel. À partir de l'enquête Emploi de 2013, le mode de calcul du sous-emploi tient compte des préconisations d'Eurostat, de façon à faciliter les comparaisons internationales.

Est considérée comme enfant toute personne célibataire qui n'est pas en couple avec une personne de son ménage, ayant un parent (père ou mère) dans son ménage, et n'étant pas elle-même parent (père ou mère) d'une personne de son ménage. Aucune limite d'âge n'est retenue ici pour la définition des enfants.

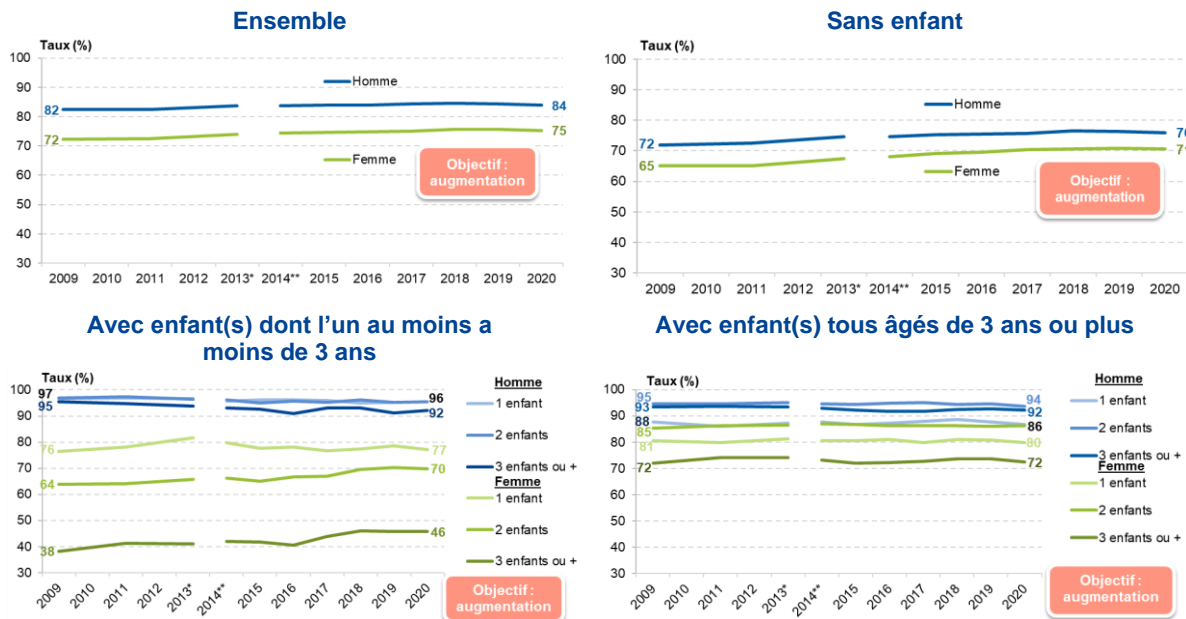
Organisme responsable de la production de l'indicateur : DREES

2.9.3. Taux d'activité des femmes et des hommes selon le nombre et l'âge des enfants

Finalité Ce dernier sous-indicateur a pour objectif d'analyser les effets du nombre et de l'âge des enfants à charge sur la conciliation entre la vie familiale et la vie professionnelle. Pour cela, il présente les taux d'activité, qui reflètent la participation des femmes et des hommes au marché du travail, qu'ils soient en emploi ou au chômage.

Résultats Les résultats du sous-indicateur sont disponibles jusqu'à l'année 2020

Graphiques • Taux d'activité des femmes et des hommes selon le nombre et l'âge des enfants



* rénovation des enquêtes Emploi en 2013.

** rupture de série : le champ des enquêtes emploi est étendu aux DROM à partir de 2014.

Source : INSEE, enquêtes Emploi, traitement DREES.

Champ : France à partir de 2014, France métropolitaine avant, population des ménages, personnes de référence ou conjoints âgés de 20 à 64 ans (âge courant).

Depuis 30 ans, les comportements d'activité des hommes et des femmes se rapprochent. Même s'il dépend toujours du nombre d'enfants, le taux d'activité des femmes s'est accru au fil des générations. En 2020, le taux d'activité des femmes reste toutefois inférieur de 8,6 points à celui des hommes (75,3 % contre 83,9 %).

Les évolutions observées sur le taux d'activité sont globalement comparables à celles du taux d'emploi :

- un taux d'activité plus faible pour les femmes que pour les hommes ;
- une baisse du taux d'activité des mères lorsque la famille s'agrandit : cette baisse est observée dès le deuxième enfant lorsque le plus jeune des enfants est âgé de moins de 3 ans et à compter du troisième enfant lorsque le benjamin est âgé de plus de 3 ans ;
- un taux d'activité des mères croissant avec l'âge des enfants et, inversement, un taux d'activité des pères décroissant avec l'âge des enfants, à nombre d'enfants donné au sein de la famille.

Par ailleurs, lorsque l'enfant le plus jeune est âgé de moins de 3 ans, le taux d'activité des mères est plus élevé lorsqu'elles vivent en couple (69 % en 2020) plutôt que sans conjoint (47 %).

La différence entre le taux d'activité des femmes et celui des hommes est la plus élevée dans les configurations familiales où il y a au moins 2 enfants dont le plus jeune est âgé de moins de 3 ans. Ce phénomène pourrait s'expliquer par l'existence du congé parental et de la prestation partagée d'éducation de l'enfant (PreParE) de la PAJE qui peut y être associée.

L'écart entre le taux d'activité et le taux d'emploi reflète le chômage. Historiquement, le chômage est plus fréquent parmi les femmes que parmi les hommes, mais l'écart tend à se réduire sur une longue période. En 2020, la différence sur le champ retenu ici (champ des personnes âgées de 20 à 64 ans vivant en ménages) s'établit à 0,6 point : 6,2 % des hommes actifs sont au chômage contre 6,8 % des femmes actives.

Construction de l'indicateur

Le taux d'activité féminin est obtenu en divisant le nombre de femmes actives (actives occupées et chômeuses) de 20 à 64 ans par la population féminine totale de la même tranche d'âge (en excluant les personnes qui ne sont pas personne de référence ou conjoint au sein de leur ménage). La population active occupée regroupe l'ensemble des personnes qui ont un emploi. Les personnes au chômage sont les personnes âgées de 20 à 64 ans au chômage au sens du Bureau international du travail, c'est-à-dire, sans travail durant la semaine de référence, disponibles pour travailler, activement à la recherche d'un emploi au cours des quatre semaines précédentes ou ayant trouvé un emploi débutant au cours des trois mois suivants.

Depuis 2014, le champ des enquêtes Emploi en continu est étendu aux DROM.

Précisions méthodologiques

Le champ recouvre les personnes de référence des ménages âgés de 20 à 64 ans ou leur conjoint. En effet, s'agissant ici de ventiler les taux d'activité des hommes et des femmes selon le type de famille, il est pertinent, quel que soit l'âge des enfants, de se restreindre à l'activité des parents.

Ces indicateurs sont issus des enquêtes Emploi de l'INSEE. Cette enquête a subi en 2013 une refonte complète avec une rénovation du questionnaire et la réécriture de l'ensemble des chaînes de traitement. Des changements intervenus dans le module « Position sur le marché du travail » ont modifié la teneur des réponses apportées par une faible proportion de la population enquêtée et ceci a eu un impact sur les niveaux de l'emploi, du chômage, du halo et de l'inactivité pure. Pour tenir compte de ces modifications, l'INSEE a rétropolé des poids pour les années 2003 à 2012.

Est considérée comme enfant toute personne célibataire qui n'est pas en couple avec une personne de son ménage, ayant au moins un parent (père ou mère) dans son ménage, et n'étant pas elle-même parent (père ou mère) d'une personne de son ménage. Aucune limite d'âge n'est retenue ici pour la définition des enfants.

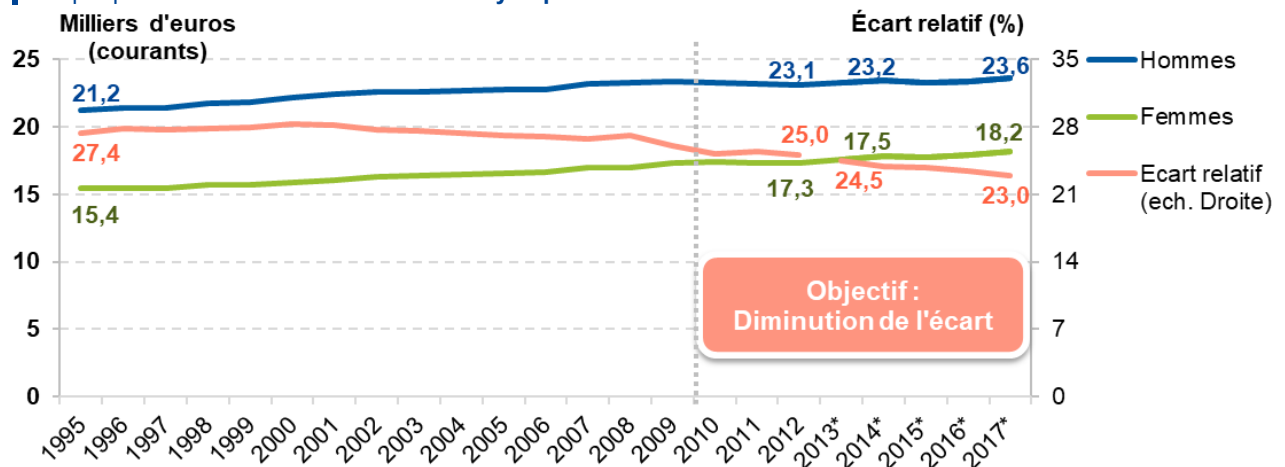
Organisme responsable de la production de l'indicateur : DREES

2.10. Contribuer à la réduction des écarts salariaux entre les femmes et les hommes

Finalité L'indicateur vise à donner une mesure des disparités salariales entre hommes et femmes. L'égalité salariale est un objectif de politique publique, comme l'ont rappelé la loi du 23 mars 2006 relative à l'égalité salariale entre les femmes et les hommes et, plus récemment, la loi du 4 août 2014 pour l'égalité réelle entre les femmes et les hommes. C'est aussi l'un des objectifs de la Commission Européenne, pour contribuer à la réalisation d'objectifs économiques plus généraux. La politique familiale peut contribuer à réduire les écarts et faciliter l'insertion des femmes sur le marché de l'emploi grâce à une meilleure conciliation de la vie familiale et de la vie professionnelle.

Résultats Les femmes perçoivent en moyenne 23 % de moins que les hommes en 2017. Le revenu salarial moyen des hommes salariés est de 23 600 €, tandis que celui des femmes se situe à 18 200 € seulement (cf. graphique 1). Les femmes salariées restent ainsi moins rémunérées sur le marché du travail malgré un investissement éducatif plus poussé que les hommes sur les dernières décennies et le renforcement des dispositions légales en matière d'égalité professionnelle et de lutte contre les discriminations. Elles perçoivent 23 % de moins que les hommes en moyenne en 2017. Cet écart tend néanmoins à se réduire depuis 15 ans, à un rythme relativement lent : en 2000, le salaire moyen des femmes était ainsi inférieur de 28,2 % à celui des hommes avant de se réduire légèrement entre 2000 et 2006, puis de manière plus accentuée entre 2008 et 2010, suite à la crise économique (le revenu salarial des hommes a eu tendance à diminuer légèrement sur cette période quand celui des femmes continuait de progresser). Cependant, cette tendance à la baisse de l'écart salarial entre les femmes et les hommes est moins marquée depuis : alors qu'il diminuait en moyenne de 0,5 points par année sur la période 2009-2014, il se contracte moins vite depuis 2015.

Graphique 1 • Revenu salarial annuel moyen pour les femmes et les hommes salariés



*La prise en compte depuis 2013 dans le salaire net des cotisations patronales pour complémentaire santé obligatoire rend impossible la comparaison du revenu salarial annuel moyen depuis 2013 avec les années antérieures.

Source : Insee, Panel tous salariés.

Champ : France métropolitaine jusqu'en 2001, France à partir de 2002, ensemble des salariés hors salariés agricoles, apprentis, stagiaires, et hors salaires versés par des particuliers-employeurs, y compris emplois aidés depuis 2016

Note de lecture : en 2017, dans l'ensemble du secteur privé et de la fonction publique, le revenu salarial moyen des femmes est de 18 200 euros et celui des hommes de 23 600 euros.

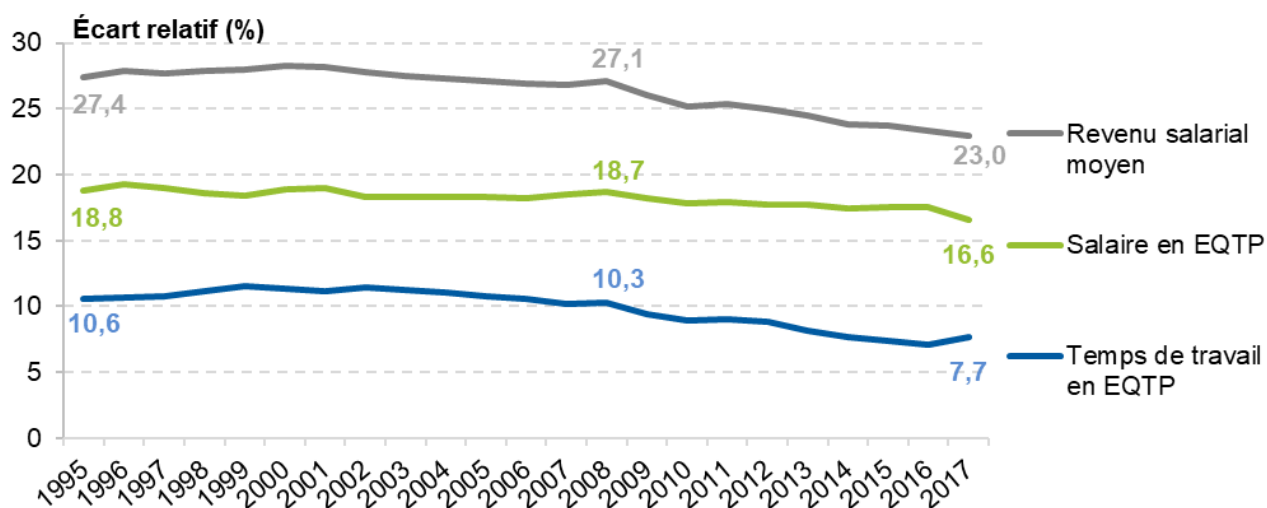
L'essentiel de l'écart de salaire moyen provient d'une différence de salaire horaire entre hommes et femmes

Le revenu salarial intègre deux dimensions qu'il convient de séparer pour comprendre l'origine de ces écarts : le salaire en équivalent temps plein (EQTP) (assimilable à un salaire horaire net) et le volume de travail salarié réalisé au cours de l'année. Les trois-quarts de l'écart de salaire moyen entre femmes et hommes restent liés à une différence moyenne de salaire en EQTP : les femmes salariées perçoivent ainsi, en moyenne, 16,6 % de moins de l'heure que les hommes en 2017. Il est resté globalement assez stable sur la période de 2000 à 2008, avant d'amorcer une légère baisse à partir de 2008. Cet écart peut être attribué à de multiples facteurs, le fait que les femmes occupent plus fréquemment des positions socioprofessionnelles moins favorables que les hommes, dans des secteurs d'activité moins rémunérateurs. En outre, l'expérience professionnelle des femmes est moins valorisée, il existe aussi des différences de pouvoir de négociation voire des comportements discriminatoires à l'encontre des femmes.

La quantité de travail annuelle contribue mécaniquement aux écarts de revenus salariaux : en 2017, la différence moyenne de volume de travail entre femmes et hommes est de 7,7 %, expliquant seulement un quart de l'écart total de salaire (cf. graphique 2). Le temps de travail moyen est en effet moins élevé chez les femmes, qui sont davantage concernées par les temps partiels et font en moyenne moins d'heures supplémentaires que les hommes.

En particulier, les femmes sont surreprésentées dans les emplois à temps très partiels (inférieurs ou égaux à un travail à mi-temps), près de 60 % de ces derniers sont occupés par des femmes. L'inégale répartition des responsabilités familiales et du travail domestique au sein des familles est susceptible d'expliquer ces écarts de temps de travail moyen et contribuerait donc indirectement aux différences de rémunération. La différence moyenne de volume de travail apparaît en régression sur les 15 dernières années, passant de 11,3 % en 2000 à 7,7 % en 2017 mais est néanmoins en hausse sur la dernière année (+0,6 point) et retourne à son niveau de 2014.

Graphique 2 • Écarts relatifs de revenu salarial, de salaire en EQTP et de volume de travail annuels moyens entre femmes et hommes



Source : Insee, Panel tous salariés.

Champ : France métropolitaine jusqu'en 2001, France à partir de 2002, ensemble des salariés hors salariés agricoles, apprentis, stagiaires, et hors salaires versés par des particuliers-employeurs.

Note de lecture : en 2017, dans l'ensemble du secteur privé et de la fonction publique, le revenu salarial des femmes est inférieur en moyenne de 23 % à celui des hommes. L'écart relatif de salaire moyen en EQTP entre les femmes et les hommes est de 16,6 % et l'écart relatif lié à la différence de volume de travail est de 7,7 %.

Dans le secteur privé, l'écart de salaire horaire moyen entre femmes et hommes reste majoritairement inexpliqué

Au travers d'une étude récente, l'Insee a tenté de décomposer l'écart de salaire horaire net réel moyen entre les femmes et les hommes au sein du secteur privé en deux parties distinctes.

La première partie dite « expliquée » de cet écart illustre le fait que les caractéristiques des salariés hommes et femmes sont différemment réparties en termes de diplôme, d'âge, d'expérience professionnelle ou de secteur d'activité ; elles expliqueraient moins de la moitié de l'écart moyen de salaire horaire en 2014. En particulier, la répartition des emplois féminins au sein des secteurs d'activité et selon les catégories socioprofessionnelles est encore très différente de celle des emplois masculins, ce qui explique une part relativement stable de ces différences. Les femmes sont ainsi moins représentées au sein des postes de cadres, ainsi que dans les secteurs de l'industrie et de la construction où le revenu salarial moyen est plus élevé que dans les activités de service. Ces différences de situation en termes de catégories socioprofessionnelles ou de secteurs d'activité peuvent être elles-mêmes issues de diverses formes de ségrégation sur le marché du travail (barrière dans l'accès à certains emplois) ou en amont (orientation dans les filières éducatives).

La deuxième partie dite « non expliquée » correspond à l'écart de salaire horaire restant, une fois prises en compte un grand nombre de caractéristiques objectives de l'emploi et du salarié(e). Cet écart non expliqué par les structures différentes des caractéristiques au sein des populations salariées féminines et masculines, représenterait plus de la moitié de l'écart total femmes-hommes. Il est en grande partie lié à une moindre valorisation de l'expérience professionnelle pour les femmes salariées et comprend très probablement une part imputable à des discriminations professionnelles. Il ne peut toutefois pas s'interpréter totalement comme un indicateur de discriminations du fait des limites de l'analyse qui ne peut couvrir tous les déterminants du revenu salarial¹.

¹ Toutes les caractéristiques ne peuvent être prises en compte au degré le plus fin, elles ne mesurent ainsi ni parfaitement ni uniquement les compétences et la productivité du salarié.

Construction de l'indicateur L'indicateur donne la valeur moyenne du revenu salarial, c'est-à-dire de la somme des salaires mensuels perçus au cours d'une année, pour chaque sexe. Le revenu salarial correspond à la somme de tous les salaires perçus par un individu au cours d'une année donnée, nets de toutes cotisations sociales, y compris contribution sociale généralisée (CSG) et contribution au remboursement de la dette sociale (CRDS). Cet indicateur permet de comparer, année après année, l'ampleur moyenne « globale » des écarts de salaires entre femmes et hommes mais ne permet pas de distinguer ce qui relève d'un écart durable, correspondant au profil des carrières, de ce qui relève d'un écart plus conjoncturel, lié à l'instabilité temporaire des revenus d'activités (épisodes de chômage ou d'inactivité, changement d'emploi ou de durée de travail...).

Précisions méthodologiques L'indicateur est construit à partir du Panel tous salariés de l'Insee. Ce fichier longitudinal est extrait des déclarations annuelles des données sociales (DADS) et des fichiers de paie des agents de l'État. Il suit les périodes d'emploi, les salaires et les caractéristiques des employeurs d'un échantillon au 1/24 de la population salariée entre 1976 et 2001 et au 1/12 depuis 2002. Le champ couvert correspond à l'ensemble des salariés de France métropolitaine. Les éléments d'explication relatifs à la décomposition des écarts moyens de revenu salarial entre hommes et femmes cités proviennent, eux, l'édition 2020 de l'Insee Références *Emploi, chômage, revenus du travail*.

Organisme responsable de la production de l'indicateur : DSS

2.11. Veiller à l'équilibre financier de la branche famille à moyen/long terme

Finalité L'indicateur de taux d'adéquation des dépenses et des recettes retenu est similaire à celui présenté pour chacune des branches de la protection sociale examinées dans les différents rapports d'évaluation des politiques de sécurité sociale. Il vise à apprécier l'équilibre financier de la branche famille.

Résultats En 2021, la Cnaf devrait retrouver un solde positif de 1,1 Md€ soit 2% des recettes. Le solde continuerait de progresser pour atteindre 5,4 Md€ en 2025, soit 9 % des recettes de la branche.

Tableau 1 • Taux d'adéquation des dépenses avec les recettes de la CNAF

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021 (p)	2022 (p)	2023 (p)	2024 (p)	2025 (p)	Objectif
Dépenses (Md€)	54,3	49,59	50,0	49,9	49,9	50,0	49,4	49,7	50,4	51,0	51,8	Equilibre
Recettes (Md€)	52,8	48,59	49,8	50,4	51,4	48,2	50,5	51,4	54,0	55,5	57,2	
Solde (Md€)	-1,5	-1,0	-0,2	0,5	1,5	-1,8	1,2	1,7	3,6	4,5	5,4	
Solde / recettes	-3%	-2%	0%	1%	3%	-4%	2%	3%	7%	8%	9%	
Recettes / dépenses	97,2%	98,0%	99,6%	100,9%	103,1%	96,4%	102,4%	103,4%	107,1%	108,8%	110,3%	

Source : PLFSS pour 2022.

A partir de 2009, la branche famille a subi comme les autres branches de la sécurité sociale les conséquences de la crise économique et financière, qui s'est traduite par une diminution des recettes. Après 2013, les mesures mises en œuvre et l'amélioration de la conjoncture ont permis d'inverser progressivement la tendance. Ainsi, le solde de la Cnaf en 2014 affiche une amélioration sensible, le déficit diminuant de 0,5 Md€.

De 2015 à 2017, la structure des charges et produits de la branche a été très fortement modifiée par les mesures d'allègements de charges du pacte de responsabilité et de solidarité. Cependant, la situation financière de la branche n'a cessé de s'améliorer, notamment via différentes réformes de la politique familiale (aménagement de la PAJE, modulation des allocations familiales).

En 2018, le solde de la CNAF est devenu excédentaire, pour la première fois depuis 10 ans. Si les produits ont ralenti sensiblement (+1,3 %, après +2,4 %) en raison des baisses de cotisations décidées pour les non-salariés en compensation de la hausse de la CSG, les charges sont demeurées stables, à l'instar des prestations sociales.

En 2019, les prestations d'entretien (AF, ASF, ...) ont nettement ralenti du fait d'une revalorisation annuelle limitée à +0,3 % mais aussi de la fin de la montée en charge des revalorisations exceptionnelles prévues dans le plan de lutte contre la pauvreté de 2013. De plus, les dépenses de prestations d'accueil du jeune enfant (PAJE) ont continué de décroître, mais à un rythme moindre.

En 2020, la branche famille a replongé dans le déficit en raison de la contraction de ses recettes (-6,3 %) bien que ses dépenses aient progressé très modérément (+0,2 %). Le solde de la Cnaf s'est ainsi établi à -1,8 Md€.

La faible évolution des dépenses masque des évolutions très contrastées selon le type de prestations : les prestations d'entretien ont été dynamiques sous l'effet de la revalorisation exceptionnelle de l'allocation de rentrée scolaire pour un coût de 0,5 Md€. A l'inverse, les dépenses de la PAJE ont nettement diminué (-6,7 %), principalement tirées à la baisse par les dépenses versées au titre du complément d'aide à la garde en raison du confinement du printemps 2020 qui a conduit de nombreux parents à garder leur(s) enfant(s) à domicile sans recourir à un mode de garde payant. Les produits ont connu une nette baisse (-6,3 %). Les cotisations sociales et la CSG activité se sont effondrées en raison du recul de la masse salariale du secteur privé et de l'effondrement des recettes assises sur les revenus des travailleurs non-salariés. Les recettes fiscales ont, elles aussi, fortement diminué (-9,0%), reflétant la réduction de fraction de taxe sur les salaires affectée à la Cnaf (-7,4 points, LFSS pour 2020) au bénéfice de la CNAV en compensation de la perte de recettes liée aux nouvelles exonérations sur les heures supplémentaires prévues par la LFSS pour 2019. Enfin, le recouvrement des cotisations et contributions s'est nettement dégradé, conduisant à l'inscription d'une importante dotation aux provisions pour dépréciation des créances dans les charges liées au non recouvrement (-0,9 Md€).

En 2021, le solde de la Cnaf rebondirait de 3,0 Md€ et redeviendrait excédentaire de 1,2 Md€. Il convient de souligner que l'année 2021 est marquée par le transfert du financement de l'AEEH à la nouvelle branche autonomie de la sécurité sociale dont l'impact financier est contrebalancé via la réduction de 9,1 points de la fraction de taxe sur les salaires affectée à la Cnaf. En neutralisant cet effet de périmètre, les dépenses de la CNAF progresseraient de 1,1 % (-1,2 % en tenant compte du transfert de l'AEEH) et ses recettes augmenteraient de 7,6 % (contre 5,0 % y compris ce transfert).

Les prestations d'entretien se replieraient (-2,6 %) en contrecoup de la revalorisation exceptionnelle de l'allocation de rentrée scolaire qui a majoré les dépenses de 0,5 Md€ en 2020 tandis que les prestations d'accueil du jeune enfant rebondiraient (+4,5 %) avec, d'une part, un quasi-retour à la normale du recours à des modes de garde payants et, d'autre part, la réforme de la prime de naissance (LFSS pour 2021), qui a avancé son versement au

7^{ème} mois de grossesse, contre le 2^{ème} mois après la naissance précédemment pour un coût de 0,2 Md€. Enfin, les transferts versés seraient eux aussi dynamiques (+2,3 % après +0,1 % en 2020), sous l'effet de l'allongement du congé paternité à compter du 1^{er} juillet (LFSS pour 2021).

Les cotisations sociales augmenteraient de 6,2 % et la CSG de 5,9 %, poussées notamment par le rebond de la masse salariale du secteur privé (+6,2 % après -5,7 %) et d'importantes régularisations de cotisations portant sur les travailleurs indépendants. Les cotisations prises en charge par l'Etat continueraient leur progression (+12,2 %), sous l'effet de la prolongation en 2021 des mesures de soutien aux employeurs pour faire face à la crise économique, et de l'enregistrement dans les comptes 2021 des exonérations de la vague 2 se rapportant aux périodes d'emploi de septembre à décembre 2020.

En 2022, l'excédent de la Cnaf s'établirait à 1,7 Md€, en hausse de 0,5 Md€. Les dépenses seraient légèrement plus dynamiques que les années précédentes (+0,7 %), mais croîtraient moins rapidement que les recettes (+1,6 %). La croissance des dépenses s'expliquerait quasi uniquement par celle des transferts : ils seraient encore tirés à la hausse par l'allongement du congé paternité mis en place à compter du 1^{er} juillet 2021 dont l'effet en année pleine se traduirait par une dépense supplémentaire de 0,2 Md€ en 2022. Les recettes affectées à la branche seraient tendanciellement dynamiques en 2022 tirées à la hausse par les produits de cotisations sociales et les recettes de CSG. Toutefois, les recettes fiscales affectées à la branche famille seraient minorées par une mesure du PLFSS 2022 qui prévoit un transfert de taxe sur les salaires d'un montant de 1,0 Md€ à la branche maladie pour compenser à cette dernière les montants pris en charge au titre d'indemnités journalières dérogatoires pour des motifs de garde d'enfant accordées durant la crise sanitaire.

A compter de 2023, l'hypothèse retenue de revalorisation des prestations familiales est celle de la prévision d'inflation, conformément à la loi. A législation constante, la croissance des dépenses, gouvernée essentiellement par l'évolution du nombre d'enfants ouvrant droit aux prestations familiales, devrait être plus modérée que celle des recettes, qui suivent la progression de la richesse nationale. Le solde de la branche serait ainsi amélioré sur la période 2023-2025.

Construction de l'indicateur

Fondé sur les comptes de la branche famille du régime général pour les exercices clos jusqu'en 2020 et prévisionnels pour 2021 à 2022, l'indicateur rapproche, année après année, le total des charges supportées par la Cnaf du total de ses produits et apprécie l'écart éventuel entre ces deux grandeurs. L'équilibre de base de la branche est apprécié à l'aide du scénario macroéconomique sous-jacent aux projets de loi de finances et de loi de financement de la sécurité sociale pour 2022. Ce scénario inclut les mesures nouvelles et diffère des prévisions publiées dans le rapport de la Commission des comptes de la sécurité sociale.

Précisions méthodologiques

Le champ de cet indicateur est celui de la Cnaf. Les dépenses sont exprimées en milliards d'euros courants. Les charges et produits présentés ici sont cohérents avec la définition retenue pour la LFSS : il s'agit de grandeurs nettes. Ainsi, les charges et les produits sont diminués des reprises de provisions sur prestations et n'intègrent pas les dotations sur provisions et admissions en non-valeur (ANV) sur actifs circulants (admissions en non-valeur de dettes qui n'ont plus de chances raisonnables d'être recouvrées). En outre, les cotisations et la CSG que la Cnaf prend en charge dans le cadre du complément mode de garde mais qui lui reviennent sont également consolidées.

Organisme responsable de la production de l'indicateur : DSS

2.12. Garantir le paiement « à bon droit » des prestations versées

Finalité Cet indicateur vise à mesurer la part des prestations versées par la branche Famille à « bon droit », c'est-à-dire conformément à la réglementation et au plus proche de la date à laquelle elles sont exigibles. L'objectif de paiement à bon droit consiste en un paiement aux allocataires de toutes les prestations dont ils peuvent bénéficier, le plus rapidement possible au regard de la date à laquelle la prestation est payable. Il s'agit donc à la fois de limiter le non-recours aux prestations et – lorsque le recours est acquis – de payer les prestations au plus juste et le plus rapidement possible.

L'indicateur de paiement à « bon droit » proposé dans cette fiche est partiel par rapport à l'objectif général du paiement à bon droit décrit ci-dessus car il ne porte que sur le paiement des prestations pour lesquelles le recours est avéré : autrement dit, il n'inclut pas la question du non-recours. Avec cette acception, deux causes principales peuvent conduire les Caf à ne pas payer les prestations « à bon droit ». D'une part le fait que les Caf ne disposent pas des informations suffisantes (ou qu'elles sont erronées) pour verser le montant exact au plus vite. D'autre part, le fait que les Caf commettent des erreurs dans le traitement des dossiers.

Résultats Le paiement à bon droit est mesuré comme étant – à une date donnée – la part des paiements de prestations réalisés conformément à la réglementation dans l'ensemble des prestations versées par les Caf (plus précisément parmi les seules prestations légales hors assurance vieillesse des parents au foyer, hors allocation de rentrée scolaire et hors allocation journalière de présence parentale, soit environ 75 milliards d'euros en 2020). Pour cette mesure, sont estimés par enquête les montants de régularisations à la hausse (on parle alors de « rappels ») ou à la baisse (dénommés « indus ») qui auraient dû être réalisés et qui ne l'ont pas été :

- Les taux d'indus/rappels résiduels sont les sommes d'indus/rappels non détectés rapportées à la somme des prestations versées.
- La part des paiements « à bon droit » correspond à la part que représentent tous les autres paiements : elle peut inclure des régularisations qui se sont réglées par le seul fait des échanges entre les allocataires et leur organisme de gestion, des échanges partenaires ou suite à des contrôles effectués par les Caf.

Les modalités de calcul de l'indicateur garantissent son exhaustivité sur les régularisations induites par des informations erronées (incomplètes, trop tardives...) provenant des allocataires mais ne retracent que partiellement celles liées à des erreurs de liquidation des Caf. La part de ces erreurs non incluses dans l'indicateur peut être considérée comme stable dans le temps. L'inexactitude ou les retards dans la transmission des informations par les allocataires constituent la cause principale du non-paiement « à bon droit ».

L'indicateur de paiement à bon droit est calculé à deux horizons temporels : l'un à 9 mois (il s'agit de l'horizon utilisé par la Cour des comptes pour certifier les comptes de la branche Famille) et l'autre à 24 mois (horizon temporel au-delà duquel peu de régularisations sont réalisées, en raison de la prescription). Pour l'exercice 2020, seul l'indicateur à 9 mois est à ce jour disponible, l'indicateur à 24 mois ne pouvant être calculé qu'en 2022 (voir partie « Précisions méthodologiques »).

En 2020, il apparaît que 9 mois après la date du droit étudié, entre 89,6 % et 91,6 % des montants versés par les Caf le sont « à bon droit ». Les erreurs résiduelles sont majoritairement des indus : au bout de 9 mois, entre 6,3 % et 7,5 % des montants des prestations ont été versées à tort. Les rappels non détectés à 9 mois représentent entre 1,9 % et 3,1 % des sommes versées.

Tableau 1 • Indicateur de paiement à bon droit à 9 mois au titre de 2020 et de 2019

Indicateur de paiement à bon droit à 9 mois	2020			2019			Objectif
	Borne inférieure de l'intervalle de confiance	Centre de l'intervalle de confiance	Borne supérieure de l'intervalle de confiance	Borne inférieure de l'intervalle de confiance	Centre de l'intervalle de confiance	Borne supérieure de l'intervalle de confiance	
Indicateur de paiement à bon droit à 9 mois (indus + rappels)	89,6%	90,6%	91,6%	91,2%	92,2%	93,2%	Augmenter le paiement à bon droit
Taux d'indus résiduels à 9 mois	6,3%	6,9%	7,5%	5,4%	6,0%	6,6%	
Taux de rappels résiduels à 9 mois	1,9%	2,5%	3,1%	1,2%	1,8%	2,4%	

Note : Estimations avec intervalle de confiance à 95 %. Il y a 95 % de probabilité que la vraie valeur de l'estimateur soit comprise entre la borne inférieure et la borne supérieure de l'intervalle de confiance.

Champ : Prestations légales hors AVPF, hors ARS, hors AJPP, hors action sociale. France entière.

Source : Cnaf.

Le risque d'erreurs résiduelles diffère selon les prestations. Sur le champ du Fonds national des prestations familiales (hors AVPF, ARS et AJPP), l'indicateur de paiement à bon droit est estimé entre 95,6 % et 97,8 % des sommes versées. Pour les autres prestations (Prime d'activité, RSA, AAH, APL, ALS, ALF), il est compris entre 85,7 % et 88,5 %. L'indicateur de paiement à bon droit est meilleur lorsque la liquidation des prestations repose sur des informations stables dans le temps, ou que les Caf peuvent obtenir de manière automatique. *A contrario*, pour les prestations reposant sur une déclaration fréquente de l'allocataire d'informations très variables, (ce qui est par exemple le cas pour la Prime d'activité et le RSA), l'indicateur de paiement à bon droit est moins bon.

Toutes prestations confondues, les taux d'indus et de rappels résiduels à 9 mois augmentent respectivement de +0,9 point et +0,7 point en valeur centrale. Cette légère dégradation entre 2019 et 2020, s'explique en partie par la réforme de la prime d'activité du 1^{er} janvier 2019. Cette dernière a consisté à revaloriser le montant de la prestation et à modifier les seuils d'éligibilité augmentant ainsi significativement le nombre de bénéficiaires. La prime d'activité connaissant davantage d'erreurs de paiement résiduels que les autres prestations, la réforme a conduit à dégrader mécaniquement les résultats de l'indicateur.

Les évolutions (à la baisse comme à la hausse) des indicateurs de risque résiduel indus/rappels entre 2019 et 2020 peuvent s'expliquer d'une part par une évolution du risque « brut » (composante 1) et d'autre part par une variation des détections d'indus/rappels (composante 2). En 2020, le protocole de contrôle a été adapté afin de tenir compte de la crise sanitaire : moins de contrôles ont été réalisés sur l'année et à distance plutôt que sur place, ce qui a influencé de manière certaine le niveau des détections et a pu impacter (de manière différente selon les prestations) le niveau de risque brut.

On estime que l'évolution de +0,9 point du taux d'indus résiduels est liée pour 0,63 point à l'augmentation du risque « brut » et pour 0,20 point à la baisse des détections. L'augmentation de 0,7 point du taux de rappels résiduel s'explique par une diminution significative des détections, non compensée par la diminution du risque « brut ».

Afin de limiter les erreurs de paiement, la branche Famille simplifie les canaux par lesquels les informations des allocataires peuvent lui parvenir (dématérialisation), développe les échanges avec des partenaires pour obtenir les informations nécessaires sans les demander aux allocataires (via Pôle emploi, les données fiscales, la CNAMTS...), met en place des contrôles de cohérence dans ses processus de liquidation, réalise des contrôles sur pièces ou sur place.

L'indicateur de paiement à bon droit de 2019 a également été calculé à un horizon de 24 mois. En effet, la politique de contrôle des Caf permet de détecter un certain nombre d'anomalies après 9 mois. Aussi, les résultats de l'indicateur 2019 montrent que les indus et rappels résiduels diminuent significativement entre 9 et 24 mois de recul : le taux de paiement à bon droit passe en effet d'une valeur estimée entre 91,2 % et 93,2 % des prestations versées sur un horizon de 9 mois, à une valeur estimée comprise entre 93,5 % et 95,5 % quinze mois plus tard. La plupart des régularisations non détectées après 24 mois sont des indus. Après deux ans, on considère que les erreurs de paiement qui n'ont toujours pas été détectées ont une faible probabilité d'être décelées.

Tableau 2 • Indicateur de paiement à bon droit au titre de 2019

Indicateur de paiement à bon droit au titre de 2019	2019	
	à 9 mois	à 24 mois
Indicateur de paiement à bon droit (indus + rappels)	[91,2 % - 93,2 %]	[93,5 % - 95,5 %]
Taux d'indus résiduels	[5,4 % - 6,6 %]	[4,2 % - 5,4 %]
Taux de rappels résiduels	[1,2 % - 2,4 %]	[0,2 % - 1,3 %]

Note : Bornes inférieures et supérieures de l'intervalle de confiance à 95 %.

Champ : Prestations légales hors AVPF, hors ARS, hors AJPP, hors action sociale. France entière.

Source : Cnaf.

Note de lecture : 24 mois après la date d'effet du droit, environ 95 % des montants des prestations [93,5 % - 95,5 %] sont versés correctement par les Caf. 5 % de montants d'irrégularités subsistent en raison d'oublis ou d'erreurs de déclaration de la part de l'allocataire ou d'inexactitudes dans le traitement du dossier par la caisse. Ces erreurs de paiement peuvent être en faveur (rappel) ou en défaveur (indu) de l'allocataire.

Comparaison sur plusieurs exercices

Pour analyser les évolutions du paiement à bon droit sur plusieurs années, les résultats de l'indicateur peuvent être appréhendés à structure de prestations comparable. En effet, quand les dépenses d'une prestation « à risque » augmentent davantage que les autres, l'indicateur brut se « dégrade » mécaniquement, toutes choses égales par ailleurs. Les indicateurs de paiement à bon droit à 9 mois au titre de 2017, 2018 et 2019 sont donc calculés à structure de prestations comparables à 2020. Les indicateurs des exercices antérieurs ne sont pas présentés du fait de la rupture de série liée à la mise en place de la prime d'activité.

Tableau 3 • Indicateur de paiement à bon droit à 9 mois, à structure de prestations comparable à 2020

Indicateur de paiement à bon droit à 9 mois	Borne inférieure de l'intervalle de confiance	Centre de l'intervalle de confiance	Borne supérieure de l'intervalle de confiance
Au titre de 2020	89,6%	90,6%	91,6%
Au titre de 2019 - à structure de prestations comparable à 2020		91,9%	
Au titre de 2018 - à structure de prestations comparable à 2020		92,1%	
Au titre de 2017 - à structure de prestations comparable à 2020		93,2%	

Champ : Prestations légales hors AVPF, hors ARS, hors AJPP, hors action sociale. France entière.

Source : Cnaf.

À structure de prestations comparables à 2020, l'évolution de l'indicateur à 9 mois demeure relativement importante entre 2019 et 2020. On peut conclure à une tendance à la hausse des taux d'indus et de rappels résiduels entre 2019 et 2020.

Tableau 4 • Indicateur de paiement à bon droit à 24 mois, à structure de prestations comparable à 2019

Indicateur de paiement à bon droit à 24 mois	Borne inférieure de l'intervalle de confiance	Centre de l'intervalle de confiance	Borne supérieure de l'intervalle de confiance
Au titre de 2019	93,5%	94,5%	95,5%
Au titre de 2018 - à structure de prestations comparable à 2019		94,9%	

Champ : Prestations légales hors AVPF, hors ARS, hors AJPP, hors action sociale. France entière.

Source : Cnaf.

À structure de prestations comparables à 2019, l'indicateur de paiement à bon droit à 24 mois diminue de -0,4 point en valeur centrale entre 2018 et 2019. L'indicateur s'est particulièrement dégradé sur les prestations d'entretien, notamment pour les indus. En dehors de cette prestation, l'évolution du paiement à bon droit à 24 mois reste relativement stable entre 2018 et 2019.

Tableau 5 • Délais moyens de détection des indus et rappels en 2020

Indicateur de paiement à bon droit à 9 mois	Indus	Rappels
	Délai moyens de détection (en mois)	Délai moyens de détection (en mois)
RSA	7,9	1,9
Prime d'activité	8,5	2,2
Allocation de logement sociale (ALS)	4,4	2,5
Allocation de logement familiale (ALF)	4,8	2,4
Aide personnalisée au logement (APL)	2,9	1,6
Allocation aux adultes handicapés (AAH)	7,3	4,5
Allocations familiales (AF)	5,8	3,5
Complément familial (Cf)	5,1	3,4

Source : Cnaf.

Lecture : En moyenne en 2020, les indus RSA sont détectés 7,9 mois après le mois de droit.

Le tableau présenté ci-dessus reprend l'ensemble des indus/rappels détectés en 2020 pour les prestations listées. Le délai moyen de détection par prestation est calculé en faisant la moyenne des mois de droit auxquels se réfèrent ces indus/rappels au moment de leur implantation.

La durée moyenne nécessaire à la détection d'un indu est supérieure à celle d'un rappel. Les prestations pour lesquelles les délais moyens de détection d'un indu sont les plus longs sont : le RSA, la PPA et l'AAH. Il s'agit des prestations nécessitant une action directe de l'allocataire par le biais d'une déclaration trimestrielle de ressources. À titre d'illustration, un indu PPA détecté en juillet 2020 corrige (en moyenne) une anomalie du mois de novembre 2019.

Les rappels AAH, AF et CF sont en moyenne détectés plus tardivement que pour les autres prestations.

Précisions méthodologiques L'indicateur de paiement à bon droit est le complément à 100 % de l'indicateur de risque résiduel « données entrantes ». L'indicateur de risque résiduel (IRR) « données entrantes » 2020 a été réalisé à partir de l'enquête d'évaluation du paiement à bon droit (PBD), complétée par des données issues des tables statistiques mensuelles des détections d'indus et de rappels. Dans le cadre de l'enquête PBD, environ 6 000 contrôles sur place sont réalisés par des agents assermentés auprès d'allocataires tirés au sort, dans toutes les Caf. Ces contrôles reposent sur un protocole national (pour assurer une homogénéité entre les départements), complet et rigoureux, le but étant de détecter l'exhaustivité des anomalies de paiement sur le dossier du foyer, sur un historique de 24 mois. Pour chacun des allocataires de l'échantillon, on récupère également les anomalies de paiement détectées en dehors du cadre de l'enquête (indus et rappels détectés avant l'opération ou concomitamment). On dispose alors des sommes exhaustives d'indus et de rappels existants pour les allocataires de l'échantillon (détectés par le contrôle sur place ou par un autre moyen). Ces résultats sont alors extrapolés à l'ensemble de la population allocataire de la branche Famille, comme si tous avaient eu un contrôle exhaustif de leur dossier. Cela permet d'obtenir une masse estimée d'indus/rappels potentiels (composante 1 de l'indicateur). En soustrayant les sommes d'indus et de rappels effectivement détectés par les Caf (composante 2), on obtient une estimation des montants des indus et des rappels résiduels (non détectés), que l'on peut rapporter aux sommes de prestations effectivement versées (composante 3). La période utilisée pour le calcul de l'IRR 2020 porte sur les droits compris entre le mois d'octobre 2019 et le mois de mars 2020 (ces six mois définissent la période P). Pour l'indicateur à 9 mois, les indus/rappels résiduels sont ceux qui concernent la période P et qui n'ont toujours pas été détectés par les Caf à fin septembre 2020. Le délai de détection des indus/rappels se trouve donc entre 6 mois (pour les indus/rappels commençant en mars 2020) et 12 mois (pour les indus/rappels commençant en octobre 2019), soit un délai de 9 mois en moyenne.

$$\text{IRR 2020}_{9\text{mois}} = \frac{\text{Composante 1} - \text{Composante 2}}{\text{Composante 3}}$$

Composante 1 = Masse estimée des indus/rappels potentiels au titre de la période P

Composante 2 = Masse réelle des indus/rappels au titre de la période P détectés jusqu'au 30/09/2020

Composante 3 = Sommes des prestations versées au titre de la période P et connues au 30/09/2020

Les régularisations potentielles (détectées ou non – composante 1) sont identifiées pour les 6 000 foyers de l'échantillon. Les résultats sont ensuite extrapolés à l'ensemble de la population pour obtenir des estimations. Or, toute estimation réalisée à partir d'un échantillon s'accompagne d'une marge d'erreur. Plus cette marge d'erreur est faible, plus l'estimation est précise (et inversement). Tous les résultats des indicateurs présentés ici sont encadrés d'un intervalle de confiance à 95 %, signifiant que la vraie valeur à 95 % de chance de se trouver dans l'intervalle.

L'indicateur se décline également à 24 mois. L'IRR 2020 « données entrantes » à 24 mois pourra être calculé début 2022.

$$\text{IRR 2020}_{24\text{mois}} = \frac{\text{Composante 1} - \text{Composante 2}}{\text{Composante 3}}$$

Composante 1 = Masse estimée des indus/rappels potentiels au titre de la période P

Composante 2 = Masse réelle des indus/rappels au titre de la période P détectés jusqu'au 31/12/2021

Composante 3 = Sommes des prestations versées au titre de la période P et connues au 31/12/2021

Organisme responsable de la production de l'indicateur : CNAF

LISTE DES SIGLES UTILISES

A

AAH	Allocation pour adulte handicapé
AB	Allocation de base de la PAJE
AEEH	Allocation éducation de l'enfant handicapé
AF	Allocations familiales
AFEAMA	Aide à la famille pour l'emploi d'une assistante maternelle agréée
AJPP	Allocation journalière de présence parentale
ALF	Allocation logement à caractère familial
ALS	Allocation logement à caractère social
ALT	Allocation logement temporaire
ALUR	Accès au logement et à un urbanisme rénové
ANV	Admission en non-valeur
AP-HP	Assistance publique - Hôpitaux de Paris
API	Allocation pour le parent isolé
APL	Aide personnalisée au logement
ARS	Allocation de rentrée scolaire
ASF	Allocation de soutien familial
ASI	Allocation supplémentaire d'invalidité
ASMAT	Assistance maternelle
ASPA	Allocation supplémentaire aux personnes âgées
ASS	Allocation de solidarité spécifique
ATA	Allocation temporaire d'attente
AV	Allocation veuvage

B

BIT	Bureau international du travail
-----	---------------------------------

C

CAAH	Complément allocation adulte handicapé
CAF	Caisse d'allocations familiales
CCMSA	Caisse centrale de la mutualité sociale agricole
CEE	Centre d'études pour l'emploi
CEJ	Contrat enfance-jeunesse
CF	Complément familial
CI	Crédit d'impôt
CLCA	Complément de libre choix d'activité
CLSH	Centre de loisir sans hébergement
CMG	Complément de libre choix du mode de garde
CNAF	Caisse nationale des allocations familiales
CNAM	Caisse nationale d'assurance maladie
CNAV	Caisse nationale d'assurance vieillesse
COG	Convention d'objectifs et de gestion
COLCA	Complément optionnel de libre choix d'activité
CRDS	Contribution pour le remboursement de la dette sociale
CRPCEN	Caisse de retraite et de prévoyance des clercs et employés de notaires
CSG	Contribution sociale généralisée

D

DALO	Droit au logement opposable
DGCS	Direction générale de la cohésion sociale
DGEFP	Délégation générale à l'emploi et à la formation professionnelle
DGFIP	Direction générale des finances publiques
DREES	Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques
DSS	Direction de la Sécurité sociale

E

ÉAJE	Établissement d'accueil du jeune enfant
EFT	Enquête sur les forces de travail
ERFS	Enquête revenus fiscaux et sociaux
ETP	Équivalent temps plein

F

FILEAS	Fichier des prestations légales et d'action sociale
FILOUE	Fichier localisé des enfants usagers d'EAJE
FNAL	Fonds national d'aide au logement
FNAS	Fonds national d'action sociale
FNPF	Fonds national des prestations familiales

G

GIPA	Garantie contre les impayés de pensions alimentaires
------	--

I

ICF	Indice conjoncturel de fécondité
INES	INSEE-Études Sociales, modèle de micro simulation développé par l'INSEE et la DREES
INSEE	Institut national de la statistique et des études économiques
IR / IRPP	Impôt sur le revenu des personnes physiques
IRCEM	Institut de retraite complémentaire des employés de maison
IRL	Indice de référence des loyers

L

LAEP	Lieux d'accueil enfants-parents
LFSS	Loi de financement de la Sécurité sociale

M

MSA	Mutualité sociale agricole
-----	----------------------------

P

PAJE	Prestation d'accueil du jeune enfant
PIB	Produit intérieur brut
PLFSS	Projet de loi de financement de la Sécurité sociale
PMI	Protection maternelle et infantile
PPE	Prime pour l'emploi
PREPARE	Prestation partagée d'éducation de l'enfant
PSU	Prestation de service unique

R

RATP	Régie autonome des transports parisiens
RNDC	Recueil national des données des caisses d'allocations familiales
RSA	Revenu de solidarité active
RSI	Régime social des indépendants
RTT	Réduction du temps de travail

S

SAM	Salaire annuel moyen
SESPROS	Système européen de statistiques intégrées de protection sociale
SMIC	Salaire minimum interprofessionnel de croissance
SNCF	Société nationale des chemins de fer
SPA	Standards de pouvoir d'achat

T

TH	Taxe d'habitation
----	-------------------

U

UC	Unité de consommation
UE	Union Européenne